«L'Économie»: l'implosion du CEA

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14851 - 7 F -

MARDI 27 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Revers pour le président lituanien

in the state of the state of the state of

Si l'on en croit les résultats. Sancore partiels lundi matin, des élections législatives du dimanche 25 octobre en Lituanie, le président Vytautas Landabergls a essuyé un nouvel échec électoral, après celui du référen-dum constitutionnel de mai dernier. Le Parti démocratique du travail (PDTL) de l'ancien numéro un communiste, Algirdee Brazauskas, arriverait en effet en tête pour la moitié des sièges attribués au premier tour, un second tour étant prévu le 8 novembre pour l'autre moitié.

Ce n'est certee pas ce que l'on pourrait appaler un raz-de-marée communiste. D'abord parce que in PDTL, ai la tandanca da plus da 40 % des voix décelés à la sortie dee bureaux de vote se confirma, na pourra pae gouverner saul; ensuite, parca que Brazeuakaa n'nat pae ce qu'on fait de pire en matièra d'enciens communiatee : après toot, c'est sous sa direction réformatrice qu'a pu se dévelop per, à la fin des années 80, la combat indépendentiste en Lituenie. Ses partisans étalent jusqu'ici toujours représentés au Parlement et au gouvernement.

MAIS le mouvement Sajudis M de M. Landsbergis, qui sueillerait à poine le quart des suffrages, n'en subit pas moins int revers, La grave crise économique que treverse le petite république balte y est sans doute pour quelque chose : chute de la préduction industrielle, inflation galopante, le tout aggravé par la sécheresse et la fermeture du robinet de pétrole

Un putre facteur aura probable ment été aussi déterminant : l'intransigeance du président Lands-bergis et les divisions au sein de Sajudis, qui ont abouti à la para-lysie du Parlement autour de lysie du Parlement autour de luttes, pour une bonne part, personnelles, et donné un tour aouvent très virulent eu débat politique an Lituanie. La ramplacement, cet été, du premier ministre, Gediminas Vagnorius, mis an minorité au Perlement, par un autre proche du président, Aleksandras Abisala, n'avait pas permie de débioquer la situation. Les débats, toujours sous-jacents, entre modérés et radicaux au sein du Sejudis ont fini par éclater au grand jour, une fois la tretaille pour l'indépendance remportée.

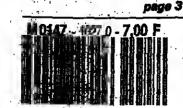
E président Landsbergis, Lqui reste maigré tout in figure emblématique de l'indépendance lituanienne, nura una occasion décisive de tester sa popularité lors de l'élection présientielle qui devrait avoir lieu d'ici quelques mois, pulsqun les électeurs ont approuvé, également dimanche, un projet de réforme constitutionnelle instituant un président élu eu suffrage universel – aux pouvoirs moine étendus que ne l'aurait souhaité M. Landsbergis.

Comme on l'a déjà vu dans d'autres scrutins du post-com-munisms, lorsque la transition économique et l'apprentissage de la démocratie font tanguer le naviro, ce sont ceux qui sont aux commandes qui paient. A Vil-nius, comme d'ailleurs sn Estonie le mois dernier, les dirigeants ont au moins eu le mérite d'orga-niser des élections. Avec, sn prime, en Lituanin, le droit de vote pour les minorités natio-

– Lire également -

■ Tadjikistan : échec de la tentative de coup d'Etat

m Russie : les nostalgiques



Après le succès de la manifestation antigouvernementale de Londres

Une nouvelle épreuve de force s'engage entre M. Major et les «eurosceptiques»

ter contre la politique économique de M. John « euroscaptiques ». Le premier ministre britan-Major et soutenir les mineurs britanniques. Le nique laisse planer la menace d'élections antiplusieurs dispositions ayant pour effet de sur- leur soutien au gouvernement lors du vote seoir aux 30 000 licenciements initialement d'orientation sur le traité de Maestricht qui annoncés dans les mines. La manifestation de doit evoir lieu le 4 novembre.

Plus de 100 000 personnes ont manifesté, Londres intervient au moment où M. Major dimanche 25 octobre, à Londres, pour protes- engage une nouvelle épreuve de force avec les 19 octobre, le gouvernement evait ennoncé cipées si ces derniers refusaient d'apporter

L'espoir s'éteint au fond de la mine

GRIMETHORPE (South-Yorkshire) de notre envoyé spécial

meot, signifie le « village de la crasse». Grimethorpe ne mérite pas cette fâcheuse réputation, ni même une quelconque réhabilitation. C'est un village de maisons aux briques noircies, que sa dés-espérante tristesse ne distingue en rien de celle de dizaines d'autres localités du bassio minier da Yorkshire et du Nottinghamshire, La grande rue luisante de ploie aligne l'ordinaire litanie de maisous jumelles, affublées à intervalles réguliers de panneaux « à vendre » ou « à Jeuer ». Des visages paras panong des ruelles

L'actionnaire roi

Dans le capitalisme, le pouvoir est au capital : plusieurs PDG viennent de le réapprendre... Lire page 22 l'article d'ERIK IZRAELEWICZ

L'assassinat de six militaires israéliens Vive réaction de M. Rabin.

ESPACE EUROPEEN

■ En attendant Bill Clinton ■ La décennie Felipe Gonzalez
L'evenir d'une communauté différenciée. Lire pages 8 à 10

SPORTS

s Rugby : spiendeur et misère des Springboks s Football : les clubs russes après l'éclate-ment de l'empire. page 17

Le sommuire complet se trouve page 28

flanquées de bouts de jardin peu entretenus, des fenêtres aux carreaux parfois cassés, quelques rares gamins qui «zonent», désœuvrés.... Baoale pauvreté du nord de l'Angleterre.

La mine de Grimethorpe o'est pas lpin, repérable à ses cheminées, eoponcée par ce brusque foncement de la grisaille charboneuse qui uniformise le paysage, ses superstructures qui s'enfoncent dans le ciel en fumant, comme on périscope. Les mineurs se sont rassemblés dans la salle des lampes, caparaconnés de leur combinaison encore orange, la tête revêtue d'un casque surmonté d'écouteurs et de

taines de lampes sont alignées sur des râteliers où leurs batteries sont rechargées, d'un shift à l'autre. Dans une pièce attenante, d'autres lampes plus précieuses, celles-là à pétrole, resplendissent de leur cuivre : elles servent à déceler le grisoo et leur étanchéité est soigneusement vérifiée.

Les bommes avancent an pas lourd de leurs brodequins, le long de le galerie suspendoe qui enjambe noe partie de la mine, jusqu'au puits de descente.

LAURENT ZECCHINI Lire la suite page 22

Les négociations commerciales en panne



Les ministres de l'agriculture des Douze cherchent une position commune et une nouvelle rancontre pourrait evoir lieu dans la semaine à New-York.

L'ÉCONOMIE

Le grand axe Tokyo-Pékin

La visite en Chine de l'ampereur du Japon scelle la normalisation des relations entre les deux pays. Sur le plan économique aussi les échenges ne cessent de croître, et les Japoneis, pariant sur le long terme, multiplient les implantations dans les

Lire aussi les pages Mode d'emploi, Perspectives, Opinione, Conjoncture, Dossier (Le Marché unique européen) et la chronique

pages 29 à 40

Désarrois américains

VI. - Religion : une vague de fondamentalisme

Les précédents articles ont été consacrés aux causes du déclin eméricain, à la crise économique, au désenchantement des classes moyennes, aux problèmes de l'éducation, de la pauvreté et de la sécurité (ele Monde» des 20, 21, 22, 23 et 24 octobre).

AUSTIN (Texas)

de notre envoyé spécial

Une bible au bout d'un poing dressé, le jeune homme crache des imprécations dons son micro, ao carrefour de le 6º Rue d'un quartier populaire d'Aostin, capi-tale du Texas: « Est-ce que vous savez que vous allez mourir ce soir? Vous fumez, vous jouez, vous buvez .. Votre pasteur sait-il

que vous êtes ici? Est-ce que cela vous profite de gagner le monde et de perdre votre âme?» En ges-ticulant dans tous les sens, il hèle les passants : « Repentez-vous! repentez-vous! »

A quelques kilomètres plus au

sud, le pasteur baptiste Gerald Mann, lunettes fines et chevelure argentée, prêche devant le publie bon chic, bon genre de l'église de Riverbend, que des pelouses cer-pent comme des ourlets de laine verte. Un tabouret, un piano à quene, le pupitre du chef de chœur sont juchés sur une estrade, seuls objets liturgiques d'un lieu de culte où tout symbole chrétien - y compris la croix

« Il faut fatre optimiste, explique le pasteur. 98 % des Améri-

cains croient en Dieu, 40 % seulement vont à l'église. Pour rame-ner les absents, il faut une musi-que formidable, des sermons brefs et clairs, éviter tout ce qui peut blesser, attrister, condamner.» Le pasteur Mann connaît par cœur le credn du marketing religieux américain. Ses actes de fui snot « Hope, Help, Home » : donner de l'espoir, seconrir le veuf, le divorcé, celui qui vient de perdre uo proche, et vanter les valeurs

familiales. La recette marche. HENRI TINCO Lire la suite page 7

> de DOMINIQUE DHOMBRES et FALAIN FRACHON anr la campagne

pour les élections américaines

Lire également page 6 les articles

Censure sans danger pour M. Bérégovoy En raison de l'attituda du

groupe communiste, qui sou-haite mener «jusqu'eu bout» le discussion budgétaire, la motion de ceneure déposée per l'UDC, l'UDF et le RPR en application de l'article 49, elinéa 2, de le Constitution ne devait pas inquiéter le gouver-nement de M. Bérégovoy. Le débat organisé lundi 26 octobre à l'Assemblée nationale devait cependant donner l'occasion aux troie présidents des groupes de l'opposition, MM. Barrot, Millon et Pons, de prendre date avec l'électorat pour les lendemains des élections législatives, en expliquant que l'héritage socialiste risque d'hypothéquar le redressement économique.

> Lire page 11 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

L'architecture en projet

Le Salon international de Paris reflète les incertitudes et les espoirs de la construction

par Frédéric Edelmann

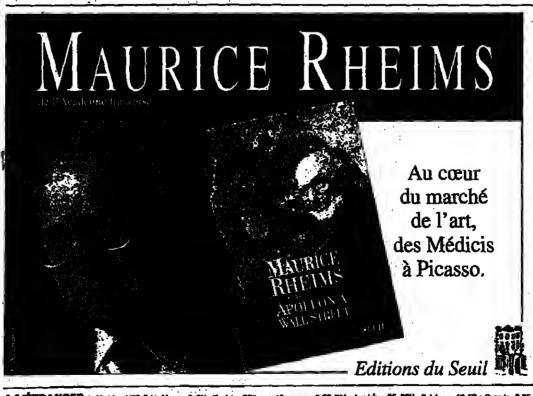
C'est sans doute pour lutter contre le désintérêt des Français pour l'architecture que M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement vient d'anconcer une série de mesures en faveur de la profession et de son enseignement. C'est aussi pour lutter contre cette attitude, notamment chez les maîtres d'ouvrage - les commanditaires des architectes, - que Jean-Jacques Bravo et Jacques Lichnerowicz ont créé le Salon international de l'architecture (SIA), qui vient de s'ouvrir dans la Grande Halle de La Villette à Paris. Une initiative privée et courageuse qui intervenait dans la foulée de projets générale-

meet gouvernemeetaux. Meis ceux-ci, partagés entre un élitisme confinant parfois au cynisme et l'impuissance de structures peut-être aptes à «sensibiliser» mais certainement pas à former ni à agir, sont pour l'essentiel restés

La qualité de l'architecture fran-çaise doit-elle en effet se mesurer à l'aune des travaux d'un petit nombre d'architectes doués, et même surdpués, enmpte teou du contexte, soutenus par quelques rares maires éclairés, une poignée de ehefs d'entreprise lucides et quelques investisseurs institution-

> Line la suite et aos informations page 18

A 1-ETRANGER: Aloste, 4.50 DA; Merce, 3 DN; Turkia, 750 DN; Alemagne, 2.50 DM; Antriche, 25 SCH; Belgigue, 40 F9; Cernete, 2.25 S CAN; Amilies-Rikumon, 9 F; Cire-d'Ivoire, 465 F CFA; Denomerk, 14 KRD; Supagne, 150 PTA; G-B., 35 p.; G-Bes, 220 DB; Inlande, 1,20 E; Rolle, 2 200 L; Littembourg, 42 FL; Norwige, 14 KRN; Paya-Bas, 2,75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégal, 460 F CFA; Subde, 15 KRS; Sulese, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA





DÉBATS

Un entretien avec Pierre Hassner

« Nous entrons dans un nouveau Moyen Age »

« Yous affirmez que les rela-tions Est-Ouest ressemblent de plus en plus aux relations Nord-Sud. De bipolaire, le jeu mondial serait devenu multicentré. Qu'y

semblent de plus en plus aux rela-tions Nord-Sud, cela pouvait être uriginal de l'affirmer il y a quatre ans, c'est devenu une évidence aus, c'est deveut une evidence aujourd'hui. Les relations Est-Ouest unt perdu la spécificité que leur donnait le primat de l'affrontement militaire et idéologique. Du coup, les rapports économiques et sociaux passent au premier plan. On y retrouve les mêmes problèmes que dans les rapports Nurd-Sud : dette, aide, migrations, etc. Les problèmes politiques sont de même unture : fragilité des Etats, guerres civiles,

» On a l'impression que l'Ocei-dent développé constitue un centre relativement stable par rapport auquel l'Est et le Sud finit figure de périphéries agitées, dépendantes et concurrentes. L'Occident occupe une concurrentes. L'Occident occupe une position dominante sur le plan économique, militaire, idéologique, mais n'en est que plus inquiet, car il sait qu'il u'a pas le courage, la solidarité ou simplement la capacité, soit d'étendre sa prospérité à l'Est ou au Sud, soit de contrôler l'anarchie qui s'y installe. Il se trouve ubjectivement dans une situation impériale, mais sans la confiance et l'éneroie lui permettant de jouer à l'énergie lui permettant de jouer à nouveau un rôle impérial, surtout sur le plan militaire.

» Quant au caractère multicentré, » Quant au caractere multicentre, celui-ci a toujours existé puisque la bipotarité n'a vraiment régné qu'en Europe et que le conflit sino-soviétique et le gaullisme ont introduit le polycentrisme à l'Est et à l'Ouest des la fin des années 50. Ce qui est pouveau ce n'est pes le prophe des acteurs, mais la diversité de leurs de leurs relations. Pour reprendre une comparaison de Brecht, c'est comme un jeu d'échecs où les tours se transformeraient en reines, ou certaines figures disparaîtraient ou se fundraient les unes dans les nutres, ce qui rend difficile d'obser-



ver le minimum de règles communes nécessaires pour la paix.

- On peut difficilement soutenir, comme certains le font, que l'opposition des deux « blocs » e assuré pendant près d'un demique les conflits régionaux, « périphériques » à l'hémisphère Nord, ont fait près de quarante millions de morts durant la période de la « guerre froide ».

- Bien sûr. La «longue paix»

Disciple de Raymond Aron et spécialiste des relations Est-Ouest, Pierre Hassner observe la scène internationale en philosophe. Il naît à Bucarest le 31 jenvier 1933, d'où il émigre en France, à l'âge de quinze ans, avant d'entrer à l'Ecole normale supérieure et de passer, en 1955, l'agrégation de philosophie.

Il est aujourd'hui professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales. Il e publié de nombreux erticles (dans Esprit, Commentaire, le Débat, International Affairs...) et e collaboré à deux ouvrages collectifs ; Totalitarismes (Economice, 1984) et Vent d'Est (PUF, 1990).

Ses réflexions sur ce qu'il eppelle le « diplomatico-stratégique » se sont enrichies à partir de 1968, c'est-à-dire des événements de mai et du « printemps de

de plus en plus souvent interrogés sur les contours futurs du politique. La chute du communisme et l'opacité qui en résulte justifient qu'on sollicite leur réflexion pour

Prague», d'une interrogation plus sociologique sur l'indocilité dont font preuve les sociétés face aux fixités du système international. Les intellectuels tel Pierre Hassner sont

penser l'après-guerre froide.

quand à la fois l'adversaire immé-diat et massif vient à manquer et les résultats économiques implicitement promis par le contrat social moderne sont mis en question par la crise.

 Vous ne partagez donc pas l'optimisme kantien dont cersur l'evenir du monde, comme si l'évolution de celui-ci le vouait

revolution de celui-ci le vouart inéluctablement à un ordre parfait, fondé sur le triomphe universel, des étaits de l'homme.

Certes par D'ailleurs Kant ne le partageait, più non plus, Mais il reste vrai que cottaines perspectives dégagers par Kant trouvent à notre époque une confirmation éclatante. que une confirmation éclatante. C'est un fait qu'il s'est passé quelque chose d'extraordinaire à l'intérienr de l'Occident développé : l'idée d'une guerre entre la France et l'Allemagne on l'Angleterre paraît abso-lument impensable.

» Ce que Kant uppelait le droit cosmopulitique, couceroant les hommes comme habitants de la pla-néte, qu'il distinguait du droit des Etats, a acquis une extraordinaire actualité grace à la révolution des communications et à l'écologie. Quelque chose comme une conscience ou nne solidarité mon-diale se manifeste à travers les mouvements transnationaux comme Amnesty International on Médecins sans frontières, etc., et pénètre dans le monde des États à travers des notions comme le droit d'ingérence

«Moins notre environnement est contrôlable. moins nous pouvons l'abandonner à son sort»

» Mais il fant se hâter d'indiquer le revers de ces différentes médailles. Les démocraties libérales, pacifiques entre elles, unt sonvent été soit faibles soit uppressives devant les autres sociéés. Elles sont

» La perspective cosmopolitique elle-même ne fait que souligner le coutraste entre l'élargissement de notre conscience et de notre solidarité sentimentale un abstraite el l'étroitesse de notre marge d'action un de notre volonté de sacrifice.

Comme Raymond Aron, vous vous efforcez de « penser la guerre » autant que la paix.

à-dire dans la multiplicité des Etats et l'absence d'autorité supérieure. A différentes époques, cet « état de nature» interétatique a pu être aménagé par l'équilibre militaire, en par-ticulier nucléaire, par la diplomatie, par le droit international, par cer taines règles de coopération.

» Les philosophies de l'histoire, de Kant et Hegel à Comte et Marx, dépassent le problème en promettant une société où la guerre, fuute de disparaître, perdra sa signification. Et effectivement, la société moderne est une société industrielle on civile, plutôt que militaire, qui recherche la richesse plutôt que la gloire, où la guerre semble avoir perdu sa fonction historique et son prestige moral. Mais - uouveau retouroement - on peut se demander si cette société peut sutisfaire on éteindre les grandes passiums individuelles ou collectives : la peur, la baine, le désir de destruction ou de vengeance aussi bien que la compassion ou la soif d'absolu ou de pureté, et si ces passions ou ces angoisses ne peuvent pas produire une recrudescence de la viulence individuelle un sociale, compensant le déclin de la guerre, où les techniques les plus modernes de manipulation encourageraient le retour des instincts les plus primitifs: du Cambodge à la Yougoslavie, les exemples actuels ne manquent pas. De la théorie stratégique, diplopas. De la incorre strategadae, diplo-matique ou juridique, on est ren-voyé à l'analyse historique et sociale et, de celle-ci, à la nature humaine appréhendée par la psychologie col-lective ou par l'anthropologie philo-

 La nouvelle donne planétaire pose la question de son assise, de son aptitude à trouver un nouveau mode de régulation. Le système international paraît s'organiser beaucoup plus faci-lement économiquement qu'il

- Jc vous trouve bien optimiste pour l'organisation écommique. mais il est viacour le politique est irréductiblement plunel et réfrac-taire à la rationalité instrumentale. Quelques éléments de gestiou commune et d'organisation mondiale se font jour - qu'on pourrait résumer par le trinôme : conscience, experts, concert. Parmi ces éléments : une certaine perception des problèmes de la planète, un certain consensus sur l'inucceptable, une certuine émergence d'autorités impartiales auxquelles les Etats ne sont pas obli-gés d'obéir mais auxquelles ils ne refuscnt plus de rendre des comptes, une certaine convergence entre les grandes puissances membres du Conseil de sécurité et le secrétariat de l'ONU. Mais tout cela ne constitue pas une autorité mondiale.

« Ce qui est en question, ce n'est plus sculement l'équilibre bipolaire dit de Yalta, nvec ses instruments -l'endiguement et la dissuasion, mais aussi l'urdre de Versailles, voire celui du traité de Westphalie, établissant le partage territorial et la souveraincté des États, avec ses instruments, la guerre et la négociation. Les frontières sont mises en question et les minurités se soulèvent. Des millions de personnes déplacées, dont personne ne veut, qui unt perdu le « droit à avoir des droits » et en qui Hannah Arendt voyait les personnages les plus représentatifs de notre époque, recommencent à siliunuer les routes et les mers, fuyant les persécutions et les guerres. Nuus entrons dans un nouveau Moyen Age qui, pour les uns, est porteur d'aniversalité et de flexibi-lité, de multiplication fécunde des types d'appartenance et d'allégeauce, et donc d'unverture et de tolérance, pour les autres, de guerres de reli-gion, de handes armées, de men-diants et de pirates, bref d'anarchie et de conflits permanents.

Magain racistes

». Tout ce que nous pouvons faire, c'est de nous upposer aux initiatives unilatérales et à l'emplui de la force. Au-delà des sermuns et des prin-cipes, nuus devons nuus poser le diuble problème de l'intégration et de l'intervention. A long terme, nuus n'avons d'influence sur les autres que si nnus les acceptons parmi nnus à condition qu'ils se soumettent aux mêmes règles que nous. A court terme, il s'agit de contrecarrer les perturbateurs, comme Milosevic, et d'éviter la contagion. Nous savons que ni l'intégration ni l'intervention ne sont des remèdes miracles. Et pourtant, moins notre environne-ment est contrôlable, muins nuus ponvons nous payer le luxe de nous fermer à lui et de l'ubandunner à son sort. La fin des équilibres stables devrait anssi marquer la fin du lais-ser-faire international.»

> Propos recuellis par BERTRAND LE GENDRE

JURISTIA

Salon de la documentation juridique NANTES 4 - 5 - 6 - 7 NOVEMBRE 1992

☐ Colloques et Rencontres

- Mercredi 4 - Jeudi 5 novembre 1992 Colloque «LA FORCE DU DROIT»: le droit et les défis de la démocratie France - Amérique du Nord - Afrique. Organisateur : Ville de Nuntes et JURISTIA.

Vendredi 6 novembre 1992 Colloque «LE DROIT ET L'ACCES AU PATRIMOINE CINEMATOGRA-PHIQUE France/Etats-Unis.

- Vendredi 6 novembre 1992 FORMER UN JURISTE

- Samedi 7 novembre 1992 **«RECRUTER UN JURISTE»**

Entrée libre pour l'ensemble des colloques Renseignements: Maison de l'Avocat 5, rue Haroùys 44000 NANTES - Tél. 40 20 48 45

☐ Qu'est-ce que JURISTIA? **UNE ASSOCIATION - UN SALON**

L'association JURISTIA regroupe les membres du Barreau de Nantes, les Notaires de Loire-Atlantique et les enseignants de la Faculté de Droit. Elle est co-présidée par Monsieur le Bâtonnier, G. LALLEMENT, Monsieur le Président, A. MITRY et Monsieur le Dayen, A. H. MESNARD.

Le salon JURISTIA bénéficie du soutien : de la Ville de Nantes - du département de Laire-Atlantique - de la Région

☐ Que trouverez-vous à JURISTIA ?

L'EDITION JURIDIQUE: Publications officielles de l'Etat - Publications des institutions européennes - Publications d'Ouvrages spécialisés (pro-fessionnels et universitaires) - Vulgarisation du Droit Grand Public. LE LIVRE JURIDIQUE ANCIEN

LA DOCUMENTATION INFORMATISEE : Bonques de données juridiques : Européennes et nationales - Générales et spécialisées - Publiques, para-publiques et privées.

LA BUREAUTIQUE JURIDIQUE : Truitements de textes - Logiciels de gestion. Lieu: L'Atlantique

Cité des Congrès



montante un peu partout, ainsi que de la dévalorisation des armes uneléaires chez les uns et de leur prolifération chez les autres). «La tentation totalitaire est

tres étaient contenus par leur

d'bui libre conrs. Ce qui nous a

on pourrait dire que la paix est un peu muins impossible (grâce à la dis-parition du totalitarisme commu-niste et de l'affrontement idéologi-

que) et la guerre un peu moins improbable (à cause de l'anarchie

l'envers inséparable de la démocratie moderne»

- Quelles réflexions vous ins-pire le nouveau rapport de force

- Avant tout, il me semble qu'on Avant tout, il me semble qu'on ne peut plus employer cette expression. D'abord parce qu'il s'agit d'un rapport de faiblesse, plutôt que de force. Même pendant la guerre froide, il s'agissait plus, selon l'expression de Leo Labedz, de « décadence compétitive», e'est-à-dire d'une course dunt le vainqueur serait non le plus paissant ou le plus conquérant, mais celui qui résisterait plus longtemps aux forces de décomposition qui minent les Etats modernes, et plus particalièrement position qui minent les fitats modernes, et plus particulièrement les empires. Mais surtout parce que la fin de la guerre froide u encore acceutué l'éclatement du champ international, qui est devenu à la fuis plus multidimensionnel encore et plus fragmenté régionalement.

et plus fragmenté régionalement.

» Il n'y a pas un rapport de force (entre qui et qui, d'aileurs?), it y a des structures et des relations de domination ou d'équilibre, de conflit ou de coopération, différentes selon les domaines (monétaire ou militaire, par exemple) et selun les régions, comme les Balkans ou le Caucase. Chacune u sa logique et sa dynamique propre, mais ancune ne peut se déplnyer dans l'isolement, chacune vient interférer uvec les autres. C'est bien là ce qui déjoue les prévisions du théoricien et les calculs de l'homme d'action : tout ce qui est rationnel est partiel, tout ce qui est réel est global.

» On peut sans doute parier d'une

» On peut sans doute parier d'une certaine hégémonie globale améri-caine, les États-Unis étant la seule puissance qui ait une certaine pré-sence dans tous les dumaines et dans toutes les régions, mais à condition

dont on a parlé n'a concerné que le d'ajouter aussitôt que cette hégémo monde développé et les rapports Est-Ouest. Certains conflits du tiers-monde sont dus à cette même bipo-larité, les Grands préférant s'affron-ter par personnes interposées. D'aunie a de plus en plus de mal à s'exercer à la fois à cause des pro-blèmes internes de la société américame et à cause de l'impossibilité de contrôler les phénomènes transnatio-naux et les résistances locales. C'est paraissent le phénomène essentiel et effectivement été épargné, c'est la troisième guerre mondiule et le conflit nucléaire. Pendant quarante ans, la formule de Raymond Aron : « Paix impossible, guerre improba-ble» est restée valables Aujourd'hui, qui mettent en cause le calcul des forces, voire la notion de puissance,

- La chute du mur de Berlin est une victoire par défaut du capitalisme sur le communisme. Elle laisse intecte le question du devenir de la démocratie dans les sociétés hautement développées. Guy Debord, dont on vient de rééditer les Commentaires sur la société du spectacle, se demande ce que vaut une démocratie qui « préfère être jugée eur ses ennemis que sur ses résultats »...

- Il est facile de répondre à un Il est facile de répondre à un cliché polémique par un autre cliché polémique : les résultats de la démocratie sont plus convaincants que ceux de l'ntopie des enuseils ouvriets. Elle est, pour citer Churchill, a le pire des régimes à l'exception de tous les autres ». La défaite de ses adversaires est due en grande partie à l'attraction exercée par ses résultats, la liberté individuelle et le niveau de vie.

niveau de vie.

» Elle ne saurait malgré tout répondre par elle-même ni au besoin de sacré ou de sacrifice, ni au besoin de communauté et d'identité – bref, comme le savaient les penseurs du dix-neuvième siècle, elle n'a pas résolu le problème du lien social dans les sociétés individualistes de masse. Certes, les défenseurs du libèralisme diront que la vocation de la nolitione et dunc de la démocratie ralisme diront que la vocation de la politique et dunc de la démocratie n'est pas d'offirir à l'homme le saint, la réponse à l'énigme du sens de la vie uu la chaleur de la communauté familiale, mais de lui garantir lu liberté de les rechercher par luimême. Cette réponse ne manque ni de vérité ni de force, mais elle présuppose que les hommes peuvent vivre dans l'aindétermination démoratique» (Claude Lefort) ou l'autonomie» (Castoriadis); que le fantasme de l'unité ne les amènera pas, tôt ou tard, à réinventer des monstres pour les adorer ou les hair, sous la forme du souverain ou du boue émissaire (P. Pachet).

emissaire (P. Pachet).

» Je crois que la tentation totalitaire est l'envers inséparable de la démocratie moderne. Sans prétendre que le stalinisme on le nazisme soient au coin de la rue, il me semble incontestable que nos démocraties occidentales vivent des maintenant une double crise de confiance, d'une part de la société envers ses institutions et sa classe politique, d'autre part des citoyens et des peuples entre eux. Celle-ci renvole à la fois à une crise de l'efficacité et de la rhétorique gouvernementales, à la rhétorique gouvernementales, à une erise d'identité et de sécurité des individus confrontés àu changement et à l'ouverture ainsi qu'à une crise de la solidarité envers les exclus de l'intérieur et de l'extérieur.

» Cumme la construction enro-péeune, à laquelle un fait, égalo-ment, parfois porter le chapeau, la démocratie occidentale fait les trais de ces différentes crises : une legiti-mité rationnelle et pragmatique ne dispose pas de réserves de crédit

devant les autres sociétés. Elles sont souvent désemparées devant ceux qui obéissent aux valeurs traditionnelles du fanatisme nu de la conquête. Devant Milosevic [le président serbe], la commnauté internationale a répété en deux ans tous les échecs de la politique des sanctions contre Mussolini, de la non-intervention en Espagne et de Munich.

- Oui, et l'on retrouve la dialec-

.. ಉಂಚಿತ್ರವರಿಯ · 7.15-ಮಾರ್ವ ದನ್ನು 1771 .m 20 ... 122 1 ... 2 ... 22 · 11 · 12 · 12 · 22 · 25 · or completely o entare stant

TADJIKISTAN: violents combats dans la capitale

Les «néo-communistes» ont failli reprendre le pouvoir à Douchanbe

Une tentative de reprise du pouvoir à Douchanbe par les partisans de l'ancienne équipe (pro-communiste, anti-démocrate et anti-islamiste) a échoué d'extrême justesse dimanche 25 octobre, mais is situation politique et militaire reste plus incertaine que jamais au Tadiikistan, tandis que les intentions de la Russie, officialiement neutre dans la conflit, aemblent toujours aussi ambigues.

MOSCOU

2

1 1000

- FE 3 21.

2.2

W Water

1. 日本日本日本

- 1000E-7-

" JAK & 31.3722 E

in the second of

... n x2

de notre correspondent. Dans un premier temps, l'offensive lancée samedi 24 octobre par les formations du Front national du Kouliab qui se proclament les ennemis des « démocrates » et des « islamistes » – contre le palais pré-sidentiel et le Parlement de Dousidentiel et le Parlement de Dou-chanbé avait paru couronaée de suc-cès. Dépuis son fief de Khodjent (ex-Leninabad), dans le nord do pays, Tancien président Nabiev, contraint à la démission au début de septembre, parlait déjà de revenir au pouvoir. Mais sur place, c'est l'an-cien président du Soviet suprême tadjik, Serafali Kendjaiev, remplacé par un «démocrate» des le prin-tennes dernier, qui faisait figure temps dernier, qui faisait figure d'homme fort du moment, tandis qu'un chef militaire du camp des Kouliabis, Roustam Abdurakhimov, proclamait à la radio la défaite défi-

dis que les combats faisaient rage dans la capitale, la situation a com-mence à se retourner : le «commandant » Roustam Abdurakhimov a été capturé – et, semble-t-il, tué – par les forces du camp adverse, qui oot également bloque l'arrivée des renforts attendus par les hommes du

ont fini par accepter d'évacuer le batiment du Parlement : selon l'agence Interfax, cette évacuation s'est faire hundi matin, sous la proscion interfax, des cadavres gisaient encore dans les rues de la capitale, qui porte les traces de violents com-bats et où la quasi-totalité des ser-vices publics ne fonctionnent plus.

Entre temps, le personnel de l'am-bassade américaine et un certain nombre d'autres Occidentaox avaient quitté Douchanbé par avion,

l'aéroport étant resté sous le contrôle de l'armée rosse. C'est également sur un terrain contrôlé par l'armée rosse — en l'occurrence la base de la 201° division — que s'étant tenue une entrevue entre M. Kendjaiev, repré-sentant les assaillants, et le président par intérim, M. Iskanderov, repré-sentant, lui, les «démocrates».

Au cours de cette négociation, M. Iskanderov avait, selou l'agence Interfax, accepté que soit convoquée pour lundi 26 octobre une session extraordinaire du Parlement, censée extraordinaire du Parlement, censée se teair à Khodjent, c'est à dire en quelque sorte « chez » l'ex-président Nablev, et donc dans des conditions défavorables aux « démocrates ». Si un tel accord a bien été donné, il y a toutes chances qu'il soit remis en cause, à présent que les néo-communistes ont perdu l'avantage qu'ils avaient momentanément obteou dans la canitale. dans la capitale.

L'issue de ce nouvel épisode de la Intte pour le pouvoir reste malgré tout très incertaine, dans un pays où les affrontements sont constants depuis plus de six mois, où aucun pouvoir central ne semble en mesure d'établir son autorité et où les affiliations politiques ou idéologiques recouvrent des conflits de clans aux racines historiques très anciennes Même si elle s'est apparemment sol-dée par un échec, l'entrée des com-battants venus do Kouliab à Dou-chaobe couronnait en effet une progression quasi constante de leurs forces depuis plusieurs semaines. Elle conduit aussi une nouvelle fois à s'interroger sur l'attitude de l'ar-mée russe et les intentions ultimes

Les soccès militaires obtenus par

les «Kouliabis», et ootamment la sanglante attaque lancée an début d'octobre cootre la région « rivale » de Kourgan-Tionbe, ont été obtenus dans une large mesure grâce à quel-ques chars et blindés qui leur ont été remis par des officiers «félons» eté remis par des officiers «félons» de l'armée russe – qui n'ont pas fait l'objet de sanctions sérieuses de la part de jeur commandement. Selon plusieurs fémblis que om plusieurs fémblis que om plusieurs fémblis que om plusieurs fémblis que om plusieurs femblis que om plusieurs fémblis que ombats, cet apport a suffi à faire la différence, étant dointe le faible hiveau d'arméement des combattants de part et fautre. Cet manuel templis ont d'autre. Ces mêmes ternoins ont remarqué que les officiers russes, tout en proclamant une neutralité de leur hostilité aux «islamo-démo-

Ces derniers avaient d'ailleors réclamé à plusieurs reprises, mais sans succès, que l'armée russe reprenne ou détruise les bliodés qui étaient tombés en la possession des «Kouliabis»: les unités de l'armée ex-soviétique (d'allieurs essentielle-

russes, mais que Moscou a pris sous sa juridiction) se sont bornés à assusa juridiction) se sont bornes a assu-rer la protection de quelques objec-tifs vitaux — barrages, grandes usines. Mais, ces derniers jours, elles ont refusé de s'interposer entre les combattants, comme les autorités de Douchanbe le leur avaient demandé en désespoir de cause, après que les Kirghizes, pressentis pour constituer cette force d'interposition et considérés avec moins de métiance que les Russes, eurent refusé de jouer ce rôle hantement délicat.

Ventre mon de la CEI en Asie centrale.

La position de la direction russe sur le Tadjikistan reste passablement obscure, comme en témoignent les volte-face de Boris Eltsine, qui avait annoncé, début octobre, le retrait des troupes russes et change d'avis trois jours plus tard. Officiellement, Moscou insiste essentiellement sur la protection de la minorité russe sur place (les Russes et les Ukramiens constituent à peu près 10 % de la population). Mais il est évident que Moscou redoute avant tout one le Tadjikistan, ventre mou de la CEI en Asie centrale, ne serve de voie de pénétration pour les islamistes.

Cette crainte est partagée par les dirigeants des Républiques voisines, qu'il s'agisse do président ouzbek Islam. Karimov, à la tête d'un régime autoritaire oéo-communiste, du Kazakh Nursultan Nazarbaiev, hii aussi un homme «d'ordre», ou président du pays le plus démocrati-que de la région, mais qui n'en sem-ble pas moins obsédé par la menace «fondamentaliste» au Tadjikistan. Les «démocrates» et les «islamistes » tadjiks peuvent bien répéter sans relache qu'ils n'ont aucune intention d'établir un régime fondamentaliste, ils o'en paraissent pas moins suspects.

Mais en même temps il est uo peu difficile, pour un «démocrate» comme Boris Eltsine, de sontenir quyestement les partisans du retour ao ponvoir de l'ancienne équipe communiste, soutenue par des chefs de bande de sinistre réputation et intention de régler le problème en tuant leurs adversaires « islamistes ». La guerre civile, qui a déjà conduit au moins 200 000 personnes à l'exode, fait des milliers de victimes et plongé certaines régions du sud dans la misère, sinon la famine, ris-que done fort de se poursuivre encore longtemps.

JAN KRAUZE

RUSSIE: en créant un Front de salut national

Les nostalgiques du communisme, les monarchistes et les ultra-nationalistes se regroupent

MOSCOU

«Dans la Russie d'aujourd'hui, il fait bon vivre seulement pour les rats et les corbeaux, » Rédacteur en chef de Dien (le Jour), hebdomadaire d'extrême droite qui avait niganisé, voici deux semaines, une manifestation contre la présence d'un resturant MeDonald's à Moscou, M. Alexandre Prokhonov a vite donné le tou, samedi 24 octobre, du congrès constitutif du Front de salut mational. La tribune – gardée par des militants aux uniformes noirs, sous les drapeaux réunis de la Russie monarchiste et de l'ex-Union soviétique et l'inévitable citation de Pouchkine: «Russie, l'eve-tolly» – réunissait le ban et l'arrière-ban de tout ce que la Russie compte anjourd'hui de nostalgiques, des communistes aux monarchistes. Plus un certain nombre de personnalités, dont le seul de notre envoyé spécial

Front, «la renaissance de l'URSS dans ses frontières traditionnelles, pays baltes compris»? Milices

intorarchisses. Phis un certain nom-bre de personnalités, dont le seul trait d'union reste un nationalisme exacerbé. Ne vont-ils pas jusqu'à exi-ger, comme le député flya Konstanti-nov, qui a été étu vice-président du

populaires Autre point de ralliemeot : la demande de démission de M. Boris Eltsine, considéré comme le responsable des maux actuels qui frappent la Russie. Moins, toutefois, que M. Milchail Gorbatchev, dont le sort, nous at-on dit, devra être réglé par un tribunal populaire aussifôt que le Front aura gagné les élections et pris le pouvoir. Ce souci affirmé de res-pecter «la voie constitutionnelle» est

nouveau. Le Front de salut national a ainsi l'intention de créer des «clubs d'électeurs» dans tout le pays pour préparer les prochaines échéances électorales, sans que personne ne sache très bien quand et comment les échéances se présentement. D'autres actions, moins légalistes, sont aussi prévues: manifestations, formation de milices populaires, envois d'agita-teurs dans les forces militaires russes encore stationnées dans les pays baltes, dont les citoyens sont en train « de réduire en esclavage les Russes vivant chez eux», comme l'a affirmé

> Les bonnes questions de Billy Graham

Que représente réellement ce courant ultra-conservateur? Pas plus de 25 % de la population, selon M. Alexandre lakovlev, un ancien conseiller de M. Mikhall Gorbatchev. Beaucoup moins, si l'on se réfère par exemple aux quelques milliers de personnes seulement qui, toujours samedi, avaient répondu à l'appei de la «Russie au travail», une des orga-nisations fondatrices du Front, à venir manifester, place d'Octobre. Manifestations qui font désormais partie du paysage de la capitale, et qui rassemblent immuablement les mêmes partisans de Stalinc – «le plus sage, le plus juste, le plus fra-ternel», proclame une pancarte tenue par une vieille femme, – les mêmes antisémites et les mêmes « mystiques»: « Notre drapeau [un rond dragent sur find bleu] représente le soleil et le de le souvenir des tribus slaves que mont de la couvenir des tribus slaves que mont de la couvenir des tribus slaves que mont un jeun militant.

rumeurs les plus contradictnires politique. Une radio annonçait ainsi nne réunioo extraordinaire du Conseil de sécurité, et certains prévoyaient déjà la formation d'un nouveau gouvernement duquel seraient exclus les ministres les plus réformateurs. L'agence Interfax pronostiquait pour se part qu'en cas de départ du premier ministre, M. Egor Gaïdar, celui-ci serait remplacé par le secré-taire du Conseil de sécurité, M. Iouri

Après les rumeurs, les démentis. Le service de presse de la présidence niait la convocation du Conseil, annoncée entre-temps par les agences internationales. Le Parlement, de son côté, affirmait que son vice-président, M. Serguel Filatov, membre du Conseil de sécurité, n'avait pas écourté son séjour en Grande-Bre-tagne. Quant à M. Gaïdar, en visite à Togliatti, il déclarait : « C'est touious à la mode de parler de démissions.» Autre déclaration : celle du ministre russe de la défense, le géné-ral Pavel Gratchev, qui affirma que l'armée se tient aux côtés du pré-

Mais l'événement de ce week-end fut peut-être ailleurs. Samedi comme personnes, attirées par une campagne publicitaire efficace, bravèrent le froid pour se rendre au stade Olimpic écouter l'évangéliste américair Billy Graham leur poser la question : a Pourquoi avez-vous tant de problèmes dans votre vie?» Cétait, assu

JOSÉ-ALAIN FRALON

Après le démarrage des travaux de déviation du Danube

Vive tension entre Budapest et Prague

La Tchecoslovaquie a décidé, de la frontière entre les deux pays, samedi 24 octobre, de commen dont le tracé passe au centre du des travaux sur le Danube, qui visent cer les travaux de déviation des eaux-du Danube pour alimenter la contrale hydroélectrique controversée de Gabcikovo, en Slovaquie.

route de la centrale de Gabcikovo, annoncée en pleine période de fête nationale hongroise, a suscité one grande émotion en Hongrie, où le un recours devant la CSCE. gouvernement estime que tout changement unilateral du cours du Danube constitue une modificatioo

Le démarrage des travaux à == Cunovo, situé à 1-kilomètre du tera contrale hydroélectrique ritoire hongrois, est intervenu après controversée de Gabeikovo, en l'échec, jeudi, à Bruxelles, des premières négociations entre la Hongrie considère mières négociations entre la Hongrie considère et la Tchécoslovaquie sons l'égide de la commission européenne. Dès le vacue M. Ian Strasky à indicaté que lendemain, le gouvernement de Buda-pest a saisi le tribunal international de La Haye, la plus haute instance judi-

> sioo diplomatique entre Budapest, Prague et Bratislava, la situation n'est

TEMOTONAGES RECLETIONS DAR

JEAN DANIEL

à détourner une grande partie des eamt du fleuve dans un capal de dérivation menant à la centrale de Gabcila situatioo n'est pas « irréversible », laissant entendre que de nouvelles négociations peuvent se dénouler, sans préciser toutefois quelle solution pourrait désamorcer ce conflit, le plus S'il règne désormais une vive ten- grave entre ces deux pays d'Europe

ALLEMAGNE

Attaques racistes contre des résidences universitaires

La violence raciste, qui a pris pour cibles, ces jours demiers plusieurs résidences universitaires, ne cesse de s'accroître dans l'est de l'Ailemagne. Le Parlement berlinois e confirmé à le fin de la semaine dernière qu'une grande manifestation nationale parrainée par le président de la République lédérale, M. Richard von Weizsacker, aurait lieu le 8 novembre à Berlin pour dénoncer cette vague de xénophobie. Mais les tentatives de mobilisation de l'opinion ont eu jusqu'à présent peu d'effet.

GREIFSWALD

de notre envoyé spécial C'était samedi soir 24 octobre, à Greilswald, ville universitaire de la région Mecklembonrg-Poméranie occidentale, non loin de la frontière polonaise: au beau milien d'une de ces tristes cités qui avaient les faveurs des communistes est-allemands et où fleurissent aujourd'hui les bandes de jeunes désœuvrés, un petit groupe de manifestants défile autour des quatre blocs d'immeubles de la résidence universitaire de Schönewalde; derrière une banderole dénoncapt l'insécurité des lieux pour les résidents étrangers. Fout autour, quelques centaines de jeunes et de badands observent.

Les habitants sont aux fenétres. La police municipale et des unités anti-émentes s'interposent pour éviter que les manifestants ne soient attaqués. Une partie de cache-cache s'engage, pendant une partie de la nuit, au milieu des bâtiments, entre les policiers, des bandes d'extrémistes de mande, situés pourtant en dehors de droite et parfois des groupes de la localité, une centaine de deman-

Trois cents étodiants étrangers, dont beaucoup vienneut de pays arabes, vivent dans la résidence. Il y a huit jours, l'un d'eux à été attaqué à proximité. Trois nuits de suite, la semaine dernière, des jeunes sont venus chercher l'affrontement sous leurs fenêtres, huriant des slogans racistes, lançant des pierres. Ces étu-diants ont l'impression d'être pris dans un piège. «On a peur», reconnaît un jeune étudiant en méde-cine soudanais, qui souligne que lui et ses camarades ne sout pas venus en Allemagne pour chercher du tra-vail. «Dès que le soir tombe, pas question pour nous de rester dehors», indique un étudiant en science maro-

Ces affrontements entretiennen partout une atmosphère détestable. A Goldberg, où la population de la ville avait tenté de s'opposer par des manifestations à l'ouverture d'un centre d'accueil provisoire dans d'anciens bâtiments de l'armée est-alle-

d'Allemagne. - (AFP.)

deurs d'asile - des Roumains on des Tziganes de Roumanie pour la plu-part – doivent affronter la méfiance des habitants. Dimanche, une quinmenaçants, tournaient en voiture autour du camp. Les jeunes se sen-tent renforcés car leurs actes bénéficient d'une quasi-impunité. Le rôle de la justice, lente à agir et souvent de manière très peu conséquente, est de plus en plus mis en cause. Une vive polémique a éclaté ce week-end, après que le parquet de Potsdam eut rendu publique, avec plusieurs jours de retard, one attaque commise mardi dernier contre le mémorial du camp de concentration de Ravens-brück, au oord de Berlin. Deux cocktails Molotov avaient été lancés contrains manotor avantar em anticires, sans faire de dégâts. Un autre mêmorial aux victimes du camp de Dachau a été profané ce weck-end, près du lac de Constance.

HENRI DE BRESSON

POLOGNE : lia du retrait des □ PORTUGAL : décès de l'ancies premier ministre Adelino da Palma Carios. Adelino da Palma Carios, qui nière unité de combat ex-soviétique stationnée en Pologne anra a présidé le premier gouvernement provisoire mis en place au lendemain quitté le pays, mercredi 28 octobre, unnonce-t-oo officiellement à Var-sovie. Selon les estimations polode la « révolntion des ocillets » du 25 avril 1974, est décèdé, dimanche soir 25 octobre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Avocat et membre naises, les soldats soviétiques étaient environ 60 000 en Pologne actif de l'opposition démocratique, il au moment où le retrait a com-mence, en avril t99t. Quelque 6 000 hommes des unités de transavait été appelé par le général Anto-nio de Spinola pour diriger le premier gouvernement mis en place au port et de liaison resteront sur lendemain de la révolution. Palma place jusqu'à la fin 1993 pour assu-Carlos devait démissionner cinrer le transit des troupes retirées

ET JEAN LACOUTURE Jean Daniel a Jean Lacouture

Un portrait de Pierre-Mendès France par quinze personnalités de premier plan.

Collection L'Histoire immédiate dirigee par J.-C. Guilleband

Editions du Se

SESTRAND

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la ratification du traité de Maastricht

M. Major a engagé une nouvelle épreuve de force avec les «eurosceptiques»

LONDRES

de notre correspondant

Une crise chasse l'autre : alors que quelque 150 000 personnes ont participé, dimanche 25 octobre, à une marche dans le centre de Londres pour protester contre les licenciements dans les mines, le premier ministre a choisi de faire monter les enchéres à propos de la délicate question de la ratification du Iraité de Maastricht par la Chambre des

M. John Major - qui était en Egypte, ce week-end, pour les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de la bataille d'El-Alamein - a réaffirme, selon des membres de son entourage cités par la presse, qu'en cas de défaite parlementaire sur le traité de Maastricht, il était prêt à organiser des élections anticipées. Le vote, prévu pour le 4 novembre, doit intervenir à l'issue d'un débat d'orientation, le débat de ratifica-tion proprement dit n'ayant lieu

qu'au début de l'année prochaine. Dès maintenant, l'aile droite des tories, incarnée par la tendance des « curosceptiques », se remobilise et appelle à voter contre la motion présentée par le gouvernement. Leur chef de file, lord Tebbit, incite ses troupes à ne pas se laisser impressionner par le fait que le premier ministre ait lié son sort à la ratification du traité : . Moastricht est plus important que l'ave-nir de n'importe quel individu. Que le premier ministre démissionne ou non n'est pas essentiel », insiste-t-il. La menace brandie par M. Major, qui revient à conférer au prochain

débat curopéen le caractère d'une

question de confiance, intervient

après une série de revers politi-ques, et M. Major veut manifeste-

ment, par ce biais, tenter de restau-

Pour cela, il est prêt à affronter les « curosceptiques », lesquels relè-vent le défi. Même si, dans une certaine mesure, cette épreuve de force tient de part et d'autre du

«bluff» politique avant le débat, le risque d'un nouvel échec personnel du premier ministre ne peut être écarté.

> Ne pas jouer avec le feu

L'arithmétique parlementaire indique que M. Major devrait l'emporter : sa majorité aux Communes est limitée à vingt et uoe voix, mais, sur l'Europe, il devrait pouvoir compter sur le soutien des elus du Parti démocrate-libéral. Tout cela est cepeodant très théori-que. En dépit des fortes convictions pro-européennes de son chef, M. Joho Smith, le Labour pourra difficilement résister à la tentation de faire « tomber » le gouverne-ment si l'occasion s'en présente,

Lors de leur récent congrès, les travaillistes se sont bien gardés de prendre quelque engagement que ce soit s'agissant de la ratification du traité. Or, depuis le scrutin du 9 avril dernier, la crise économique

s'est considérablement aggravée en Grande-Bretagne, le gouvernement a été fragilisé par ses propres erreurs, et la cote de popularité de M. Major est au plus bas. Le Labour, qui fera connaître sa position cette semaine, peut fort bien présenter un ameodement pro-curopéen « maximaliste » (ootamment à propos des dispositions sociales du traité), qui lui permettrait de justifier un vote oégatif eur le texte

C'est ce que craigoent les «barons» du Parti conserveteur, de plus en plus nombreux à esti-mer que M. Major joue avec le feu. lls soulignent, en outre, qu'en cas de défaite, le 4 novembre, le gou-vernement peut immédiatement poser – formellement cette fois – la question de confiance » et retrouver la majorité dont il dispose aux Communes: dans la coojoocture actuelle, même les « euroscepti-ques » n'oot pas eovie d'affronter de nouveau les urnes.

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez conduira les socialistes aux élections législatives de 1993

MADRID

de notre correspondant

a Vous pouvez compter sur moi v: ces cinq mots prononcés au centre de la plaza de toros de Madrid par M. Felipe Gonzalez, dimanche 25 octobre, ont fait se soulever les arènes. Le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) depuis dix-huil ans est d'accord pour faire un nouveau about de chemin ». C'est ce que les trente mille militants. arrivés pour la plupart en car, étaient venus chercher. Le président du gou-vernement depuis dix ans n'a donc pas déçu ses lidèles lors du meeting anoiversaire de la décennie de pou-voir codaliste din nece 3 voir socialiste (lire page 8).

M. Felipe Gonzalez est done prêt « o poursuivre le projet » puisque le parti, les amis, le pays le demandent. «l'enfant, à ses yeux, n'est pas assec robuste». Bien que «l'Espagne ne soit plus hors circuit, arrièrée», ce qui a été accompli n'est qu'a une étope », a insiste M. Gonzalez. Il reste à «s'in tégrer dignement dans lo Commu-nauté politique et économique européenne». Le dirigeant socialiste a demandé «quinze ans de plus» pour développer le projet de modernisation de son pays, tout en préconisant des années 90 chargées d'efforts ». Pour ce chef de gouvernement satis-fait (eil n'y a pas eu de décennie plus positive depuis longtemps en Espagne»), il est évident que le pays vit eu-dessus de ses moyens : «On achète plus que l'on produit. On doit travailler plus et mieux.»

Ce rassemblement commémoratif avait très nettement les allures d'un meeting de pré-campagne électorale. Des élections générales doiveot avoir lieu en 1993. Un sondage publié par le quotidien El Mundo dans son édition de dimanche crédite le PSOE du pourceotage d'intentions de vote le plus bas jamais enregistré par cette formation, avec seulement 5 % d'avance sur le droite, représentée par le Parti populaire

M. B.-R.

ROUMANIE

Le parti du président Iliescu va former un gouvernement minoritaire

Les principaux partis d'opposi-tion roumains ont annonce, dimanche 25 octobre, leur décision de soutenir la formation par le Front démocrate du salut national (FDSN, parti du président Inn lliescu) d'un gouvernement minori-taire, à condition que ce dernier «S'engage à garantir l'évolution de la Roumanie vers la démocratie » et

Aucune majorité parlementaire claire n'était sortie des électiona générales du 27 septembre dernier. La Convention démocratique, prin-cipale coalition d'opposition, et le l'ancien premier ministre, M. Petre Roman, se sont déclarés disposés à soutenir la formation d'un gouver-nement FDSN minoritaire afin partis ultra-nationaliste et commu-niste. – (AFP.)

L'opposition des Serbes de Croatie au rapprochement entre Belgrade et Zagreb

Des barrages empêchent la réouverture de l'« autoroute de la Paix »

Des barrages dressés par des autonomistes serbes de Croatie près d'Okucani ont empêché, dimanche 25 octobre, la réouverture de l'autoroute Belgrade-Zagreb, fermée pour cause de guerre depuis l'été 1991. Deux convois de journalistes, orgenisés depuis chacune des deux capitales par la FORPRONU. aureient du se rejoindre en milieu de journée à Okucani. Cette operation devait symboliser une certaine détente entre les deux Républiques. DRAGALIC

(Slavonie occidentale)

de notre envoyée spéciale

Depuis dimanche matin, des moissonneuses-batteuses barraieot la route au niveau de Dragalie, petit village slavon situé entre Okucani et Nova-Gradiska, A 500 mètres du point de contrôle des Nations unies qui marque l'entrée du «secteur ouest» -l'une des quatre zones de Croatie occupées par les autonomistes serbes et placées aujourd'hui sous contrôle de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) — milices el villegeois serbes fai-saient une nouvelle démonstration de force pour empêcher la réouverture de l'eutornute entre Zagreb et Belgrade.

L'opération visait à encourager le normalisation des reletions entre les deux capitales et à inciter les deux gouvernements à réta-blir au plus vite cet axe de communication. Les efforts du gouvernement yougoslave de M. Milan Panic pour renouer le dialogue avec Zagreb déplaisent toutefois aux iodépendentistes serbes de Croatie, qui voient dans les engagements conclus récemment à la Conférence de Genève munication. Les efforts du une remise en cause des acquis de la guerre. Les autorités serbes de Croatie dénient à la nouvelle fédération Yougoslave (Serbie et Monténégro), le droit de parler en

O Elections législatives fédérales le 20 décembre en Serbie et au Monté-négro. – Le premier ministre de la nouvelle Yougoslavic (Scrbie et Mon-ténégro), M. Milan Panic, a annoncé, samedi 24 octobre, la tenue d'élec-tions législatives fédérales le

L'élection à la Chambre des citoyens sera suivie dans les trente jours par la désignation des membres de la la désignation des memores de la Chambre des Républiques. Le pre-mier ministre et le président de la Fédération yougoslave scront casuite élus à bulletin secret par les deux Assemblées du Parlement. — (Reuter.)

o M. Milosevic nouveau président dn Parti socialiste serbe. - Par 915 voix contre 2 et 17 abstentions, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, a été élu, samedi 24 octo-bre à Belgrade, à la lête du Parti bre à Belgrace, à la lête du Parti-socialiste serbe (PSS, ex-commu-niste), à l'issue du deuxième congrès du parti. M. Milosevie était l'unique candidat à ce poste. La Constitution serbe ne permettant pas le cumul de fonctions, la gestion du parti sera confiée à son secrétaire général sor-tant, M. Borisav Jovic. — (117)



leur nom; elles ne s'estimeot pas engagées par les accords de Genéve conclus en leur absence, réclament de partieiper aux négo-eiations sur un pied d'égalité avec Zagreb et Belgrade, et demandent la recoooaissance de leur « République serbe de Krajina autopro-

Les barricades dressées, dimanche, sur l'autoroute reflè-teot cet état d'esprit. La FOR-PRONU avait oégocié avec des représentants locaux serbes de Slavonie occidentale le passage des convois de jonmalistes. Mais les dirigeants de la Krajina, fidèles alliés de M. Milosevic, oot fait objection, à la dernière minute, samedi soir. «Nous oppliquons les ordres de notre gouvernement», disait dimanebe le maire serbe d'Oku-cani, M. Dusan Vitez, planté devant les herses des machines agricoles aux côtés de sa milice. Le gouvernement de Krajina exige que le tronçon qui traverse les «territoires serbes» soit payant et placé sous le contrôle

de la milice serbe el que des postes-frontiéres et une douene; soieot établis à l'entrée de ces territoires. Ces exigences ont été rejetées par la Croatie.

Pour permettre aux journalistes d'avancer jusqu'au barrage serbe, la FORPRONU avait déployé plusieurs dizaines de ses bommes, fusil en joue, sur le bord de l'autoroute. « Nous ovons les moyens de forcer le passage mais nous voulons éviter l'offrontement armé», a déclaré le général Carlos Zabala, qui commande les forces de l'ONU dans ce seeteur. Deux beures de négociationa, dimaoche, n'ont dooné aucun résultat. Les discussions devaient se poursuivre, lundi, l'ouverture de tous les grands axes routiers étant prévue per le « plan Vance ». En attendant, l'ancienne « autoroute de la Fraternité », rebaptisée « autoroute de la Paix » par MM. Tudjman et Panic, reste la route de la désolation.

FLORENCE HARTMANN

Les renforts français de la FORPRONU arrivent dans la région de Bihac

été blessé à la jambe par un tireur embusqué, samedi 24 octobre, à Sarajevo. Cet incident porte à 69 blessés et cinq morts le nombre des « casque bleus » touchés dans la espitale bosnia-que depuis leur déploiement, au printemps dernier. Le porte-pa-role de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), M. Mik Magnusson, a qualifié 'cette attaque de « délibérée », mais il n'était pas en mesure d'identifier ses responsables.

d'identifier ses responsables. D'autre part, une partie des forces françaises de la FORPRO-NU-2 (les renforts chergés de taires) ont procedé dimanche à leurs derniers préparatifs près de Rijeke (Crnatie) avant de monter, lundi, vers la « poche » de Bihac à population musulmane,

Un « casque bleu » français a assiégée par les Serbes, en Bosnie-Herzégovine

«A partir de lundi, nous serons en zone d'insécurité et nous serons prêts à riposter », souligne le commandant du bataillon, le colonel Robert Bresse, Les 1 350 Français, avec 115 blindés légers, doivent être complètement installés d'ici au 15 novembre.

«Le premier objectif de lo mis-sion de FORPRONU-2, a expliqué le colonel Bresse, c'est d'empêcher que 4 millions de personnes troversent l'hiver dans une extrême détresse et que 10 % en meurent. » Environ 300 000 personnes sont concernées en zone française. « l'e deuxième voiet, c'est de protèger les stocks » et leur distribution par le HCR et la Croix-Rouge. - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL: alors que la droite réclame sa démission

M. Rabin promet de « réagir avec une poigne de fer» à l'assassinat de six militaires

M. Itzhek Rebin est soumis à rude épreuve, la plus éprouvante depuis son arrivée eu pouvoir, il y a quelque cent jours : en l'espace de quelques heures, six soldats ont été tués et six autres blessés, dans deux atten-tats revendiqués par des intéoristes musulmans.

> JÉRUSALEM de notre correspondant

A Hébron, en Cisjordanie, un poste de surveillance tenu par des réservistes, à proximité du Tombeau des Patriarches, a été la cible de combattaots palestioiens qui ont tué un militaire avec une kalachnito a minimare avec une kanannikov avant de disparaitre en voiture,
dans le sombre labyriothe de le
vieille ville. Pour le général Mosbé
Yahalom, qui commeode les
troupes postées dans les territoires
occupés, les auteurs de cette action
terroriste sont membres d'un nouvezu groupe d'extrémistes musul-mans qui opère dans le secteur et souhaite faire basculer le e soulève-ment des pierres - l'Intifada - dans la lutte armée».

> «Nous n'allons plus rester passifs»

Peu après, eu Liban sud, dans lo «zone de sécurité», occupée par l'Ela! hébreu, un blindé israélien qui faisait partie d'un convoi de sept vébicules, était détruit par un engin explosif télécommandé. Cinq soldats étaien! tués sur le coup et cinq autres blessés. Cette attaque—la plus menetrière depuis deux la plus meurtrière, depuis deux ans, dans cette zone - a étéreven-diquée par la Résistance islamique, formelion paramilitaire du Hezbollah pro-iranien.

Le général Yahalom, qui décla-rail récemmeol que l'Intifada était « morte », assure, aujourd'hui, que les territoires occupés voot conoaître une « nouvelle vague de terrorisme » ou fur et à mesure que le processus de paix progressera. Les militaires, qui constataient un certein répit sur le froot nord, pointent un doigt accusateur vers la Syrie. Uo beut responsable de l'étet-major, qui a requis l'anooy-mat, estime que «la Syrie a tout intéret a encourager les intégristes du Hezboliah à réchauffer le Libansud afin de placer la question du retrait israélien de cette région au centre des négociotions de paix » en cours à Washington.

Le malaise des responsables militaires a été avivé, dimanche, par la réaction violente des coloos. « Ou est lo sécurité oue Rabin nous avait promise le jour de son investiture », ont hurle un millier d'entre eux, massés sous les fenêtres du premier ministre, Les policiers, pris au dépourvu, ont essuve crachats, jets de tomates et coups de bâton.

a Quand lo loi devient scélérate, pas besoin de la respecter», e affirmé M. Beruch Goldsteio, un coloo de Kyriat Arba, ville procbe de Hébron. Le maire de cette colooie, M. Zvi Katzover, s'est montré plus explicite: e Nous n'allons plus rester passifs. Si les Juifs ne peuvent pas circuler en paix en Cisjor-danie, alors nous ferons en sorte qu'il en soit de même pour les Arabes. Si un Juif est frappe, un Arabe le sera aussi »

M. Rabin s'est eogagé, dimanche, a e réagir ovec une poigne de fer à toutes les attoques ioncées contre nous ». « Et cela ne va pas à l'encontre de notre main tendue vers la paix», a-t-il ajouté. Une déclaration qui risque d'être sans effet sur la droite qui appelle, du gouvernement.

-

7 - W

-

-

7 7 7 7 TO

79-84. **279-8**4

o singe <u>a biji</u>

44 Maria

Home and

1942. (195 - The second second second raine 👑 / The state of the state of 化色 黃漢

A Land Thirty (

ÉGYPTE

Nouvelle agression contre des touristes

Trois touristes russes oot été blessés à coups de poignard, dimanche 25 octobre, à Port-Saïd. Cette agression avait « vraisemblablement » pour auteur un « extré-miste islamiste », a-t-on appris, de bonne source, au ministère de l'in-

Selon des témoins, les trois visiteurs passaient devant une mos-quée lorsqu'un homme barbu e fait irruption devant eux et leur a donné des coups de poignard avant de prendre la fuite.

Trois jours après l'attentat qui avait coûté la vie à une touriste britannique eo Heute-Egypte, le président Hosni Mouberek e assuré, samedi, que le gouverne-ment «n'éparane oucun effort pour assurer la sécurité des touristes».

Dans une déclaration à la presse le premier ministre britannique, il a qualifié d'a acte Isole » cette action terroriste revendiquée par une organisation islamiste clandestine, la Jamaa islamia. « Nous ne craignons pas pour le tourisme, qui se porte très bien », a-t-il sjouté. – (AFP.)

□ JORDANIE: M. Georges Habache s'installe à Amman. – Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), M. Georges Habache, a décidé de résider désormais en Jordanie et d'y limiter ses activités politiques en raison de son état de santé, a-t-on appris, dimanche 25 octobre, de source palesti-nienne. M. Hobache, précédem-ment installé à Damas, ou demeure encore le quartier général de son mouvement, envisagerait d'aban-donner le poste de secrétaire général pour la fonction honorifique de président - (AFP.)

O Prochaine visite da président Mitterrand. - M. François Mitter-rand effectuera, loa 27 et 28 novembre, sa première visite officielle en Jordanie depuis 1984, a-t-on appris, dimanche 25 octobre, de source diplomatique française. Le président de la Républi-que, qui se rendra à Amman au terme d'une visite en Israel, devrait évoquer avec le roi Hussein les derniers développements du processus de paix au Proche-Orient. -

Le souvenir d'El Alamein

Gravité et émotion ont dominé les cérémonies du 50 anniversaire de la bataille d'El-Alamein euxquelles ont essisté, dimanche 25 octobre, pràs de quatre mille perconnes, dont deux mille anciens combattants et les premiers ministres britannique, français et grec. Le hasard e voulu que l'organisation de cette commémoration incombe aux Allemands, les différents pays avant combattu en ce lieu assurant celle-ci à tour de rôle. Dans une ambiance de recueillement, en mémoire des quelque trente mile hommes tornbés dans ce désert lors d'une bataille entre troupes ellemandes et forces alliées, le ministre allemand de la science et de la technologie e plaidé pour « le respect mutuel, la tolérance et la réconciliation » et e demandé à toua de e maintenir le paix dens la liberté afin de epréserver » le monde contre « la répétition » de tels événements. - (AFP.)

D LIBAN : aecaeil favorable dn patriarche maronite à la nominatioa de M. Hariri. - Le patriarche maronite, Mgr Nasrallab Sfeir, a accueilli favorablement, dimanche 25 octobre, la désignation du milliardeire libano-saoudien, Rafie Hariri, au poste de premier ministre. « Ce qui s'est passé est de nature à justifier le renforcement de la confionce des Libanals en leur patrie, malgré toutes les réserves légitimes ou niveau national », a affirmé le chef de l'Eglise maronite. Les partis chrétiena avaient boycotté les récentes élections légis-latives et n'ont donc aucun représentant au acin de la nouvelle Assemblée. – (AFP.)

D RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission dans l'article de notre envoyée spéciale à Damas (le Monde du 23 octobre) a déformé un paragraphe concernant l'irritation de la Syrie à l'égard de l'OLP. Il fallait lire : « Lorsque la centrale palestinienne o accepté la formule de Madrid en deux phases distinctes – période tronsitoire de cinq ans et statut final, – elle n'o rien demandé aux autres Arabes.»

La maison des

BIBLIOTHEOUES

61, RUE FROIDEVAUX

PARIS 14°

ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47 VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Charders

Tél. 39 53 66 09

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles

managanga 177 Japanar papelak

OCHE-ORIENT

a shee que la droite reclare sa démission promet de « réagir * me poigne de fer» ainat de six militaires

and the second second second

Man and the state of the state

a grand and about the atterns of British

de the same and a series

THE PARTY OF THE PARTY OF THE

Committee

J. m. .

The many the B

i ... ni tip

នា ១៩ ន

2.323 1 1 1 1 1 2 17 mg

Aven . " · we am !

Ar Country of the State of

ediele giftet sur undricht der angele

de pas: 1. 1 . . . 12 2222

Application of proper of

Comment of the property of

hite announces a piede

dl. Arena : auteles 3:

AND PROPERTY OF STATE

pres in their The St.

wanters of the state of

which is compatible to the

Charles and annual Parent

francial et der diserts

where our presents a

Later . It membersion come

But August 100 100 FFFE

forte Tell' Little of the

ment of the starte of

ביים או אונים או אונים או אונים אונים

between a marger 25 18

The Party Tale Total

ties that or program or full

trataria and the 198 Et

Market Admin or 2 5000

By Me 12 , Spillotte 5 1936

lour en march 7228 à

town or a morning

#1 # 1025 # # man fe in 12 25.4 25.5 \$

Marks for a 15790.512

ומושאות ביית נו שמושאות

MCTHCUIT - 122

the tier or origination?

in the wind Rock States

Contract of the contract of th minerale le peacier, pri delication of delications some of house and the

1 1484 . grotel farentigh . marrayche mar kie a la second de Me Hard Sie a Second Mary Mary Mary Mary Sie a Section of the sectio Harris & Maria de Terra Manager and the second Section (The Control of Control o Marie de des des de la compansión de la

Approximately 2.10 Philippe Transfer Transfer to the control of th Springer of Springer of the Springer Concept Mile and Production Co Page 1 at 2 and a many many a manger of

AFRIQUE

Le Centrafrique en mal d'hommes nouveaux

L'élection présidentielle du 25 octobre a été suspendue dans la capitale de ce pays incapable de renouveler ses élites

BANGUI de notre envoyée spéciale

« Il faut libérer Bokassa! ». crie fun d'eux; « A part Bokassa; per-sonne ne peu bâtir le Centrafri-que!», renchérit un second. Autour des deux orateurs en herbe, une petite foule d'adolescents approuve bruyamment, « Yous voyez, ce bâtiment, là..., s'enhardit un troi-sième en désignant du doigt la façade poussièreuse du marché cen-tral, c'est Bokassa qui l'a fait.»

"C'est bidassa qui l'a fait,"

«C'est bid qui a construit le pays; à son époque, il n'y avait pas de retards de salaires alors que mon vieux, aujourd'hui, ça fait presque cinq mois qu'il n'a pas touché sa pals », poursuit-il d'une voix rageuse. Lui-même, sorti de l'école il y a trois ou quatre ans, en est réduit à «faire la coiffe» (coffeur de rue). Treize ans aniès le renversement

du bouffon sanguinaire dont la du boutton sangunaire dont la condamnation, en 1987, défraya la chronique, ces professions de foi, même marginales, ont de quoi faire fiémir. La scène politique centrafri-caine serait-elle à ce point médiocre que certains jeunes chômeurs en arrivent à regretter le tyran d'autre-fois? L'échec du premier tour des élections générales du dimanche 25 octobre n'aura pas en tout case 25 octobre n'aura pas, en tout cas, contribué à redorer le blason des ténors de la vie publique.

La terne pagaille qui à prévaiu à Bangui, ou la plupart des bureaux de vote manquaient d'urnes on de bulletins, ou des deux à la fois, a conduit le gouvernement à mettre rapidement le holà : dès le milieu de journée, un communiqué officiel annonçait la «suspension des élections pour Banqui» - mais non pour la province, où le scrutin semble s'être déroulé dans des conditions

«Les anciens ont mangé les jeunes»

Plus pessimistes encore, certains Plus pessimistes encore, certains observateurs estiment que cette étape électorale, quelles qu'en soitent les péripéties et l'issue, a déjà montré ses limites. L'absence de personnalités nouvelles, parmi les cinq candidats à la magistrature suprême, en est le signe. Face au président sortant, le général André Kolingba, au pouvoir depuis ouze ans, ne figurent que de vieux routiers des précédents résimes.

« C'est vrai qu'il n'y a pas d'hommes nouveaux parmi eux », reconnaît un jeune militant de la Concertation des forces démocratiques (CFD). « Au départ, en 1990, on avait tout misé sur un seul objec tif, l'organisation d'une conference nationale. Quand le multipartisme a été instauré [avril 1991] ce sont les auciens politiciens qui en ont profité. On a cru qu'ils nous aideraient grâce à leur popularité. En réalité, ils ont mangé les jeunes», conclut-il.

Le plus jeune des candidats à l'élection présidentielle, M. Enoch

acceptables. En évoquant des « actes de sabotage prémédités», les autorités gouvernementales sembleut soucieuses de se dédouaner.

Mais de quoi, et sur qui ? Les partis de l'opposition, qui avaient dénoncé depuis plasseurs semaines le caractère précipité et hasardeux de ces élections, n'our pas manqué de mailler « l'incapacité du régime » à organiser convenablement le scrutin. Voire à frauder efficacement, ajoutent des exprits chagrins.

Derant Lakoué, quinrante-huit ans, fondateur du Pari social-démocrate (PSD), est le acul à ne pas avoir participé eo précédent scrutin de mars 1981. Mais, entre 1970 et 1973, il a été ministre de l'ex-président à vie Jean Bédel Bolassa. Son principal rival dans le nord-ouest du pays est M. Ange Patassé, cinquante-cinq ans. Aujourd'hui dirigent du peuple centrafricain (MLPC), celui-ci avait détenu divers portefeuilles, de 1965 à 1976, avant d'être nomné premier ministre – un d'être nommé premier ministre – un poste qu'il ne quitta qu'en juillet 1978, quelques mois après le fameux sacre de l'empereur.

M. David Dacko, cinquante-huit M. David Dacko, cinquante-huit ans, fait également figure de vieil abouné du pouvoir. Il a été président de la République à deux reprises, de 1959 à 1966, puis de 1979 à 1981. Quant à M. Abel Goumba, désigné «candidat unique» par les membres de la CFD, il est înn des anciens compagnons de caute de Brethélis compagnons de na des antiens compagnons de route de Barthélemy Boganda «père fondateur» de la République centra-fricaine. Agé de soixante-cinq ans, M. Goumba evait été lui-même prém. Coumba evait été lui-même pré-sident, pendant cinq jours, en 1959.

> Un Etat en cessation de paiement

a Dans les sociétés africaines, la politique continue à être perçue comme quelque chose de mystérieux, d'un peu magique s, commente un sociologue de l'université de Bangui, le professeur Alphonse Blagué, «Le chef accompli estérbul qui réussit à maîtriser les les que pouvoir, les

bonnes et les mauraises. » L'apparent conservatisme qui marque la vie politique nationale ne le surprend pas outre mesure: « Dans la tradi-tion, tous les changements sont pro-grammés à travers les rites de pas-sage. En politique, la tendance, même si elle va dans le sens du changement, est la même. Les gens ligés, on les connaît et ce sont eux qu'on préfère car le changement sem-ble alors prévisible.» La nostalgie manifestée ici et là pour l'ex-empereur Bokassa ne l'étonne pas non plus: « On lui reconnaissait une sta-ture de chef. En temps de crise aiguê, son souvenir revient.»

Celle que connaît le Centrafrique n'a cessé de s'angraver ces cinq der-nières années. La mévente du coton et du café (il n'est pratiquement plus collecté depuis deux ou trois ans) a sonné le glas d'une économie déjà fragile. L'exploitation du diamant, largement aux mains des trafiquants, ne rapporte guère aux caisses d l'Etat dont les recettes, estimées à environ 42 milliards de francs CFA en 1990 (840 millions de francs) ne devrsient pas dépasser, en 1992, les 27 milliards (540 millions de francs). L'Etat est désormais incapable de payer ses quelque 19 000 fonction-naires. Quant au reste...

L'avenir du Centrafrique et de ses quelque trois millions d'habitants prend, au fil du temps, des couleurs de plus en plus «crépusculaires». Au grand dam de la France, premier (et presque unique) bailleur de fonds, dont les quelque 1 500 mili-taires cantonnés à Bangui et à Bouar (dans l'ouest) achèvent de donner au pays un charme désespérément

ALGÉRIE : trois mois après sa formation

Trois femmes entrent au gouvernement

Trois mois après sa formation, le gouvernement de M. Belaid Abdes-sism e été étargi, dimenche 25 octobre, à six nouveaux membres et compte désormais trente-trois ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat. M. Mériem Miboub Zer-Allah, sont respectivement norumées ministre conseiller auprès du chef du gouvernement, chargé des affaires juridiques et administratives, ministre délégué à la solidarité nationale et secrétaire d'Etat, chargée de le recherche scientifique. M. Redha Hamiani, président de la Confédéra-tion algérienne du patronat (CAP), devient ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé de la petite et moyenne entreprise, tandis que MM. Tahar Zerhouni et Tayeb Chérif se voient confier respectivement les postes de secrétaire d'Etat à l'enseignement fondamental et secon-daire, et de secrétaire d'Etat à l'ensei-

ont été arrêtés, a annoncé l'agence APS. Ces deux terroristes activement

CAMEROUN: après la réélection de M. Biya Les incidents

se multiplient Deux personnes ont été tuées

Bamenda, capitale provinciale du nord-ouest analophone, à la suinc des incidents qui ont éclaté vendredi, témoignages recueillis par téléphone.

M. Alhadji Tita Fomukong, président
du Parti national du Cameroun, rallié à la majorité présidentielle, est
décédé samedi après avoir été attaqué par des manifestants. La gendarmerie a cerné dimanche, à Bamenda,
la maison de M. John Fru Ndi, le
dirigeant de Ponnocition qui a dirigeant de l'opposition qui a affirmé avoir remporte Télection présidentielle.

A Yaoundé, le domicile de M. François Sengat Kuo, ancien ministre de M. Biya, a été perquisitionné, le siège du SDF, le parti de M. Fru Ndr, a été cerné par les formes de l'exchange de le domicile de l'exchange de le contra de l'exchange daire, et de secrétaire d'Etat à l'enscigrement supérieur.

D'autre part, un policier e été tué,
dimanche, à Mostaganem, dans
l'ouest du pays, au cours d'un accrochage avec deux individus armés qui
ont été arrêtés a annoncé l'accase. affirmé samedi qu'il était et restait « le président de tous les Camerounais recherchés, qui étaient encerclés par sans exclusive et [que] le grand nain-les forces de l'ordre, ont refusé de se rendre et ont ouveit le feui. - (AFP.) c'est la démocratie». - (AFP. Reuter.)

LIBERIA: tandis que les combats continuent

Les rebelles ont libéré douze représentants d'organisations internationales

Charnga (160 kilomètres au nord-est de Monrovia), ont indiqué des seurces diplomatiques à Abidjan. Quatre employés de l'ONU - trois Libériens et un Nécriandais, -

trois Libériens et un Necriandan, quatre membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR),
deux représentants de l'Association
intériationale contre la faim (AICF,
France), deux de Médecins sans
frontières étollande, ainsi que deux
touristes américains, avaient été
touristes américains, avaient été
tratais isudi à Charges immédiate. arrêtés jeudi à Charnga, immédiate-ment après que des avions de la Force-puest africaine d'interposition Force-quest-dricaine d'interposition (ECONOC) eurent bombardé à sept reprisés, its quartier général du FNPL, le force d'interposition est désocuais entraînée dans une guerre totale contre les forces de Charles Taylor. Différence au orailme jour Taylor, Dimanche, au onzième jour des combas, des obus sont tombés

Douze personnes, membres de PONU ou d'organisations humani-taires, ont été libérées dimanche 25 octobre après avoir été détenues ou assignées à résidence pendant trois jours par le Froat national-patriotique du Libéria (FNPL), à Chartaga (160 kilomètres au nortest rendu à la force d'interposition après la défection de nombre de ses hommes partis rejoindre les rangs du FNPL. Des renforts de l'ECO-MOG sont arrivés dimanche par avion à Monrovia. Selon des sources diplomatiques à Lagos, 800 soldats nigérians basés en Sierra-Leone ont rejoiat le Libéria, tandis que 1 500 hommes étaient placés en alerte au Nigeria. - (AFP, Reuter.)

> D GUINÉE : le correspondant de Pagence Reuter et de la BBC a été arrêté. - Les autorités ont interpellé M. Foday Fofanah, le correspondant de l'agence Reuter et de la BBC. de nationalité sierra-léonaise, a annonce, samedi 24 octobre, son -épouse. - (Reuter.)

AFRIQUE DU SUD

ATRAVERS LE MONDE

Trente-trois morts ěri deux jours dans le Natál

- Vingt personnes, dont quatra femmes at deux enfants, ont été ruées et vingt-sapt autres blessées, samedi 24 octobre, lors de l'attaque, par une quinzaine d'hommes ermés de fusits d'assaut, d'ana maison où était célé brée une fêta traditionnelle zouloua, à Folweni, une cité noire au sud de Durban. Dimanche, la responsabilité de ce massacre n'était toujours pas établie. Au total, trente-trois personnes

ont trouvé la mort ce week-end dans la province du Natal, devenue un des principaux champs d'affrontaments entre partisans du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela et du perti zoulou Inkatha da Mangosuthu Buthelezi. Six adolescents âgés de quinze et seize ans ont été assassinés, vendredi, dans cetta même cité da Folwerl, et cinq personnes ont été tuées lors d'une précédente ettaqua à Umlazi, un ghetto près de Durban, où un policier a également été tué. Près de Weenen, la police e tué un homme lora d'une fusillade. -- (AFP, Reuter, UPI, AP.)

AZERBAÏDJAN

Remous au Nakhitchevan · La crise latente entre le Front

populaire – au pouvoir à Bakou (Azerbaidjan) – at M. Guelder Aliev, président de la République autonoma du Nakhitchevan, a éclaté samedi 24 octobre : « ils ont essayé de faire un coup d'Etat », a déclaré dimanche M. Aliev, affirmant que deux cents militants armés du Front populaire avaient occupé samedi la télévision et le ministère de l'intérieur du Nakhitchevan, avant de quitter les bâtiments sous la pression de « trente mille » de ses pertisans.

M. Aliev - ancien dirigeant communiste qui assure un pouvoir petriercal dans son enclave coupée de l'Azerbaldjan par l'Arménie et peuplée de 300 000 habitants aux frontières irano-turques - a affirmé être intervenu, samedi soir, pour « éviter un bain de sang», devant la foule, soutenue par la présence de blindés, qui aurait fini, selon Itar-Tass, par prendre d'asseut les bâtiments, sérieusement endom-magés. Des arrestations ont été opérées, selon M. Aliev. Mais à Bakou, las autorités ont précisé que la branche locala du Front populaire avait tente, non pas un coup d'Etat », mais d'imposer l'autorité du ministre de l'intérieur nommé per Bakou - contestée

Mise en place

entamé, samadi 24 octobre, la décentralisation administrative, qui prévoit un découpage du pays en près de 1 500 « communes autogérées». Ces collectivités, qui détiennent théoriquement le pou-voir, sont censées bénéficier d'una autonomie de gestion des services publics. «Chaque commune est dotés d'un conseil populaire, sorte de micro-conseil des ministres, chargé d'appliquer les directives », a expliqué un responsable local.

Les élections pour désigner les comités populaires, composés de 13 membres chacun, ont commencé, samedi, sur l'ensemble du territoire. Les médias locaux ont accordé une grande importance à ces élections « historiques », affirmant qu'il s'agit d'un « pas supplémentaire vers l'instauration d'un Etat des masses modèle », prôné, dès 1977, par le colonel Mouarn-mar Kadhafi. La « Guida da la Révolution», au pouvoir depuis vingt-trols ans, avait récemment critiqué l'importance prisa par la buresucratie at les défaillances dans la gestion das services publics. — (AFP.)

SRI-LANKA

Incidents à Colombo après un massacre de musulmans Das incidants ont eu lieu, ven-

dredi 23 octobre, dans plusieurs quartiers de la capitale sri-lankaise, à l'occasion d'un «vendredi noir» convogué par M. Mohammad Ashraff, chef du parti musulman pro-gouvememental SLMC, pour protester contre la massacre, le 15 octobre, da 161 coreligion naires dans quatre villages de l'est da l'île. La police a disparsé à coups de matraques et de bombes lacrymogènes de jeunes manifestants qui s'en prenaient à des bou-tiques de Tamouls. La récente tuerie avait, selon touta vraisemblance, été perpétrée par des « Tigres » du mouvement indé-pendantiste tamoui LTTE, qui tient le nord du pays et se montre très ectif dans l'Est. L'opposition au président Premadasa a, par ailleurs, ranoncé à sièger vendredi pour manifester sa sympathie aux musulmans. - (AFP, Reuter, UPL)

par un candidat soutanu par M. Aliev. - (AFP, Reuter)

LIBYE ... d'une réforme communale Las autorités libyannes ont

DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ. pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.

å

JUXTAPOSABLES

SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE

FIXATION MURALE.

DONC





Deux mille personnes ont manifesté à Hongkong devant le consulat japonais

L'empereur du Japon e quitté Pékin, dimenche 25 octobre, pour Xi'an et Shanghai, à l'issue de ses rencontres avec les dirigeants chinois. Ceux-ci ont estimé sa visite « couronnée de succès». A Hongkong, deux mille citoyens de le colonie britannique ont manifeaté, dimanche, devant la consulet nippon pour protester contre le fait que le monarque n'evait pas présenté d'excuses pour l'invasion, dans le passé, da la Chine par le Japon.

PĖKIN

de notre correspondant

Depuis près d'uo siècle, s'en prendre au colonialisme japonais est, pour les Chinois, une manière de protester contre leurs propres gouvernants. Le dispositif de sécu-rité déployé autour de la visite d'Akihito ayant, jusqu'à préseot, prévenu la moindre expression de ce mécontentement sur le continent, il o'est pas iodifférent que celle-ci soit venue de Hongkong, à l'heure où la polémique entre le gouverneur et Pékin prend uoe tournure acrimonieuse et mena-cante (le Monde daté 25-26 octobre).

Les manifestants rassemblés pon, dans l'un des principaux quar-tiers d'affaires de Hongkong, ont ainsi reproché au gouvernemeot communiste de ne pas avoir exigé d'excuses publiques du Japon.

Pékin « présère le yen à son propre peuple », a lancé un vétéran de l'oceupation nippooe, qui eut les rotules brisées par des soldats de Hirohito, le père d'Akihito.

Hongkong a passé trois ans et huit mois, à partir de 1941, sous occupation japooaise. Mais il est clair que la préoccupation principale des manifestants, rassemblés à l'ioitiative de partis libéraux, était moins le passé que l'avenir de la colonie uue fois qu'elle sera rétrocédée au régime de Pékin, après l'ouverture des hostilités de ces

La presse pékinoise o'a, évidemment, pas rendu compte de cette manifestation. Elle a, eu revanche, révélé que la journaliste hongkon-gaise Leung Wai-Man, correspondante du quotidien l'Express, avait été arrêtée, dimanche, pour avoir aebeté auprès de plusieurs fonctionnaires « des documents et des secrets relatifs au Parti communiste

Cette interpellation a une valeur diplomatique aussi exemplaire que la libération, samedi, du dissident Shen Toog, arrêté le 1^{er} septembre à soo retour des Etats-Uois (le Monde daté 25-26 octobre). Cette « clemeoce » est principalement due au fait que Pékin a besoin de oe pas trop provoquer la prochaine administration américaine, quel

FRANCIS DERON Lire également, page 29 : «Le grand axe Tokyo-Pékin», par Fran-cis Deron et Philippe Pons.

THAÏLANDE

De puissants intérêts économiques s'opposent à un blocus des zones khmères rouges

de notre carrespondant

Imposer des sanctions économiques aux Khmers rouges parait peu realiste si l'on en croit les propos d'un député thaïlandais rapportés, dimanehe 25 octobre, par un quoti-dien de Bangkok, *The Nation*. Cenl mille Thaïlandais sont actuellement employés dans les concessions de pierres précieuses dans les zooes controlées par les Khmers rouges, a déclaré M. Thanit Traiwut, député de la province de Trat, frontalière du Cambodge. Il a estimé que la fermeture de ces concessions et de la frontière, en cas de blocus des rouges, représenterait une perte sèche, pour les chercheurs thailandais, de quelque 600 millions de

M. Thanit a également déclaré qu'environ vingt compagnies thai-landaises seraient affectées par l'inlandaises seraient affectées par l'in-terdiction de l'exportation de bois du Cambodge, décidée par le CNS (Conseil national supréme khmer) à partir du le janvier 1993. Cette interdiction, qui affecte l'ensemble du Cambodge, et d'éventuelles sanctions écocomiques contre les Khmers rouges, au cas probable où CS derniers continuersient de refu ces derniers continueraient de refu-ser d'appliquer les accords de Paris, pourraieot représenter une

perte de 2 milliards de francs pour les Thaïlaodais et mettre au chômage des dizaines de milliers de gens. M. Thanit a précisé qu'uoe applicatioo brutale de ces mesures contraindrait ootamment les compagnies minières thaïlandaises à abandoncer sur place près

d'un millier de forcuses. Les coocessions accordées aux Thailandais par les Khmers rouges rapportent à ces derniers des millions de dollars par mois. Le gouvernement de Bangkok se retrouve, pour sa part, dans uoe situatioo très délicate. D'un côté, il s'engage à appliquer strictement les résolutions des Nations unies concernant le Cambodge. De l'autre, il est soumis aux pressions de prissants lobbies forestiers et miniers.

M. Thanit, doot la circooscrip-tioo électorale serait l'une des principales victimes en cas de blocus, a souhaité que le gouvernement « résiste oux pressions de l'ONU qui affectent les intérêts des milieux affaires thoilandais * ao Camhodge. Entre-temps, sans se faire d'illusions, des diplomates thailandais et japonais vout repreodre, cette semaine à Phnom-Penh, leurs négocietions ovec les Khmers

JEAN-CLAUDE POMONTI

PAKISTAN

Incidents lors d'une marche vers le Cachemire indien

Un sérieux incident a éclaté, dimanehe 25 octobre, lors d'une merche organisée vers le Caehemire indien à partir de l' «Azad Kashmir» (« Cachemire libre», dénommé à New-Delhi « Cachemire occupé par le Pakistan ») par des organisations favorables soit au rattachement de tout le territoire an Pakistan, soit à son iodépendance. Un jeune homme a été tué et une trentaine de personnes ont été hiessées lorsque les forces de l'ordre pakistanelses ont tiré, peu avant la ligne de démarcation, sur des militants en train de démante-ler des installations censées arrêter leur progression, indique l'AFP. Les autorités ont affirmé qu'elles avaient répondu à des tirs qui avaient fait deux hlessés dans les rangs de la police. Cet incident a entraîné la dispersion d'une colonne partie samedi de Muzaffarabad, capitale de l' « Azad Kashmir», vers Chakoti, ville située à la « frontière » de l'Inde. Mais il oc semblait pas que les dirigeants de deux autres colonnes fussent prêts

à répondre à l'ordre de dispersion. et certains ont anooncé la pour-

suite de la marche pour lundi. Cette manifestation est la troisième organisée cette année par des groupes cachemiris hostiles au maintieo de la souveraineté de l'lode, depnis l'iodépendance de 1947, sur les deux tiers environ d'un territoire à majorité musulmane. An moins seize et peut-être cinquante personnes avaient été tuées en février lorsque les farces de l'ordre pakistanaises avaient ouvert le seu. La position du gouvernement d'Islamabad est inconfortable, et son attitude nécessairement ambiguë : il s'oppose en effet au statu quo, mais ne souhaite pas prendre le risque d'une troisième guerre avec l'Inde. L'insnrrection qui a éclaté au début de 1990 au chemire indien a déjà provoqué la mort de huit mille cinq cents personnes. New Delhi a lancé depuis peu quelques signaux en politique au conflit.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS: la campagne pour l'élection présidentielle

L'écart entre M. Clinton et M. Bush tend à se réduire

A neuf jours du scrutin du 3 novembre, le bataille est plus âpre et apparemment moins jouée à l'avance que les experts ne le disaient : selon une nouvelle série de sondages, l'evance du candidat démocrate Bill Clinton sur le président George Bush ne serait plus qua de huit à cinq points.

WASHINGTON

de notre correspondant

Uo peu péjorativement, on les appelle, ici, les pundits. C'est un mot indien qui veut dire experts, faiseurs d'opinion, scrutateurs de sondages, éditorialistes et autres oracles de la vie publique. Signe d'un vent tour-nant, les *pundits*, après avoir laissé entendre que le candidat démocrate, M. Bill Clinton, avait définitivement distancé le président George Bush, étaient en ce début de semaine cruciale beaucoup moins péremptoires.

Déjà, la presse dominicale affichait des titres prudents : « La course présidentielle paraît plus serrée» (Washington Post), «La compétition se resserre » (New York Times). Les reporters qui suivent les deux principaux candidats rapportent un changement d'humeur. Le camp Busb aurait retrouvé le moral: «Les choses commencent à aller dans notre sens», affirmait M. Charles Black, un des principaux artisans de la campagne du presi-dent sortant. Côte Clinton, on s'attache à éviter de donner l'impression d'une victoire prématurée et à

n'est joués, bref qu'il ne faut pas se

La raison de ce ton nouveau est une batterie de sondages qui tous, et pour la première fois depuis plusieurs mois, iodiquent une chute substantielle de l'avance dont bénéficie M. Bill Clinton. Celle-ci se mesurait régulièrement avec un nombre à deux chiffres; elle est aujourd'hui très oettement en des-sous de la barre des dix points.

Le baromètre le plus sévère pour les démocrates est fourni par une enquête New York Times/CBS qui enquête New York Times/CBS qui oe donne plus que cinq points d'écart entre les deux candidats : 40 % d'inteotions de vote pour M. Clioton, 35 pour M. Bush, 15 pour l'iodépendant Ross Perot. Même tendance dans un sondage Time Magazine/CNN: 38 % poor M. Clioton, 31 % pour M. Bush M. Clinton, 31 % pour M. Bush, 17 % pour M. Perot, cependant qu'une troisième étude Washington Past/ABC earegistrait 8 points de différence en faveur du démocrate.

Si cette tendance se poursuit, M. Bush et M. Clintoo pourraien rapidement se retrouver à égalité dans les intentions de vote des électeurs américains. Il reste qu'il s'agit de sondages portant sur un échantil-lon national, alors que l'élection se joue Etat par Etat, avec, dans qua-rante-neuf d'entre eux, la règle du e gagnant emporte tout »: le candidat qui est en tête dans un Etat empoche tous les mandats de «grands électeurs» en jeu dans cet Etat (au total, il fant 270 mandats pour être élu). Cela relativise la portée de ces soodages qui situent les candidats en fonction des sufffrages populaires, par oppositioo ao vote des «grands électeurs». Or, Etat par

Etat, la position du gouverneur de l'Arkansas reste de loin la meilleure, ce qui en fait toujours le favori . L'entourage du président reconnaît que M. Bush n'est en tête que dans «huit à dix Etats».

Les oundits o'en sont pas moins de plus en plus précantiooneux. Signe que l'année pourrait être celle de toutes les surprises, les Canadiens de Toronto oe viennent-ils pas de remporter – fait sans précédent – les eséries mondiales » de base-ball, le sport américain par excellence, en battant les « Braves » d'Atlanta? battant les «Braves» d'Atlanta? L'effondrement de l'avance de M. Clintoo traduirait un double phénomène potentiellement dangereux pour le gouverneur : les attaques de M. Bush contre sa personnalité commeoceraient à payer, cependant que la percée de M. Perot se ferait bei et bien à l'avantage des républicains (comme l'espérait le oouveau sccrétaire géoéral de la Maison Blanche, M. James Baker).

Une rumeur saugrenue

Loogtemps restées inefficaces, sioon contre-productives, les atta-ques lancées par les républicains contre le candidat démocrate ébranleraient peu à peu une partie de l'électorat. M. Bush passe l'essentiel de son temps de campagne à dénon-cer chez son adversaire « un homme qui dit tout et son contraire », ne sait pas décider et serait ainsi incapable lenir sa place à la Maisoo Blanche eo cas de crise grave. M. Bush transmet ce message en restant « présidentiel ». Ses adjoints soot plus vulgaires. L'un d'eux, M. Ray Scott, un ami de la famille

d'une réunion publique : e C'est une mauviette, ça se voit à ses lèvres pendantes et au mouvement de son arrière-train avand il marche».

Et M. Bush o'a pas hésité pas à reprendre, pour la déconcer en termes outragés, une rumeur de presse, a priori saugrenue, selon laquelle l'équipe Cliotoo aurait concocté un pacte secret avec la Commission de Bruxelles pour empêcher la conclusion d'un accord commercial au sein du GATT evant l'arrivée des démocrates au pou-

Incertains ou ébranlés, une partie des électeurs démocrates potentiels se rapprocheraient de M. Perot : le tassement du gouverneur paraît être parallèle à la montée du milliardaire texan et candidat indépendent (le Monde daté 25-26 octobre). Le chef de la minorité républicaine au Sénat, le placide Robert Dole, oe s'y est pas trompé. Il se félicitait implicitemeot dimanche du boo travail accompli par M. Perot et, bien que le richissime texan ne cesse de vilipender les républicains, M. Dole promet à l'indépendant une place dans le prochaio gouvernement si M. Bush est réélu.

M. Clinton, de son côté, a reçu le soutien d'une bonne partie de la presse quotidienne ocw-yorkaise. L'éditorial du New York Times crédite ainsi le candidat démocrate «d'un programme et d'une vision cohèrents susceptibles de vaincre la

ALAIN FRACHON

=::

3.27.3

2.7

22 ..

212 - -

3.07.

20000

z.....

.

7

E. .

¥: ...

ù --

4-

-2

Œ.

.

Show démocrate à Winston-Salem

Bill Clinton et Al Gore arpentent la Caroline du Nord, un des Etats du Sud qu'ils doivent arracher aux Républicains

WINSTON-SALEM ... (Caroline-du-Nord)

de-notre-envoyé spécial---

Des projecteurs géants trouent le ciel ooir . L'orchestre joue avec conviction de la country music pour faire passer le temps. La bannière étoilée flotte aux côtés du drapeau de la Carolioe do Nord dans l'air plutôt frais du soir. Les sept mille à huit mille démocrates coovaincus de Winston-Salem (143 000 habitants) oot bieo du mérite à rester debout en picio vent à attendre leur béro. M. Bill Clinton a déjà près de deux heures de retard.

L'organisation sur place est un peu cahotante. Les agents fédéraux chargés de la sécurité rapprochée do candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, les quatre-vingt-trois policiers de Winstoo-Salem au grand complet mobilisés pour l'occarios les enrolantes par l'occarios les enrolantes de l'acceptance de les enrolantes de l'acceptance de les enrolantes de l'acceptance de la cardinale de la grand complet mobilisés pour l'oc-casioo, les gardes oationaux de Carolioe do Nord et quelques autres encore s'efforcent de ue pas se marcher sur les pieds. Les préro-gatives locales comptent, dans cet Etat du vieux Sud où il ne fait pas bon plaisanter avec la tradition.

M. Cliotoo et son colistier, M. Albert Gore, accompagnés de leurs épouses Hillary et Tipper, arrivent, dans la soirée de ce dimanche 25 octobre, de Detroit dimanche 25 octobre, de Detroit (Michigan), où ils oot fait campagne depuis l'oube. Leur avioo privé a été retardé pour une raison inexpliquée. Uo des jeunes gens de l'équipe Clinton-Gore a une idée de génie : il branche les hauf-parleurs au téléphe persebbe qui le sur soo téléphooe portable qui le relie en permanence à M. Gore. Ce dernier, sénateur de l'Etat voisin du Tennesse, peut expliquer en direct à la foute qu'elle doit patienter encore un peu, mais que le vérita-ble spectacle va bientôt commencer.

Et quelle mise en scène en vérité! On entend d'abord passer l'avion du candidat. L'aéroport est à trois minutes à peine en voiture. Le

cortège de limousioes s'ayance bientôt sous les projecteurs, escorté par des gardes nationaux à cheval, Le meneur de jeu, un chanteur de rap noir de Winston-Salem, réussit à «chauffer» encore un peu plus cet auditoire boo enfant, veno eo famille et décidé de toute façon à faire uo triompbe aux deux «sudistes» du tandem démocrate

MM. Clinton et Gore ont un peu la même allure. Ils ont quasiment le même âge, quarante-six ans. Leurs deux épouses soot bloodes. Elles sont au moins autant applaodies que les candidats eux-mêmes.

M. Gore parle le premier. «Le pays connaît la pire crise économique depuis celle de 1929», et M. Bush ne semble pas s'en soucier. e Il est temps d'avoir un président qui s'Intéresse à l'Amérique qui s'interesse à l'Amerique moyenne, celle qui travaille.» On dit que deux Sudistes sur le même «ticket», c'est un peu trop? «Mais en Caroline du Nord, dans l'Arkan-sas, dans le Tennessee, on a des idées neuves, n'est-ce-pas?» L'andi-toire sudiste hurle son approbation.

> «Ils enquêtent sur ma propre mère»

M. Gore poursuit par une méta-phore météorologique. Si l'Améri-que se réveille le matin du 4 novembre en lisant dans le jour-nai local qu'elle een a pris encore pour quatre ans de pouvoir répu-blicain à la Maison Blanche, ce sera blicain à la Maison Blanche, ce sera « un jour pluvieux et gris ». Mais i les démocrates l'emportent, « ce sera un matin joyeux et ensoleillé. Les oiseaux chanteront et l'un pourra sentir une bonne odeur de café venant de la cuisine, » M. Gore rit ini-même de cette trouvaille un tantinet démagogique. ne lui reste plus qu'à présenter for-mellement à la foule, qui agite des calicots en l'honneur du tandem démocrate, « le prochain président des Etâts-Unis, Bill Clinton ».

Le discours de M. Clinton est rode par ses dernières semaines de campagne. « Mon adversaire. M. Bush, affirme que le critère, cette année, est la confiance. » Mais que voit-oo? « Le FBI et lo CIA enquêtent l'un sur l'autre à propos de l'Irangate et de l'Irakgate. Le département d'Etat cherche à troudepartement d'istat cherche à trou-per quelque chose contre moi à pro-pos d'un ancien passeport, et main-tenant ils vont jusqu'à rechercher le passeport jadis accordé à ma propre mère!» Le propos est clair. M. Bush est e pathètique» dans son effort pour reprendre l'initiative grâce à une campagne uniquement

négative. Le président sortant est surtout eun exterminateur d'emplois». «Nous n'avons pas besoin d'un exterminateur mais d'un créateur d'emplois», s'écrie le candidat démocrate. M. Clintoo repreodainsi le thème central de son « message». e Notre pays o besoin d'un président dont la priorité est l'emploi. Il faut remettre l'Amérique au travail. » Il se défeod d'être un démocrate à l'ancienne mode uniquement préoccupé de programmes Le président sortant est surtout quement préoccupé de programmes sociaux et d'aide aux plus démunis. «L'Etat-providence doit constituer une seconde chance et non pas un mode de vie», affirme-t-il.

Le couplet sur l'éducation est galement très au point, « Nous vouégalement très au point, « Nous rou-lons ouvrir les portes de l'enseigne-ment supérieur à tous les Améri-cains, » Le plao de M. Clintoo consiste à accorder des prêts aux étudiants pauvres qui pourront soit les rembourser plus tard, soit payer de leur personne en effectuant deux anoées de travaux d'utilité collective en tant que pompiers, policiers ou inspecteurs de l'environnement.

siasme des militants démocrates de Winston-Salem. « Nous représentons l'espoir et le changement. Nous representons l'espoir et le changement. Nous avons entamé une croisade pour redresser ce pays. Merci à vous tous, et que Dieu bénisse l'Amérique!» L'orchestre euchaîne aussitôt sur un rock endiablé, et MM. Clintoo et Gore quittent le rediume aussitôt sur un rock endiablé, et MM. Clintoo et Gore quittent le rediume aussitôt sur un rock endiablé. Gore quittent le podium en saluant la foule comme des stars de music-

> «Si l'Europe unie est ouverte»

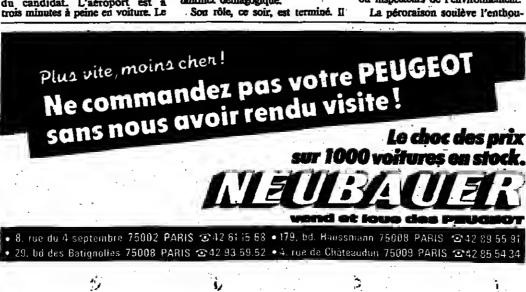
De retour à son hôtel, M. Clinton nous confie que «l'Europe unie» coostitue pour lui «un grand espoir». Mais il ne veut pas que espoir». Mais il ne veut pas que l'Europe devienne uce forteresse commerciale. «Si l'Europe unie est ouverte, mais seulement si elle est ouverte, nous pourrons bâtir une économie globale qui apportera à tous la prospérité. » Une polémique est née ces dernières heures à pro-pos d'une démarche que M. Clinton, ou quelqu'nn de son équipe, ourait effectuée auprès d'un dirigeant européen, afin de retarder l'accord multilatéral de libre échange (GATT). Le candidat démocrate dément formellement et avec la dernière vigueur. On expli-que dans son entourage qu'il s'agit probablement d'une manœuvre de l'autre camp.

MM. Clinton et Gore devaient poursuivre leur tournée électorale dans le même Etat. Le problème du candidat démocrate est que son avance, jusqu'ici considérable, sur M. Bush s'amenuise quelque peu. Il est donc crucial pour lui de gagner la Caroline du Nord, nn Etat qui a voté rémublicai à toute les des voté républicain à toutes les élec-tions présidentielles depuis 1980.

DOMINIQUE DHOMBRES

O CUBA ; vives réactions an renforcement de l'embargo américais.

- La signature par le président Bush d'une loi renforçant l'emhargo américain contre Cuha (ie Monde date 25-26 octobre) « ser-Monde daté 25-26 octobre) « servira de leçon à ceux qui croyaient que La Havane pouvait parvenir à un accord avec les Etats-Unis en faisant des concessions politiques », a estimé, samedi 24 octobre, l'ageace officielle AIN. « Nous n'allons pas céder (..). Cuba préservera ses conquêtes dans les conditions les plus difficiles », écrit de son côté Granma, organe du Parti commu-Granma, organe du Parti commu-niste cubain, en guise de réponse à cette loi (approuvée par le candidat démocrate Bill Clinton), dont l'un des nhjectifs est d'accélérer la chute du régime castriste. - (Reu-ter, AFP)



ENQUÊTE

Désarrois américains (VI)

conception, insiste-t-il, C'est écrit à chaque page de la Bible. Saint Jean raconte même que Jean-Baptiste à sauté de joie dans le venure de sa mère à l'autonce de la naissance d'un Messie. L'avortement aux Electric, c'est I,5 million de meurtres comment de la la la commentation de la la commentation de la commentat par an. A la rigueur, je le tolère pour un viol ou un inceste, mais cela ne fait que 3 % à 4 % de cas.»

sait que 3 % à 4 % de cas.»

Si la Bible défend la vie, comment peut-elle justifier la peine de mort?

«Mais si, assure le pasteur Rocherster, citant cette fois le Lévirique.

Celui qui viole la loi doit le payer de sa vie. Puisque c'est la loi du pays, tout le monde doit être d'accord avec la loi.» Ajoutant même: «Pour être dissussive, la peine de mort doit être exécutée judicieusement, c'est-à-dire muidement.» Il admet les revaees rapidement.» Il admet les ravages

des plus agressives et où, depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976, on compte le plus d'exécuen 1976, on compte le plus d'exécu-tions capitales (einquaote-huit in septembre). «Ce fondamentalisme du Syd, dit Franck Dietz, directeur de la conférence des Eglises do Texas, réunit l'énergie du con-boy, du pionnier, du politicien qui s'est fait tout seul – comme Lyndon Johnson et Ross Perot, deux Texans – à une philosophie de la religion sanglée dans une botte d'argent.»

Une religion sans pitié pour les perdants, pour les hispaniques — environ 1 500, chaque nuit, traversent clandestinement la frontière du Texas et viennent grossir les barries des quartiers pauvres d'Anstin on de Houston, - pour les chômeurs, les drogués et les criminels. Hormis le

aussi à la crise de l'éducation, du aussi à la crise de l'education, du système de santé, de la vie urbaine, de la femille, des références religieuses et morales. En période de désarroi, le succès des groupes fondamentalistes | et | des | prêcheurs | de l'« Eglise électronique» (3) vient précisément de l'assurance donnée aux lithèles mills sont en dels avec Dies didès avec Dies cisement de l'assirance france aux fidèles qu'ils sont en règle avec Dieu, avec la société américaine, avec ses critères de réussite, d'enrichissement et de pouvoir. « Dieu est américain»,

Argent, célébrité. pouvoir

> La conséquence est d'ordre occu-ménique et politique. Les initiatives communes des Eglises recalent. Les rassemblements de protestation conrassemblements de protestation con-tre la peine de mort au Capitole d'Austin attirent de moins en moins de monde. Les confessions les plus cuvertes et les plus tolérantes subis-sent le rejet des années de libération (de la femme, du sexe, des minorités) et de doute (la guerre du Victnam). Elles sont en perte de vitesse et divi-sées par des crises internes, par exemple à propos de l'ordination d'homosexuels. «La violence rede-vient l'une des plus grandes questions de notre culture», se plaint le pasteur luthérien Karl Gronberg.

> Le fondamentalisme est un phéno-mène moderne et brutal de crispa-tion sur des valeurs passées. Pour kui, «l'Amérique ne se sauvera qu'en retrouvant ses propres valeurs et en faisant respecter ses propres lois, dit Douglas Laycock, professeur de droit constitutionnel à l'université du Texas. El de hauts responsables reli-gieux, baptistes ou catholiques, n'hési-tent plus à faire pression sur le légis-lateur dans un système où la frontière entre la politique et le religieux est devenue de plus en plus floue.»

Elle est même infime entre cer-tains milieux fondamentalistes et une droite politicienne qui, quoique en recul, a tire profit, depuis Reagan, de cette identification entre Dieu et ce sursant de moralisme et de patrio-tisme. Dans le Sud, des pasteurs se défendent de faire voter, en chaire, pour Bush. Mais, tout en admettant beaucoup déçu leurs fidèles, ils col-lent sut leur véhicule des appels à voter pour le président sortant. Richard Thompson, pasteur presbyté-rien, dénonce cette « alliance immonde et périlleuse» entre la reli-gion et la droite. On reprouve, chez l'une comme chez l'autre, dit-il, « les mêmes recettes simples, rapides, démagogiques et les mêmes critères dominants de fortune, de célébrité et de pouvoir».

Au-delà de la victoire prévisible des conservateurs dans le Sud bap-tiste, c'est toute une conception de la tiste, c'est toute une conception de la vie politique qui est sur le point de basculer. « Le fondamentalisme est en train de faire naître un type d'Américain naîf, simpliste dans son jugement et son comportement, ainsi que des modèles de pensée où tout est jugé de manière superficielle, où l'erreur et la déviation ne sont plus tolèrées», dit le Père Vincent O'Keefe, professeur à l'université jésuite Ferprofesseur à l'université jésuite Ferdham à New-York. Concluent : « Le fondamentalisme ne respecte plus la complexité des situations ou des personnes. Or, la politique est toujours une affaire de compromis.»

HENRI TINCO

(1) Bill Clinton et son colistier Albert Gore sont tous deux de confession bap-

(2) Les grandes Eglises protestantes des Etats-Unis sont regroupées en Conseil national des Eglises (qui compte une cinquantaine de dénominations). La mouvance évangélique est représentée par une association nationale, qui inclut les congrégations baptistes du Sud ainsi qu'une mullique de groopes pentecôtistes.

Prochain article :

Recherche: la récession entre dans les labos par Jean-Paul Dufour

Religion: une vague de fondamentalisme

Retransmis par la chaîne câblée, ses offices dominicaux touchent 100 000 fidèles. Ses confessions 100 000 fideles. Ses confessions radiodifiusées, beaucoup plus: «Les Américains se posent trois questions, dit le pasteur. Je fume, je bois, je suis homosexuel, Dieu m'aime-t-il encore? Je suis seul, malade, divorcé, Dieu est-il avec moi? Face au Ciel et à l'Enfer, est-ce que Dieu me gardera?»

La frénésie baptiste qui gagne le Sud n'est pas nouvelle dans l'histoire de cette Bible Belt, où les sécession-nistes de la guerre civile cherchaient nistes de la guerre civile cherchaient dans l'Ecriture sainte une justification de l'eschavage. Elle n'est pus non
plus la première dans un pays
comme les Etats-Unis, régulièrement
secoué par ces phases de « réveil»
religieux — qui déjà avaient intrigué
Tocqueville — après les traumatismes
nationaux comme l'abolition, la prohibition, la guerre ou la campagne
des droits civils (1).

Cette fois, la vague de fondamen-talisme qui s'exprime dans les Eglises baptistes, évangéliques et à travers un essaim de petites sectes pentecitistes aux noms invraisemble-bles, frappe les grandes confessions protestantes – luthérienne, métho-diste, presbytérienne, épiscopalienne - qui avaient depuis longtemps pignon sur rue, mais s'endormaient sur leur tradition libérale, ouverte

aux minorités, pacifiste pendant la guerre du Golfe, « pro-vies dans le débat sur l'avortement. Elle mord sur la clientele hispani-que grossissante de l'Eglise romaine, noue des alliances avec les autorités catholiques hostiles à l'avortement (roir encadré). Elle divise les Eglises baptistes elles-mêmes : lors de la dernière convention des baptistes do Sud à Indianapolis (13 millions de membres), en présence de 18 000 délégués, des Eglises qui admettaient l'ordination d'homosexuels ont été purement et simplement exclues (2).

Les «congrégations» baptistes, très conservetrices, n'en poussent pas moins comme des champigoons,

de notre envoyé spécial

Si la formula est excessive,

l'avortement est bien le sujet le

plus irritant de la vie publique et religieuse américaine. Aux Etats-

Unie, une grossesse sur quetre

est interrompue volontairement.

Les avortements y atteignent le

nombre de 1 600 000 par an, soit

un peu plus du tiers du total des

naissances. Plus d'une jeune fille

ou ferrime sur quatre avant choisi

l'IVG est agée de moins de dix-neuf ens. Près de la moitié des

mineures se font avorter sens

Sane satisfaire les partisane, ni

les adversaires, de l'avortement,

la Cour suprême e provisoirement

tranché le débat dans un arrêt du

29 juin (le Monde du 1- juillet).

Au grand dam des organisations

« pro-vie », elle e réaffirmé, par

cinq voix contre quatre, le droit constitutionnel à l'avortement,

inscrit dans le fameux errêt de

1973 (Roe contre Wade). Mais,

décevant aussi les organisations

féministes favorables à une

liberté totale (« pro-choix »), les juges de la Cour suprême ont

confirmé le droit des États à res-

La ligne

« pro-vie »

Si George Bush a rajoint l'aile

du parti républicain la plus hostile

à l'avortement, le démocrate Bill

Clinton souhaite, en revanche,

que le droit constitutionnel à

I'IVG soft défendu. Egalement

écartelée entre les pertisans d'une liberté aménagée et les

porte-parole d'une répression aggravée, le vie des Eglises est

aussi empoisonnée par ce débat,

notamment celle de l'Eglise

catholique, qui, avac quarante millons de fidèles, touche envi-

ron un quart de l'électorat améri-

treindre la pratique des IVG.

que leurs parents le sachent.

Le « Vietnam des années 90».

particulier où elles sont plus de 8 000. A Houston, la plus grande église a une capacité de 12 000 fidèles. La seule ville d'Austin (400 000 habitants) compte 70 églises baptistes sur 133 dénominations reli-gieuses. Le centre-ville devenant trop étroit, elles débordent dans les ban-lieues cossues et ressemblent plus à lienes cossues et ressemblent plus à des country-clubs pour classes moyennes qu'à des lieux de silence ou de prière.

Toutes sont jalouses de leur indé-Toutes sont jalouses de leur indé-pendance, se regardant comme chiens de faïence, comptant leurs ouailles et leurs dollars. Même s'îl est déjà baptisé, le fidèle qui change d'Eglise passe à nouveau par les fonts baptismaux : Il est born-again. Ainsi, chaque dimanche, Stephen Wash-burn, jeune pasteur de Fingerville, dans la campagne d'Austin, présente à son troupeau ses nouvelles brebis, rouges d'émotion. La foule se lève, s'embrasse et entonne le cantique. s'embrasse et entonne le cantique : « Je suis si consent de faire partie de la famille de Dieu » ... Le pasteur explique: «Nous sommes une génération de baby-boomers. Avec une tudes, une faim de Bible.»

Le fondementalisme baptiste prend la Bible à l'état brut; se moque des interprénsions données, à travers les siècles, par les dénominations chrétiennes. Il réprouve Darwin et son «évolutionnisme», procleme qu'Adam et Eve ont réellement existé que léssa-Christ est bien of existé, que Jésns-Christ est bien oé d'une vierge, qu'il est mort et physi-quement ressuscité. Croire en lui est la garantie d'un salut individuel qui se passe de toute autre médiation. Il se bat pour les valeurs familiales, mais tolère le divorce, pour la défense de la vie, et accepte la peine de mort. Il réprouve la violence, mais fait le coun de poing dans les manifestations contre l'avortement.

pasteur Harold O'Chester collec-tionne les trophées de rapaces chassés dans sa forêt texane. Mais ce grand fusil est aussi un défenseur de la vie. « Toute vie commence des la

Catholicisme : à droite toute!

produits par le nombre croissant de divorces: « C'est un pêché, dit-il, mais pardonnable. La Bible justifie le divorce en cas d'adultère et de déser-tion du foyer. » Avonant: « De toute façon, quand on devient baptiste, tous les péchés sont pardonnés!»

Bien que les pasteurs sudistes se défendent d'être des « ayatollales», c'est un fondamentalisme plutôt dur qui règne au Texas, dans un Etat où la lutte contre l'avortement est l'une

cas curême de David Duke, ancien dirigeant du Ku Klux Klan, battu à l'élection an poste de gouverneur de Lonisiane, qui justifie aussi le racisme par la lecture de la Bible, y a-t-il un lien entre cente montée du fondamentalisme et les rossemes de fondamentalisme et les spasmes de violences et d'ultrapatriotisme qui secouent l'Amérique?

PANCHO

Pour beaucoup, la réponse ne fait pas de doute, liée au climat de pro-londe dépression de l'économie, mais

Quand vous montaz à bord d'un avion TWA, c'est déjà l'Amérique! Durant votre voyage, TWA, compagnie pionnière des vois transatiantiques, vous donne l'avant-goût des vacances et

vous ouvre les portes de l'Amérique. Pour louer une voiture ou réserver un hôtel, sans plafond préétabil de dépenses, elle est votre passeport quotidien.

Présent également dans 120 pays, avec plus de 1700 Agences de Voyage, American Express vous offre partout un service de grande qualité.



Carte 100 Vinston-Salem

presidentie

Caroline do Nord arracher aux Républicains

4. 流流 華

12 7 E

is dente

· ics realizability fortenest in this is a JEEQT

> Tout an désapprouvant les actions violentes commises par xemple par le puissant groupe Rescue, la hiérarchie catholique est l'une des plus engagées contre l'avortement. Dès 1976, sur cette question, la conférence

distances avec le candidat démocrate Jimmy Carter, En 1984, le cardinal John O'Connor, archevêque de New-York, avait polémiqué avec Geraldine Ferraro, catholique et cendidate démocrate à la vice-présidence, à cause de ses opinions favorables à ITVG. Aujourd'hui, en photo à la une du New York Times, on voit le même cardinal O'Connor manifestant dens la rue contre l'avortement à côté du vice-président Dan Quayle. Ses duels avec le gouverneur de New-York, Mario Cuomo, catholique comme lui, sont connus.

> Des évêques moins andacienx

A l'Intérieur de l'Eglise elle-

même, le soupcon pèse contra ceux qui na suivent pas cetta ligne officielle « pro-vie », notamment dans les universités catholiques, les journaux et les mouvements de laïques. Mgr Deniel Pilarczyck, évêgue de Cincinnati et président de la conférence nationale des évêques, les cardinaux Law, de Boston, et O'Connor ont publiquement désavoué les responsebles de la grande université catholique Notre-Dame, dans l'Indiana, coupables d'avoir accordé une distinction au sénataur catholique de New-York, Daniel Moynihan, qui ne fait pas mystère de see positions libérales sur l'avortement.

na felt pas l'unenimité dens l'Eglise américaine, jusqu'à l'intérieur de le Conférence nationale de l'épiscopat où, derrière Mgr Rempert Weakland, évêque de Milwaukee (Wieconein), dee personnalités s'inquiètent de ce mélange des genres et de ce lob-. bying politique. A l'archeveché de New-York, on riposte en déplorant l'effet de grossissement médiatique, qui occultarait l'action du cardinel O'Connor contre la peine de mort ou l'euthanasia active, en faveur des peuvres ou des victimes du sida. «Sur le thème de le morele

naturelle, le catholicisme et le

fondamentalisme se fécondent de

plus en plus », dit pourtant le

· Cet ·activisma ·antiavortement

nationale des évêques avait pris Père David Toolan, directeur de la ravua iésuita America. Et cetta colleboration avec la droite raligieuse (baptiste et fondamentaliete), politique, économique (avac l'influence montante des « théologiens du capitalieme », comme Michael Novak) est perque comme un toumant dans un paye où l'épiscopet épousait hier davantage les options libérales et démocrates des électeurs catholiques. Les lettres critiques de la Conférence des évêques en 1983 contre le système d'ermement nucléaire, puis en 1986 contre le capitalisma, son cortèga d'injustices et de pauvretés, avaient été commentées dans tout le pays.

> Après ce virage, le catholicisme américain risque de perdre une partie du capital de sympathis que lui eveient velu des décennles d'efforts pour a'intégrer à la société éduquée américaine, pour perdre son imeas d'Edise de migrants et a imposer face aux Eglises protestantes (riches, blanches at dirigeantes), pour se hisser aux responsabilités gouvernementeles (c'est fait depuis l'élection de Kennedy) at soutanir enfin, auprès des milieux d'affaires, les exigences de justice contenues dans l'Evanglis et la doctrine sociale de l'Eglise.

«Les évêques d'hier n'étaient probablement pas aussi radicaux que ne l'indique une certaine image aujourd'hui, affirme Peter Steinfels, chroniqueur religieux du New York Times. Mais ils avaient su créer une sorte de consensus autour d'engagements socieux forts. Ce n'est pius le cas, et le travail de la Conférence nationale des évêques s'en trouve dégradé. » Outre la politisation du débat sur l'avortement, la principale raison de cette mutation est ilés à la composition du collège épiscopal. Les nominations décidées à Rome favorisent les personnalités prudentes et disciplinées et renforcent l'image d'une Eglise cléricale, sous la tutelle du Vatican dont la cultura e centrali satrice» est aux antipodes de la mentalité libérale américaine.

Partez en Amérique avec TWA, et n'oubliez pas votre passeport:



de la célèbre hospitalité américaine.

En classe Ambassador, nous voue proposons une carte de plats gastronomiques toujours différents, accompagnés de crus sélectionnés. Et dès votre arrivée dans l'une des très nombreuses escales, la Carte American Express

TWA et American Express, pour profiter encore plus de l'Amérique!



ESPACE EUROPEEN

En attendant Bill Clinton

Les dirigeants européens se sont faits à l'idée d'une victoire démocrate aux Etats-Unis mais n'attendent pas de changements fondamentaux dans la politique américaine

BSERVANT, à partir des tribunes, la course que se livrent les deux princi
A Bruxelles, les milieux commupaux concurrents à la Maison Blanche, l'Europe a en poche plus de tickets de pari en faveur de la casaque démocrate que de la tunique républicaine. Que le choix ait été fait per simple opportunisme (sondages obligent) ou par penchant politique, le résultat est là. L'Europe joue Bill Clinton gagnant, même si elle le fait sans illusions

En Allemagne, George Bush semble déjà appartenir au passé. Selon Der Spiegel, qui a consacré, la semaine dernière, sa «une» à Bill Clinton, le chancelier Helmut Kohl et ses conseillers misent sur une victoire des démocrates. Depuis plusieurs semaines déjà ils ont pris contact avec Pentourage du gouverneur de l'Arkan-sas. Le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, se félicite des bonnes relations qu'il entretient avec Tuny Lake, qui pourrait être le conseiller pour les affaires de sécurité d'un président Clinton.

L'état de grâce

Tous les deux étaient chefs des équivalents allemand et américain du Centre d'analyse et de prévisions du Quai d'Orsay, dans les années 70. Toujours selon *Der Spiegel*, Klaus Kinkel aurait même cherché à se faire photographier aveç le candidat démocrate. Soucieux de ne pas laisser s'intéresse plus aux questions extérieures qu'aux problèmes intérieurs, le gouverneur aurait décliné l'offre. Pour suscite pas un intérêt considérable outre-Rhin, L'Allemagne s'affranchit, peu à peu, de la tutelle américaine et place les dossiers de la réunification et de la construction européenne

A Bruxelles, les milieux commu-nautaires espérent d'un changement à la Maison Blanche un déblocage des négociations en cours avec les États-Unis. Certains estiment qu'un prési-dent démocrate fraîchement élu, bénéficiant d'un état de grâce et sou-tenu par un Congrès de même cou-leur politique, serait disposé à conclure un accord général pour éva-cuer les nombreux contentieux économiques qui opposent encore les Etats-Unis à l'Europe. En outre, la diffi-culté que semble éprouver le président Bush à renverser la vapeur éco-nomique dans son pays incline plutôt à préférer le changement que la conti-uuité. Pourtant, d'autres observateurs se demandent si un cabinet démocrate ne risquerait pas d'être plus pro-tectionniste qu'un cabinet républi-cain. Dans ce cas, les concessions faites, avant le 3 novembre, par un George Bush acculé pourraient fort bien ne plus être reprises par une administration démocrate, sûre d'ellemême et dominatrice...

Rieu ne permet vraiment de déceler dans les déclarations de Bill Clinton un indice de changement d'orien-tation de la politique américaine à l'égard de la CEE. Si l'on tente de soupeser les déclarations de l'un et de l'autre candidat, le démocrate l'emporte toutefois assez nettement par la chaleur du propos. N'avait-il pas affirmé, avant le référendum français sur Maastricht, qu'une victoire du «non» scrait «une catastrophe pour sident Bush n'a jamais manqué de soutenir le processus de construction europécone, mais en des termes plus diplomatiques. La différence n'est peut-être pas très significative, car elle partage sans doute plus deux situalement différentes. En France, les derricains contre l'agriculture euro-péenne, et singulièrement française, n'ont pas vraiment entraîné un grand n'out pes vraiment entraîné un grand courant de sympathie pour une administration républicaine dont l'orientation politique a parfois été discrètement égratignée. M. François Mitterrand n'avait pu s'empêcher de faire remarquer, après les émeutes meurtrières à Los Angeles, au printemps dernier, que de tels mouvements preneient leur source dans une société a conservatrice et libérales. société «conservatrice et libérale» dont on voyait là les « résultats ». Même si le président s'était empressé, sur Europe I, d'ajouter qu'il était « en sur Entope 1, d'ajouier qu'il ciair est sympathies avec le président Bush, le coup était parti. La renarque avait suscité une vive irritation à la Maison Blanche, d'autant que M. Mitterrand avait précisé que de telles choses étaient impossibles en France compte tenu du niveau de protection sociale...

« Poker-menteur »

Les semaines qui viennent de Les semaines qui viennent de s'écouler n'ont pas contribué à amé-liorer le climat entre Paris et Washington, « Les Américains jouent une formidable partie de poker-men-teur!», constate un proche du prési-dent de la République à propos de l'offensive lancée par l'administration américaine pour isoler la France sur le dossier du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le comsur les tarifs douaniers et le com-

En focalisant l'attention sur un seul du dossier de l'Uruguay Round (l'agriculture), les Américains cherchent à s'attaquer au maillon fai-ble de la solidarité européenne en faisant passer la France pour un parte-naire égoïste, prêt à sacrifier une meilleur moyen d'amélleur la crois-relance mondiale stimulée par un sance et de lutter contre le chômage tinns différentes (un président en exercice et un candidat à la parole plus libre) que des perceptions radica-

L'offensive a pu être - momentanénières offensives kancées par les Amé-ricains contre l'agriculture euro-péenne, et singulièrement française, n'ont pas vraiment entraîne un grand de Birmingham, pour s'assurer du soutien indéfectible allemand, tandis que ses ministres se livraient, parfois en ordre dispersé, à une débanche de déclarations destinées à faire savoir aux Américains, et aux partenaires européens intéressés par les proposi-tions américaines, que la France n'avait aucunement l'intention de faire un cadeau électoral au candidat-président George Bush. Ce dernier éprouve, en effet, de sérieuses difficul-tés dans l'Illmois et le Missouri, deux Etats gros producteurs de soja et... d'électeurs. Un accord, même partiel, aurait été pain bénit en cette période difficile mais le ministre français de l'agriculture et du développement rural, M. Jean-Pierre Soisson, s'est dit peu disposé à «faire la campagne de M. Bush », «Si encore nous étions sûrs à 90 % que Bush soit réétu… Mais si Clinton est finalement élu et si les démocrates remettent en question l'ac-cord conclu avec l'administration répu-blicaine, nous aurons l'air malin», souligne-t-on dans l'entourage du chef

> Les Britanniques critiquent quant à eux l'intransigeance française. Sérieusement mis en difficulté dans son propre parti à propos de sa politique européeane, confronté à une situation économique et sociale difficile après l'annonce de la fermeture de bon nombre de puits de charbon, M. John Major aurait vulontiers donné à George Bush un petit coup de pouce qui l'aurait, en retour, aidé à faire

de charme musclée des Américains à la mi-octobre.

En matière de politique étrangère, les Européens n'attendent pas de la future administration des changements révolutionnaires. M. Clinton aurait d'ailleurs laissé entendre à Bunn qu'il ne souhaitait aucune modification fondamentale de la politique extérieure américaine. Cette information est confirmée par les pro-pos tenus par M. David Aaron, conseiller diplomatique de candidat démocrate lors d'une récente tournée en France (le Monde du 9 octobre). Le mot « continuité » est revenu dans sa bouche avec constance.

Changement. psychologique

La continuité, donc, mais avec un changement psychulogique. Le conseiller de M. Clinton a souligné le fait que son patron, compte tenu de son itinéraire personnel, avait sans doute moins de « rigidité mentale » que le président Bush et que sa conception du rôle de l'OTAN était dégagée de tout espeit «dogmatique».

Un changement d'homme à Washington pourrait peut-être per-mettre à la France et aux Ents-Unis d'aborder enfin, avec plus de sérénité, la délicate question de la défense européenne et de la place que doivent avnir demain les Etats-Unis en Europe et la France dans l'OTAN. d'octobre par le ministère de la défense, le ministre français Pierre Joxe avait fait un pas temarqué en direction de l'OTAN en proposant que la France participe désormais plus activement aux structures alliées sans poatr autant revenir dans le com-

Une évolution que les Allemands, coincés entre leur duo avec Paris an sein de l'Eurocorps et leur attachement à l'Alliance atlantique, ont apprécié même s'ils savent que l'unainité n'est pas totale à Paris (entre le Quai d'Orsay et l'Hôtel de Brienne) sur cette politique de rapprochement. La France et l'Allemagne devront en tout cas, à la fin de l'année, examiner avec la nouvelle équipe américaine les accords de commandement qui lieront le futur corps d'armée franco-allemand et POTAN. Quant à la pré-sence militaire américaine en Europe, elle devrait être sensiblement la même: 150 000 boys avec les républi-cains et 100 000 avec les démocrates. Mais il est un domaine dans lequel

les Européens souhaitent un changement de politique et de style, celui de la diplomatie européenne de la Maison Blanche à l'égard des pays de notamment, ne manque jamais une occasion de dénoncer la volonté américaine d'avoir, dans ce domaine, le beurre et l'argent du beurre. Les Amé-ricains refusent de se «mouiller» dans les dossiers difficiles (la Yougos-lavie par exemple), mais veulent conserver un leadership intégral en Europe. Ils se contentent, pour reprendre l'expression de M. Jacques Delors, de mettre la «cerise» sur le gâtean de l'aide aux pays de l'Est que la Communauté fournit à hauteur de 80 %, tout en tinant à eux la couverture médiatique. Mais espérer un changement de comportement dans picux. Pour George Bush comme pour Bill Clinton, le slogan eAmerica

*** *** PIERRE SERVENT lavec PHILIPPE LEMAITRE à Bruxelle et HENRI DE BRESSON à Bonn)

La décennie Felipe Gonzalez

Ses détracteurs disent que le PSOE, tout en se réclamant de la gauche, s'est installé au centre pour mener une politique de droite... Depuis 1982, Felipe Gonzalez incarne le renouveau de l'Espagne

MADRID

de notre correspondant

EPT ans après la mort de Franco, le Parti socialiste ouvrier espagnul (PSOE) remportait, le 28 octobre 1982, à la surprise générale, les élections législatives. Avec plus de 10 millions de suffrages et 202 sièges (sur 350) aux Cortès, les socialistes s'installaient confortablement au ponvoir. La droite tout

pour crier «sus aux rouges». Dix ans plus tard, la droite ne parle plus du s joug socialiste». Le rouge a depuis gtemps perdu son éciat. Le PSOE est toujours aux commandes et il a toutes les chances d'y rester lors des prochaines élections, en 1993, en dépit d'une usure certaine qui risque de lui coûter la majorité absolue.

A quoi tient cette insolente longévité? Faut-il en rechercher le secret dans le bilan d'une décennie qui a profondément transformé l'Espagne? Il n'y a pas eu sculement la Movida

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

Université à San Francisco.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Master of Business Administration

for International Management Filière d'admission : 3° CYCLE : Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacle - Ingenieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie Interactive liée à l'expérience du projet professionnel conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par international University of Americ Programme assecté en Asia: AHA HONG KONG

qui a fait santer les derniers carcans ou tabous, entretenus et hérités, du franquisme, mais aussi une mutation politique et économique profonde de cette monarchie constitutionnelle. Ce changement était-il celui promis par le parti de Felipe Gonzalez, qui avant justement fait campagne sur le thème du cambio et de la modernisation? Secrétaire général du PSOE depuis

déjà huit ans, «ce garçon sans cra-vate», ainsi que l'avait qualifié Fran-çois Mitterrand, accède au pouvoir. cois Mitterrand, accède au pouvoir. Il est tout juste quadragénaire, avec de belles idées et un programme ambitieux. Aujourd'hui, à l'heure des bilans, les socialistes estiment qu'ils ont réalisé aune politique solidaire et progressiste sans précèdent dans l'histoire du pays», qu'ils ont contribué au « développement de la richesse nationale et à son partage». Des assertions qui méritent quelques mances.

Une lecon vite apprise

Certes, jadis, le jeune evocat sévil-lan evait, mi plus ni moins, déclaré que la transformation socio-économi-que de l'Espagne « résiduit dans l'élimination progressive de l'économie capitaliste». « Isidoro », nom de la ciandestinité, n'avait pas encore dis-paru sous Felipe. L'arrivée au pouperu sous reupe. L'autivee au pou-voir et son exercice ont rapidement fait le tri dans le discours réformiste radical. Déjà, en 1979, cinq ans après le congrès de Suresnes, en octo-bre 1974, qui l'avait porté à la direc-tion du parti, un Felipe de plus en plus mesuré obtient de pouvoir rayer la référence « marxiste » des staints de sa formation au terme d'une lutte épique d'où il sortira renforcé. D'au-curs diront que, de toute façon, il avait toujours été un marxiste ten-dance molle. A cela, il evait répondu : a Ce parti est démocratique et désire transformer la société démo-cratiquement. En conséquence, il faut tenir compte de [l'opinion de] la majorité de la société. » épique d'où il sortira renforcé. D'au-

Le pragmatiste perçait sons cet homme dont beaucoup se sont



demandé s'îl était véritablement un demandé s'il était véritablement un socialiste. Au regard de quel dogme? Toujours est-il que le nouveau locataire de la Moncioa (palais de la présidence) prend, dès le départ, bien garde de ne pas tomber dans les mêmes embûches que ses homologues français du congrès de Valence. La leçon a été rapidement apprise. Il ne faudra pas longremps aux détracteurs du PSOE pour dire que « état un parti qui, en se réclamant de la gauche, s'est installé au centre pour mener une politique de droite».

Le véritable proiet de Feboe Gon-

Le véritable projet de Felipe Gon-zalez n'a en fait jamais été de trans-former radicalement la société espagnole en application du respect sacro-saint des principes socialistes. Il n'a jamais été de «changer l'Es-pagne de telle manière que la mère qui l'a enfantée ne la recommaira plus après vingt ans de pouvoir socialiste », selon la formule de son second et

compagnon de toujours, Alfonso

Guerra. Ses intentions furent avant tout de consolider la démocratie et d'ouvrir son pays vers l'extérieur et vers la modernié. Même si, comme il l'a dit lui-même, « en politique, rien n'est jamais acheré », ces objectifs ont été grandement atteints.

Après quarante ans de franquisme

et une transition chaotique, la démo-cratie espagnole est solidement cratte espagnole est solidement essise. « Nous avons surmonté la dia-lectique des pistolets et des coups de poing par le dialogue. Nous avons surmonté de nombreux et profonds démons historiques pour aboutir à la normalité démocratique. Cette nou-velle situation est irréversiblement consolidée », s'est élicité dernière-ment le président du serversement. ment le président da gouvernement. Le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 paraît en effet bien loin. Et pourtant, cela ue fait que naze ans. Depuis, la vie politique a, certes, perdu un peu de punch et de profondeur, mais elle a gagné en sagesse.

Elle a, en tout cas, été dominée par l'omnipotence du PSOE et marquée par l'effacement des chrétiens-démocrates d'Adolfo Suarez, la marginalisation des communistes, la longue quête de la droite et le divorce d'avec les syndicats.

La rupture historique avec l'UGT (Union générale des travailleurs), en 1988, qui provoquera une grève générale - la première depuis un demi-siècle, - constituera une étape importante de cette évolution. Nicolas Redondo, secrétaire général de ce syndicat-frère, aura ces mots amers : «Jamais aussi peu de gens, en aussi peu de temps, n'ont ruiné autant d'illusions. » Deux ans plus tard, la double appartenance an parti et au syndicat était rayée des statuts du PSOE. Le glissement vers le libéralisme s'est poursuivi au fil des ans, provoquent le raidissement des plus orthodoxes, dont le chef de file n'est autre que le vice-secrétaire général du parti, Alfonso Guerra,

de capitaux Personne ne conteste en revanche l'orientation du régime, qui a permis à l'Espagne de sortir de son isolement. Le succès le plus important des dirigeants socialistes fut, sans conteste, d'obtenir, en 1986, l'entrée dans la Communauté européenne. «Si ce n'avait pas été le cas, aujourd'hui l'Afrique commencerait aux Pyrénées, a fait remarquer l'hebdo-madaire Camblo 16. Les conséquences de cette adhésion sont en effet incalculables pour le pays, à la recherche d'une légitimité extérieure. Répercussions psychologiques mais également économiques, puisque cette entrée a engendre un boom de développement et un afflux de capi-

MICHEL BOLE-RICHARD

Le spectre de Maastron t

L'avenir d'une

-

7591.

واختنا لنشجة

E-30 . . . Z = 1 Marie BEST

E-1-1-1 27 ZD ...

- THE P. P. 6-20: (202 B

ESPACE EUROPEEN

L'avenir d'une Communauté différenciée

L'Europe à plusieurs vitesses est un faux débat, mais il est indispensable d'organiser les étapes en fonction des possibilités des Etats-membres

est des serpents de mer qui ressurgissent dès que la Communauté européenne se trouve confrontée à une nouvelle échéance ou à une crise interne. L'Europe à deux vitesses en est un, auquel les péripéties monétaires de ces dernières semaines et les incertitudes britanniques et danoises pouvaient difficilement nous soustraire. Le schéma d'une Europe duale serait devant nous. D'un côté, un noyan dur composé du trodem francoallemand et des pays du Benelux s'echeminerait rapidement vers l'Union économique et monétaire

aux acquis de le Commuoeuté Comme le remarque Valéry Giscard d'Estaing, « ce débat sur l'Europe à deux vitesses est largement un faux débat ». Depuis 1973, la Communauté européenne élargie de Six à Douze se trouve en effet confrontée à une plus grande héférogénéité géo-

TRIBUNE

pour prendre ensuite le chemin

express de l'Union politique. De

l'autre, une périphérie molle tente-

rait tant bien que mai de s'accrocher

que le traité de Masstricht, comprooui l'a amenée à accepter que tous les Etats n'avancent plus d'un même mis à Donze reposant sur des objecpas. Le système monétaire européen tifs plus ambitions one l'Acte unique (monnaie unique, défense comen est une illustration : la Grande-Bretagne a rejoint seulement en 1990 mune...), confirme et renforce la difle mécanisme des changes - mis en férenciation au sein de l'Union curoplace en 1979 - que la vague spécupéenne. Celle-ci peut être qualifiée lative de septembre 1992 l'a obligé à tantôt de positive, tantôt de négative. Positive, lorsqu'elle permet à un groupe d'Etats d'aller de l'avant dans quitter. Plus fondamentalement, les années 80 ont engendré au sem de la Communauté une réflexion sur le un domaine. Ainsi les Etats répondant à cinq critères de convergence L'une des réponses, officialisée en 1986 par l'Acte unique européen, fut l'introduction dans les traités d'une différenciation accrue dans l'exécu-

économique préétablis dans le traité pourront-ils ne pas attendre les autres pour établir une monnaie unique, au plus tard le la janvier 1999. Négative, lorsqu'elle accorde des dérogations aux Etats qui ne remplissent pas encore les conditions pour participer à une action ou qui souhaitent volontairement en rester à l'écart. C'est encore le cas de la monnaie unique. Si le Royaume-Uni n'est pas tenu d'y adhérer le moment venu et si le Danemark conditionne sa réponse à l'organisation éventuelle d'un référendum, la Grèce ou l'Italie devront certainement ettendre

graphique, politique et économique, tion d'une législation. Il est logique d'y accéder. L'Union européenne mais eussi européennes : l'Italie pourra donc s'établir à Douze, puisgn'elle repose sur un cadre flexible moder les différences. apte á accon Qu'en sera-t-il lorsque de nouveaux élargissements interviendront en direction des pays de l'AELE (Autriche, Suisse, Liechtenstein, Finlande, Suède, Islande et Norvège), de l'Europe orientale et méditerrasenne? La différenciation dans une Union européenne à Vingt ne mènera-t-elle pas tout droit à une dilution de l'acquis communautaire? Pour se prémunir contre ce risque, trois conditions paraissent nécessaires.

Raccrocher ia machine»

D'abord, tout Etat soumis à un statut différencié doit, par principe, pouvoir rejoindre le plus grand nombre. Cette possibilité de «raccrocher la machine» produit des effets dynamiques aussi bien sur ceux qui sont à l'écart faute de remplir les conditions requises que sur ceux qui l'ont choisi délibérément. Le plan d'austérité du gouvernement Amato répond d'améliorer leurs performances avant ainsi à des préoccupations internes,

enfrencend une care pour de pas rester définitivement à l'écart de la monnaie unique. Ou'elles soient fondées ou non, les révélations récentes du Times sur un traité secret excluant la Grande-Bretagne d'une future Europe fédérale montrent que l'idée d'une marginalisation est aussi redoutée à Londres. Personne ue peut affirmer que la Chambre des communes ne fera jamais le choix de

La différenciation doit ensuite

s'accompagner d'une réflexion sur le fonctionnement du système de prise de décision. Le traité de Maastricht n'y invite pas suffisamment. En effet, s'il prévoit que les voix de le Grande-Bretagne au Conseil n'entreront pas dans le calcul de la majorité pour les mesures de politique sociale dont elle s'est exclue, rien n'est dit sur le vote des élus britanniques eu Parlement européen. Est-il légitime que ces derniers votent des amendements eux décisions du Conseil dans

ce domaine? La question s'applique-

rait de la même manière oux parle-

mentaires danois si, suite à la publi-

cation du Livre blanc, Copenhague obtensit des dérogations substan-

Enfin, la différenciation doit s'accompagner de garanties précises sur le principe de l'unité du budget communautaire. La encore, se traité de Maastricht n'est pas assez explicite. Consigner, sans autre précision, que la Grande-Bretagne n'encourra pas les conséquences financières de la politique sociale pourrait conduire à de fâcheuses controverses futures.

CHRISTIAN LEQUESNE Lire Europe : the Challenge of Diversity, da Waliace Helan (avec Adam Ridley), Londres, Chatham House Paper, 1985,

D Rectificatif. - Dans l'article de Norman Stone («le Monde Espace européen » du 20 octobre), nne coquille a rendu incompréhensible une citation de Churchill. Il fallait lire: «Je souhaiterais que la finance soit moins orgueilleuse et que l'industrie soit plus contente. »

Man imi un domaine dans be the fact opens to abuttent un des The state of the state of la signe sale eurepenne de big Ser Politicity is a regard des pays The second of the second is considered. to the domain. WIN OF PUTAN HELD day or or or office to loc iat - : - rieminei mais tene ndegra: The state of M. Jac. Batter of Last and The deller NO SEE TOTAN an a main a fert sin font de si Production of the community of the commu

-

tocrate aux Etats-Unis

on the lactory of the few and the lactory of the few and the few and the few and the lactory of the few and the lactory of the

the street of the series of th

in Danie Julius et Friotel de Ber

the section of the production

Tel car a la fin de l'année as

the of the man of the compensations

of the state of AN. Quant a he

cir sensiblener

the region of 100 days aver by the case of 100 days aver by the demonstration of 100 days aver by the demonstration of 100 days aver by the demonstration of 100 days are by the days are by the demonstration of 100 days are by the demonstration of 100 days are by the days ar

à Equelles

From a trade of the comment

Para Service of PAGE 4 TEM

والمراجع والمراجع والمراجع والمالية

And the second second

14: 14: 15 - 15 - 15: 12 long

with all a utole it ie diet

The same of the congruence Miles

The state of the s

general a remark agent.

dest with the dispute of C

Companyable of the production of

the state of the second second

Property and and the state of

the the transaction of part of the

The same

the programme sees to fire

process of the second s

The second second second second

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

Afflux

de capitaux

MICHEL BOLE RIGHT

Live la suite piè

and the second

17th 12 17th 2 25th 65

design of the same

sollique américaine

MINISTER DIN IN IN

ne des change hes M Chinton

inte de la poir-

france per les pro-

de candelat

de 9 uctobres.

w Mt. David Asron.

THE PERSON NAMED AND POST OF

. Brief wetendir &

che, s'est installe au cente time la renouveou de l'Espagne

The state of the s a fire provide a spring the State **In Factorist**ul of And the process of the base fines. Autority Charles To Marie The state of the s And the second s COR AQUALETTE THE R. P. LEWIS CO., LANSING, MICH. A PROPERTY AND ADDRESS SAME The state of the state of the second second second Karaman and a second Okto Tarris Specification and Specification The second of th STORE SHOW IN THE PARTY OF faciet feiner::: Street Street and the first street and

Spiel dente 1

THE MAR CHIEF THE

MANGE & SEPTE the of the product

E de CUTTANT ON SOM PIERRE SERVENT F- LIFFE LEMAITRE . . MENE DE EPESSON à Bonn

par Maxime Tardu N voudrait tent l'exorciser, en haut lieu, ce spectre de Maastricht l'es pouvoirs fustigent la technocratie bruxelloise, premettent une relarifica-tions, mais pen n'y fait. Partout en Europe, confusione et enxiétés persistent, Certes, le progrès de la conscience européenne paraît irré-versible. Les tueries bosniaques, le désordre monétaire renforcent somme toute le désir d'union. Mais doit-on la payer au prix des déséquilibres de Maastricht? Pres-

Le spectre

de Maastricht

européens le refusent. Cette petita majorité, ou cette grosse minorité, rejette d'ebord le déficit social du traité, face eu laissez-faire» de l'Acte unique et à la rigueur financière annoncée par l'Union monétaire. Donner un sens eu volet social exigerait d'ebord l'adoption de normes minimeles sur les sujets tabous : salaires, droit de grave. A défaut, la promesse du traité de Rome liser» les conditions sociales «dans la progrès» - risquerait fort de déboucher sur une tragique

que tous les pouvoirs l'acceptent.

Une bonne moltié des citoyens

Une règle majoritaire plus étendue eu sein du conseil pourrait accélérer, dit-on, la naissance du code social européen. Rien ne garantit pourtant le caractère progressiste de telles majorités. Plus importantes seraient la participation du Parlement européen eux cisions – inexistante aujourd'hui en matière sociale - et la consulta tion obligatoire des travailleurs et employeurs.

Des utopies bénéfiques

De tels progrès pourraient être amorcés par la voie de nouveaux protocoles sociaux, sans renegotion du premier. Utopies? Chez nts. la conscience plus aigue du chômaga et le crainte accrue de « rentrées chaudes », comme l'auto-exclusion des Anglaia, donneralent, peut-on erolre, da meilieurs chances eu

Masstricht recèle d'autres déficits de fond, mal connus. Dans le titre VI sur la coopération judicisire ment garantir la doparation la la com-ment garantir la droit à la vie pri-vée contra les abus possibles du fichier Europol? Le respect pro-clame — mais non l'epplication — da la convention européenne et de la consenuon en proposes en matière de droits de l'homme est une formate mop vague.

Carras, un traité devient ce que les citoyens en exigent à l'usage. Les déséquilibres de fond pourraient être ractifiés au sain d'organes communautaires à l'écoute

des peubles. Or - c'est le fameux « déficit démocratique » des mécanismes, - meigré les bribes de codécision et d'investiture qu'il reçoit, le Parlement européen demeure surrout consultatif. Il doit se muer en législeteur à part entière : initiative des règlements et des directives en concurrence avec la Commission, adoption conjointe avec le conseil. Au moine devrait-on généraliser le

«défi de la diversité».

Acte unique

et dérogations

tion des politiques. Dans le cadre du

marché intérieur, pilier essentiel de

l'Acte unique, la Commission e ainsí

été invitée à tenir compte dans ses

propositions de l'effort imposé aux

conomies des pays les moins déve-

loppés: depuis 1987, elle accorde

régulièrement des dérogations -

certes temporaires - oux Etats qui

présentent des difficultés d'applica-

Dans la pénombre de Bruxelles

Quant aux Parlements nationaux, ils négligent trop souvent leur rôle cruciel de «chiens de garde» vis-àvis des exécutifs membres des orgenes communeutaires. Lee hommes politiques ou les fonction-naires se sont taillé des domaines réservéa, européena dens le pénombre de Bruxelles. Outre des révisions constitutionnelles spontanées - que l'on souheite plus vigoureuses qu'en France, - un protocole, et non plus une déclaration, pourrait exiger des contrôles parlementaires dans chaque pays.

La banque centrale européenne ne devrait pas être protégée tous azimuts du regard du profane, à l'instar de son modèle germenique. Comme la Federal Reserve Bank américaine vis-à-vis du Congrès, l'organe européen devrait accepter un dialogue critique fréquent avec le conseil et la Perlement. Des confilts majeurs sur le politique monétaire européenne - type Kohl-Schlesinger ces demièrea semaines, extrapolé à la Communauté - justifieraient que l'on envi-sage d'infléchir les décisions de la banque par un vote conjugué unanime ou à une forte mejorité qualifiée - du conseil et du Parle-

Le principe embigu de subsidia-rité pourrait evoir l'effet pervers d'une pompe espirante vers le Commission. Il faudrait prévoir un contrôle judiciaire préalable au plan communeutaire.

Ces propositions pechent-elles per Idéalisme naît? Peut-être. Le premier réflexe des dirigeants politiques est toujours de déclarer irréaliste ce qui pourrait empiéter sur le domeine qu'lls se sont réservé. Mais pourraient-ils maintenir longtemps une telle ettitude face à des citoyens qui refusent de demeurar les simples spectateurs de la construction européenne?

► Directeur honoraire de l'ONU. Maxima Tardu est professeur l'inatitut universitaire des

GROUPE GAN 1 SEMESTRE 1992

Chiffre d'affaires

assurance consolidé: 21,9 milliards de francs Bénéfice net consolidé: 487 millions de francs.

Le Conseil d'Administration de la 23 octobre 1992 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a examiné les comptes consolidés du 1er semestre 1992.

ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Les primes émises d'assurance consolidées s'élèvent au 30 juin 1992 à 21,9 milliards de francs, en augmentation de 11,9% sur le 1er semestre 1991 (+ 11,7% à périmètre identique).

Assurance vie et capitalisation en France: les fruits de la bancassurance

Le chiffre d'affaires des sociétés françaises d'assurance vie et capitalisation est en hausse de 3,4%. Cette évolution reflète des situations contrastées: Socapi, filiale commune do GAN et du CIC, connaît à nouveau une forte croissance de son activité (+65%); en revanche, après plusieurs années de développement rapide, le chiffre d'affaires du GAN VIe est en retrait (-12%), en raison d'une baisse des souscriptions de contrats à prime unique.

Le GAN Vie dégage à fin juin un résultat comparable à celul du 1er semestre 1991.

Assurance dommages en France : la poursuite du développement

Les sociétés françaises d'assurance dommages enregistrent une progression de leur chiffre d'affaires de 19,4% (+ 18,7% à périmètre identique).

La charge technique en assurance dommages s'est fortement alourdle par rapport au 1er semestre 1991. En effet, le GAN incendie Accidents a été

affecté, comme l'ensemble des sociétés du marché, par une importante aggravation des fréquences dans la branche automobile (garanties vol et bris de glace notamment) et par la survenance d'un nombre plus élevé de sinistres importants en risques d'entreprises.

Compte tenu de la balsse sensible du volume de plus-values réalisées par rapport au 1er semestre 1991, le résultat net du GAN incendie Accidents est déficitaire.

Des mesures de redressement appropriées ont été mises en œuvre; elles modulées et sur une sélectivité accrue des risques.

Assurance à l'étranger : vers le retour à l'équilibre

Le chiffre d'affaires des filiales du GAN à l'étranger progresse de 18,4% (+16,7% à périmètre Identique).

Les importantes réformes engagées en 1991 dans les filiales étrangères les plus exposées (restructuration des portefeuilles, relèvements tarifaires. allégement des effectifs, réduction des coûts...) portent leurs fruits: le résultat du GAN à l'étranger devrait être proche de l'équilibre dès 1992.

Résultat net consolidé assurance : 331 millions de francs

L'alourdissement de la sinistralité en assurance dommages contribue à dégrader les résultats techniques, malgré un redressement significatif des comptes du GAN à l'étranger. En outre, la gestion prudente des actifs du GAN a conduit à la réalisation d'un moindre niveau de plus-values. De ce fait, la contribution de l'assurance au résultat net consolidé du GAN est de 331 millions de francs.

ACTIVITÉS BANCAIRES ET FINANCIÈRES

Groupe CIC: forte augmentation des provisions

Le produit net bancaire du Groupe CIC a progressé de 5.7% par rapport au

1er semestre 1991 (+4,9% à périmêtre Identique). Grâce à une bonne maîtrise des frais généraux, le résultat brut d'exploitation s'élève à 2,7 milfiards de francs, en hausse de 11% par rapport au 1er semestre 1991.

La conjoncture économique qui fragilise les petites et moyennes entreprises, et la situation du marché de l'immobiller qui, au sein du Groupe, affecte certaines filiales, ont justifié un effort de provisionnement particulièrement élevé (2 milliards de francs, contre 1,3 milliard de francs au 1er semestre 1991); cet effort sera poursulvi au 2e semestre.

Le résultat d'exploitation après provisions et amortissements ressort à 336 millions de francs.

Du fait de résultats exceptionnels moins importants au 1er semestre 1992 gu'au 1er semestre 1991, le résultat net consolidé du CIC s'établit .à 153 millions de francs. La contribution du Groupe CIC eu résultat net consolidé du GAN (part du Groupe) ressort à 58 millons de francs.

Autres filiales bancaires et financières du GAN

Les autres fillales bancaires et financières, qui se composent des sociétés BiF (Banque pour l'Industrie Française), Alphabourse, GAN Participations, Finabail, Solyball et UIS, contribuent pour 98 millions de francs au résultat net consolidé.

ACTIVITÉ ET RÉSULTAT NET CONSOLIDÉS

Les produits d'exploitation consolidés qui recouvrent l'ensemble des activités du Groupe - assurance, activités bancaires et financières - s'établissent à 61,1 milliards de francs, en hausse de 6,8%.

Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) s'élève à 487,1 millons de francs au 30 juin 1992 contre 961,9 millions au 1er semestre 1991.

En l'absence d'amélioration des conditions de marché et, compte tenu de la survenance d'événements exceptionnels depuis le 30 juin (cyclone Andrew, inondations dans le sud de la France...), le résultat net du Groupe GAN en 1992 devrait être en retrait sensible sur celui de 1991.

Premier Groupe Européen de Bancassurance

ESPACE EUROPEEN

La résurrection des « sassi »

A Matera, petite ville du Mezzogiomo, l'habitat rupestre raconte un pays presque disparu, mais dont certains voudraient retenir des leçons d'art de vivre

E cœur satique de Matera, iscence byzantine, se dresse eu-dessus d'un vertigineux promontoire rocheux. Une ville de l'Orient meriée à l'Italie: sinsi surgit le chef-lieu de la Besilicate, parmi des vallées erides et des gravine, crevasses parsemées d'oliviers et d'étranges dolmens de tuf sculptés par l'érosion en de multiples figures – les sassi. « cailloux » en italien

Il y a quelques millenaires, des populations chassées du littoral, et, vers le cinquième siècle, des moines byzantins cherchérent refuge ici. Ils améoagèreot des grottes daos ce relief karstique malléable. Les sassi firent un bon habitat troglodytique, puis une agglomération fortifiée, archétype du logement rupestre répandu dans les Pouilles. D'eutres fermes et villages du même style se sont ainsi développés à Petruscio, Massafra, Altamura, et, bien sûr, à Alberobello, berceau des trulli, maisons à l'architecture conique plus élaborée que les sassi.

Il demeure ici un douloureux héritage pour la conscience îte-lienne, depuis ces années 1948-1950 où des hommes politi-ques se sont fsits l'instrument du deslin. Palmiro Toglistti, commu-niste, et Alcide De Gaspari, démo-crate chrètien, dénoncèrent le scan-dale et la misère de ces lieux, où s'entasssient quelque seize mille s'entasssient quelque seize mille hshitants, en msjorité des agricul-teurs, dans des conditions extrêmes d'insaluhrité. « Honie nationale », tel fut leur verdict à propos des sassi. La phrase hante encore la conscience des acteurs de Matera, politiciens, architectes, édiles, tant elle semblait nier que des hommes avaient, si mal soit-il, vécu ici pen-

il est d'ailleurs devenu presque impossible de se faire projeter à Matera Le Christ s'esi arrêté à Estati la film que Espacea Pari tourné en 1978 à Guardis-Perti-cara, village de la Lucanie (devenue la Basilicate) d'après le chef-d'œu-vre de Carlo Levi. « Ce film donne me image passèisle des sassi et de l'Italie, que nous voulons casser », explique uo homme politique.

Mais les sassi continuent d'inspirer les créateurs, tel le peintre Gerricchio, et de nombreux sculpteurs, fascinés par les volumes architecturaux de ces blocs de tuf. Les carrières en forme d'amphithéâtre atti-rent, elles, les musiciens, pour qui elles forment des licux de concert naturels en raison de leur acoustis-que. Une biennale internationale de sculpture est organisée depuis 1979, de juin à octobre, à Matera - ou, cette année, la sculpture française a été à l'honneur.

L'initiative est venue de Raffaello De Ruggieri, qui a fondé il y a un peu plus de trois décennies

L'INFLUENCE



Matera, ville bâtie à même la colline

une association culturelle, la Sca-letta (le « petit escalier »). Il s'agisseit de promouvoir le patrimoioc historique, social et artistique de la civilisation rupestre de Matera. Raffsello De Ruggieri déclare avoir voulu «réhabiliter l'image de honte ottochée aux sassi ». Selon lui, il y a maintenant unanimité de la classe politique italienne pour assumer cet béritage. Il a également organisé, en 1969 à Matera, le deuxième congrès national d'archéologie chrétienne.

Un exode long et douloureux

du maire de Mstera, Francesco Saverio Acito, qui s entrepris il y a dix ans un ambitieux et coûteux programme de réhabilitation des manente depuis quarante ans », selon Lelia Moncini, enseignante vivant à Rome mais qui a passé son enfance ici. Pour l'édile, financer la rénovation étsit le moyen coocret d'« assumer les sassi dons leur dimension historique, sociole et artistique, afio d'en hriser l'image de satalisme et de misérabilisme.

Les travsux ont commence en 1990. Le promeneur est frappé par le spectscie des grues et des chan-tiers, contrastant evec l'aspect de ruines et le sentiment d'absordon qui prévaut par endroits.

Matera compte 57 000 habitants, mais à peine 1 000 vivent actuellement dans les sassi – dont enviroo 200 squatters. Des anciens bebi-

devraient pas êire un lieu d'habilation à rénover. Leur orchitecture n'est pas adoptée aux besoins modernes. Il faut rompre avec cette démarche qui relève de la mauvaise conscience qui fait porter et suppor-ter de façon irrationnelle le passé au lieu de l'assumer ». Il préconise plutôt l'aménagement dans les sassi d'un musée de l'babitat rural

Fresques byzantines

Au hasard d'une promenade dans les ruelles, il n'est pas surprenant, aujourd'bui, de décoovrir l'envers du décor, inattendu : une crypte, un monastère, un couvent arménien ou orthodoxe, des peintures rupestres, des fresques byzantines qui éclaireot les parois de teur or vieilli une centaioe de petites chapelles dans et hors la ville, autant de trésors qui témoignent des « ricbes heures» et forment un musée vivant. Le passé de Matera dort ainsi, derrière les béances de ses grottes, myriades d'yeux sans regard (1).

Dans la ville moderne aussi, une certaine atmosphère tragique et hel-lène échappe quand on pense la sai-sir : lorsque, entre deux maisons roses sagemeot rectilignes et quel-ques cyprès, débouchent soudain des vertiges de perspectives, mi-es-caliers et mi-ruelles, déboulant sur de petites cours aux voutes blancbes - les vicinati, anciens espaces communautaires - et sur des maisons aux toits bousculés et aux murs épais qui happent le

BRIGITTE CAMUS-LAZARO

troupes à la bataille des élections générales de 1993.

tous les combats menés jusqu'à présent. Le PSOE va devoir surtout le livrer cootre la crise, la morosité, la perte de confiance. Les socialistes espagnois, comme icurs homologues français, o'ont pas été épargués par les scandales. Le plus grave a fait tré-bucher de la vice-présidence Alfonso Guerra en raison des malversations imputées à son frère Juan. Le dernier

sionner eu mois de janvier. Après dix ans de survol. Felipe zalez, avec son verbe facile et son art de séduire, peut-il encore convain-cre? Un dessinateur e récemment résumé la situation politique du pays en ces termes : « Les Etats-Unis ont trois candidats à l'élection présiden-tielle : Bush, Clinton et Perot. L'Es-pagne a Felipe, Gonzalez et Marez. » Les deux noms du président. Le croquis est fait.

MICHEL BOLE-RICHARD

La décennie **Felipe Gonzalez**

Depuis longtemps présenté comme possible successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, Felipe Gonzalez a tou-jours été un «euro-partisan», convaincu que la CEE est ls seulc locomotive capable de tirer son pays vers l'avant. L'avenir consistait eussi pour lui é faire partie de la famille atlantiste, après avoir pourtent mené campagne, en 1982, emitre la partici-pation à l'OTAN. Le 12 mers 1986, le délicat référendum en fsveur du maintien de l'Espagne dans l'Organi-sation s'est révêté être, en fin de compte, un véritable plébiscite. La consécration de cette place retrouvée dans le concert des nations sera l'en-trée, cet eutomne, au Conseil de sécu-rité de l'ONU.

Admise dans la cour des grands, l'Espagne s'enorgueillit d'être à nouveau un pays ennsidéré, une nation sans complexes. Si quelques doutes devaient enenre subsister, l'année 1992 aura permis de les dissiper grâce à la réussite des Jeux olympiques et de l'Exposition universelle de Séville. Ce besoin de reconnaissance assouvi, peste encore à se maintenir dans la reste encore à se maintenir dans la course. Vêtue de ses nouveaux habits que sont la démocratie et la considération internetionale, l'Espagne n'a encore pu éradiquer le terrorisme et assagir suffisamment les autonomies rétives. Le pouvoir peut se vanter d'être à la tête de «l'un des trois pays les plus décentralisés au monde, devant les Etats-Unis et l'Allemagne», cela ne lui enlève pas pour autant l'épine du pied. Quant à l'ETA, le mouvement séparatiste basque, il est moribond, mais peut encore frapper et survivre longtemps.

Tenace et persuasif

Ce n'est pas, cependant, de ces deux côtés-la que pointe l'incertitude deux cotes-la que pointe i interituke.

Le marché commun unique de janvier 1993 risque d'être un obstacle
difficile. De nombreux secteurs
enenre perclus de rigidités administratives ne sont pas préparès à ce défi.

La déréglementation, la recherche de
le compétitivité, la mise en application des reincipes de l'économie de le compétitivité, la mise en applica-tion des principes de l'économie de marché, n'ont pas toujours donné les résultsts escomptés. De plus, les res-trictions exigées par le respect du plan de convergence et les répercussions de la récession risquent de peser très lourd lorsqu'il s'agira de continuer de coller au peloton de tête européen, ce qui est l'objectif de Felipe Gonzalez.

Ce sera sans doute le plus âpre de en date a éciaboussé le gouverneur de la Banque d'Espagne, Mariano Rubio. L'avant-dernier a obligé le ministre de la santé, Garcia Valverde, à démis-

Le Monde ROSSIERS

OCTOBRE 1992

UN SEUL DOSSIER: L'ALGÈRIE DEPUIS 1945

Ce numéro spécial de Dossiers et Documents consacre 16 pages à l'histoire de l'Algérie, de la domination française à l'indépendance, à travers les archives du iournal le Monde. Trois grandes étapes : la colonisation d'abord, et l'erratique mise en place d'un statut, suite d'incertitudes et d'ambiguïtés qui va déboucher sur sept années de guerre. L'Algérie gagne son indépendance dans le sang au prix du départ massif des Européens. La période contemporaine voit la dégringolade économique, la corruption de la nomenklatura, le désespoir d'une jeunesse trop nombreuse et mai formée et la montée du courant islamiste, nourri de la misère et du mécontentement.

Au sommaire des « clés de l'info » : la campagne pour l'élection du président des Etats-Unis, la chute du dollar. la question de l'Etat-nation, les dérives de l'inculpation, le XIVe congrès du PC chinois, le marché des déchets, le tarif réduit au cinéma le mercredi,la polémique autour des ours pyrénéens, la natalité n'est plus ce qu'elle était, l'achat d'espaces publicitaires et les centrales, que se passe-t-il en Irak aujourd'hui?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 17 F

REVUE DE PRESSE

John Major dans la tourmente

Dès le début du mois d'octo bre, l'hebdornadaire britannique The Economist iouait les Caseendre. Praesentent les tempêtes à venir, le magazine écrivait : « La réponse traditionnelle de Major aux gageures compliquées est de faire le Gen-til (...). Mais le Gentil est trop doux pour le désordre actue le Méchant.»

Le mardi suivant la psrution de ce numéro, la Grande-Bretagne sa cabre à l'annonca abrupte de la fermeture de plus de le moitié des puits de charbon et du licenciement de près da 30 000 mineurs. Soudain, John Major ele Gentil » se fait méchant, mais à son détriment. Devant le tollé, il est contraint da battre en retraite. L'ensembla da la presse britannique s'élève contre se décision et le presse de faire marche arrière, puis lui reproche d'être une girouette. Le Sunday Telegraph écrit dans aon éditorisl du 18 octobre : eMon honneur est une fois de plus en jeu, dit John Major, mais comment peut-il défendre ce qu'il e perdu. (...) Les Britanniques ressemblent aux soldats de la première querre mondiale : des lions dirigés par des ânes. » Suite au double revirement du premier ministre, qui revient sur sa politique minière et sur sa politique économique, le Financial Times écrit le 23 octobre : e Nous connaissons maintenant la stratégie du gouvernement, (...) Elle tient en un mot : survivre. »

A l'inverse de la pressa britannique, le Wall Street Journal considère la fermeture des puits mais comme « une réponse à un problèma fondamental». Au lendemain de le volte-face du premier minietre, qu'il regretta, la journal écrit : eLe marche strière d'hier sera interprétéa comme une nouvelle humiliation pour John Major. Mals les défauts de Major émanant de sea vertus. Il est déterminé à conduire un gouvernament sérieux (...). Face à la bataille monétaire qui oppose les Etats-Unis et l'Allemagne, ou face à l'héritage de la nationalisation des mines, ce n'est certes pas une mauvaisa chose d'evoir un homme sérieux à la barre. »

Un mécontentement social croissant

Le quotidien espagnol El Pais eet également moins critique à l'encontre de M. Major, mais il ae montre pessimista quent à ne séduit pas les Britanniques, la livre e quitté le SME et es déprécie à une vitesse vertigineuse, et toue les pronostice eignelent un retour de l'infla-

furter Aligemeine Zeitung commente, pour sa part, le pro-chaine épreuve du premier ministre, la ratification du trahé 4 novembre : « Définir les Britanniques comme de « mauvais Européens » est l'éternel malenveront - par des actes at non plus par des eymboles – que l'idée de l'Europe unie prend forme er vie. les Britenniques n'en resteront plus éloignés.

tsnts troglodytes, 24 000 ont été transférés dans des HLM périphéri-ques entre 1957 et 1977. L'exode hauteur de 15 millions d'écus. Le fut long et douloureux. Certaios stigmatisent encore sujourd'hui les politiciens qui ont détruit tonte une vie sociale, et recasé des paysans dans des cités-dortoirs pourtaot entourées de verdure. Francesco Saverio Acito évalue le cout du programme de rénovation. étalé sur dix ans, à environ 700 milliards de lires (3 milliards de

francs), dont une centaine soot engages depuis 1989. Le finance-ment est fourni par l'Etat, la coms invest

maire de Matera souhaite voir les sassi se repeupler, mais il enmorend u les réactions de ceux qui ne croient pas à la réolité des travaux après quarante ans d'abandon». En décembre dernier, une ving-taine de jeunes couples ont choisi

de s'installer dans les anciennes hsbitations troglodytiques qu'ils restaurent, partiellement suhventionnés par la ville. Or les loyers y sont plus chers que dans les quar-tiers neufs! D'oucuns dénonçent l'engouement et l'effet de mode provoqué par les sassi chez certains intellectuel par la Communauté européenne, à observe einsi un architecte, « ne

Ce dernier n'a pas pour autant cher-ché à fuir ses responsabilités en ce

moment de crise. «La responsabilité,

c'est la notre, c'est celle de ce gouver-

semaines, aux Cortès des députés.

nement », a-t-il ennfessé, il y e trois

Le moment apparaît donc comme

particulièrement mal choisi pour le chef de l'exécutif de partir, comme on

lui en a souvent prêté l'intention.

«Ceux qui me connaissent savent que je préfère les situations difficiles aux

situations faciles. Comment traduire

cela en termes politiques? e-t-il répondu au Financial Times au début

du mois d'octobre. Normalement, je ne me rends pas quand les choses deviennent difficiles. » Tenace et per-

suasif, cet homme, que l'on dit fatigué

de gouverner, trop isolé dans soo palais, plus intéressé par ses bonsaïs que par les joutes parlementaires, est

donc prêt à conduire de nouveau ses

(I) Sur Matera, où il a passé toute sa

DE --y : ... son avenir : «Le grende ques-All Marie tion est de savoir si Major sera capable de résister à l'orage qui menace. Les mineurs ne sont SE STATE que le fer de lance d'un mécontentement social croissant qui 45.0

E THE DA

120 Z 201

Le Taris ...

CH 2 -

Carrie

2.25.3

E 2 21

31:35

affecte de plus en plus, outre les chômeurs et lee fonctionnaires, les classes moyennee », écrit-il. Après la parution des résulteta d'un eondege paru dene The European, jeudi 22 octobre, selon lesquel eeuls 16 % des Britanniques disent faire encore confiance è leur premier ministre, El Païs commente : «Major e obtenu le lea-dership des Tories et e gagné les élections en avril avec quatre compromis : Maastricht, le systéme monéteire européen (SME), une livre forte et une

La quotidien ellemand Frank-

de Maastricht, dont le débat préliminsire e élé avencé eu tendu (...). Lorsque les Alle-mands et les Français leur prou-

FRANÇAISE EN EUROPE Le dernière livraison du groupe

LIVRES ET REVUES

dee Bellee Feuilles, qui reasemble de jeunes décideurs françaie et étrengers pessionnée par le construction européenne, passe au crible l'influence de la France en Europa. Un double regsrd, introverti et extraverti, permet avec clarté de le cemer dene plusieurs de see dimansione : culturelle, induetrielle, juridique, etc. M. Françoie Pengot, prési-dent du CNPF, y eppelle è lutter contre elee vieux démons du nationelisme et de leur evatar deonomique, le protection-nieme», tandis que M. Franck Vibert, directeur de l'Institute of Economic Affaire de Londree, s'interroge sur la feçon da bien fsire fonctionnar le principe de philosophie politique qu'est le

L'Influence française en Europe, dos-sier du groupe des Belles feuillee (revue des Centres de pouvoir euro-péens). 144 pages, 80 F. 47, rue de l'Université. 75007 Perie. Tél: 45-44-14-15.

LES CLÉS

DU MARCHÉ UNIQUE Meestricht n'eet pea encore définitivement reufié, contreiredefinitivement reune, contreire-ment è l'Acte unique européen qui entre en vigueur le 1= janvier prochain. La publication d'AGRA Europa consacrée au futur grand marché se veut le parfain manuel de référance pour les décideurs et les entrepriese « face à la nou-velle donne économique et juri-dique européenne ». Cette ravue aborda dana le concrat le mode de fonctionnement du futur marché unique européen. Le traité y eet décortiqué, tout comma le sont les inetitutions européennes. Les sepecte économi-ques sont ebordée dene un second volet evec notamment un article sur la junaprudance communeutaire et le vie des entreprises. Y sont fournies également les bonnes adrassae européennee è connaître impére-

Les Clés du marché unique suropéen : décideurs et entreprises face à la nou-velle donne économique et juridique européenne, 180 pages, 345 F. AGRA Europe, 25, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

LES PAYS D'EUROPE OCCIDENTALE

Une eynthèse sur l'actuelité politique, économique et diplo-matique de dix-hun Etats d'Europe occidentale, qui permet d'spprécier les évolutions de 1891, avec les problèmes inté-rieure et l'attitude par repport aux événements internationaux. Les Pays d'Europe occidentale, sous la direction d'Alfred Grosser, la Docu-mentatioe Iracçaise, 342 pages, 110 F.

VERS UNE NOUVELLE EUROPE?

Cet ouvrage collectif, édité par Mario Telo, auquel ont participé des hommes politiques et des universitalres, reprend les actes d'un enfloque organisé en février dernier per l'Institut d'études européennes de Bruxelles. Il traca des pistes de réfission pour les futures relations entra la Communauté et l'Europe de

sandin Plessentant

Dev 3- 12 E 1 est com

de ballie en lettate L'ene

Die de a siesse briation

S files contre sa décision es

bresto ch (5 is weichs suite

pois in letroche d'ètre p

SHOW I'V LE SUTICEY TENEST ec: : :: son édiare

18 parente ellan harrens

THE TOTAL STATE OF THE CHAM

Many was a Text per

אפיריים בה קטיו פ הבותב ב

LES :

Aur is aus ar a premier

And Despe asient

ges har ter tres y Sme &

ממשביר ייי, "פייפין בו פופש

THE LEWIS CO. P. LEWIS CO. S. P.

tions where a straight

פו ביים ביים ביים ביים ביים ביים

Auto is 12 potage stiller

ECEPTAL STORY TO THE STORY ASSESSED.

Mar .. Stores (1) El

A PROPERTY OF BUTTESSE SE

there is a state of the state of

COURTS IN A TELESCOPED SECTION

mat the time se eader

THE POTTON OF THE POTTON AUT

A LABOR - INCAPETED AU

employment of a ramplace da

Chamble ... House To Steel

r mark. Her die eerste

erinêtê ' ' يا القرارة (Elêniya)

ווספולטר פאינה איי איידאנטן

ph. ... 425 les

natalità la Naversei de

MATERIAL PORTER OF THE PROPERTY OF BE

THE WAY IN THE PROPERTY AND ASSESSED.

Line it Alerge of the

The title of the distributions

OF THE RESERVE

WHE TOWNS THE LICES TREETS

Lin mecontentement

ir : ---- espere Ea wat suppresent most court

THERE I THE DE M. MACHEST

AF IS IN THE SELECTION

BOT 407" 1.2 27725

NOT BE IN LEASE S VEST ET

CAPITA DE VISIGIO YES

HATTAN OF THE STEE

OUR WAY TO HERE STORES

Martamer : 1758 = 1557 2

SPECIE OF THE PRODECT

18'S ... 15 ... 27 81 55 5725

THE P. P. C. SESES TOISTEL

Bur Aves Carrons

18 A 5. 10 25 15

The same were same see

18 % 16 6 802 - 0.65 68 Imme etalop 1 - 1 - 10 3 2

period for the English

mentr of the real state of

dentile its over the MAN AMERICAN CONTRACTOR SERVICES

TAME TO STATE OF STATE

POTENTIAL WAY WAS PARKED

THE BAND 1 TOS US 5-12-14

in order 3 and a specia

300 B. W. J. 276 . 78 552 1275

MARK COLORS CO.

AND A CONTROL OF THE PARTY OF T

STREET, STREET

The see all the see

Secretary of the second second

The first of the second

social croissant

Property of the 1 & 2 22 9 1

A 4. 3

32 : 3 533

בפרות היו היו היו החופו

d'yeus sans

dies of quel-

and the survey. Falser or sur

EL BOLE-MCHARD

de la domination i in colonisation THE MALUE, SHITE de debaucher sur Me sague son eport mausi al fige paiges meruption de la du coutant

la chute du ben derives de te marché a mentrula la matalité n'es

dans la tourment Dies is called the most die The Economist local is &

tempétes a venir, le mage Active! sur réponse mais nello de l'alcri aux gages complimers est de faire les complimers est de faire les complimers est de faire les discuter, lundi 26 octobre, de la motion de censure déposée par les groupes RPR, UDF et UDC Dous source désordre au contre la politique budgétaire du ost varage gouvernement, Prenant date te Medang a pour le fendemain des élections Let more solvent la particione de consuméro, la Grandela législatives, l'opposition entend convaincre son électorat que, regne se catie à l'ares Sparit in 26 5 femisons of 9 même si elle l'emporte en mars, l'héritage socialiste risque d'hyde le mo le des puits de to ton et a mercemen de p pothéguer dureblement le de 30 000 mineurs. Soute redressement économique. John Vale die Gemis by mas à son dénos

C'est-avec « l'esprit tranquille », comme il l'avait affirmé, le semaine passée, à la veille du débat sur le projet de loi de finaoces pour 1993, que le premier ministre devait aborder, lundi 26 octobre, la motion de censure déposée par l'opposition après le vote de la première partie du budget. A la diffé-rence de ce qui s'était passé le le juin, lors de la première motion de censure engagée contre le gou-vernement de M. Pierre Bérégovoy, le Parti communiste ne compte pas, cette fois-ci, mêler ses voix à

tioa au vote sur la première partie du budget, consacrée aux recettes, le groupe communiste à l'Assem-blée nationale a découvert, cette année, que ce vote de l'article d'équilibre - qui fixe le montant du budget - n'est qu'e une étape technique et provisoire ». A moins de cinq mois des élections législatives, le PC s'est, en fait, engagé dans une nouvelle offensive destidana une nouvelle offensive desti-née à eréorienter à gauche » la politique suivie par le ponvoir. Dans l'éditorial de l'Humanité du 26 octobre, Claude Cabanes expli-que ainsi que e le groupe des dépu-tés communistes aurait pu s'instal-les configues de la configue de la c ler sur les positions préparées à l'avance du tout ou rien». « Au contraire, il a critiqué, proposé, ferraillé ampudé, sionse l'éditorialiste de d'Atumantie. Il à fait entendre

jusqu'au sommet de la pyramide politique les besoins des gens, et e'est bien pour cela qu'il est là.»

Le débat de censure à l'Assemblée nationale

L'opposition veut prendre date

pour les lendemains de l'alternance

Les principales inflexions appor-tées au projet de loi de finances, en matière de bourses scotaires, de logement social et de fiscalité locale, l'ont été, en effet, grâce à la pression du groupe communiste. Jouant des divisions internes, le député « refondateur » M. Jean-Pierre Brard s'est même offert le luxe de faire de la surenchère, en reudant soudainement public le contenu des négociations engagées avec le gouvernement. « Cinq millions de personnes sont concernées par les améliorations que nous avons obtenues», s'est-il réjoui après l'accord intervenn entre son groupe et le ministre du budget, M. Martin Malvy.

> Le manque de solidarité des socialistes

Obnubilés par le souci de se refaire une virgioné collective eo réponse aux affaires, les députés socialistes ont, pendant ce temps, brillé par leur absence. Dans la semaine qui a précédé la discus-sion de la première partie du budget, ils n'ont consacré que quelques minntes, lors de la réu-nion bebdomadaire du groupe, à l'examen des recettes et laissé leurs spécialistes seuls face au gouverne-ment. Le coup de colère du rappor-teur général de la commission des finances, M. Alain Richard, cootre le cabinet de M. Bérégovoy est, de ce poiot de vue, quelque peu injuste. Il aurait pu tout aussi bien viser le manque de solidarité de son propre groupe,

A droite, après la reprise de la sempitemelle discussion sur les pri-maires, le débat de censure aura comme principal mérite de mettre en valeor l'unité de l'opposition. Le texte de la motion résume les principales critiques formulées, four au long de la semanne passée, par les différents porte-parole de l'opposition : les hypothèses écono-

e irréalistes »; la dérive des dépenses publiques accroît le défi-cit et e l'endettement de l'Etot hypothèque durablement l'assainis-sement et le redressement de l'éco-

En d'autres termes, l'opposition cherche à se dédouaner et à convaincre son électorat ou'en cas d'alternance, au printemps pro-chain, e l'héritage socialiste » continnera de peser sur la situation éco-nomique. Le ministre de l'industrie du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a réplique par avance aux critiques de l'opposition, an « Grand Jury RTL-le Monde», en ironisant sur le portée des propositions de M. Edouard Balladur et en assurant que, e aujourd'hui, il n'y o pas de programme économique de l'opposition». «A droite, il vous faut encore travailler si vous voulez proposer un programme crédible », affirme de son côté M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, dans un entretien au Figuro, en réponse aux points de vue exprimés précédemment par MM. Balladur et Philippe Séguin, Dans sa réponse aux différents porte-parole des groupes, MM. Jacques Barrot (UDC), Charles Millon (UDF), Bernard Pons (RPR), Jean Auroux (PS) et Louis Pierna (PC), le premier ministre devrait réaffirmer à soo tour qu'il o'y a pas d'antre politique possible et que le budget constitue bien e une reponse adaptée » à l'actuelle situation économique. En affirmant samedi à la Sorbonne qu'il préfère s'adresser e d'abord au pays » plutôt qu'aux politiciens, M. Bérégovoy a confirmé que le débat de censure marque en queique sorte l'ouverture officielle de la campagne des

JEAN-LOUIS SAUX

M. Marchais dénonce l'«hallucinant comportement des dirigeants du pays»

Le PCF a réuni, samedi 24 et dimanche 25 octobre, à Villejuif, une conférence nationale consacrée au renouvellement de l'activité des militants communistes dans les entreprises. Neuf cent vingt-deux délégués y ont parti-cipé et cinquante-cinq d'entre eux sont intervenus dans la dis-cussion. Concluant les débats, M. Georges Marchais a réatfirmé la nécessité de eréorienter à gauche » la politique du gou-vernement en dénonçant e l'hailucinent comportement des dirigeante du pays » qui es'obstinents, selon lui, à ne pas prendre en considération l'ampleur du «non» exprimé su

référendum du 20 septembre. Le secrétaire géoéral du PCF, dans son allocution, a notamment affirmé : « Tous les calculs politiciens des dirigeants du pays se sont révêles désastreux. (...) Il y a quelques semaines, pendant qu'ils critiquaient les militants du « non de gauche», ils n'avaient pas de mots assez flatieurs pour encenser le « grand homme d'Etat » qu'était selon eux Giscard d'Estaing... Manifestement, celui-ci a a Estating... Manifestement, celui-ci a pris ces compliments au pied de la lettre, car le voilà qui exige aujour-d'hui du président de la République qu'il lui laisse sa place dans les meilleurs délais! (...) Non seulement le respect de la démocratie et la fidélité à entre de la democratie et la fidélité à entre de la democratie et la fidélité à entre de la fidélité de la fidélit respect de la democratue et la stantie à ceux qui les ont élus, mais le sim-ple instinct de conservation devraient conduire le président et son gouver-nement à entendre le message que les forces vives de notre pays leur ont adressé et à réorienter à gauche leur politique. Mais non! Ils s'obstinent. Au peuple, contre toute vérité. ils continuent de répéter : e Tout va blen. » As la droite, contre toute rai-son, ils continuent de sourire. Ainsi de leur projet de budget : calqué sur les exigences du patronat et de la droite française et européenne, il provaque grunquise et europeenne, il provaque le mécontentement légitime du monde du travail, Le RPR et l'UDF leur en gravent ils gré? Aucunement ils y voient au contraire une occasion révée de se faire démagogiquement l'échoche cette collège. l'écho de cette colère au moyen de la censure. (...) Tel est l'hallucinant comportement des dirigeants du pays. Plus ils persistent dans cette

voie des concessions à la droite et au patronat, plus ils s'isolent des forces de progrès, du monde du travail, de la jeunesse, et plus ils renforcent et rendent arrogants ceux qu'ils cher-chent à séduire.»

M. Marchais a souligné que « faute d'une alternative crédible à gauche » le retour de la droite au pouvoir se traduitait par « davantoge de chômage, de précarité, d'aussérité, davantage de privatisations et d'otteintes à la protection sociale; davan-tage de gâchis financiers et de privilèges pour les grandes fortunes et le patromal, davontage d'abandons nationaux au nom de l'Europe. Autrement dit, davantage de souf-frances pour notre peuple... ».

au'au bout de la discussion budgétaires, afin de « combattre ce qui est négatif dans ce projet de budget et pour essayer d'obtenir des améliora-tions et de modifier dans le bon sens tout ce qui peut l'être, selon les termes du rapport présenté samedi, pour ouvrir la discussion, par M. Claude Billard.

Dans son numero du lundi 26 octobre, l'Humanité énumère les mesures obtenues par le groupe communiste de l'Assemblée nationale dans ses négociations avec le gouvernement avant le vote de la première partie du budget, adopté samedi matin grâce à la non-participation des députés communistes au scrutin, et le quotidien du PCF La préparation des élections législatives

M. Bérégovoy veut être le coordonnateur de la majorité présidentielle

M. Pierre Bérégovoy a participé samedi 24 octobre, à la Sorbonne, au colioque «Cité de la réusaite». Cette manifessation consultés autre la companie de la réusaite de la r conoque «Cité de la reussité». Cette manifessation, organisée avec le soutien, notamment, du conseil régional i'lle-de-France, metrait en vedette des personnalités du monde des sciences, de la culture, de la communication, des affaires et de la politique, devant des milliers d'étudiants français et formanses. A cultu-conseile la constant etrangers. A cette occasion, le premier ministre a précisé le rôle qu'il enten-dait tenir lors de la campagne des élections législatives du mois de mars prochain: « J'essalerai d'y faire valoir prochain: «l'estalerai d'y faire valoir mes convictions sans sectarisme et dans le respect des convictions des autres.» Il a ajouté que, «comme chef du gouvernement », il s'efforcerait de «coordonner le PS, les radicaux de gauche, les réformateurs», précisant que chacun devait rester «à sa place».

Faisant allusion aux critiques émises par certains membres du PS après les propos tenus par des membres de gouvernement, comme M= Marie-Noëlle Lienemann ou M. Jean-Pierre Soisson, le premier ministre a déclaré: « Je reprette les éclats de voix quand ils ont un camocaus ut vox quana is oni un canac-tère personnel mais je souhaite le débat dans ce pays. (...) Il faut parler, il faut que les idées se choquent, et il faut parfois être choqué sol-même pour

avancer un peu. Ce qui se passe dans un camp ou dans l'autre ne me dérange pas, Je tiens à le dire très frunchement, à partir du moment où il ne s'agit pas d'ambitions personnelles et de rivalités secondaires.» M. Bérégovoy a toutefois ajouté que « le grand débar des années qui viennent sera entre l'esprit civique et la démagogie». « Il y en a qui préparent les présidentielles, d'autres les législatives, a-t-il dit. Il y n des gens pressés, d'autres pressés l'un contre l'autre ou l'un avec l'autre. (...) Je n'y peux pas grand-chose et c'est pourquoi je m'adresse d'abord au pays avant de m'adresse aux politiciens.»

Par ailleurs, le premier ministre

ansai participé samedi au congrès de la LICRA (lire page 16). A cette occa-sion il s'est félicité de « l'insistance» des membres de cette association à « demander l'ouverture des procès d'anciens collaborateurs». Il a ajouté: «La dénonciation des faisificateurs de l'Histoire, des pseudo-révisionnistes est une tâche vitale.» M. Bérégovoy e aussi expliqué que ale racisme est une exclusion mais que le plus souvent le raciste commence par être une personne inquiète d'une exclusion possi-ble». «Il faut donc lutter aussi contre l'exclusion de ceux qui se laissent aller à la recherche de boucs émissaires», a-t-il conclu.

hommes politiques, de gauche ou de

droite, considérer que lo sameuse

Haute Cour n'était pas une bonne

solution. Je suis de leur avis: il faut

qu'il y ait une justice unique qui

s'adresse à tous les Français, qu'ils

soient responsables politiques ou non.»

Le MRG s'inquiète

des difficultés

d'un accord

avec les socialistes

Les discussions entre le Parti socialiste et le Mouvement des

radicaux de gauche en vue des pro-

poursuivent depuis le 20 juillet. Une prochaine réunion est fixée au mardi 27 octobre. Pour le prési-dent do MRG, M. Jean-François

Hory, « les conditions politiques d'un accord global et notional ne

sont pas réunles » et, ajoute-t-il

sont pas reunies » et, ajoute-t-u, « compte tenu des contre-proposi-tions faites par le PS, il ne semble pas qu'elles le seront prochaîne-ment ». M. Hory a fait le point des négociations samedi 24 octobre devant le comité directeur de son

Outre son souhait d'une déclara-tion commune qui «fonderait les candidatures communes» et ses

fortes réserves sur la procédure choisie par le PS d'une désignation

« quasi systematique » de ses sortants, le MRG reveodique soixante quinze circonscriptions.

soixante-quinze circonscriptions.
Estimant ae pas avoir à subir a les conséquences électorales prévisibles des difficultés entre le PS et l'opinion», les radicaux de gauche justifient leur demande par la nécessité d' e affirmer l'identité radicale», la possibilité ainsi donnée eu PS de présenter a un visage plus pluriels et les exigences de la nouvelle loi sur le firancement des parties

loi sur le financement des partis

politiques accordant une aide financière aux seules formations

présentant an moins soixante-quinze candidats.

Le MRG juge insuffisantes les contre-propositions du PS portant sur vingt-huit eirconscriptions,

sur vingt-huit eirconscriptions, dont dix des onze actuellement détenues par le MRG, et sur une douzaine, voire une quinzaine, de e suppléaness significotives ». Le comité directeur du MRG, devant l'évolution des discussions avec son partenaire naturel, a donc décidé d'approfondir les contacts avec les écologistes, les réformistes, d'anciens socialistes et diverses personnalités de la majorité présidentielle en une de la constitution d'un e pôle réformiste » qui pourrait présenter des candidats.

rait présenter des candidats.

D'autre part, M. Hory a proposé, dimanche 25 octobre, devant l'as-semblée générale des jeunes radi-caux valoisiens, la constitution

d'un club, « Convergences radi-cales », où le Parti radical et le MRG pourraient meoer une réflexion commune sur des thèmes comme la réforme des institutions

ou la construction européence. M. Yves Galland, président du

Parti radical, comme M. Hory ont rappelé que « la réunification lactique de la famille radicale, n'est pas à l'ordre du jour ».

A. Ch.

mouvement

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

Selon M. Strauss-Kahn, il appartient à M. Fabius de «conduire la campagne électorale»

M. Dominique Strauss-Kahn. ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a estimé dimanche merce extérieur, a estimé dimanche 25 octobre, au «Grand Jury RTL-le Monde», qu'il appartient à M. Laurent Fabius de mener la campagne pour les élections législatives. « J'étais de ceux, il y a quelques années, qui pensaient que le premier secrétaire doit conduire la campagne électorale. Je suis toujours de cette opinion. C'est à Laurent Fabius de mener cette campagne, Autant que je pourrai le faire, je l'y aiderai. Jes élections ne sont imais perdues avant d'être jouées», à jamais perdues avant d'être jouées», a ajouté le ministre.

A propos du Parti socialiste, M. Strauss-Kahn a déciaré qu'il a aujourd'hui «un certain nombre de difficultés de fonctionnement». Cepcu-dant, «il ne faut pas organiser le dénigrement systématique, surtout de part de ceux dont les fonctions de responsabilité qu'ils ocupent au gouver-nement, au Parlement ou ailleurs, sont entièrement dues à leur appartenance au Parti socialiste», e le trouve celo au Paril socialiste». e se trouve ceto un peu indigne», e ajouté le ministre. M. Strauss-Kahn a ainsi estimé, à propos de la déclaration de M∝ Marie-Noëlle Lienemann, qu'«on o le droit de formuler des remarques du type « Le PS n fait son temps », mais, si on les formule, alors on va faire autre chose ailleurs. Personne n'est obligé de rester au Parti socia-liste».

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur a également réagi an verdict du procès du sang conta-miné en se déclarant «choqué» par l'absence du principal accusé, le docteur Garetta. A propos du jugement en Hante Cour souhaité par l'opposi-tion pour certains membres du gou-vernement de l'époque, le ministre a

M. Balladur (RPR) estime que «la cohabitation n'est pas évitable»

M. Edouard Balladur, député RPR de Paris, a expliqué, dimanche 25 octobre à «L'heure de vérité» sur France 2, que e la cohabitution n'est pas évitable» et qu'il ne fau n'est pas évitable» et qu'il ne faut pas « récuser ce qui est inévitable».

« On ne va quand même pas faire dépendre notre réponse de la plus ou moins grande difficulté du problème, a-t-il dit. Nous n'allons pas dire aux Français: « si e'est facile nous voulons bien y aller; si e'est difficile, faites donc appel à d'autres». La situation est difficile aujourd'hui mais elle l'était aussi en 1986. Nous avons pu gouverner et nous avons pu

L'ancien ministre de l'économie et des finances a fait «trois sugges-tions» pour relancer la croissance à la Banque de France, en deman-dant, en échange, à l'Alkemagne « de ne plus fixer ses taux d'intérêt de façon solitaire»; « faire preuve de plus d'inventivité» dans la politique des taux d'intérêt; enfin, « faire voter un collectif budgétaire pour économi-ser de 15 milliards à 20 milliards de france qui servient n'ilerthe à toute francs qui seraient affectés à toute une serie de mesures, comme l'aide au secteur logement ou une réduction des tranches de l'impôt sur le revenu pour faciliter la consommation ».

> Des soupçons sur la Haute Cour

M. Balladur a estimé, d'autre part, que les primaires à droite en vue de l'élection présidentielle e sont souhaitables », « Nous ovons fait deux fois l'expérience de la division, en 1981 et en 1988, On n vu ce que ço donnait. [Les primaires] sont necessaires. Elles sont possibles », a assure M. Balladur qui a juge e psy-chologiquement et humainement nor-male» la candidature à ces primaires de responsables politiques tels que MM. Michel Noir ou Fran-çois Léotard.

Le député de Paris s'est enfin déclaré favorable à un « aure sys-tème» que celui de la Haute Cour pour juger de la responsabilité poli-tique du gouvernement dans l'affaire du sang contaminé. e La Haute Cour (...) est un organisme politique qui ne comprend que des parlemen-laires et qui, donc, sera forcément soupçonné de juger pour les motifs politiques », a expliqué M. Balladur qui a proposé de la remplacer par un organisme e composé de parlementaires, de hauts magistrats, du president de la Cour de cassation, du vice-président du Conseil d'État et de quelques personnalités ayant exercé des fonctions importontes dans

Le débat sur les primaires au sein de l'opposition

M. Bosson (CDS): «Giscard-Chirac, nous avons déjà donné»

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a défenda, dimanche 25 octobre au «Forum-Radio J», le système des primaires au sein de l'opposition, en souli-gnant qu'il y avait « une certaine desexpérance à imaginer que l'on va recommencer à avoir un duel fratri-cide Giscard-Chirae» au premier tour de l'élection présidentielle. « Je ne veux pas revoir Giscard-Chi rac, nous avons déjà donné», a ajouté M. Bosson en estimant a extraordinaire que l'élection président lelle soit in seule élection où l'on pense que in division est le meilleur moyen de faire une oddition

tion ». Le secrétaire général du CDS s'est déclaré favorable aux pri-maires pour les élections législatives dans les circonscriptions tenues par l'opposition et pour un candidat unique de droite « créant la dynamique dans les circonscrip-tions à conquérir ». Evoquant la probable victoire de l'opposition aux élections législatives, M. Bos-son a observé: « Le pire pour nous. e'est que, les Fronçais n'aimant plus in gauche et les socialistes, nous ollons gagner, mois si nous gagnons sans projet, sans contrat, et sans qu'ils nous aiment, nous ne gagnerons pas pour longtemps et nous ne pourrons pas faire grand-

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde INITIATIVES

La direction du PCF a toutefois décidé de continuer à dialoguer avec le gouvernement, notamment « jus- final pour en obtenir de nouvelles».

vous invite à un débat public :

REFONDATIONS

EUROPE

Après le référendum, comment parvenir à une Europe démocratique, sociale et ouverte sur le continent et sur le monde?

JEUDI 29 OCTOBRE A 20 h 30 MAISON DE LA CHIMIE 28, rue Saint-Dominique Paris 7º (Mº Invalides)

> Sous la présidence de **Edgard PISANI**

avec la participation de:

Malek BOUTIH Charles FITERMAN Georges MONTARON

Claude CHEYSSON Philippe HERZOG Pierre MOSCOVICI Dominique VOYNET

Le PR et le RPR cherchent à reprendre position à Lyon

MM. André Soulier et Alain Mérieux viennent d'être désignés comme présidents, respectivement, du PR et du RPR du Rhône. Avec ces deux personnalités, peu suspectes de complaisance pour le meire de Lyon, M. Michel Noir, les partis de droite lyonnais comptent reprendre l'initiative à quelques mois des élections législatives.

LYON

de notre bureau régional

En moins d'une semaine, la droite lyonnaise a voulu mettre un terme aux flottements qui la caractérisaient depuis plusieurs années. Le 22 octo-bre, «ò la demonde de Jacques Chi-rac», M. Alain Mérieux a postulé à la présidence du RPR du Rhône : le comité départemental l'a élu par 109 voix sur 112 votants. Le 16 octobre, M. André Soulier avait inauguré, lui, sa fonction de prési-dent du Parti républicain par une formule claire: « lo fin des renonce-ments passès». ments passės v.

Ces deux personnalités ont en commun de ne pas être - e'est le moins qu'on puisse dire - des inconditionnels du maire de Lyon. Ainsi, M. Soulier, aneien premier adjoint de la municipalité UDF Ide 1983 à 1989), devenu simple conseiller municipal, a exprime à plusieurs reprises, publiquement, ses désaccords avec M. Noir sur la gestion de cettains dossiers. C'est donc en toute connaissance de cause que l'assemblée générale du PR – une fédération qui a vu ses effectifs passer de trentequatorze - l'a préféré à l'autre candi-dat au poste de président, M. Jean-François Mermet, actuel premier adjoint au maire de Lyon.

Quant à M. Merieux, il avait jus-qu'alors affirmé vouloir s'en tenir à son mandat de premier vice-prési-dent du conseil régional Rhône-Alpes et à ses activités de président-directeur général de l'Institut Mérieux et de BioMérieux. « La démocratie est suffisamment importante pour qu'on consocre quelque temps à lo res publica», expliquo-t-il aujourd'hui pour justifier son nouvel engagement. L'industriel, qui met souvent en avant son «amitié avec M. Chirac», tient à preciser qu'il n'a pas «la mesquinerie d'entrer en politique contre quelqu'un ». Mais, depuis 1989,

M. Merieux ne fait pas mystére de ses divergences avec la trajectoire sui-vie par le maire de Lyon. Son arrivée à la présidence du RPR du Rhône, presque deux ans après que M. Noir l'eut quittée avec fracas, n'est done

Certains cadres du mouvement le désignent désormais sous l'abréviation explicite d'a AMX ». Serait-ce son nom de code pour partir à l'as-sau de la deuxième circonscription du Rhône, celle de M. Noir? M. Mérieux affirme n'avoir « aucune vellèué » de sollicire un mandat : « Mois la vie m'o oppris que les choses peuvent bouger très vite »,

Les investitures pour les élections législatives constituent la première épreuve de ces deux nouveaux présidents. Et tous les deux, séparément, renvoient le sujet aux instances nationales. Car la situation s'avère complexe: à Lyon intra-muros, trois députés sortants sur quatre n'appar tiennent ni à l'UDF ni au RPR M. Raymond Barre (app. UDC) et deux ex-RPR, MM. Noir et Jean-Michel Dubernard. En s'en remettant aux stratégies des appareils parisiens, MM. Soulier et Mérieux indiquent qu'ils n'entendent plus abandonner la ville à son particularisme politique, notamment à l'influence de son

« On verra bien, a expliqué M. Noir, qui répondait mardi matin sur RMC à une question sur une éventuelle candidature RPR contre lui. Je vais, J'imagine, dans les pro-chaines semaines, avoir des contacts avec les responsables de l'opposition, pour comprendre leur point de vue, faire entendre le mien, y Au cours de cette émission, M. Noir a démenti tout rapprochement éventuel avec le CDS: « J'ol une fomille, la famille

La volonté du PR et du RPR de reprendre place sur l'échiquier politique lyonnais, jusqu'alors tout occupé par le maire de Lyon, suscile des vocations. Ainsi, l'investiture probable, par le RPR ou l'UDF, du prési-dent de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, M. Bruno Vin-cent, dans la troisième circonscription - celle de M. Dubernard, - a dépassé le stade de la rumeur. Aux dernières cantonales, e'est dans ce secteur de la ville que les deux candi-dats soutenus par M. Noir ont été battus par ceux estampillés RPR et

BRUNO CAUSSÉ

Dans le Nord-Pas-de-Calais

La droite tente de redéfinir sa stratégie après l'accord entre le PS et les Verts

Les socialistes du Nord-Pasde-Calais, réunis dens une ennvention régionale, ont approuvé, dimanche 25 octobre. l'accord conclu entre le PS et les Verts au conseil régional. Au seln de l'opposition, que cet accord prive de toute mejorité de rechange, une partie des élus souhaite la définition d'une nouvelle stratégie. En attendant, ils ont choisi de jouer la carte du blocage de l'institution régionale en repoussant, avec le concours du Front nationel, le projet de budget supplémentaire proposé vendredi par M- Marie-Christine

de notre correspondant

Encouragés par le succès de M. Alex Türk, entré au Sénat le 27 septembre en défiant les formations politiques, plusieurs élus de l'opposition menacent de créer un groupe de «rénovateurs» en se séparant du groupe UPF que préside, au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Jacques Legendre, nouveau sénateur RPR. Cette aspiration au renouvellement des hommes et des méthodes n'est pas nouvelle. La méthodes n'est pas nouvelle. La montée du « phénomène Borloo » avait enclenché le mouvement lors avair enciencia le mouvement lors de la campagne pour les élections régionales. Face à des formations politiques qui, jusqu'alors, n'étaient pas parvenues à mettre un terme à l'bégémonie du parti socialiste, le maire de Valenciennes apparaissant à certains comme le vecteur d'un pos-sible renouveau. M. Alex Türk, alors secrétaire départemental du RPR, s'en inquiétait, mais il ne réussissait pas à se faire entendre des instances nationales, qui avaient la des investitures.

Les résultats confirmaient toutefois le diagnostic des «rénovateurs» qui avaient beau jeu d'opposer la victoire éclatante de la droite aux cantonales - élections où les investitures étaient de la responsabilité des instances départementales - à son relatif échec aux régionales. Ce constat allait déboucher tout droil sur la dissi-dence de M. Türk au sein du RPR,

Une fois de plus, regrettait-il, «c'est Paris qui allait imposer ses candi-dats». Il constituait sa prupre liste sous la bannière «des élus locaux» et emportait deux sièges à côté des trois conservés par la liste traditionnelle que conduisait M. Legendre.

que conduisait M. Legendre.

Ce succès a incité ceux qui plaidaient pour la rénovation à aller de l'avant. Voiei trois semaines, MM. Poilippe Vasseur, député PR du Pas-de-Calais, et Marc-Philippe Daubresse, député CDS du Nord, appelaient dans un communiqué commun «au-delà des appareils, à une autre démarche politique portée par des hommes neufs, au service d'une nouvelle ambition qui doit se traduire le plus rapidement possible, notamment au niveau du consell régional, mais qui doit déboucher sur la recherche des meilleurs candidats pour les élections législatives de 1993 ».

Deux événements semblent depuis

Deux événements semblent depuis avoir précipité les choses : d'une part, l'accord entre les Verts et le PS, d'autre part le choix de M. Legendre, qui préside le groupe UPF (Union pour la France) du conseil régional où il paraît contesté, d'abandomer sa mairie de Cambrai pour conserver son poste à la région. Dès lors, une partie des élus RPR-UDF était prête à constituer un groupe «rénovateur» à constituer un groupe «rénovateur» autour de MM. Vasseur, Türk, Vignoble, député CDS du Nord.

Le blocage de l'institution régionale

Les rénovateurs revendiquaient quatorze signatures sur les vingt sept élus que compte le groupe UPF. Ce chiffre est contesté par M. Legendre. Il n'empêche que ce dernier a entendu le message. Plaidant pour l'unité du groupe par respect des électeurs (« Nous avons été élus unis, nous devons rester unis »), il a accepté M. Vignoble, celle-ci devra proposer d'ici un mois une charte et un règle-ment intérieur pour le groupe.

ment intérieur pour le groupe.

Les rénovateurs entendent également faire procéder à l'élection d'un nouvel exécutif du groupe, et notamment de son président. Ils réclament « un fonctionnement plus démocratique». Surtout, ils veulent – sans être parfaitement d'accord entre eux – que soit définie une stratégie claire de l'opposition, et refusent toute idée

Les rénovateurs semblent vouloir Les rénovateurs semblent vouloir jouer la carte du blocage de l'institution régionale – certains d'entre eux plaident même pour un retour devant les électeurs – car il est évident que, désormais, les Verts étant liés par un accord avec le PS, l'opposition n'a pas de majorité de rechange, sauf à s'allier avec le Front national, ce qu'elle s'est toujours refusée à faire, pour constituer une majorité de gouvernement de la région... En revanche, elle peut former avec l'extrême-droite une majorité de blocage. Elle en a fait une rité de blocage. Elle en a fait une nouvelle fois la démonstration, ven-dredi 23 octobre, iorsqu'elle a contribué au rejet du projet de budget supplémentaire proposé par la prési-dente verte du conseil régional, M= Marie-Christine Blandin.

M= Marie-Christine Blandin.

L'ajustement budgétaire proposé par M= Blandin ne portait que sur une somme peu importante (146 millions de francs) rapportée au budget primitif 1992 (3,7 milliards). Mais - et c'était là la pierre d'achoppement - il visait notamment à combler partiellement, par l'apport de 5,3 millions de francs, le déficit de l'ORCEP (Office régional de la eulture et de l'éducation permanente) et à éviter le dépôt de bilan de cet organisme de la région dont les trente-cinq salariés risquent d'être licenciés au 31 octobre prochain. La démonstration de l'absence de majorité étant faite, le l'absence de majorité étant faite, le l'absence de majorité étant faite, le groupe UPF demandait dès le lendemain matin, samedi 24 octobre, une nouvelle décision modificative du budget, s'affirmant cette fois prêt à «sauver» les salariés de l'ORCEP.

M. Guy Hascoet, au nom des Verts, n'a pas manqué de souligner Verts, n'a pas manqué de souligner l'aspect « curieux » d'un comporte-ment « qui consiste à accepter le len-demain ce qu'on o refusé la veille». « Nous avons affaire à des nihilistes qui jouent aux apprentis sorciers et prennent le Nord-Pas-de-Colais en otage de leur jeu narcissique et rétro-grade», protestent les Verts, en met-tant en avant leur volonté de « gou-verner autrement».

L'accord Verts-PS, « seule avancée vers la stabilité et vers la clarté, est une base de négociations avec toutes les autres formations à l'exclusion du Front national», affirment-ils. Dans cet esprit, les Verts ont confié deux missions. l'une à un membre de Génération Ecologie sur la protection

de l'environnement, l'autre à un élu RPR et issu du monde agricole sur le développement du milieu rural. Et c'est dans ce même esprit qu'ils sou-haitent préparer le budget pour 1993.

PS-PC: la fin du « tête-à-tête historique »

« Qui sont les véritables rénava-teurs? a demandé de son côté M. Bernard Roman, premier secré-taire de la fédération socialiste du Nord, devant la convention régionale du PS, réunie dimanche 25 octobre, à Lille, pour ratifier l'accord passe avec les Verts. Est-ce que ce sont ceux qui, à droite, tout en s'alliant avec le Front national, se taxent de avec le Front national, se taxent de modernisme, ou ceux qui osent regarder le monde qui bouge, les forces nouvelles qui apparaissent et engager avec elles la réflexion sur le fond?» Pour M. Roman, «c'est à une révolution culturelle que les socialistes ont été confrontés en perdant le conseil général du Nord et en ne réussissant pas à placer Michel Delebarre à la présidence de la région». «Il nous faut, assure-t-il, la volonté de rénover nos pratiques, nos discours, notre comportement.»

Dans ce contexte, le PS a tout intérêt à saisir l'accord passé avec les écologistes pour réapprendre la politique au quotidien et s'en servir comme levier de son propre resouvellement. « Le tête-à-tête historique avec le PC a en partie vécu, explique M. Daniel Percheron, premier sexté-M. Daniel Percheron, premier secre-taire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, même si nous ne devons pas renoncer à l'unité car le rassemblement à gouche demeure nécessaire pour défendre les couches populaires. Mais nous passons pour la première fois une alliance de proposi-tion. » M. Percheron voit dans cet accord proposite » l'occasion de « renouer aussi avec la jeunesse ». « Les écologistes oujourd hui, sou-"Les écologistes oujourd'hui, sou-ligne-t-il, ont l'ôge qu'avaient les socialistes de la générotion d'Epi-nay». M. Michel Delebarre ne dit pas autre chose quand il souligne combien cet accord est nécessaire pour répondre aux préoccupations régionales mais aussi et surtout « par rapport à notre propre évolution». « A nous, insiste-t-il, de faire le che-min qui va à la rencontre de notre électorat.»

JEAN-RENÉ LORE

= .

2...

2

Une élection cantonale partielle

MOSELLE: cantun de Sarralbe (2º tour)

I., 10595; V., 6194; A., 41,53%; E., 5965.

Alex Staub, RPR, 3 520 (59,01%) ELU. Robert Rossler, PS, m. de Sarralbe, 2 445 (40,98%).

[bt. Stanb, RPR, succède à un autre RPR, André Ziegler, décédé le 4 août der-nier. Arrivé en deuxième position an pre-mier tour avec 30,85 % des voix, soil quel-que dix points de mains que son prédécesseur en septembre 1988, Il rem-porte en revanche au second tour avec six

Annulation de deux élections cantonales

Le tribunal administratif de Montpellier a prononcé l'annulation de l'élection, le 29 mars, de M. Bernard Nicolau (UDF-PR) Ion de Perpignan-2 (Pyrénées-Orientales). La commission natio-nale des comptes de campagne reproche à l'élu d'avoir dépassé le plafond des dépenses électorales autorisé par la loi du 15 janvier 1990 réglementant la publicité élec-torale. Au lieu des 54 412 francs permis, les comptes de campagne produits par M. Nicolau atteignent t 14 764 francs. D'autre part, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a annulé l'élection de M. René Souebon (PS), maire d'Aurillac, dans le canton d'Aurillac-1 (Cantal) où il avait été réélu avec six voix d'avance sur son adversaire, Mar Annie Brunct-Fuster (RPR). Le tribunal constate que «le président du bureau de vote de Belbex s'est absenté inamentanément de la table de dépouillement pour revenir ovec un paquet d'enve-loppes (...) et qu'un doute sérieux subsiste sur l'origine de ces enveloppes ». tt observe qu'il « étoit éta-bli que des procès-verbaux, comportant des surcharges et rectifications, ont été présentes à lo signature des membres du bureau à leur domi-cile, dans la nuit qui o suivi la clôture du scrutin, [ce qui] peut foire naitre des doutes suffixants pour justifier l'annulation du scrutin ». – (Corresp.)

points de plus que son prédécesseur.
Outre une plus forte mobifisation de
l'électurat de droite, ce second tour se
caractérise par de manyais reports de suffrages à ganche. Cette deraière était majoritaire en voix an premier tour. M. Rosster, maire de Sarvaibe, arrivail en tête
avec 33,87% des voix et pouvail espérer
récupérer au second tour les suffrages qui
s'étaient portés une semaine plus tôt, sur
M. Hamman idiv, g.) et sur le caudidal
communiste, M. Vonderscher.

Les résultats du premier tour étaient les suivants: L., 105%; V., 5887; A., 44,44%; E., 5629; Robert Rossier, 1907 (33,87%); Alex Stanb. 1737 130,85%); Roland Hamman, div. g., t° ad). m. de Sarralbe, 331 (14,76%); Jean Lang. UDF, m. de Pattelange-aux-Luca, 722 (12,82%); Jean-Louis Berger, FN, 326 (5,79%); Marcel Vonderscher, PC, 106 (1,88%).

André Ziegler, RPR, avait été réélu au second tour des cantonnies de 1938, avec 2853 voix (53 %) coutre 2 530 (46,99 %) à M. Robert Rossler, PS, sur 10 415 lascrits, 5641 votants (soit 45,35 % d'abstention) et 5 383 saffrages exprimés.

EN BREF

a Le directeur dn cabinet de M. Deinra serait candidat dans t'Eure. - M. Pascal Lamy, directeur du cabinet de M. Jaeques Delors, président de la Commission des communautés européennes, pourrait être candidat aux élections législatives pour le PS dans la cinquième circonscription de l'Eure (Vernon), détenue par M. Freddy Deschaux-Beaume, qui a annoncé qu'il ne se représenterait pas. M. Lamy, pressenti par les militants de la circonscription, n'a pas encore donné de réponse définitive. D'autre part, dans la deuxième circonscription (Evreux Nord-Ouest), M. Alfred Recours, député sortant (PS), maire de Conches, a fait savoir qu'il ne soubaitait pas se représenter. - (Cor-

M. Glavany est investi dans les Hantes-Pyrénées. - M. Jean

Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, maire de Maubourguet, dans les Hautes-Pyrénées, sera le candidat de l'entente PS-MRG dans la troisième circonseription de ce département aux élections législatives. L'ancien chef de cabinet du président de la République, seul candidat en lice, a été désigné, par les militants socialistes, avec 162 suffrages sur 169 votants. Lors des élections de juin 1988, il avait subi un revers dans celle circonscription, où il avait été battu par le député sortant, M. Claude Miqueu, qui ne se représente pas.

□ Tassement des cotes de popula-rité de MM. Mitterrand et Bérégo-voy. — Une enquête de l'IFOP dimonehe du 25 octobre sait apparaître un tassement des eotes de popularité de MM. François

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tël.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: |11 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

ABONNEMENTS

I, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél.: (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

FRANCE

536 F

I 638 F

Tarif

SUIS.-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS

572 F

I 123 F

Mitterrand et Pierre Bérégovoy Avec 31 % de personnes « satis faites», au lien de 32 % en septem-bre, celle du président de la République est en retrait d'un point. La cote de popularité du premier ministre est également en retrait d'un point avec 35 % de « satis-faits » au lieu de 36 % en septembre. M. Jean-Luc Parodi, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, com-mente ces résultats en faisant observer qu'en 1986 M. Mitterrand comptait 35 % de «satisfaits» alors que le taux de mécontents était inférieur de 13 points (49 % au lieu de 59 % aujourd'bui). «C'est dire l'importance du handi-cap qui frappe le pouvoir socialiste à l'entrée de la campagne législa-tive», ajoute M. Parodi. L'enquête de l'IFOP a été effectuée du 15 au 20 octobre anprès de mille buit

M. Delebarre change de circonscription LILLE de notre correspondant M. Miebel Delebarre, ministre

M. Miebel Delebarre, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, maire de Dunkerque, sera candidat aux élections législatives dans la douzième eirconscription du Nord, celle de Dunkerque ouest, détenue actuellement par M. Albert Denvers (PS). A quatre-vingt-sept ans, M. Denvers, maire de Gravelines, parlementaire depuis 1947 – d'abord comme sénateur, puis eomme comme sénateur, puis comme député depuis 1956, - a décidé de depute deputs 1936, ~ a decide de ne pas briguer un nouveau mandat. Ce retrait permet à M. Delebarre de trouver une eirconscription plus faeile que la treizième, découpée par M. Charles Pasqua, qu'il avait gagnée en 1988.

gagnee en 1988.

C'est son suppléant d'alors, M. André Delattre, devenu député lorsque M. Delebarre est entré au gouvernement, qui sera candidat dans cette eirconscription, alors que M. Jean Le Garree, élu en 1988 dans la dix-huitiéme (Cambrai), défendra les couleurs du PS dans la quatorziéme, dont le sortant, M. Charles Paccou, RPR, ne devrait pas sollieiter le renouvellement de son mandat.

J.-R. L.

□ Le RPR investit M. Jacques Régniez dans la première circons-cription. – Le RPR n investi M. Jacques Régniez, âgé de qua-rante-deux ans, eonseiller de M. Edouard Balladur pour les questions économiques et sociales, comme candidat dans la première eirconscription (Arras) du Pas-de-Calais pour les élections législatives. M. Régniez, secrètaire dépar-temental adjoint du RPR du Pasde-Calais, est administrateur de l'INSEE et membre du comité de rédaction de la revue Commen-

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 46-62-74-43

Le Monde

PRINTED IN FRANCE

12. r. M.-Guasbourg 94852 IVRV Cedex

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : 10 décembre 1944 Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant. Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33 Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Tèlécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Medic Con
Membres du contité de direction :
Jacques Guin. Philippe Dupuis.
Isabelle Taxidi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléns : 46-62-97. - Sociaté Bisile
te SARI & Monde et de Médic et Réper Bence SA.

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Le Monde TÉLÉMATIQUE

1 890 F 2 986 F ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande, Pour vous abonnes, renvoyez ce balletin

Code postal: Localité : . accompagné de votce régiement Pays:

798 F

Prénom: Adresse:

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

de Calais

éfinir sa stratégie PS et les Verts

P-PC: la fin

- Falle

APPEAR TO THE PROPERTY.

Fire and

- 1 7777 =

194 No 4 No.

74.14 A #1.75 2

A 1500 1

2. 1227

كالشاء إنهام

LIAN TENE LOST

نشا و. . . .

M. Thelebarre change

de circonscription

. 500<u>1</u>11

10 40 1 474

50

5.95

\$4000

MARKET TOWNSHIP TO SOLL OF THE COURSE OF PERSONS OF THE PERSONS ASSESSED. the exercises where the party court du - tele-s-tête historipe. A SECTION OF THE PROPERTY OF T M. Rec. Script S the section of the feet of HE SOUTHWESTER OF THEIR IS IN IN ... Market State of the Diff. Le anticles, families ride a contra . Antice de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la contra d April 20 September 1989 March 18 persons tophentaire nemper-

the state of the s a gamen conference on perfect see a s seem ladagement the supplement a continue out. man, was insured the first of the second E Williamster dat in Fatti das it go The property of a grant in the same of the PROPERTY OF STREET WEST STREET m dies bemine to it al. Continues & Security and the Land me the theorem thank have or the least of th the decimal tradicionists by a filteration television referen-tion and animals for Carlotter

The Principle of care Jes THE THE PROPERTY AND A SECOND the - the water from the party rate freezes a bistore Wat BOTH & White is who a a strong between a cher modernesse. were part appropriate arrange of क्षेत्री का विश्व के ही बहु अहर में किया है है है the first and additionabled by advanta The solding as a second to tele-British from minimized the wards to

WHITE RESIDENCE AND PROPERTY. a displacified and more the absent. Att nte en neigeskulene alan eneser Marie describeration & a serial and after Marietanica and Company via . There's Mar, are worst are awite desir with the a un manager in MINERAL PARTY NAME OF THE ART AS A TO

PERSONAL OF PROPERTY OF SOMETHING · A. A. A. Bernamers a satur the ter man the ST to the mercan. who are promised the in Negar a set on some first game to Me befriet inter iffe gefenteten teres of emicurate an irrest and the feet to be supposed. A faith had Flients, directous Color de la Profitation autor term. In whater your disperse, every if they expeditate all facests. inter my no s blic to Middinger and And to the secondaries as which to read to the constitution as the first read to the constitution as the constitution of the constitution of the conwas dur 10's the authorist warr of the alternative man of the hours to THE PROPERTY OF STREET Marie de la lateration de lateration de la lateration de lateration de lateration de la lateration de la lateration de lateration de la lateration de lateration de la lateration de la lateration de la lateration de lateration de

BULLETIN

THE WATER OF THE WATER

Print to the order of the second

Le Monde PERSONAL PROPERTY. R: men = ments 16-62-74-43

the para country to design Regent and a premier come

Regions and the second second

ENVIRONNEMENT

En cours d'examen au Conseil d'Etat

Un nouveau décret réforme les études d'impact

Créées il y e quinze ans dans la foulée de la loi sur la protection de la nature de 1976, les études d'impact font l'objet d'un nouveau décret, actuellement au Conseil d'Etat. Un toilettage rendu indispensable par la réglementation européenne et l'expérience acquise.

Le concept d'étuda d'impact, né aux Etats-Unis daos les années 1960, veut que tnut promoteur d'un projet doit afficher publique-ment quelles en seront les retombées sur le milieu naturel, faute de quni son projet sera refusé. Formalisé dans la loi américaine de protection de l'environnement signée par le président Nixon en 1970, le concept n été repris en France dans la mi de 1976 de protection de la nature, et nffi-ciellement défini par un décret de

En quinze ans, les conditions d'application de ce décret ont beaucoup changé. En outre, une directive européenne de 1985 fait obligation à la France d'intégrer tions enmunautaires. C'est pourquol le gouvernement, depuis près de deux ans, préparait un nouveau texte dont la version défiditive vient d'être arrêtée et soumise à l'avis de Consail

Objet principal de cette réforme : le champ d'application de l'étude d'impact est considérablement élargi. Elle doit d'abord indiquer les effets iodirects du projet, et pas seulement directs, et elle doit inclure les retnmbées à long terme. En outre, la nouvelle étude d'impact oc se borne plus au milieu aaturel (faune, flore, sol, cau, air, etc.). Elle prevnit aussi les conséquences sur «les biens matériels et le patrimoine culturel », ainsi que sur la sécurité du public.

On demandera au maître d'ou-vrage d'expliciter ses méthodes de vrage d'expliciter ses methodes de prévision et d'indiquer le cas échéant les lacunes scientifiques ou les difficultés techniques « ren-contréex idans la compilation des informations requises ». Com-ment, en effet, évaluer le sérieux d'une étude si les obstacles rencontrés sont escamotés?

Si le seuil financier exigeaot étude d'impact est revu à la hausse (12 millims de franca nu lieu de 6 millions), e'est seulement pour tattraper l'inflatina. En revanche, l'améoageur ne pourra plus fractionoer soo pro-gramme en petites tranches – le fameux « sancissonnage » - qui lui permettait de rester en decà du seuil et donc d'échapper à la procédure d'étude d'impact. Nnn seulement il ne pourra plus «saul'impaet de l'eosemble de son programme. Une opération cumme Eurodisneyland, par exemple, qui prévoit trois tranches distinctes de travaux, devra être évaluée dans son

> Sursis à exécution

Autre nnuveauté : inrsqu'nn projet « est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un nutre Etne membre de la CEE», le dossier sera transmis au ministre des affaires étran-gères, qui le remettra à l'Etat conceroé e ayant l'nuverture de l'enquête publique, en lui indi-quant les délais prévisibles de la procédure». Ainsi, la construction une centrale nucléaire frontslière, comme celles de Chnoz, Fessenbeim nu Cattennm, sera désormais soumise à l'examen du vnisin. En revanche, la France

o'aurait en principe pas l'obligatinn de snumettre le dossier de Superphénix à la Suisse, puis-qu'elle n'appartient pas à la Com-munauté européenne...

La modification la plus impor-tante touche au rôle du ministre de l'envirnnement. Dans le décret de 1977, il ne se voyait fixer augun délai pour donner son avis Inrsqu'il était saisi. Si bien que, inrsque le projet l'embarras-sait, il pouvait laisser filer et ne rien dire. Avec le pouvean décret il disposera d'un délai de quarante-cinq jours pour donner son avis, et aucune authrisation de travaux ne ponrra être donnée avant ce délai – sauf pour « prève-nir un danger grave et immédiat ». Antrement dit, ta saisine du ministre de l'environnement entraîne automatiquement un sursis à exécution.

- Les barrages hydroélectri-

- Les lotissements de plus de

ques supérieurs à 500 kilowetts.

5 000 mètres carrés sur una

- Les immeublas d'une hau-

- Les surfaces commercialea

supérieures à 10000 mètres car-

- Les équipement culturels,

- Les remontées mécaniques

au-delà de 6 milliona da francs

- Les tarrains de golf d'un coût supérieur à 12 millions de

francs ou accompagnés de

de travaux.

sportifs ou da inisira pouvant

acquellir plus de cinq mille per-

teur supérieure à 60 mètres.

commune sans POS.

ROGER CANS

Travaux dispensés

Comme an 1977, un cartain nombre de travaux échappent à l'obligation d'étude d'impact. En voici la liste :

- Travaux da renforcament

- Remontées mécaniques en dessous de 6 millions de francs de travaux. - Lignez électriques an das-

sous de 63 kilovolts (au lieu de 225 kilovolts actuellement). - Défrichamants pour des opérations d'urbenisation infé-neurs à 25 hectares, Meis tous

les défrichements inférieurs à 25 hectares continuent à faire l'objet d'une enotice d'impacta, c'est-à-dire une étude simplifiée ramenée à quelques pages. - Travaux de défense contra la mer d'une emprise totale infé-rieura à 2000 mètres carrés (au

lieu du seuil de 8 millions de francs). - Les travaux d'hydrauliqua agricole de moins de 6 millions de francs. Entre 5 et 12 millions de francs, ils feront l'objet d'une

- Les constructions antre 3 000 et 5 000 mètres carrés dana les communes sans plan d'occupation des sols (POS).

Voici par ailleurs la lista des traveux qui seront désonnais soumis à étude d'impact (et qui

n'y figuraient pas en 1977): - Las Egnes électriques trans-portant au moins 63 kilovoits. ennatructions dépassant 1000 mètres carrés. - Les terrains pour la pratique des sports motorisés dont l'am-

prisa totale dépasse 4 hectares. - La construction ou l'agrandissement de geres lorsqua le coût dépasse 12 milliona de

- Las travaux de défense contra la mar inrequa l'emprise dépasse 2000 mètres cerrés.

- Lea travaux connexes du remambrament rural faront désormais l'objet d'une notice d'Impact, comma les travaux eux-mêmes. Mais le remembrement échappe toujours à l'étude d'impact proprement dits.

cissonner», mais il devra évaluer

Le projet de budget 1993

Les sites urbains en difficulté recevront une aide en hausse de 14 %

Si le projet de budget 1993 est adopté sans modification substantielle, les quartiers et les villes en difficulté devraient recevoir l'an prochain environ 7 milliards de francs. En annon-çant ce chiffre, M. François Loncle, secrétaire d'Etat à la ville. a fait observer qu'il traduisait une eugmentation de 14 % par repport à celui de cette année.

Pour arriver à une telle somme, il faut se livrer à de laborieuses additions, tant il est vrai que la politique de la ville est aussi «écla-tée» dans ses sources (une dou-zaine de ministères différents y contribuent) que dans ses points d'application (trois cents altes urbains en bénéficient). Ses modes de financement sont l'illustration de cette complexité.

On y trouve au premier rang les crédits dont le secrétariat d'Etat à la ville et son bras séculier, la délégation interministérielle à la ville, peuvent disposer directement. Par ce canal, les acteurs de terrain rece-vront en 1993 l'milliard de francs, soit 6,5 % de plus que cette année. La mesore qui sera la mieux accueillie – c'est d'ailleurs la seule ionovatioo de ce budget de la continuité – sera l'attribution directe aux associations de 14 mil-lions de francs. Les militants des quartiers qui ont des projets pour-ront donc les mener à bien avec une grande liberté. On fera le bilan

Autres financements poor les quartiers et les villes à problèmes, ceux qui, en application des contrats signés pour trois à eioq ans, leur viennent chaque année de différents ministères. Après les ennventions de quartiers, les contrats de villes se multiplient. Ils seront au nambre de dix-neut nvant la fin de l'aonée. Il n'est donc pas surprenant que, l'Etat tenant ses engagements, les crédits da ces chapitres soient en bausse de 17 % et atteignent en 1993 2 milliards de francs.

> Le plein effet de la solidarité

Même lorsqu'ils ne sont pes sous contrat, les sites urbains en difficulté font l'objet de la sollicitude d'une douzaine de ministères. Loin de se ralentir, l'action des services publics va se renfureer l'an prochain. Ainsi l'éducation nationale a prévu de normer 750 instituteurs aupodémeotaires dans les zones aupplémentaires dans les zones d'éducatinn prinritaire (ZEP) et d'augmenter les indemnités des maîtres actuellement en poste. De son côté, le ministère de l'intérieur envisage de mettre sur le terrain, notamment pour pratiquer l'Hotage, 3 200 bnmmes de plus. Au ministère de la jeunesse et des sports, on pense déjà au renouvel-lement de l'opération « prévention

au bout d'un an : celui des succès enmme celni des inévitables bavures auxquettes une telle opération confiance peut donner lieu.

Autres financements poor les verture de vingt-ciaq maisons de justice. L'ensemble de ces initiatives entraînera 2,3 milliards de francs de dépenses, soit 9,5 % de plus que cette année.

Enfin, les communes qui suppor-tent des charges élevées en raison de l'importance de leur habitat social vont bénéficier en 1993 du plein effet de la lui de solidarité urbaine qui atteindra alors son régime de croisière. Alimenté par les versements des communes «riches» – Paris figure au premier rang d'entre elles, – te fonds de solidarité redistribuera danc aux communes «panvres» 1,7 milliard de francs, soit 21 % de plus qu'en

Tout compte fait, les moyens de Tout compte fait, les moyens de la politique de la ville seront donc majorés de 14 %. Il fallait bien cela pour redonner courage aux chefs de projets, nux functinnaires de base et aux militants d'associations. Tous avaient été démoralisés par la valse, en 1992, des responsables de la politique de la ville : Michel Delebarre, Bernard Tapie, François Loncle. Une instabilité record corrisée par la continuité record corrigée par la continuité des efforts budgétaires de l'Etat. En prenant du recul, no s'aperçoit, en effet, que les sommes consacrées, aux banlieues ont été multipliées per 2,5 en quatre ans.

POLICE

La crise du syndicalisme chez les policiers en tenue

Les dissidents parisiens de la FASP ont créé un nouveau syndicat

La crise du Syndicat général de la police (SGP), branche pari-sienne de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire parmi les policiers en tenua et proche de la gauche, a connu de nouveaux développements. Tandis que la direction du syndicat organisait des cétats généraux», diffusant 20 000 questionnaires auprès das policiers de Paris, das Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les dissidents annoncaient leur décision de créer un nouvella organisation. le Syndicat parisien das policiars en tenue (SPPT), qui présentera une liste aux élections professionnelles, fixées à la mi-décembre.

Décidée quinze jnurs plus tôt pour procéder à un état des lieux à la veille des élections professionnelles et pour vérifier sur le terrain les effets du « plan d'action pour la sécurité urbaine» lancé à la mi-mai par le ministre de l'intérieur, la journée des « Etats généraux », nrganisée mercredi 21 octobre, a permis aux policiers parisiens d'exprimer leurs doléances. A Paris intra-muros, environ 10 000 d'entre eux ont répondu à des questionnaires qui les invitaient à critiquer, de façon annnyme, leurs conditions de vie et de travail dans la canitale

Les 700 policiers du commissariat central du huitième arrondissement de la capitale nat ainsi dénoncé les «taches indues» qui leur sont confiées. Dans cet arrondissement à forte densité de personnalités et de bâtiments officiels, les gardes statiques restent la hantise des gardlens de la paix : a Pourquoi foire les plantes vertes, interrogent-ils, devant des endroits siont les occupants ont déménage -c'est le cas de la délègation de l'ambassade du Tchad et de la résidence du chef de l'OLP - ou, comme pour le domicile d'un ex-premier minis-tre socialiste, dont les habitants ne sont plus en fonctions?»

Venus au «central 8» en voisins, les 240 policiers de la compagnie de garde de l'Elysée, chargés de surveiller l'extérieur du Palais, n'out pas dit autre chose. Rien n'a change, pour eux, depuis l'annonce du «plan Quilès» (le Monde du 14 mai), qui prévoyait d'alléger les gardes statiques. « Quant à nos collègues des compagnies de district, ils viennent dans le huitlème pour assurer le jalonnement des voyages afficiels et, chaque samedi, pour rester debout pendant toute la cérè-monte de la flamme à l'Arc de triomphe », regrettent les gardiens de la paix. L'objectif proclame de développer une police de proximité est-it bien une priorité, demandent les syndicalistes, alors que tant de missions détournent les effectifs de la voie publique?

Conditions de logement

Alars que les policiers du bui-tième sont plutôt bien installés, au rez-de-chaussée du Grand Palais -ils ont toutefois découvert des souris et des rats dans les bureaux. la plupart de leurs collègues déplorent l'état des locaux; ceux du commissariat central du dix-huitième arrondissement ne disposent que d'un « coin toilettes pour 600 collègues ». Tout aussi répandue est la critique des conditinns de logement, qui relèguent les policiers parisiens en lointaine ban-lieue: « La plupart d'entre nous ont deux heures de trajet par jour, et il y n des collègues qui nnt dormi pendant des mois dans leur voiture ou dans une caravane » Confrontés à des listes d'attente et aux conditions de plafonnement qui les écartent des locations, ils seront donc très attentifs à la mise en œuvre de l'opération «1 000 logements pour les policiers en réginn lle-de-France » lancée par M. Quilès.

Nouveau venu au bureau du SGP après la crise syndicale qui s'est tradmite par l'éviction de trois de ses membres, Jean-Louis Arajol, chargé des dossiers pariaiens, admet cependant que « des progrès sensibles » unt été constatés ces derniéres années co matière de réduction des gardes statiques. Mais il souligne les «Incohérences» d'une gestion des personnels qui conduit à affecter une cinquantaine de brigadiers, mobilisés par des tâches de procédure, à la «brigade des accidents » dernièrement installée au commissariat du cioquième pas compenser les départs en retraite ou les mutations à la «brigade de nuit » du quatorziéme arrondissement, dont les membres o'ont pas pu prendre de congés depuis le le juillet. De quni alimeoter les cahiers de revendica-tions qui scrunt remis conrant navembre, à l'issue des « Etats généraux », au préfet de police de Paris.

ment écartés du bureau du SGP (le Monde du 17 octobre), « l'organisation de ces états généraux n'est qu'une apération en trompe-l'æil, décidée à la va-vite pour faire un coup de communication ». Réunis au matin du 21 octobre dans le flambant neuf commissariat central du douzième arrondissement, longtemps présenté comme la « vitrine eurnpéenne » snubaitée par la FASP, une vingtaine de ces policiers unt dénuncé « le bilan très négatif de l'actuelle direction de la FASP: rien n'a été obtenu, ni du côté de la réforme des corps et carrières, ni du côté de la loi d'orientatinn pour in sécurité intérieure». Jeunes militants engagés dans l'actinn sociale nu vieux routiers du syodicalisme « nyant vingt timbres annuels sur leur carte», ce n'est « pas de gaieté de cœur », disent-ils, qu'ils ont quitté t'appareil syndical, mais « parce que plus aucun fonctionnement démocratique n'existe au SGP ».

« Refus de tout débat contradictoire »

Aussi les «dissidents» nut-ils appelé les délégués du syndicat parisien à participer à une réunion d'information, vendredi 23 octo-bre, à laquelle 200 policiers du SGAP (secrétariat général à l'administration de la police) de Paris regroupant la capitale et les trois départements de la petite couronne - ont participé, L'assemblée a voté la créatino d'une organisatinn dis-sidente « devant le refus de tout débat contradictnire nu sein du SGP». Un conseil d'administration de trento-cinq membres a été désigné. M. Francis Masanet a été élu secrétaire général et M. Christian Castagnet secrétaire général adjoiot. La selssioo est dune

Les statuts du nouveau Syndicat parisien des policiers en tenue (SPPT) devaient être déposés landi 26 octobre. Chassant sur les terres du SGP, également dirigé par des policiers proches du PS, ce nouveau venu présentera une liste concurrente aux élections professinnnelles, menée par M. Castagnet, qui, il y a trois semaines, était encore directeur de cabinet du secrétaire général de la FASP, M. Richard Gerbaudi.

ERICH INCIYAN

DÉFENSE

BIBLIOGRAPHIE

«L'Etat trafiquant», de Jean-Pierre Lenoir

Un ancien agent secret dénonce les ventes d'armes

A l'occasion de ce qu'il faut bien appeler une distribe contre le e complexe midiarro-industriel, Jean-plexe » midiarro-industriel, Jean-Pierre Lenoir, l'auteur de l'Etat infi-quant, essène une volée de bois vert aux socialistes français d'après 1981. accusés d'avoir trompé leurs élec-teurs en ayant «dopé» fioalement un commerce des armes qu'ils condamnaient vertueusement quand ils étaient dans l'opposition. M. Lenoir n'est pas n'importe qui Son nuvrage n'en prend que plus d'iotérêt, même si l'bnmme qui se laisse ainsi aller à tant de paroles vinlentes sait retenir sa langue, comme son ancien métier lui en fait une ardente obligation.

Agent secret, Inrsque l'actuelle direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) n'avnit pas encore succédé au service de docu-mentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), Jean-Pierre Lenoir était, en quelque sorte, le abras droit» de Marcel Le Roy, dit Finville, qui a fondé et dirigé le service 7, chargé plus spécialement de mener des opérations clandestines. Il s'y occupait de surveiller le trafic d'armes dans le monde. Avec son « patron», il est «grillé», et il doit abandonner ses activités losque l'affaire Ben Barka, du nom de cet opposant au roi du Maroc enlevé en France et jamais retrouvé depuis, éciate en mettant en cause le fonc-.5 en quatre ans.

Lenoir entre alors dans les «affaires».

Dana l'Etat trafiquant, deux où il a travaillé vingt années durant cibles» particulières sont l'objet des foudres de l'auteur. D'abord, le Parti socialiste, «vite acquis aux pratiques qu'il condamnait jadis » en matière de vente d'armes. «Le Parti socialiste n fait bien plus que duper ses militants, écrit M. Lennir. En s'acoquinant avec des despotes, en livrant des obus à tous les belligé-rants d'un même conflit, in France o soufflé sur les braises de guerres fra-tricides. En dissimulant, en étouffant, en ne sanctionnant pas des scandales où étaient régulièrement impliqués des pais de minister poise les des pais de minister poise les des pais de minister poise les des antis de ministres, voire les ministres eux-mêmes, le gouverne-ment a fait de l'Etat un trafiquant institutionnel au-dessus de tous les pouvoirs et de tous les contrôles.» Ensuite, les pays de l'Est, qui « étaient et sont encore les plus gros trafiquants d'armes du monde».

l'aide à tous les règimes de la planète ayant des sympathies soviètiques l'ant engagée dans un processus irrèversible de course aux armements. Elle croule sous les surplus et finit par vendre à n'importe qui.»

Une seule institution sort quasiment intacte du livre de M. Lenoir.
On devine aisément laquelle : c'est, en règle générale, les services secrets et, plus particulièrement, le SDECE,

juste après la Libération.

Le livre l'Etat trafiquant doine, de ce point de vue, un satisfecit aux services de renseignements à propos de l'irak et de leur aptitude à avoir très tôt décelé la volonté de M. Sad-dam Hussein de mettre sur pied une formidable «machine» de guerre, y compris dans l'ordre nucléaire. Dès 1975, affirme Jean-Pierre Lenoir, le gouvernement français a su à quoi s'en tenir. « Le SDECE le sait et le dit, écrit-il. L'inaptitude des gouvernements successifs à prendre la successifs à prendre la successification de l'ambignation de l'amb nements successifs a prenare ta mesure du péri i rakien s'expliquait plus vraisemblablement par la puis-sance dans l'Etat du complexe mili-taro-industriel, qui sait brouller le jugement des décideurs par la désin-formation, le chantage à l'emploi, le copinage et la corruption.»

Venant après l'ouvrage de l'ancien «patron» de la DGSE, Pierre Marion, précisément intitulé le Pou-voir sans visage et consacré, lui aussi, au « complexe » militaro-industriel, le livre de Jean-Pierre Lennir eofonce le cinu. Deux «repentis» des opérations secrètes n'hésitent plus à s'en prendre à ce qui leur apparaît comme un cancer de la vie politique en France.

JACQUES ISNARD

► L'Etat trafiquant, de Jean-Pierre Lenoir, avec la collabora-tion de Pascat Auchlin, cottneمكذا من رلامل

14 Le Monde • Mardi 27 octobre 1992

OPEL EGA

Break ou berline, serait de se décider aprile 31



OFFRE Nº 1

LE BREAK OMEGA AU PRIX DE LA BERLINE. OFFRE N° 2

LE TURBO-DIESEL AU TARIF DE L'ESSENCE. OFF!

- 10 00 CC SUR LEVEGA

PRISE

MINIM



<u>Information consommateur:</u> 1 et 2. A finitions égales - 4. Reprise aux conditions générales Argus diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Reprise de votre ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois) - Offres 2, 3 et 4

3615 OPEL

OPEL, MEGA

erline, ce serait dommage der aps le 31 décembre.



DIESEL UF

NCE.

OF N° 3

— IF TTC

SUR DMEGA

CLISÉES.

OFFRE Nº 4

REPRISE ARGUS 10 000 F MINIMUM. OFFRE N° 5

– 2000 F SUR TOUS LES MODÈLES ESSENCE.

Reprise aux conditions général de remise à l'état standard. Reprise les au moins 6 mois) - Orires 2,36

non cumulables - 5. Offre gouvernementale: -2000 F sur véhicules essence jusqu'à 2.0 l. Offre Opel: mêmes conditions étendues aux modèles essence de plus de 2.0 l. - Offre cumulable avec 1, 3 ou 4. - Offres 2-3-4-5 valables pour toute immatriculation avant le 31.12.92.

Opel. Une idée neuve.

Offres

RELIGIONS

Réuni en assemblée plénière à Lourdes

L'épiscopat français s'inquiète du vieillissement de son clergé et de ses structures

La conférence des évêques de France e ouvert sa rencontre ennuelle, à Lourdes, samedi 24 octobre. Jusqu'eu 30, elle doit débattre de la famille, de l'œcuménisme et désigner un nouveau secrétaire général, en remplacement du Père René Wasselynck, récemment décédé. La pénurie de prêtres et l'inadaptation de ses structures pècent de plus en plus sur le fonctionnement de l'épiscopat.

La France compte cent vingt évêques en activité, mais a-t-elle encore un épiscopat? Paradoxale et provocante, la question est posée par l'administration, qui se plaint par l'administration, dui se plaini parfois de « manquer d'interlocu-teur », par les milieux œcuméni-ques, qui imputent à la hiérarchie catholique l'absence de déclaration commune sur Maestricht par exemple, par l'opinion et les médias, qui se demandent où est la ligne de l'épiscopat et pourquoi celui-ci est devenu si prudent dans son expression et chiche de décla-

La question inquiète les évêques eux-mêmes, qui, surchargés par les tâches de leur d'ocèse, disent atrainer les pieds » pour se rendre aux rencontres régioneles ou aux réunions de commission épisconale à Paris, ils sont absorbés par leur « synode » (assemblée de prêtres, religieux et laïes élus) ouvert ou déjà conclu dans une quarantaine de diocèses, par les visites de ter-rain, la formation de laïes aux responsabilités, le vicillissement et la diminution de leur clergé.

Ce dernier point est le plus sen désormais sur l'épiscopat français. desormais sur l'episcopat trançais.
« L'évêque doit courir son diocèse
pour boucher des trous et jouer le
rôle de super-curé qui était hier
celui de l'archiprêtre», dit un sociologue. Si les grands diocèses, encore relativement riches en prêtres, en laïcs compétents, en outils de formation et de commu-nication, résistent et suscitent des jalousies, certains petits diocèses, à prédominance rurale, sont proches du seuil de rupture. A on clergé guetté par l'épuisement et l'isole-

ment, les évêques multiplient les eonseils de prudence, comme Mgr Orchempt à Angers, demandant à ses prêtres de libérer deux soirées par semaine et de ne pas excéder une certaine heure pour les

Cette hyperactivité locale contraste evec un désengagement sur le plan « national ». Les commissions semblent inadaptées eux besoins actuels de l'Eglise. Faute de finances, un service comme Chrétiens-Médias vient de comprichrétiens-medias vient de comparent la plupart de ses activités. Les prêtres chargés d'animer les secrétariats nationeux sont de plus en plus difficiles à recruter. Pour le deuxième année consécutive, le Père Stanislas Lalanne voit se prolonger son mandat de directeur du Centre national de l'enseignement religieux. Des mois de recherches ont été nécessaireset une vingtaine de refus ont été enregistrés pour la succession des Pères Clende Cesbron et François Tricard, secrétaires généraux adjoints de l'épisco-pat, chargés de la pastorale et des finances.

Le flou demeure sur la fonction du secrétaire général de l'épiscopat. A une personnalité forte, celle du Père Gérard Defois, aujourd'hui archevêque de Seus-Auxerre, qui savait orienter les traveux, produire des rapports, assumer des tâches de représentation et de communication, ont succédé, depuis 1983, des personnalités dont le rôle et le rayonnement ont été volontaiet le rayonnement ont été volontai-rement limités. Le choix du successeur du Père Wasselynck, subitement décédé le 5 septembre dernier, s'orientait dans le même

« Nous naviguous

Le scepticisme règne sur l'intérêt même des assemblées plénières de Lourdes. « Qu'ai-je retenu du travail des quatre ou cinq dernières van des qualité su cui de maria-cipé?s, s'interroge un évêque. Elles servent à l'étude de dossiers, sans que des évaluations soient faites sur la santé de l'Eglise de France ou des options communes décidées ou précisées. Mar Joseph Duval, président de le conférence des évêques, n'ignore pas la critique.

des évêques produisait plus souvent de grands textes, convient-il. Mais laissez-nous le temps de les assimiler. » Il edmet toutefois que des idées exprimées dans les synodes diocésains pourraient être « ressalsies » au niveau national et que des sujets-clés, comme l'evenir des ministères de prêtres et de laïcs, posé dans un récent article des

> confirme un conseiller de la L'hétérogénéité de l'épiscopat ne facilite pes non plus le travail col-lectif. Les différences de générations, de sensibilités, de filières de formation et de nominations composent un épiscopat moins cohé-rent qu'en lendemain du concile Vatican 11 (1962-1965). Si son image globale demeure libérale et ouverte, les nominations des années 80, mises nu compte de l'ancien nonce à Paris, Mgr Felici, aujourd'bni cardinal de curie à Rome, ont créé un trouble. Son successeur, Mgr Antonetti, semble revenu à des critères de sélection plus classiques (chez les directeurs de séminaire ou les responsables de mouvement et d'aumônerie). La génération des évêques choisis d'abord pour leur orthodoxie s'est imposée difficilement à son clergé (dens les diocèses d'Autun ou de

Etudes (1), ne pourront plus être longtemps éludés. « Notre dispositif est au bord de l'éclatement ».

Sées) et pèse peu collectivement. Les évêques peuvent-ils se passer d'un niveau national de réflexico et d'expression? Même les moins convainces d'entre eux par l'utilité des «bureaux» et les plus réservés sur la « collégialité », mise en œuvre après le concile, répondent par la négative. Pour re nux évolutions de la société, prendre part aux réflexions éthiques et politiques, des outils intellectuels sont nécessaires. « Nous ne faisons aucun travail de recherche, ni de prospective, dit un évêque. Nous n'avons ni le temps ni les labora-toires. Nous naviguons à vue. »

HENRI TINCO

(1) Un article du Père Bernard Ses-boué dans le numéro de septembre 1992.

O A Grenoble, trola morts lors d'an règlement de comptes dans un bar. – Trois hommes out été tués et deux autres blessés dans une fusillade qui a éclaté, samedi soir 24 octobre à Grenoble, à l'intérieur de ben le Chiquito Toutes comptes

dn bar le Chiquito. Toutes connues des services de police, notamment pour des affaires de trafic de stupé-fiants ou d'association de malfai-

fiants ou d'association de malfai-teurs, les victimes ont été attaquées par deux hommes en cagoule et armés de fusils à pompe, qui oat fait irruption dans le bar avant de prendre la fuite. Deux d'entre elles avaient déjà été blessées en janvier 1988, à l'occasion d'un précédent règlement de comptes dans un autre bar grenoblois, à quelques centaines de mêtres du Chiquito.

Dix-neuf appelés intoxiqués par

inhalation de gaz au camp militaire de Sissonne. – Dix-nenf appeits effectuant leur service militaire au

94 régiment d'infanterie de la gar-nison de Sissonne (Aisne) ont dû être hospitalisés, samedi 24 octo-bre, à la suite d'une intoxication par inhalation de gaz utilisé lors ld'une séance d'instruction. L'acci-

dent s'este d'instruction. L'actident s'est produit alors que les
jeunes gens devaient passer dans
un tunnel et que des fumigènes
simulaient des tirs d'artillerie.
Selon la Circonscription militaire
de défense (CMD) de Lille, l'état
de défense (CMD) de Lille, l'état

de ces jeunes gens, incorporés début octobre, « n'inspire pour l'instant pas d'inquiétude».

MARABOUT

EN BREF

Tel.: 45.63.12.66 - FAX.: 45.63.89.01 Vente sur misie immobilière au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 19 Novembre 1992, à 14 h 30, en un tot, dans un ens, immob

VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur OSP - 64, rue La Boétie-PARIS

APPARTEMENT à PARIS 4° 17, rue Ferdinand-Duval
EN DUPLEX, dans le bătiment A comprenant : chambre, cuisine au 4et trois chambres, bains et W.-C. au 5- - cave

Mise à Prix : 100 000 F S'adr. à la SCP CHAIGNE, avocal à PARIS-16, 22, rue Bnissière. Tel.: 47-27-87-87. Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS el sur les lienx pnur visiter en s'adressant à l'avneat pnursuivant.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 3 NOVEMBRE 1992, à 13 la 30 PROPRIETE à TREMBLAY-EN-FRANCE (93) – 155, rue du Limousin compr.: une MAISON individuelle élevée s's-sol, garage, buand. Cave - Rez-de-ch.: cuis. Séjour, salon, 2 ch. s. de bns, W.-C. Combies Terrain de 522 m²

MISE A PRIX: 600 000 F S'adr. M. Bénédicte BERTIN, avocat à BOBIGNY (93), 2, aveaue Paul-Eluard. Tél.: 43-26-82-98 de 9 h 30 à 12 h. – SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés 2, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS.

publications judiciaires an Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 9 NOVEMBRE 1992, à 14 heures EN UN SEUL LOT

APPARTEMENT de 7 PIÈCES

apales au 3- étage, à gauche de l'ascenseur, divisé en : antichambre, cos, cuisine avec accès escalier de service, lingerie, 2 salles de baint, office, W.-C. - CAVE - PIÈCE et DÉBARRAS au 6- étage PARIS (17e)

15, rue Margueritte – MISE A PRIX: 7000 000 F
S'adresser à M' Jean NOUEL, avocat au Barreau de PARIS,
26, boulevard Raspail. Tél.: 45-49-00-79.
Sur les lieux pour visiter: le VENDREDI 30 OCTOBRE 1992
de 10 h à 12 h, le LUNDI 2 NOVEMBRE 1992 de 10 h à 12 h
et le MERCREDI 4 NOVEMBRE 1992 de 10 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 OCTOBRE 1992 à 14 h 30 EN UN SEUL LOT, dans un immemble sis

à PARIS-15° - 5, rue Mizon et 65, boulevard Pasteur APPARTEMENT de 5 P. Ppales 6 gauche, compr.: salon, salie à mang., 3 ch., salie de bains, cuisine, entrée, w. c. - Une CAVE au sous-sol portant le nº 12 Mise à Prix : 600 000 F S'adresser à M. SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS, deme 76, avenue de Wagram à PARIS-17 - Tél.: 47-63-29-24.

ÉDUCATION

Selon une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante

Les étudiants sont de plus en plus dépendants de leurs parents

L'Observatoire de la vie étudiante e diffusé, vendredi 23 octobre, les premiers résultats d'une enquêta consacrée au budget des étudients. De plus en plus dépendants de leurs parents, les étudiants dépensent, en moyenne, nour un célibataire, 5 300 france per mois.

Les liens entre les étudiants et leurs parents ne sont pas près de se distendre. Les premiers résultats de l'enquête révèlent que la part des dépenses assumées par les familles ne cesse de croître. Aujourd'hui, les parents financent en moyenne 60 % des dépenses de leur enfant Inscrit dans un établissement d'eneignement supérieur.

La faible eutonomie financière des étudiants est d'autant plus remarquable que ce phénomène , s'emplifie. En 1989, les familles supportaient 41 % du budget d'un étndiant, révélait alors une étude de la SOFRES sur les prêts étudiants. Dix ans plus tôt, la dépendance financière des étudiants était encer moins forte. Seloo nue encore moins forte. Seloo nne enquête de MM. Nabil Abboud et de Philippe Cazenave (1), seule-ment 23 % des dépenses étaient alors financés par les parents.

La forte proportion de jeunes de milieux aisés à l'Université - les enfants de cadres supérieurs repré-sentent plus du tiers des effectifs, autant que les enfants d'ouvriers, d'employés et d'agriculteus réunis — explique ce budget moyen assez élevé. Toutefois, des disparités importantes apparaissent aujourd'bui entre les catégories sociales. Les dépenses mensuelles de l'étu-

diant varient en effet de 4 362 F diant varient en effet de 4 362 F quand les parents disposent de moins de 8 000 F par mois, à 8 087 F quand ceux-ci gagnent 30 000 F ou plus. Les familles les plus modestes donnent i 194 F à leur enfant. A l'autre extrême, les foyers les plus favorisés fournissent 5 260 F à l'étudiant chaque mois. Ce sont les bourses et allocations d'études qui compensent ces diffé-rences dans l'aide familiale et non les revenus d'activités profession-

40 % habitent au domicile familial

Le lien financier qui relie les étu-diants à leur famille est renforcé par le fait qu'anjourd'hui 40 % d'entre eux n'ont pas quitté le domicile familial. Contrairement à une idée reçue, les jennes issus de milieux favorisés sont plus nom-breux à demeurer chex leurs parents que ceux d'origine sociale plus modeste. Il est vrai que l'enquête ne traite que des étu-diants inscrits à l'Université ou dans un institut universitaire technologique (IUI) et n'a pas pris ceux qui suivent un cursus en sections de technicieus supérieurs

En dépit de cette évolution, le logement reste le premier poste budgétaire pour les étudiants (16 % en moyenne pour on célibataire), devant les transports (15,7 %), les loisirs (15,1 %) et l'alimentation (11,1 %). Les étudiants dépensent beancoup plus, proportionnelle-ment, que la moyenne de la popu-lation en sorties, mais ils ne beneficient pas, lorsqu'ils ont quitté le domicile parental, du confort d'habitat «habituel» en France. Avec l'âge, tontefois, les étudiants ezgnent en autonomie. Les moins jeunes vivent plus rarement chez leurs parents, en recoivent moins d'aides, mais leurs ressources ang-mentent car ils exercent plus fréquemment une activité professionnelle. Pour ceux inscrits en troisième cycle, les revenus du travail tendent à égaler, voire à légèrement dépasser, l'aide familiale. En premier cycle, en moyenne, pour l franc gagné par l'étudiant, 5 sont versés par les parents.

82 Pr 199

5€ 3 "#" (FF")

 $(x_1, \dots, x_n)^{\mathrm{reg}}$

್ಷ. ಮಾ≃್

45.1

 $\frac{\partial \mathcal{L}^{(0)}}{\partial x_{i}} \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} = \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} \frac{\partial u_{i}}{\partial x_{i}} + \frac$

Commander.

12 No. 16 16

建工业主 ...

2222

L 12-11

المنت عدما

22 2 2 7

the state of the s

C. Acta

Sec. 25.2.2

420711507

 $d^{\mathbf{a}}_{\mathcal{Z}, \mathbf{b}_{\mathcal{D}, \mathbf{b}_{\mathcal{D}, \mathbf{b}_{\mathcal{D}}}}}$

BA3 140

100

2: E : 2: 2:

ela:

Les résultats complets de cette enquête devraient être disponibles vir de base de discussions à la ren-contre de La Villette, organisée les 15 et 16 décembre par le ministère de l'éducation nationale et de la culture ponr établir un bilan du plan social étudiant (le Monde du 22 octobre). Réalisée par le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vic (CREDOC) auprès de 2 000 étudiants sélectionnés par la méthode des quotas, cette étude se voit tou-tefois reprocher l'étroitesse de son échantillon. Le CREDOC n'e pu ainsi affiner l'analyse et établir les différences entre les étudiants inscrits dans les grandes villes et les antres. Au printemps, l'Observatoire de la vie étudiante devrait fournir une enquête plus large sur les conditions de vie des étudiants.

MICHÈLE AULAGNON

(1) e les ressources et les dépenses des étudiants en 1978-1979 », revue Educaletrimestre 1983.

INTEMPÉRIES

Plusieurs bateaux mis en difficulté-

par la tempête en Manche Les côtes et plunieurs régiona

françaines ont été beleyéen, dimenche 25 octobre, par une vio-lente tempête. En Menche et sur l'Atlantique, le vent a souffié en rafales à plus de 120 kilomètres à l'heure. On a même relevé den vitesses de 162 kilomètres à l'heure au cap de la Hague. . .

Plusieurs bateaux ont été en difficulté. Un ferry de Brittany-Ferries, transportant un millier de pernonnea, s dû attendre plus de six heures avant de pouvoir entrer dans le port d'Ouistreham (Calvados). Les dix hommes d'équipage du cargo (gloo-Lion (Bahamas) ont dû être évacués au large de Guer-nesey. Un hélicoptère françain s'est porté su secours d'un marin blessé à bord d'un cargo de la CEJ, et le canot de sauvetage du Conquet (Finistère) s pu prendre en remorque un yacht néerlandais. En outre, le canot de sauvetage d'Ouietreham e récupéré quatre véliplanchistes partis en mer maigré la tempête. Dans l'intérieur du pays, on a signalé des toits envo-lés, des arbres abattus et des lignes électriques rompues dans les départements du Calvedos et de la Mancha. Dans la région de Metz (Moselle), les vents forts et les pluies sbondantes ont également provoqué des dégêts maté-

FAITS DIVERS

Le système d'indemnisation des victimes de Furiani est prêt

Près de six mois après la catastrophe du stade de Furiani, à Bastia, tout semble prêt pour permet-tre l'indemnisation définitive des 2 200 victimes du drame. Seion le rapport de M. Alain Damecour, magistrat, et du docteur Denis VIIleleger, membres du « Comité de pilotage des victimes du 5 mai 1992 », présenté dimenche 25 octobre à Nice, un système d'indemnisation « totalement irré-prochable», déjà estimé entre 300 et 400 millions de francs, doit être mis en place. Six semaines seront nécessaires pour elerter lee familles. L'instruction menée par la chambre d'eccusation de la cour d'appel de Bastia, qui doit déterminer les responsabilités pénales dans catte catastrophe, est égale-

ment proche de son terme. Les dix-huit inculpés ont été remis en liberté, à l'exception de M. Jean-Merie Boimond, directeur général de l'entreprise nicoise Sud-Tribune. Le procès devrait avoir lieu eu cours du premier eemestre

REPERES

L'hôpital d'Albi-renvoie

MÉDECINE

un malade pour raisons budgétaires

M. Jean-Marie Azam, un hémophiln de querante-cinq ens, vient de saisir l'essociation des hémo-philee de Midi-Pyrénées après avoir été renvoyé, pour des raisons budgétaires, de l'hôpital général d'Albi (Tarn), le 5 octobre, vers une clinique où les produits sanguins nécessaires à son intervantion - la réduction chirurgicale d'un hématome dorsal - devaient être pris en charge par la Sécurité sociale grâce au système du tierspayant

L'edministration d'extraits sanguins coagulants, qui favorisent la cicatrisation des malades hémo-philes, coûte très cher. Pour M. Azam, le coût du traitement avait été estimé à 100 000 F. « Dans une salls d'urgance, on reçoit une centaine de ma jour, on doit procéder à des orientations en fonction de la patholo-gie, mais aussi parfois pour des sons économiques», n expliqué le directeur de l'hôpital, M. Maurice Plazanet, qui e ejouté que « la vie du malede n'était pas en dangar. » Selon lui, l'existence d'une enveloppe budgétaire unique pour chaque hôpital rend le pratique courante dans le service public. Le ministère de la santé n assuré que «si l'établissement en avait référé aux autorités de tutelle, il aurait pu obtenir les sommes nécessaires à un surcroît de dépenses », et e ajouté qu'une enquête allait être

CATASTROPHES

L'enquête sur l'accident . du Boeing d'El Al se poursuit

Le minietàre néerlandais des trensports s publié, samadi 24 octobre, une lettre dens lequelle le vice-président de l'ad-ministration américaine de l'aviation (FAA), M. Thomas McSweeny, écrit, à propos des causes de la catastrophe aérienne du Boeing d'El Al, le 4 octobre

demier à Amsterdam : «Puisque les défauts semblent se situer au niveau des frictions des réacteurs sur les pylônes et des pylônes eux-mêmes sur les ailes, le problème n'est probablement pas spécifique aux avions de fret (...). Nous poursuivrons notre enquête sur toutes les versions du Boeino-747. » Quant au bilan des victimes de la catastrophe, il vient d'être, une fois de plus, revu à la baisse. Alors que les premières estimstions faisaient état de 250 morts. le dernier bilen s'en tient à 43, auxquels pourraient s'ejouter cinq eutres disperue dont on ne sait pas encore s'ils ont péri dans l'accident. Le nombre des personnes identifiées s'est élevé à 39. Dans les jours qui ont suivi l'accident, 1 588 personnes avaient été portées disparues, la durée et l'intensité des températures de l'incendie comme la difficulté à recenser les clandestins présents dans les deux immeubles touchés par l'svion, laissant place à toutes les spéculations. - (Intérim.)

DROITS DE L'HOMME

M. Pierre Aidenbaum, nouveau président de la LICRA

A l'issue du 39 congrès de la Ligue contre le racisme et l'antisémitiame (LICRA), qui s'est tenu samedi 24 et dimenche 25 octobre à la Défense (Hauts-de-Seine), M. Pierre Aïdenbeum e été étu président de ce mouvement, en remplacement de M. Jeen Pierre-Bloch, quatre-vingt-sept enn, qui ne sa représentait pas après vingtcinq enn de mendat. M. Jeen Pierre-Bloch avait adhéré à la LICA (la notion de racisme s été ajoutée ultérieurement) dès sa fondation en 1927. Il fut l'un des plus jeunes députés élu en 1936 dans l'Aisne où il fit toute sa carrière politique. Prisonnier, puls évadé, il rejoignit la Résistance à Londres en 1943 et fut commissaire à l'intérieur du gouvernement provisoire, puls secrétaire d'Etat jusqu'en 1946. Il se spécielisa ensuite dens len affaires de presse et devint en 1968 président de la LICRA.

INé le 3 mai 1942 au Puy-en-Velay [Né le 3 mai 1942 au Puy-en-Velay (Haute-Loire), M. Pierre Aldenbaum est le fils de Joseph Aldenbaum, cofondateur en 1927 de la LICA. Gérant de société, conseiller municipal socialiste de Paris depuis les élections de mars 1989, il était depuis 1981 secrétaire général de la LICRA.] Botha. plendem

Naas Botha, splendeur et misère des Springboks

porté sa première victoire à domicile contre une sélection sud-efricaine en battent les Springboks 29-16, semedi 24 octobre au Parc des Princes. Après la défaite lors du premier test-match à Lyon, les Français se sant logiquement imposée grâce à deux essais d'Olivier Roumat et Afain Penaud, contre un essai de Danie Gerber et neuf points de l'ouvreur vedette des Sud-Africains, Naas Botha.

l'Operatoire de la vie étudiane

mrs parents

ridic de affer de a foi p de grandes dissement de de 2007 de par revos de 2007 de partir de de 2008 de services de

THE WALLES WHEN THE PARTY OF

A desirent charges must

the designation of the same of the same of the same same of the same same of the same same of the same

me wie mitte gereferrien

nine francise out eenlinge

and the present by the terms

see from the questions

PROPERTY AND ACC

Beer mit beet gigt figer

See Bern Florigere south

a appertat gernert.faire

APPROXIMATE SUPERIORS

the die contact and desirate, in a manufa de prentities processes from the desirate from the contact desirate from the d

gaine germmetreamilie.

de desergent de la prigni-

mentions made income themselve

normalis in that specify in

Marine wing with reprised ago

Commence the M. Jean.

THE WAY SEE THE WAY SEED TO

spiritual the spiritual finisher before

a de muive secretare

TALL STYCE

the Surperment

militaria Azare, un habenta

Management of the State of the

Application to books

Mile. Carte of 5 exception.

elemente de son crescheta

de delication description

terester to territar mounts

the state of the Salarita

then be rightere he toes

DESCRIPTION THEOLOGY 44"

BOOK SHAT PROPERTY THE PARTY

Telling Trans. Trans. Property.

supplement to the transit to

the sale of weather the

Controller de repartes par

the brokening a part chains

PROPERTY IN A CHARLES

mente partera provi dan monormones, a esperado

and in Johnson to Man-

Marie de September 19.00 x 20

Bullet & State Late or the

Min sir Tentamente d'une

IT SHEET WAS A STREET

Service married by the strategies

THE PERSON NAMED IN

THE RESERVE A STATE OF THE SERVE SERVE

STATE THE PART OF STATE

title of metals, i more in

W MATTER THE WEST STORY &

THE PROPERTY OF A ST. ST.

FARR BURNEY STATE BUD.

Addition and Exemples in

and the sale of the sales of

MAN PROMOTE AND

ment descriptor spiritual

EPERES

witherare ufer auer

se plus en plus dépendants

Estat a transfer of a section of states

Care property of account to the control of a

Control of the contro

point service of the following the service of the s

Las resultate septem er p

consiste de . Lori die diment

A la minute qui top la la religion le

vir de t... - ... await me 2 h &

Country of States

de l'estate de l'estate de la culture p

plan we a middle of Mona

Control of the last the first of Care

or recording to the state of the

or rectangle of the second of

erban :

State April 1997 Control of Miles

Afficial to the state of

Cattle trans and the same and a

Stirra de la companya desp

Batte de la conferencia del

les passines : : # single

AND STATE OF THE RESERVE

Private T27

Markett Charles and Asset Acts

Miles

心臓のたと たいいりょうてん

Meson policy of the united states

the region of the real bary

Ger a carest to the terminate

used the property selections.

表有知者 中心的 化工工作作用的 经营

Berry farmer to at a 15 to 100

le der ter ber ber ber ber be.

manuscript in the contract of the

Aufrige Graffen in fin er Will

gram men, and it is an over more to

content in some to become

River Children, Franch Community (1992)

WE SHIT I SHE WAS STORY

1 See programme country to the

tion and parties of the contract land

THE LEGISLANCE CONTRACTOR OF THE PARTY

Comment of the Control of the Contro

The state of the s

DROITS DE L'HOMME

A sport for the Fig. 2.

The state of the state of the

PROPERTY OF THE PROPERTY OF TH

maint et il and the second of the second of

M. Commercial Commerci

Supplier of the supplier of th

Art the first of t

All restricts to the second second second

Land on the second of the second

the large states of the large A

The state of the s

en flut understande in de gestelle flut gest

The second secon

M Pers Aperson

about the second

de a . Fr

MICHELE PLANS

the state of the s

the state of the s

ALK ...

The second secon

* ils ont pris leur rugby par le bon bout. * Daos la bouche de Pierre Berbizier, la phrase est reve-nue cent fois, comme un long sou-pir de soulagement. Après l'humi-liation lyonnaise, le sélectionoeur de l'équipe de France n'avait cessé de rabâcher à ses rugbymeo la seule règle simple du jeu ovale : tout commence obligatoirement devant, et s'achève éventuellement derrière. Au Parc des Princes, ses joueurs o'ont récité qu'une leçon à moitié retenue. Eo mêléc, co touche, dans les regroupements, les avants français ont beaucoup glané. Et les trois-quarts oot beaucoup gaspillé, par excès de zèle, mala-dresse ou précipitation.

Mais ces oouvelles preuves du malaise qui frappe actuellement le jeu à la main français importaient peu. Le pack tricolore dominait trop les guerriers springboks pour

que quelques fautes puissent annu-ler son avantage. De mélées cufon-cées en muls pénétrants, les nvants bleus ont réussi l'essentiel, ce qu'ils n'avaient au réaliser à Lyon : faire tomber Naas Botha de son fauteuil, ébranler le socle sur lequel l'ouvreur des Springboks e construit sa gloire.

Hendrik Egnatius Botha szit, lui, depuis longtemps par quel bout prendre son rugby. Lui derrière, les molosses devant, et les autres confioés dans des tâcbes subal-ternes. Son visage, après un match, sert de résumé à cette conception du jen. Ces traits lisses et cette mèche hien peignée qui le font res-sembler à un adolescent malgré ses trente-quatre ans, les avants les payent en égretignares et en oreilles décollées. Botha oc porte aucune marque de ces combais que d'autres livrent pour lui fournir des muoitions et lui laisser le temps d'ajuster ses coups.

Une alchimie complexe

Mais, à la tête de la sélection régionale du Northern Transvaal, l'uoc des meilleures de la Currie Cup sud-africaioe, ou chez les Springboks, l'ouvreur sait rembour-ser le prix de cette abnégatioo. Ame et cerveau de soo équipe, il joue tous les rôles que ses avants oe penvent assumer, tons ceux qu'il refuse à ses lignes arrière. Il est d'abord le buteur. Avec

son pied droit, Naas Botha a

crits en sélectioo. La tactique de l'oovreur énouse exactement les contours de ce pied presque infail-lible. Calé loio derrière son pack, l'ouvreur sait poignarder les défenses adverses avec des coups de pied aimantés par ls ligne de touche. Il est le capitaine, dont l'autorité est renforcée par son statut de vétéran, seul rugbyman de l'équipe actuelle à avoir joué sous le maillot vert evant la période du boycottage international, lors de la tournée controversée des Springhoks co Nouvelle-Zélande, en

De cette période d'isolement, Nass Botha tire sa personoalité atypique et son expérieoce. Lui seul a su s'extraire d'un milieu qui vivait en autarcie eo ébauchant une hrève carrière dans le football américain. Puis en se partageant entre le Northern Transvaal, basé à Pretoria, ct le club italien de Rovigo, dont le salaire lui permet de vivre comme le premier professioooel du rugby sud-africain. L'Afrikaancr est ainsi devenu davantage qu'une vedette dans son pays: un trait d'uoion cotre le passé et le renouveau, cotre l'étranger et la culture nationale. Mais il coosacre la même vébémcoce à plaider pour la fin des rivalités entre régions sod-africaines qu'è refuser sur le terrain d'unir les deux parties d'un jeu équilibré, la cooquête et l'attaque. Comme si Naas Botha saisissait les difficultés du personnage sux multiples fscettes et au talent unique ne fonctionne que lorsque son paquet d'avants domine une rencontre.

Ce fut le cas à Lyon, lorsqu'il sur transformer les cadeaux français en matelas de points. Mais lorsque, devant lui, le digue du pack s'ef-frite, Naas Botha semble se noyer plos vite que les autres ouvreurs. L'accelératent des Springboks devient alors boulet, le principal atont de l'équipe se mue en handi-cap. Ce fut évident lors du testmatch contre l'Australie, où Botha se mit à sombrer peu à pen dans l'indigence. C'étail également sensible au Parc des Princes.

Symbole du passé

Devant la domination des avants Devant la domination des avants français, le capitaine springbok a certes été obligé de tenter des innovations. Quelques balloos ont échappe à sa botte pour parvenir jusqu'aux mains de ses trois-quarits. Mais ces passes sautées, répétées comme une leçoo apprise sans conviction, n'ont pas su gagner la distance que le pied o'avait plus le temps de franchir. La position de Botha, si éloignée de la ligne d'avantage, pécalise d'emblée toutes les tentatives d'attaque à la main : les trois-quarts doivcot courir à la recherche des lignes adverses avant même de chercher à les francbir, « Je pense que nous aurions connu d'autres difficultés st

Hendrik Le Roux, avait pris la place de Botha à Paris. Avec son jeu à la main imprévisible, lui sait inquièter une défense. Alors que les coups de pied de Botha deviennent prévisibles lorsqu'il o moins de temps pour les ajuster.»

Meilleur joueur du test-match de Lyon, Naas Botha est redevenu, à Paris, le rugbymao cootesté du début de la tournée fraoçaise, le symbole de la splendeur passée, ressuscitée le temps d'un égarement bleu, et de la misère actuelle du rugby sud-africaio. Au Parc des Princes, le deuxième essai tricolore ressemblait à un affront envers un oueur qui ne devrait plus tarder à prendre sa retraite internationale.

Derrière sa mēlée enfoncée, le capitaine des Springboks ne parais-sait plus capable que de brasser de Pair, sans pouvoir intercepter Alain Pensud, qui le frôlait presque sciemmeot et le oarguai jusque dans l'en-but. «J'espère que ce sera la preuve qu'un ouvreur peut mar quer des points autrement au ovec ses pieds », souriait le Français, auteur de trois essais en deux testsmatches.

Pour les Springboks, c'était la preuve supplémentaire que les pro-grès d'une équipe passent par uoe prise de risque que oe s'autorise pas leur ouvreur. Pour les Français, c'était un encouragement à perséverer dans une voie encore hési-

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL: les clubs russes

formation, sans chercher à en

Etre après avoir été

Malgré l'éclatement de l'empire, les principales équipes restent compétitives sur le plan international

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Non, je ne suis pas conservateur, mals, quand même, cette équipe d'URSS, c'était quelque chose! On jouait avec des Baites, des Géorgiens, des Ukrainiens.» Comment ne serait-il pas nostalgique, Nikita Simonian, soixantedeux ans, lui qui a été longtemps un des attaquants les plus en vue du Spartak de Moscou et de equipe nationale sovietique, avec laquelle, se souvient-il, il a rencon-tré plusieurs fois l'équipe française des Kopa, Jonquet, Remetter? Aujourd'hui premier vice-président de la fédération russe de football, il sait bien que la page a été définiti-vement tournée en juin 1992, lors-qu'une piètre équipe de la CEI – « Une équipe de n'importe quoi », dit-il – se laisait battre trois buts à zéro par l'Ecosse, au cours du championnat d'Europe des nations.

compare à l'ensemble de la situa-tion du pays, le football russe n'a pas trop mal digéré l'épreuvc. Ainsi, sur les quatre équipes mos-covites qui avaient passé le deuxiéme tour des coupes européeones, deux ont encore tootes chemin: le Dynamo est allé battre 2-1 le Torino chez lui en Coupe de l'UEFA, et le Spartak, à Moscon, co Coupe des vsinqueurs de coupes, a triomphé de Liverpool 4-2, après on metch de toute beauté. Si le Torpedo, écrasé 5-2 par le Real à Madrid, semble d'ores et déjà éliminé, le CSKA — match nul (t-l) avec Barcelone, à Moscou, en Coupe des clubs champioos - peut espérer uo miracle fors du match retour.

Apparemment, et surtout si oo le

Morosité et hooliganisme

Tout, pourtant, pouvait laisser craindre une véritable débacle. La désaffectioo du public tout d'shord : ai, cn moyenne, 30 000 spectateurs assistaient aux matches de championnat il y a dix ans, oo n'en compte plus que 5 000 aujourd'hui! Ils étaient tout juste 10 000, le mois dernier, au stade Lénine de Moscou, qui peut abriter plus de 100 000 personnes, lors de in rencontre au somme Spartak-CSKA, qui devait pourtant décider de l'issue du championnat (Spartak vainquenr et champion par la même occasion). Et, bien que les billets aient été gratuits ce jour-là, pas plus de 50 000 Mosco-Spartak contre Liverpool.

a Les gens ne vont plus au football, mais ils ont aussi déserté les salles de spectacles et toutes les manifesitotions populaires », constate, comme pour se consoler, un supporteur moscovite. La crise économique, la psychose de l'insécurité, le manque d'essence, mais aussi la morosité qui caractérise la Russie d'avjourd'hni, expliquent cette faible affluence.

En revanche, si les suppporteurs sont moins combreux, ils se fonl davantage entendre. Drapeaux, écharpes, fusées, cris, il est bieo fioi le temps des sages tribunes soviétiques, où le «meilleur public du monde» oe se risquait jamais au moindre débordement. La police veillait à empêcher toute manifestation excessive. A voirjeudi dernier, les jennes fanatiques du Spartak, passablement étréchés, vociférer en sortant du stade, on s'en prenait presque à regretter le temps des verres de vin chaud à la cannelle vendus à la mi-temps pour quelques kopecks. Compte tenu du mal de vivre de la jeunesse russe, oo risque d'chlendre parler prochainement de «hooliganisme» sur les stades russes.

Autre question: comment vont fioancer les clubs de football? L'Etat soviétique, et tous ses organes, oe lésinaient pas sur les moycos pour eotretenir des équipes. Aiosi, à Moscou, le Dynamo dépendant du ministère de l'intérieur, le Spartak des syndicats; lc CSKA était l'équipe de l'armée et les gigaotesques usioes de fabrication aotomobile ZIL subvensient aux besoins du Torpedo. « Nous sommes mointenant confrontés à des problèmes d'ar-gent, admet Nikita Simonian, alors que, avont, nous n'y pensions jamais: c'était l'État qui payait » Le directeur du Spartak, Youri

Chaliapine, ne voit pas que des inconvénients daos cette nouvelle donne : « Certes l'Etat s'occupait de nous, mais un peu trop peut-être. L'équipe de football devenait ainsi la quasi-propriété des responsables du parti. D'nutant plus que la situation financière du Spartak s'est assez vitc rétablie. « Il y a trois ans, au début de la perestroite, cela a été très difficile, nous devions mendier de l'argent à la mairie de Moscou pour trouver un appartement pour les joueurs qui arrivaient. Maintenant, nous sommes plus riches s, reconnaît Your Chaliapine. Le chib, qui va se transformer en société par actions, envisage d'améliorer les installations du stade Lénine, d'ouvrir un restanrant et un certain nombre de magasins.

Saoa doute la comptabilité du Spartak n'est-elle pas un modèle de glassost et il est difficile d'obtenir des renseignements précis sur les différentes sources de financement.

Yougoslave vivant à Paris, Myrko bles par mois : cinq fois le salaire Chicbovic est un des priocipaux sponsors de l'équipe. Président de l'entreprise d'embsilage UNIPAC, il dit avoir signé un contrat d'a peu près » un demi-million de dollars avec le club moscovite, «Quand je pensals à la publicité dans l'ex-Union soviétique, je pensais d'abord au football s, explique-

de joueurs

Une chose est certaine : la principale source de revenus reste la veote de joueurs aux clubs étrangers. Une manne, compte tenu du coût de la vie et de la faiblesse du rouble. Ainsi, le salaire d'un joueur du Spartak se monte à 20 000 rou-

Exportation

moyen à Moscou, peut-être, mais l'équivalent de moins de 400 francs. Uo boo transfert, et voilà un club qui peut vivre sinoo dans l'opulence, du moins dans un relatif confort. Officiellement, la vente d'Alexandre Mostovoï à Benfica a porté sur 1,4 million de dollars (près de 500 millions de roubles). De quoi acbeter, en Russie cette fois, les jeunes joucurs les plus prometteurs. L'équation posée par Youri Chaliapioe est simple: « Je vends mes joueurs en dollars et j'en achète d'autres en roubles. »

L'exil n'est pas toojours facile. Certains joucurs font les beaux jours de leur équipe - Zavarov à Nancy, Dobrovolsky, le Pelé suisse. so Servette de Genève. D'autres sombrent dans l'aoooymat. Certains souhaitent retourner, un jour, ebez eux. D'autres ont décidé de faire leur vie en Occident. MostoPomarev a demandé l'asile politique en Suède. Ce même Pomarev qui racoote qu'au moment de son transfert, en 1989, son club avait touché 60 000 dollars mais que son salaire en Suède ne dénassait nas 3 000 couronnes, soit la moitié de l'allocation-chômage. Pour le moment, cette exporta-

voï a été naturalisé portugais,

tion massive de joueurs permet au fontball russe de continuer à vivre, voire à gagner. Jusqu'au jour où l'bémorragie sera trop forte. Si, à Moscou, les grands clubs parviennent à s'en sortir, les équipes de province sont moins florissantes,

Les résultats

FOOTBALL CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Douzième journée) Le Havre b. Lille ... Caen b. "Lens *Bordeaux b. Sochaux 3-0 Nantas b. Montoellier Marseille b. Saint-Etienne Lyon et Metz Paris-SG b. "Toulon... Auxerte et Toulouse..

> Deuxième division Douzième journée) GROUPE A

Paris-SG, 19; 3. Auxerre, Monaco et Mar-

'Mulhouse at Nice Ales b. "Istres..... Nancy b. Bastia... *Perpignan b. Valence,..... Sedan b. *Rodez Crétell b. Annecy..... Eninal b. Martinuss. Charleville et Louhans-Cuiseaux. *Ajaccio et Carnes 1-1 Classement : 1. Mertigues et Sedan, 16 pts ; 3. Mulhouse et Nancy, 14 ; 5. Perpignan, Bastie, Cennes, Istres, Nice et Charle-ville, 13.

GROUPE 8 Angers b. 'Tours...... Beauvais et Rouen..... 1-1 "Red Star b. Amiens... "Dunkerque b. Niort. Gueugnon b. Laval . Guingamp et Bourges Rennes b. Lorient... "Le Mans b. Ancenis La Roche-sur-Yon b. Chateauroux 2-1

Classement: 1. Rouen, 19 pts; 2. Angers, 18; 3. Rennes, Beauvais et Niort,

but de Jean-Pierre Pspin, dimanche 25 octobre, le Milan AC s battu le record d'invincibilité en championnat d'Italie avec 41 matches sans défaite.

Grand-Prix du Japon de formule 1 L'Italien Riccardo Patrese (Williams-Re-nault) a gagné ls Grand Prix du Japon, dimanche 25 octobre, sur le circuit de Suzuka. C'est la première fois que le moteur Renault triomphe sur les terres de son rival Honda.

Championnat du monde

Première division

sinon totalement exsangues. Certaines ne Irouveot plus l'argent oécessaire pour aller disputer des malches dans une autre ville. JOSÉ-ALAIN FRALON

Championnat d'Italie (Septième journée) En allant gagner à Parme, 2 à 0, dont un

AUTOMOBILISME

Classement: 1. Patrese (Ita, Williams-Renault), les 310,7 km en 1 h 33 s (moyenne: 200,168 km/lh; 2. Berger (Aut, McLaren-Honda) à 13 s; 3. Brundis (G-B, Benetton-Ford), à 1 min 15 s; 4. De Cesaris (Ita, Tyrell-Ilmor) à 1 tour; 5. Alesi (Fra, Ferrari à 1 tour; 6. Fittipaldi (Bré, Minardi-Lambornéis) à 1 min 15 s; 4. De Cesaris (Ita, Tyrell-Ilmor) à 1 tour; 6. Fittipaldi (Bré, Minardi-Lambornéis) à 1 tour; 6. Lamborghing à 1 tour.

1. Mansell (G-B), 108 pts; 2. Patrese, 56; 3. Senne (Bré), 50; 4. Schumacher Championnat du monde

des constructeurs 1. Williams-Rensult, 164 pts; 2. McLa-ren, 89; 3. Benerton, 81.

> BASKET-BALL CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Limoges b. flacing PSG	93-78
Pau-Orthez b. "Levallois	77-76
Gravelines b. 'Cholet	83-64
'Antibes b. Roanne	92-89
CRO Lyan b. "Dijon	109-90
Classement: 1. Limoges, 18 p Cholet, Antibes et Racing PSG, 16; velines et Pau-Orthez, 15.	1s; 2.
Choiet, Antibes et Recing PSG, 16	5. Gra-
velines et Pau-Orthez, 15.	

CYCLISME Grand Prix des Nations

Le Beige Johan Bruyneel s'est imposé samedi 24 octobre, à Palma-de-Majorque dans le Grand Prix des nations. Ce contre-la-montre individuel était l'ultime épreuve de la Coupe du monde de cycisme 1992, qui revient à l'Allemand Otaf Ludwig, quator-zième de cette demière menche.

JUDO

Championnat d'Europe par équipes Les Françaia ont gage dimanche 25 octobre à Leonding (Autriche) les championnats d'Europe de judo par équipes, confirmant leurs résultats des Championnats d'Europe individuels et des Jeux olympiques de Barcelone et réussissant le deuxème doublé de leur histoire agrès celui de 1986. Les messieurs se sont imposés face à l'Al-Ismagne (5-1) et les dames ont bettu lea Pays-Bas (4 à 2).

HOCKEY-SUR-GLACE

Tournée française au Canada L'équipe de France de hockey-sur-glace a obtenu, vendredi 23 octobre, une victoire historique sur le Canada (3-5) lors de sa tournée dans le pays. Samedi, les hockeyeurs canadiens ont pris leur revanche en bartant les bleus (6-3).

TENNIS: le Grand Prix de Lyon

Pete Sampras panse ses plaies

Veinqueur du Grand Prix de tennis de Lyon 1991, l'Américain Pete Sampras, tête de série numéro un, a conservé son titre en battant dimanche 25 octobre le Français Cédric Pioline (6-4. 6-2). L'Américain retrouve la deuxième plece du clessement mondial derrière son compatriote Jim Courier.

LYON

da notre envoyée spéciale

Longtemps, Pete Sampras a hésité avant da revenir défen-dre son titre à Lyon. Comment oublier qu'un mois eprès son triompha da 1991, il était vaincu par Guy Forget en finala de le Coupe Davis, parmettant à la France d'enlayer le saladier d'argent aux Etats-Unis? Sampras porta cette défaita comme un soufflet cuisant qui lui brûle encora la joue. « C'est un souvenir indélébile dans ma carrière, reconnaît-il. J'espère seulement qu'il va pau à peu e'enfouir au plus profond das mémoires. »

Peut-êtra eusai lui fallait-il effronter le sort lyonnaia pour oubliar sa déconvenua contre Stefan Edberg lors de la finale de l'US Open en septambre et renouer avec un succès qui le boudait depuis Indianapolis, en août. Apràa Plushing Meadows, Sampras a

mis aa raquetta en vacances. Pendant trols samalnes, i avoua avoir voulu oublier la bruit de la petita balle qui lui cognait trop fort dans la tête.

Graca à sas précédentas prestations, réguliàras sans êtra mirifiquaa - ca jouaur se débrouille fort bian sur toutes las aurfacas - at grāca aux damlars résultats an demi-teinte d'Edharg, l'Américain a ravi au Suédois la dauxième place du classement mondial... pandant qualquaa jours d'au-romne seulement. Tout doucemant, il a repris l'entraînemant at a contribué à la qualification de l'équipe américaine pour la finale de la Coupe Davia. D'un cœur plus légar, il a retrouvé le circuit international à Lyon.

Sortir de l'ombre de Courier

Pandant una samaina, l'enfant saga du tennis américain a patiamment hâti sa victoire. Comma un géomètra attentif, il a tiré ses coups au cordeau la long des lignes. Sans jamais ébouriffer ses boucles brunas. il a renvoyé an toute quiétude tous las treits las plus perfides da sas advarsaires dans un cours à la surface trop rapide pour êtra apactaculaira. En véritabla maçon, il s'aat conatruit una Iortarassa inaxpugnabla à violents coups de trualla, bian planté sur ses jambes solides, gainées désor-mais da cuissards blancs. Un artista, anfin, au poignat magi-qua. Capeble da masquer ses coups avec una rara élégance, de varier la vitesse de son service avec una sourienta malice. il a aaphyxié des adversairas écœurés. Ainsi, Malivai Waahington, la numéro 14 mondial, balayé en demi-finale an una petite haura. Ainsi Cédric Pioline. Combatif er valeureux, la Français a d0 a'inclinar an une heure, transpercé par las ravers croisés da l'Américain et finalemant assommé par des servicas qui allaiant juequ'à hombardar le public des premiers rangs.

Peta Sampras reviandra à Lyon. Il l'a promis. Il a ratrouvé, dimanche, sa plece de numéro deux mondiel et, à vingt at un ans, il n'antend pas, hien sor, rester éternellement dans l'ombre da son compatriota Jim Courier. Il avoue cependant qu'il n'a pas encore brisé le «tabou» de la Coupa Davis. II feudra attendre décembre, la rencontre finala contre la Suisaz, au Taxes. Aux côtés da Couriar. Agassi et McEnroa et très loin da Lyon, Pete Sampras entend être l'artiaan de la victoire américaina. Pour sa faira pardonnar. Pour panser une pinie si dure à cicatriser.

BÉNÉDICTE MATHIEU

W ME COUNTY M SE N

SHOW MEMORIAN AND Pariet Pariet 3 - 18 Miles when there is also · wer production of an THE STATE OF THE S

養養學 起 海 鱼 取出的中 二十二十二

CINÉMA

Réalités italiennes

Aux Rencontres d'Annecy, les signes du renouveau et d'un retour au réalisme

ANNECY

de notre envoyé spécial

Les Rencontres du cinéma italien d'Annecy, qui se sont achevées le 24 nctobre, ont dix ans. D'hum-mages en rétrospectives, de confir-mations en découvertes, l'histoire du cinéma italien depuis dis ans passe par Annecy. Cette année, on n pu revoir des films du Marin Soldati, Vittorin Cottafavi, Riccardo Freda, Federico Fellini, Alberto Lattuada, Luigi Comencini et Giuseppe De Santis, et rendre hommage à Giuseppe Bertolucci (prix Sergio-Leone) et à Simon Mizrahi, qui fit tant pour imposer ln cinéma italien en France. Mais c'est vers la compétition que se portaient les curiosités.

Dix films, première ou deuxième œuvre, de nouveaux réalisateurs que le public français ne connaît pas. Dix films qui n'auraient pas existé sans les subventions du ministère italien du tourisme et du spectacle. Cet organisme bicéphale apporte son soutien à ce que nous appelons chez nous le cinéma d'auteur. Et, au bout du compte, la consécration de Verso Sud, le premier long métrage de Pas-qualn Pozzessere (trente-cinq ans), qui fut assistant de Pupi Avati et Francesco Maselli. Le film e obtenu le Grand Prix des Rencontres, le prix du scénario et celui des cinémas d'art et d'essai (CICAF).

A Rome, Paola, jeune définquante qui sort de prison, rencontre Eugenio, un garçon vivant de petits lar-cins et dormant dans les wagons de

chemin de fer. Ils zonent ensemble. lls s'aiment. Paola est mère d'un enfant de quatorze muis qui a été confié à une institution pour mineurs. Elle risque d'en être séparée. Elle l'enlève. Le couple part vers le sud de l'Italie uvec le bébé dans l'espoir de vivre une autre vie. Les films de Marco Risi ou les Enfants volés, de Gianni Amelio, marquaient déjà un retour à la réalité sociale contemporaine. Verso Sud peut se rattacher à ce courant, mais dépasse le constat de déliquescence sociale et de misère matérielle par son roman-tisme sur fond de crise économique,

> Désarrois sentimentanx

qui peut rappeler les Amants de la nuit de Nicholas Ray.

Parfaitement interprété par Anto-nella Ponziani et Stefano Dionisi, le film est tourné en décors naturels avec de petits moyens, une grande rigueur de la mise en scène et en son direct. Le néoréalisme des origines evait, pour diverses raisons, abandonné la prise de son directe. Habitude bien installée ensuite dans les studios italiens. Le retour au son direct est une sorte de révolution et une façon de se situer par rapport à la production traditionnelle. .

Excepté Ambrogio, de Wilme Labate, histoire assez mièvre, située au début des anuées 60, d'une adolescente qui veut devenir capitaine au long cours, tous les films pré-sentés en compétition tenaient

compte de la situatinn sociale en Italie. On voit réapparaître là les soupes populaires, les bureaux d'as-sistance, les familles éclatées, les désarrois sentimentaux et sexuels jus-

que dans les classes aisées.

Dans Manila Paloma Blanca, de Daniele Segre, un vieil acteur sorti d'un hôpital psychiatrique, obsédé autant par ses rancimes que par ses chimères, bouleverse la vie d'une jeune femme juive de Turin (l'oc-casion de découvrir une ville et une communauté). Sous l'humnur des situations et de la mise en scène, Cinecittà Cinecittà, de Vincenzo Badolisani, tourné en partie sur le platean du Capitaine Fracasse de Scola, rend compte de la double crise du cinéma et des liens sentimentaux privés et professinnnels. Dans Quattro figli unici, de Fulvio Wetzl (ces trois films not obtenu une mention du jury), une fillette d'une douzaine d'années truffe son appartement de micros pour épier son entourage et mettre les compor-tements en fiches sur ordinateur. Il ne s'agit pas de voyeurisme ou de perversité, mais d'une tentative de réinventer les tiens familiaux et

L'emprise de la télévision est manifeste dans beaucoup de ces ouveaux films (convention de sobnarios, rythme narratif, facon de cadrer). C'est sans doute de cela qu'il faut se débarrasser an plus vite. Mais quelque chose est en marche.

JACQUES SICLIER

LA BELLE ET LA BÊTE de Gary Trousdale et Kirk Wise

Le château enchanté

Un bon dessia animé selon les critères Disney, c'est une histoire fécrique, une série de personnages en miques, attendrissents, effrayants, poétiques. C'est de l'action, des chausons, de l'humour, de la loufoquerie, du rêve, un pen de morale et tout ce qu'il est impossible de réaliser avec des comédiens humains, même en vaioutent des humains, même en y ajoutant des images de synthèse et des effets spéciaux.

La Belle et la Bête, nouvelle et luxueuse production des studios du bon Welt, possède toutes les quali-tés requises. L'histoire est simple. Le spectateur le plus innocent sait bien que Belle n'épousera pas Gaston, le bellâtre frimeur aux muscles de culturiste. Quand elle se rend an châtean de la Bête pour prendre la place de son pauvre bonhomme de père enfermé dans une cellule, le sort en est jeté. Elle aimera, et son amour exorcisera la Bête, qui redeviendra le bean prince qu'il fut avant d'avoir chassé une pauvresse venue lui demander la charité...

Mais, entre-temps, tout l'arsenal du genre aura été mis à contribu-tion : sur un rythme échevelé défile me galerie variée de personnages à l'aspect humain, d'autres en forme d'horloge, de théière et de tasse, plus un chandelier qui chante comme Maurice Chevalier et conduit un éblouissant ballet façon Busby Berkeley. De la comédie musicale su film de cape et d'épée.

COLETTE GODARD

THÉATRE

Dernière parade pour Cargo 92

de notre envoyée spéciale

Il était 16 heures, semedi 24 nctobre à Nantes, quand a'est mise en merche la darnière parade de Cargo 92 : les armées à travers les âges vues par Royal de Luxe et la Mano Negre. La premièra parada aveit eu lieu à Caracas (le Mande du 23 avril) et marquait le coup d'envoi d'una npération da prestige qui, organisée par l'Association françaisa d'action srtistique (AFAA), a percouru pendent als mais l'Amérique latine.

Au centre de Nantes, les rues avaient été interdites à la eirculatinn automnbila. Une foule impressionnente se bala-dalt en liberté, les anfants à califourehun aur las épaules paternelles, les chiena mélant leura ebolaments affolés aux pétarades et feus d'artifica. Fête de famille un peu hâtive, dans une ambiance aux couleurs du ciel venteux.

> Six mois ensemble

C'ast dur de vivre six moia enaemble, mêma quand le triomphe est là. C'est dur aussi de terminer une aventure. Royal de Luxe prend du large, La troupe abandonne la Vérita-

ble Histoire de France, qu'elle tourne depuie plus de deux ens. Pendant quelques mole, elle va travailler sur des spectecise moins lourde, conçus pour des occasions précises et uniques : par exemple, l'inauguration de la nouvelle ligne de tramway de Saint-Denis.

Le retour de Royal de Luxa à Nantes, sa villa de base, correapundant à la troisième édition des « Altumés ». Manifestatinn . pulitien-culturalle comma la plupart des festivals, bénéficiant d'un grand remueménage médiatique. Le principe est de donner aux nuits nantaisea, pendant une semaine, un goût étrange venu d'elleurs. De Buenne-Aires, cette année, et, comme les autres années, en invitant des artistee nun institutionnels. Mais en projetant des films officiels, plus faciles à obtenir et moins coûteux que les spectacies vivants.

La 24 netabre vers 22 heures se déchaînait une fête bruyante ; Nantes evait buttu Montpelller par six à zéro. Les Argentina présents n'ont pas été les derniers à hurler feur enthousiesme pour le football et la victoire de leur éphémère patrie.

COLETTE GODARD

E MONEL

2.3

Talla yata a te

The Control of the Co

and the second

Grazura alla

Commence of the

AND DESCRIPTION OF THE

J. 14 . . . 111

. . . : - ، : - . .

₩:4" m ...

Action to the second

Z 1 23

72.2 ...

72:14 th

A 25.

T.

2:xr

a de la constante de la consta

TE CE TO

1 1

== × 6.:

T---

2.2

Etaber in a na

300 × 111111

72 E3 97 H T. T. e. nan

17.1

URBANISME

L'architecture en projet

Ou hien faut-il comprendre l'achitecture française à travers l'accumula-tion de ratés qui fait l'essentiel et du bâti et du développement récent des villes? On le voit hien au SIA où, malgré une sélection aussi vigilante que l'autorisent les exigences finan-cières du Salon, la médiocrité pourebassée rentre aussitôt par les

Le SIA était heureusement inauguré par M- Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, qui est restée un temps inhabituellement long dans la Crande Halle de la Villette visitant chaque stand et réconfortant ses «troupes», victimes d'une perspec-tive assurément morose (le Monde tive, ou la concurrence de la FIAC, qui ouvrait ses portes le même jour, voire celle du Salon international de l'alimentation, fatal homonyme du SIA, qui ouvrait le dimanche 25? Toujours est-il qu'il n'y avait ni la faule ai véritablement l'ambiance ettendue de cet événement, qui prend le relais de la Semaine de l'ar-

Une petite faule, si, mais d'étudiants, devant les portes. Foule bon enfant et faisant sonner la plus tradielle des fanfares pour rappeler l'extrême décrépitude de leur ensei-gnement en France. Un étudiant en architecture ne coûte-il pas quatre fois moins à l'Etat qu'us insénieur, soulignait un tract, qui rappelait que le même étudiant français dispose en moyenne de 6 metres carres contre 12 mètres carrés selon les quotas de de 6 mètres carrés contre maîtres d'œuvre (les architectes), celle des meitres d'ouvrage, mais celle aussi du public, est bien l'enjeu cru-cial de l'architecture et de l'urbanisme, et c'est bien ce dont, cette année, témoigne finalement le SIA.

D'abord, nn lui doit, grâce à bijou d'exposition sur l'architecte Luis Barragan, génie mexicain né en 1902 à Guadalajara et mart à Mexico en 1988, et qui, en 1980, fut l'un des premiers à recevoir le prix Pritzker, sorte de Nobel destiné aux architectes. Barragan est à peu près inconn en France, pas seulement en raison d'une inculture chronique (t), mais à cause, semble-t-il, de la réten-tion classique ou des exigences des ayants droit du maître d'œuvre. Comme ce n'est pas demain la veille que sortira donc l'ouvrage de réféque sortira donc rouviage de rere-rence expliquant Barragan, la visite s'impose, au SIA, de cette exposition intitulée sans originalité mais avec justesse « Luis Barragan, architecte

Rare architecte surtout à avoir su se servir sans faux pas de couleurs fracassantes, il a laissé aussi quelques citations, notamment tors de la réception de son prix, auxquelles nnus empruntans cet instant, constructif, de fraîcheur : «Nuit et jour le doux souvenir des fontaines : celles, merveilleuses, qui marquèrent pour toujours mon enfance, les citernes des fermes, les margelles-de

ls dans les couvents, les rigoles où l'eau court allègrement, les sources qui refléchissent les cimes d'arbres millènaires, les aqueducs qui condui-sent l'eau aux fermes avec le fraças d'une cascade. » Barragan, on l'aura compris, a'est pas précisément un artiste du brouillard. Comme ne le sont pas les architectes de l'autre point fort du SIA, l'exposition produite par nos vaisins ibériques, « 10 ans d'architecture espagnole, 1980-1990», qui présente près de deux cents réalisations de toutes les généralités du pays.

Le parti-pris de ac présentez, sauf exceptinu, qu'une œuvre par architecte ainsi que le classement par grande catégorie d'édifices (maisons particulières, édifices publics, aménagement d'édifices anciens, etc.) ne permettent guère de repérer la réalité des tendances. En revanche, et n'est-ce pas cela l'objectif? il se dégage, pour qui e le courage d'ingé-rer cette forêt de panneaux, un sentiment de vitalité proche de ce qu'on pouvait ressentir devant les pavillons des Généralités, à l'Exposition uni-verselle de Séville. Et puis, aussi, à l'exception de rares et inévitab mégalos, on note que, là où la France e produit durant les dix mêmes années une belle inventivité elle aussi, mais grevée de narcissisme et d'un individualisme hautain, les Espagnols laissent majoritairement un souci de mesure, d'exigence contextuelle, de modestie somme toute. Ce qui a interdit nullement le

Absence des grands investisseurs

Le retour en France, dans la nef de la Grande Halle, est largement technocratique, même si l'architec-ture reste ordinairement le prétexte véritable des stands. EDF s'offre une présentation masochiste, pleine de bonne volonté, écologique et urbaine, mais marquée par un infantilisme architectural qui lui fait présenter un mélange de réalisations à peine convenables et de monstres architecturaux sur le mode «nvant-après». Comme les transports sont devenus un thème consensuel du SIA, la ville de Toulouse croit faire oublier par la présentation de son métro les dix années de médiocrité majoritaire dont elle offre actuellement le catalogue au Musée des Augustins (2). La SNCF essaye pour sa part de faire la preuve par Duthilleul, son architecte et ingénieur fétiche, qu'elle n'a pas fait que des massacres dans

(1) Notons toutefois que l'édition fran-quise ou françophone, de Mardaga à Hazan, du Demi-Cercle à Philippe Sers, de Pandora à Flammarion, de l'Equerre à Gal-limard, aura tout fint, et souvent payé un lourd tribut, pour raviver cette culture. L'Institut français d'architecture, Mardaga et le Groupe SCIC viennent d'ailleurs d'unir leurs efforts pour public le premier des trois tomes d'une pessionnante antholo-gie des écrits sur l'architecture, consacré précisément à «la culture architecturale», sous la direction de Jean-Pierre Epron (384 p., 240 F). (1) Notons toutefois que l'édition fras

(2) Dix ans d'architecture à l'oulouse, 1982-1992, Musée des Augustins.



immeuble de Fréderic Borel, boulevard de Belleville à Paris (20-)

Bordeaux. Belie envolée de la ville de Nantes, sympathique tentative péda-gogique de la ville de Reims. Les architectes italiens se font abondam-ment présents, même s'ils sont désormais voués à ne plus vivre que sur le papier. En réchappe Fuksas, qui joue pour le coup admittement de l'alter-nance entre deux et trois dimensions l'image et la maquette - pour poursuivre sa conquête de séduction des édites hexagonaux.

Peu d'architectes, comme lui, ont vouln ou bien nut pu se payer un stand indépendamment de leurs maîtres d'ouvrage. Très peu, comme Kasan, Borel et Bourdeau, tentent de forcer l'admiration du public sur trois micro-stands qui sont autant de manifestes. Les revues d'architecture our sont ordinairement leurs refuses se sont alignées à l'entrée de la Halle, comme pour se convaincre, SIA ou

O Les prix Age-Khan d'architecture 1992. - Les prix Aga-Khan d'architecture ont été récemment remis à Samarcande, en Ouzbékistan, en présence de l'Aga Khan. Depuis 1977, les prix Aga-Khan récompen-sent les réalisations architecturales d'exception élaborées dans le monde musulman. Cette année, neuf lauréats ont été distingués. Les réalisa-tions primées sont le programme de conservation de la ville tunisienne de Kaironan ; le projet de réhabilita-

ses anciennes gares, comme les mal-henreux bâtiments de Valence ou font la renommées des architectes. Il est vrai que cette manifestation es hien mal soutenue par les grands maîtres d'ouvrage, qui certes n'ont pas besoin d'un Salon, mais pourrait aider ce Salon à devenir un événe ment populaire, comme l'est devenue la FIAC. Ainsi les grands investisseurs brillent cette année par leur absence, à commencer par le groupe Caisse des dépôts, dont la politique d'intervencion dans le monde de l'architecture est devenue des plus étranges, sauf à comprendre que la réponse se trouve dans sa nouvelle collection d'art plastique.

FRÉDÉRIC EDELMANN ➤ Salon international de l'archi-tecture (SIA), Grande Helle de la Villette, juaqu'eu 1 r novembre, De 11 heures à 20 heures, le mardi 27 et le vendredi 30 jua-

tion des parcs et palais d'Istanbul : un parc culturel pour enfants ou Caire; l'urbanisation de Wadhat-Est à Amman : le Kampung de Kali Cho-de à Yogyakarta, en Indonésie : un système de construction en pierre dans la province de Dar'a, en Syrie ; un village de vacances de Demir à Bodrum, en Turquie; un institut panafricain pour le développement au Burkina-Faso et un institut indien pour le développement de

Le plan du ministre de l'équipement

Une autonomie croissante des écoles et la réorganisation des concours

Inangarant la quatrième Semaine de l'architecture, dont le relais est pris par le Salon Inter-national de l'architecture dans la Grande Halle de la Villette (le Mande du 22 octobre), M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équi-pement, du logement et des transports, a tenu à rappeier l'effort de l'Etat en matière d'architecture, actant que « le nambre de constructions publiques a daublé depuis 1989 pour dépasser annuel-lement le millier».

M. Biasen a annuncé les grandes lignes des projets de son ministère, qui s'articulent autour de trois axes prioritaires : la for-matinu des prafessinnnels, la reconnaissance des conceptents dans la maîtrise d'auvrage publi-que et la valorisation de l'architecture suprès d'un public clargi,

Le plan « Ecoles d'architecture 2000 », premier voiet de cette politique, intervient alors que les écoles d'architecture traversent une crise sans précédent, largement due à un manque de moyens (le Monde du 8 octobre). Il est proposé une autoanmin projessante des écoles d'architecture. croissante des écoles d'architec-ture, même si M. Binneo en exclut pas de faire évoluer à l'avenir leur statut » tunt en promettant de e procéder d'abord à une expéri-mentation dans une ou deux

Passerelles . arec les miversités

Le ministre e également annoncé une bansse de 37 % du budget des écoles d'architecture – 20 % pour les crédits de fonctionnement, 25 % pour les bourses, un accroissement de 7,5 millions de francs des crédits de vacations, les crédits affectés à l'équipement immobilier passant de 27 millions à 50,4 millions de francs en 1993.

Sur la base du pré-rapport du recteur Frémunt dont la version défiaitive devrait être publiée prochainement, des passerelles plus nombreuses serent lancées entre les écoles d'architectures et les universités, en plus des sia DEA et trois DESS déjà existants (créatinn d'enseignements da deuxième cycle, filières doctorales et diversification des troisièmes

Malgré ces nonvelles ouver-tures, la spécificité des écotes d'architecture doit être conservée et, senn le ministre, «l'accent doit être mis sur l'enseignement du projet ».

Des filières plus spécialisées et un effort pour in formation des urbanistes sont également prévus comme le suggère le rapport Ampe qui vient de paraître. A ces prejets s'ajoutent une action en faveur de la recherche avec l'organisatinn d'un forum d'informatinn et de réflexion sur la recherche nichitecturale en 1993 l'entreprise à Ahmedabad, en Inde. l'et un « volet enseignant » qui pré-

voit la nomination de trente et un professeurs et de deux cent quatorze maîtres-essistants d'ici à la fin de 1993.

Pour le deuxième chapftre de ce programme consecté aux concepteurs, une réorganisation des concours est annoncée. Pour faire face à leur multiplication et répondre à la directive enropéenne relative aus marchés publics de services, l'Etat propose notamment un relevement du scuil de l'obligation des concours de 900 000 francs à 1,3 million de francs, et le ministre s'engage à mettre en œuvre diverses mesures qui permettent désormais une meilleure indemnisation des candidats participant à ces concours.

Enfin, pour favoriser la promotion de l'architecture, M. Bianco a réaffirmé son soutien aux initiatives proposées dans le cadre de vie quotidien comme le programme expérimental, élaboré en collaboration avec Mr Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléqué au logement, sur les aménagements de proximité de plus du

Maisons sur catalogue

Célèbre pour-ses créstions d'objeta design, ou ees immeubles eu Japon et aux Etats-Unis, Philippe Starck sa lence dans un nouveau pari : il veut vendre par correspondance des « maisons d'archi-tecte ». « L'intelligentsie française se gargarise de grands travaux alors que la France se couvre d'une lèpre : les sements individuels, a'indigne Philippe Sterck. Tout le mande eimerait bien avoir une maison signée per un maitre de l'architecture, mais les honoraires font peur. »

Aussi veut-il rendre cette idée possible en vendant, entre 5 000 francs et 10 000 francs, un dossier complet destiné è une entreprise de construction et à l'obtention du permis de construire. Cette maison sera en vente duna le catelogue des 3 Suisses, la firme de vente per correspondance qui diffuse déjà la plupart des objets créés par Starck. e.Je voudrais qu'ensuite des architectes comme Franck Gebry, Jean Nouvel premient le relais, dit le designer. Pour que tous les ans, une nou-velle maison soit proposée.

- TE -# 2 · . . REILLY 27, 29, 31 Octobre EANNE D'ARC AU BUCHER Charles Market William Secure to 3 persons THE SECTION AND SEA. SABELLE HUPPUNT ARTS: TELEVISION IN THE AREA

the 22 dame of regregat · 看"哪个好"是一样"在特殊",但是各种。 Bearings the training **海湖** 水子生

CREATE WIR A PROPERTY A SALE richer personalities Une engranterments to have directa in metarta a militar tur ide dealines 多如多次的多次的 建甲烷基金 海水市 des et lieux d'artifice. the figurishes wit the Pattern AND APPROXIMENT BAT AND

COLFTE GODAG

- - - C111044

Maisons

sur (atalogue

THE PARTY OF THE PARTY

10 mm 11 mm 11 mm

The state of the s

3-48

100 mg/1

\$ p-1 ...

ast about the part of all the

we will strong you

Commence of the State of

Batta Variation at the fact 16 . Charles Cresery

Market Co. Commission Co.

Section that the entre to be

April to the state of the

Database Services

plan du ministre de l'équipement

in researchie Constitution of the E A PORCHINATION OF

in . Beillerenture dene #. them do a kitatio ble do I subsett. A feet-france miscopes by logal The superments of their country while it is a second to the second the manifest of applicable and \$42 a distribut no to white them there is done by

清·在大学的 4 医垂下皮膜上炎 一样多 cigram has gregged the sour 44. Cartizalest anlest A TALL STANDARDS IN SEC. moreon a seed of the same See BERESEE SERVE IS THE STATE OF THE STATE OF A PERSON AND CONCESSABLE in a province of the state of the state of 1.000000000 trem we are seen a little a training in the second THE PARTY SERVE SHOPE THE teres in the contract of the c gran me sheri

PRE DE BRITANILES

you a dignit of and ample.

man an expense of length ! WE THE THE ELECTION OF STREET mite. Ma 44 des gabires monthly and an election is not be t properties, so peek das bel proper (2635 dell recharts inder of expensional parameter of the

the the Manager of States

their more in Special ser der HARD HAR THEORETH PARTS AN SE SEMESTS IN EXPENSE the minute of marking the The S'SURGENIAL WHAT RESIDENCE FO 京都 神 大地の神 むな から HAR BERTHER RESIDENCE a martine about a facilities of the first

CULTURE

ARTS

Le feu et les nœuds

De son premier métier - graveur, - Jaccard a conservé une fascination pour l'empreinte, sous toutes ses formes

CHRISTIAN JACCARD à la galerie Louis Comé

Aux commencements, Jaccard fabriquait des outils, cordes tressées et ligaturées, dont il marquait la silbouette sur la tnile. Il fui de ceux qui estimèrent le tableau de chevalet impuissant à traduire l'art de leur siècle. Et qui le regret-

C'est par un désespoir presque amoureux que Jaccard va, vers 1973, non pas brûler le Louvre mais bouter le feu au tableau, au moyen de la mèche d'ailumage d'un bâton de dynamite. Il aime à comparer cette pratique à l'éco-buage, la culture archaïque sur brûlis destinés à fertiliser les terres. Utilisée à l'excès, elle les ruine aussi, et Jaccard avance en permanence sur cette ligne de crête. Les sacrilèges dès lors s'ac-

L'ART RENOUVELLE

au Musée des monuments français

Tnujours avides d'exemples, les

Japonais nnt entendu parler d'un pays où l'on tentait depuis lnng-

temps d'introduire un peu de poésie dans la rue, de l'urbanité dans la ville, de l'art dans la vie. Ils vincent

donc en France qui, paraît-il, fait figure de modèle en la matière, et contribuèrent à l'organisation d'une

exposition qui nous revient aujour-

d'hni. On y retrouve plus de trente artistes qui tantôt unt su batailler

avec les administrations diverses,

tantôt se virent au contraire sollici-tés par la commande publique ces

vingt dernières années. Les

maquettes des projets, réalisés ou non, voisinent avec des œuvres qui doment une idée plus large du tra-

L'exposition aurait pu convrir tout le siècle : après le premier conflit mundial, du Bauhaus au groupe De Stijl, une nuvelle morale s'était édifiée qui voulait

déjà unir l'art et la vie. Sans beau-coup de succès. Les années 50 virent ressurgir le phénomène, avec

une tendance très nette (au moins

durant les dix années qui survirent la Libération) à l'abstraction géomé-

trique. Celle-ci fut petit à petit

concurrencée par une nouvelle

ligne, plus lyrique mais qui restait

LA VILLE

cumulent En 1978, la séric des «Trophées», constituée de peaux de vache, crée un premier malaise. Les cuirs brûles sont perçus comme des agressinns. Jaccard, qui a le sens du sacré, continue d'égratigner les idoles. En 1980, les « Anonymes calcinés » sont réalisés à partir de tableaux anciens scarifiés par le cordon ardent. En les détruisant, il réhabilite des œuvres nubliées, jetées aux pnu-

belles de l'Histoire. Mais c'est aussi l'aven de son profond regret de ne plus pouvoir travailler comme eux, depuis que Finntana a fendu une trile, que Miro, Burri ou Klein ont brulé les leurs, que les avant-gardes l'ont peinture. Il en retrouve pnurtant certains procédés dans la combustion de ses mèches lentes, qu'il a soigneusement disposées et d'ant il

fidèle aux mêmes préoccupatinns,

nées du constructivisme, d'intégra-

De cette époque héroïque, nn retrouve ici avec plaisir la figure de

Martha Pan, sculpteur, qui fut,

dit-on, très impliquée dans la pré-paratinn de l'expositinn. Mais on

dnit regretter l'occultation quasi

complète des recherches de Georges

Patrix par exemple, nn de ceux qui, comme Nicolas Schöffer, cher-

chaient moins à s'adapter à l'archi-

tecture qu'à s'en emparer totale-

ment. D'autres sont présents, mais

avec des œuvres qui ne verront jamais le jnur, projets refusés, ou reportés indéfiniment.

Ce n'est pas l'un des mnindres

intérêts de cette exposition que

d'établir un premier inventaire des

occasions manquées. Il s'en dégage

un antre constat, plus pernicieux : les Français ne voient aucun incon-

vénient majeur à installer l'art

contemporain dans les villes nou-velles, nu au milieu des quartiers

panvies. Mais que l'on propose une intervention à proximité d'un bâtiment du onzième siècle, fût-il

achevé par Vinllet-le-Duc, et l'on

assiste à un concert de protestation.

► Palais de Chaillot, place du Trocadéro, 75016 Paris, Tél. 44-05-39-10. Jusqu'au

ERECTBUR MUSICAL MYUNG-MIBEN CAUDE

3 DERNIERES

27, 29, 31 Octobre

JEANNE D'ARC

AU BUCHER

ARTHUR HONEGGER

Poème de Paul Claudel

CHUNG / REGY / JEANNETEAU

avec

ISABELLE HUPPERT

TARIFS: 125-195-250-310-350-495F

ETUDIANTS : 100F*

44 - 73 - 13 - 00

ur presentation de la carte, aux caisses à partir de 19h

tion des arts à la société.

Occasions manquées

dirige flammes et suies par des mouvements divers donués an tableau. En 1986, il commence, parallèlement à ses ignitions, un travail baptisé «Concept suprano-dal», composé d'éléments naturels nu d'abjets recouverts de cordes

Surgissaient ainsi des sculptures patiemment élaborées, un mobilier inidentifiable, tumescent et pres-que baroque. Le rouge dominait dans les toiles brûlées et les sculptures supranodales, signalant la chaleur passée lnrs de la mise à feu, rappel de l'œuvre en train de se faire.

L'exposition d'aujnurd'hui pour-suit le dialogne entre le feu et le nœud, la blancheur du second formant comme un écho de l'état originel du papier avant sa combus-tion. Elle est également nne sorte d'apaisement, Jaccard entamant un nonveau jeu avec l'histoire de l'art : les cadres se succèdent, dip-tyques, tondos, ovales, mandarles, variations sur les carrés blancs; on y trouve un clin d'œil à Malevitch, et une évocatinn des systèmes inventés au cours des siècles pour séparer le tableau dn mur, le sacré du profane, pour faire accéder la peinture au rang d'icône.

Le résultat est surprenant, les courbes tendues par les flammes, la densité variable des suies et des charbons créent des œuvres qui font à nouveau penser aux auciens mythes. Le spectateur devra reconnaître en Christian Jaccard un des rares artistes actuels capa-bles de ferveur.

HARRY BELLET

➤ Galerie Louis Carré, 10, ave-nue de Messine, 75008 Paris. Tél.: 45-62-57-07. Jusqu'au 31 octobre.

Marionnettes en liberté

Un festival doublé d'une compétition inédite

de notre correspondant régional

L'art de la marionnette française vient de trouver, à Cannes, la manifestatinn-vitrinc qui lui manquait. Celle-ci avait été préconisée dans une enquête sur l'image de la marinnnette et ses publics, effectuée, en 1990, à la demande dn Centre national des marinnnettes (CNM). Sa raison d'être : fnurnir des repères aux programmateurs tout en répondant aux besoins d'ouverture et d'échanges des compagnies. Deux objectifs remplis par le festival international Marinnnettes 1992 de Cannes, qui vient de se dérouler, pendant neuf jours, dans la cité du cinéma. Mis à part la grande fête des marinnnettistes qui a lieu, tous les trois ans, à Charleville-Mézières et le nouveau théâtre de la marionnette à Paris, il existe, déjà, plusieurs autres festivals du genre en France, nntam-

La particularité de celui de compétition Inédite : les Rencontres professionnelles de la marionnette française, placées sous l'égide du CNM.

ment à Strasbourg et à Auxerre.

Ces Rencontres, qui se renouvelleront, désormais, tous les deux ans, en alternance avec l'accueil de troupes étrangères, sont inspirées de la formule des Césars et des Mulières. Avec la présentation des dix meilleurs spectacles - sélection nés par un vote à bulletin secret de la professinn parmi ceux créés l'anée précédente. La première compétitinn cannnise, d'un excellent niveau, a plus particulièrement illustré la tendance à l'interpénétration du théâtre vivant et on théâtre d'illusion. Guignol, certes, est toujnnrs fidèle au poste. Mais la marinnnette n'est plus, tout à fait, dans la marionnette.

Art de synthèse par excellence, elle a jetè des passerelles vers tontes les autres formes d'expression artistique. A la faveur, aussi de la multiplicité et la complémen tarité des mnyens et des techniques, elle a brisé, depnis lnngtemps, le carcan des traditions. Théâtre dramatique sous toutes ses

formes, théâtre d'ombres, théâtre d'objets : la diversité des spectacles présentés à Cannes a amplement témnigné de cette évolution.

Le Grand Prix du jury des professionnels, présidé par Paul-Louis Mignnn, a récompensé la compagnie Amoros et Augustin (Strasbourg) pour un spectacle (Senor Z. fantaisie visuelle et musicale, inspirée des aventures de Zorro) qui renouvelle de façon très originale le théâtre d'ombres. Le Prix des jeunes ainsi que le Prix du public ont été attribués à Flash Marinnnettes (également de Strasbnnrg) pour l'Amour des trois oranges, un spectacle de théâtre nnir, savamment déconpé et d'un humnur ravageur. Le festival a également fait un triomphe à la dernière création (hors compétition) de la compagule Philippe Genty.

GUY PORTE



DU 3 AU 7 NOV, 20H30 KARINE SAPORTA LE REVE D'ESTHER création pour 16 danseurs

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

30 Octobre - 22 Novembre 1992

ATH*N**

Festival d'Automne à Paris

LECTURES

SUR LE THEME DU VOYAGE Conrad, Gombrowicz, Lagerkvist, Melville,

CHANTS MARINS

Pessoa, Supervielle...

chansons de Jean Cocteau, Tristan Corbière, Paul Faure, Pierre Mac Orlan... par Francesca Solleville

47.42.67.27

MAIRIE DE PARIS



13ème FESTIVAL **DE JAZZ** DE PARIS 15 AU 31

OCTOBRE 1992

LUNDI 26 OCTOBRE RADIO FRANCE STUDIO 105 - 20H30 Le guitariste brésilien **NELSON VERAS**

invite le trio du pianiste Jeff GARDNER

MARDI 27 OCTOBRE THEÂTRE DE LA VILLE - 20H30

ANTOINE HERVE THE BRECKER BROTHERS

featuring **MIKE STERN - DENNIS CHAMBERS**

BAND

MERCREDI 28 OCTOBRE THEÂTRE DE LA VILLE - 20H30 LE BIG BAND LUMIERE

de **LAURENT CUGNY**

HERMETO PASCOAL E GRUPO

JEUDI 29 OCTOBRE THEATRE DE LA VILLE - 20H30

JANE BUNNETT QUINTET featuring Cindy BLACKMAN

JEAN-MICHEL PILC "Big Bang" - Création

VENDREDI 30 OCTOBRE THEATRE DE LA VILLE - 20H3O RICCARDO DEL FRA "Silent call" - Création

> **CHARLIE HADEN** Quartet WEST

SAMEDI 31 OCTOBRE RADIO FRANCE

GRAND AUDITORIUM - 20H30

"ANNA LIVIA PLURABELLE" Musique de André HODEIR Dir. mus. : Patrice CARATINI

> SCLAVIS - PIFARELY **Acoustic Quartet**

INFORMATIONS 40 56 07 17

18 34. - 44 SETES pare à learnes quant orensels The state of the s of the later of in Maria server in the exist to be bush for arresponding the state of Carter Ce de sase ou affic & Certeras . a tation of the second The next the next Marie

The second secon of a torong a season a and company are include The state of Gland and the state of Control of the Contro en! kulmed at grange See that the second see the Ca com La Europe Artes menter and the second With the second and the second second second BORE AND LEGISTE WAS ARREST Mary on the Cart Tes Cas

the title the start and first a midden destrict a AND THE R. S. WAS GOOD MICES. **新加州市市 山北市 多兴奋的气息"中** THE WHAT BEAUTY BY WITH the street of the state of

Except in Sections and the Contract which supplementary though he provides the contract of the con r · pergraph of the state of the 1007 : 1021.4.2" 221 Mark to the Contract of in opposition of the state of saids

greener . 11 Sett 100 Page 201 Editor Tomat the second of th An Contract A might be to the district

Property of the public Hart. then a france of sections were derandinen angege die entite e auftermater lenegreen? AN ABOVE STREET, INTEL ert i en manuer ic the Analysis day T without to program and astumpter Acres 1 ment have derpose of exchile-West & to W. Merry at a direct An fair a wind was a find a service. dies a reliable specific perspectation and the

South Parks Beet was Arms

SECRETARIA E PERSONALIO SECULIA SECULIA ANTINA DI 本祖 和小规则 管理机构 在作业时 THE PARTY DIS TRUSTED TO THE PARTY OF THE PA Carrier of the control of the contro Marie Service & Land Demis with the are true to the 1995. the Sales de produktion an Berginner ber ber Catebangerer the scener & an annual sect "?

the property was date to the statement M. WARRENS MET BETTE HELD THE BOOK STITE OF MAKE THE

g lightest som belleval elet !! n fi raften ma en a MAG ARCHUTS! GERES - P. (2)

San State St

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLEB (40-28-28-40), Dolores Ziegler, Massimiliano Murralii : 19 h lun. Mezzo-soprano. piano, Schumann, C. Schumann, Wol mar. Baryton, piano. Schubert.

CHATELET, THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40), Schnes du Faust de Goethe: 20 h 30 jeu. De Schurnann. Luba Orgonasova, Donne Brown (sopra-nos), Linda Finnie, Hanna Schaer (mezzosopranos), Peter Straka (ténor), Eike Wilm Schulta, Didier Henry (barytons), Carsten Stabell, Kurt Rydi (basses), Maitrise des Hauts-de-Seine, Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction). lea ltin : 12 h 45 km. Pleno. Bauer, Scriabine, Chooin.

EGUSE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Ensemble Strigendo : 20 h 30 sam. 16 h dim. Hélène Peret (mendaline), Jean Thorel (direction). Vivaldi, Pachelbel EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Maîtrise et Ensemble instrumental de Ver-sailles : 20 h 45 sam. ; 17 h 30 dim. Jean-François Frémont (direction). Faure Grupo de Canto Choral de Buenos Aires 20 h 30 mer. Nestor Andrenacci (direc tion). Britten, Ginastera, Brahms.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-16-16). Orchestre philharmonique de Radio-France : 20 h 30 mer. Quatuo Jacques-Prat, Annick Minck (direction). Schoenberg, Webern, Berg.

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). Orchestre de la RAI de Turin : 20 h mer. Rasher Saxophone Quartet, London Voices, New London Children's Choir, Est Kenan Ofri, Luisa Castellani (voio), Luciano Bario (direction), Berio. Cacilia Bartoli, Myung-Whun Chung; 20 h van. Mezzo-soprano, piano, Fauré, Beriloz, Rossini, Jeanne d'Arc au bücher; 19 h 30 jau. sam, Oratorio de Honegger, Isebelle Hupert, Redjep Mitrovitsa (récitants), Hamada Rie, Anne-Saphie Schmidt ramada Hie, Arme-Sapine Scientici (sopranos), Nadine Denize (mezzo-so-prano), lan Caley, Robert Dumé (ténors), Romuald Tesarovicz (besse), Orchestre et chœurs de l'Opéra de Parie, Myung-Whun Chung (direction), Claude Régy (mise en

PALAIS DE L'UNESCO, Orchestre natio nal de Pologne : 20 h 45 mer. Jerzy Swoboda (direction). R. Strauss, Hossein

SAINTE-CHAPELLE (46-81-55-41) emsembre. 21 h mer., jou., ver., sam., dim., kn., mar. C. Bouller (violon), Carl Brainich (direction). Les Quatre Saisons de

serrat Figueras (soprano), Jordi Saval (viole de gambe).

Périphérie

COURBEVOIE. ESPACE CARPEAUX (46-67-70-00). Orchestre symphonique français: 20 h 45 jeu. Norman Kriege Laurent Petitgirard (direction). panol, Laurent Pettgirard (direction).
Brahms, Schumann.
MARLY-LE-ROI. EGLISE SAINT-VIGOR. Marie-Claire Alain: 17 h dim.
SARTROUVILLE. THÉATRE
(39-14-23-77). Sonis Wieder-Atherton.

Laurent Cabasso : 20 h 30 mar. Violoncelle, pieno. Prokofiev, Schumann, Brahms. LE VÉSINET. CAL (39-76-32-75). Aldo

Ciccolini: 21 h mar. Piano. Chopin, Liszt. **OPÉRAS**

PETIT THÉATRE DE NAPLES (46-56-17-21). Le Barbier de Séville : jusqu'au 1- novembre. 20 h 30 ven., sam. ; 16 h dim. Opéra de Roseini. Anne Coret, Nathalie Grandet, Ariane Seroufim (sopranos), Catherine Chessagny (mezzo-soprano), Gérard Daviet, Patrice Verdelst, Peter Jorgensen, Christophe Meffer (barytons), Martial Defontaine, Philippe Pouly (ténors), All Balthezar, Alain Golven (basses). Catherine Stagnoli, Vincent Catherine Stagnoli, Vincent

THEATRE DU TAMBOUR-ROYAL THEATRE DU TAMBOUN-NOYAL (48-06-72-34). La Servante metiresse: jusqu'au 30 novembre. 16 h sam.; 20 h dim., km. Opéra de Pargolèse. Igor Lewis Borg, Guy Vives (barytons). Simine David, Mario-Claire Leblanc (soprano), Pierre Muller, Sandra Boyer (piano), Elsebeth Neuratil (mise en scène).

ELDORADO (42-49-60-27). Marianne

mes amours: 14 h 30 mer., jeu., ven.; 14 h sam. Opérette de Francis Lopez. Avec Richard Finell, Kriss Keller, Eliane Varon, Philippe Báranger, Luc David, Sylvie Ven Der Meulen, Richard Finell (mise en scène). Lactitia Pozzo (chordoraphie). THEATRE DE LA RENAISSANCE (44-63-05-00). Les mille et une nuits : 14 h mer., jeu., sam. De Francis Lopez, Daniel Ringeld, Rodrigo Lopez, Avec Tony Game, Arnie Galois, Jean-Paul Querer, Madine Capri, Jean-Pierre Duclos, Catherine Lopez et Richard Finell (mise en

Périphérie

EVRY. THEATRE DE L'AGORA (64-97-22-99). La Papesse : jusqu'au 21 novembre. 20 h 30 mar. De Jean-Claude Petit. Avec Jean-Luc Borg, Martine Fontantile, Paskal Vallot, Marig-Anne Tran, Jean-Luc Atlan, Jean-Luc Borg (mise en

AU DUC DES LOMBAROS (42-33-22-88). Jacky Torrasson, A. Roney, C. Soay, C. Stackman : 22 h 30 SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Ensomble Hesperion XX: 20 h 30 mar. Mont- 22 h 30 ven., sam.; The Cool Jazz Quar-

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

tet : 22 h 30 dim. : Paris Jazz Repertoire Orchestra: 22 h 30 km.; Jam Session jusqu'au 17 novembra. 22 h 30 mar. BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Ses-sion : jusqu'au 28 octobre, 22 h 30 mer. ; Blood Donetion Soul : 22 h 30 jau., ven.,

BATACLAN (47-00-30-12). That Petro Emotion, The Stunning, Doctor Miller: 20 h mer.; Fatime Mension, The Prunes, Doctor Miller: 20 h jeu.; Melissa Ethe-Doctor Miller: 20 h ridge: 19 h 30 ven. LE SILBOQUET (45-48-81-84). Sylvak

Soundaix Quertet: 22 h 45 mer., jeu., ven., sem.; Georges McIntosh Quertet: 22 h 45 lun., mer.; Turk Meuro: jusqu'au 13 décembre, 22 h 45 dim. BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53).

CAFÉ BALTARD (42-33-74-03). Mood Swing Chartet ; 23 h ven. CAFÉ DE LA PLAGE (47-00-91-60). Salsa Live Michel Gomez: 23 h ven. Bobby Few ; 23 h sem. CAFE RIVE-DROTTE (42-33-81-82). Les

CAFE RIVE DRUITE (42-33-31-0-2). Les Stankass: 22 h 30 mer., jeu.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-28-55-05). Stéphane Guérauit Cuintet: 21 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Bruce Adams: 21 h 30 dm., lun., mar. LE CHAPELAIS (42-93-78-49). Will Greg, les Vilains, Distant Noises : 22 1

LA CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), Membamenia : 20 h mer. Grand orchastra da membo et cha-chacha; Mixto: jusqu'au 17 décembre, 20 h jeu.; Paris-Barçalona Swing Connection : jusqu'au 9 novembre, 20 h lun.; Jean-Mi-chel Cabrimol : jusqu'au 22 décembre. 20 h mar.

CITY ROCK (47-23-07-72). Jingle Jiva : 0 h mer. ; Solo : 0 h jeu., ven. ; After Eight : 0 h sem. ELYSEE-MONTMARTRE. Wasp

19 h 30 mer.

ESPACE HÉRAULT (46-33-00-56). Pedro Soler : jusqu'au 14 novembre. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mer. ESPACE ORNANO (42-55-57-57). Cannibel Corpso : 19 h 30 jeu.; The Toasters : 19 h 30 ven.; Guanabatz : 19 h 30 dim.; SNFU, Mighty Mighty Sos-

FRONT PAGE (42-36-98-69), Za Boom : jusqu'au 25 novembro, 22 h 30 mer.; Le Grand Bleu : 22 h 30 jau.; Blues Hortogo : 22 h 30 von.; Blues Burger : 22 h 30 sam.; House Bend Jam Session ; jusqu'au 29 novembre, 22 h 30 dim.; Menhatten : 22 h 30 mar.; Frog-mouth ; jusqu'au 30 novembre, 22 h 30

GIBUS (47-00-78-88), Adass : 23 I

mer.; The Night of Broken Dreams : jus-qu'su 29 octobre. 23 h jeu.; Vert Fram-boise : 23 h ven., sam.; Treize : 23 h

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Pierre Schirrer Trio : 21 h van. ; Trio New Orleans : jusqu'au 31 octobre. 21 h sem. HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Cynthie McPherson: 22 h 15 mer.; Soul Time: 22 h 16 van.; The Transcontinen-tal Cow-boys: 22 h 15 sam.; Pap Jet: jusqu'au 29 octobre. 22 h 15 jau. JAZZ CLUS LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Marva Wright and the 8MW's: jusqu'au 7 novembre, 22 h 30

mer., jeu., van., sam., tun., mer.; Claude Boiling Big Bend ; jusqu'eu 8 novembre. 12 h dim. Jezz sur brunch. LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-63), Boto & Novos Tempos Quintet: 22 h 30 mer., jeu.; Rosa King Quintet: 22 h 30 van., sam.; Rolando

Quartet: 22 h 30 lun., mar. LA LOUISIANE (42-36-58-98), 800200'e Jezz Coribo : 21 h mer. ; Jecques Caroff Group : 21 h jeu.; Michel Merdigien, Jezz Group : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sam., mer. ; Michel Bescont Trio : 21 h lun.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-16-16). Louis Scievis Quartet : 20 h 30 sam. Dens la cadre du Festival de jazz de Paris, LE MONTANA (45-48-93-08). Alain

Bouchet Trio : 22 h 30 mer., jeu. ; Jeen-Pierre Bertrand Trio : 22 h 30 ven., sam. ; Chris Henderson Duo : jusqu'au 29 novembrs. 22 h 30 dim.; Trio René Urrager : 22 h 30 mar. MONTGOLFIER (40-60-30-30). Serge et

Nivo Rehorson : 22 h mer., jeu., ven., NEW MOON (49-86-92-33). Stompin

Crawfish : 21 h 30 mar. ; Sez Ladu e Skaldu : 21 h 30 jeu, ven. ; EV : 21 h 30 NEW MORNING (45-23-51-41), Jacky

McLen Cuintat, Roy Hargrove: 21 h
ven.; Ozay: 21 h sam. Kirk Lightsey
(plano), Sangoma Everett (betterie), Stephane Kurmann (basse), Andy Scherrer
(sasphone); John Harmond: 21 h km.
Guitare; Birsai Lagrene, Lanny White, Vicpallare: 21 h mar. Guitare, harrario. tor Selley : 21 h mer. Guitare, betterie, besse ; Chico Freeman Brainstorm All Stars : 21 h jeu. Sextophone, Urzula Dudziak (chant), Deve Dyson (besse), Edgardo Miranda (guizare), Gene Jackson (betterle), Norman Hedman (percussions), Julian

LE NOUVEAU CAFE (43-21-85-29), Lau rence Messon Trio: 21 h 30 mer.; Chis Hayward et son groupe: 21 h 30 jeu.; Christiene Canavez & Chris Hayward Trio:

EN BREF

a Un colloque sur l'insertion de la jennesse africaine. - Le ministère de la coopération et du développe-ment, l'ODA (Overseas Development Administration) britannique et la Banque mondiale organisent, du 26 au 29 octobre 1992 à Paris, un colloque intitulé « Jeunes, Ville. Emploi. Quel avenir pont la jeunesse africaine?». Il se tiendra à la Maison de la chimie (1), à l'exception de la séance de clôture, qui aura lieu dans le grand amphithéaire de la Sorbonne (2). on M. Marcel Debarge, ministre de la coopération et du développe-ment, ce colloque doit avoir comme objectif « d'échafau nouveaux systèmes d'interprétation ouvrant la voie à des solutions concrèter». La démographie dans les villes, le rôle des jeunes dans l'acquis démocratique, leur retour à la marginalité après l'action politique... seront les grands thèmes de ce colloque.

(11 Marson de la chimie, 38 bis, rue laint-Dominique, 15001 Paris. (2) La Sortionne, 41; rue des Ecules, 15005 Paris.

Claquantième anniversaire du débarquement allié en Afrique da Nard. - L'Association des résistants déportés, internés et emprisonnés politiques en Afrique du Nord de 1940 à 1944 organise un colloque dans la salle Clemenceau du palais du Luxembourg à Paris, le 7 novembre 1992, a 9 h 30, à la veille du 50 anniversaire du débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942.

> Informations at Inscriptions avant le 2 novembre : ARDIEP, 10, rue Leroux, 75116 Paris.

O Voyages bebdomadaires (et immobiles) dans le Paris mérovingien. - Tous les mardis à 17 heures, des cours organisés par la Ville de Paris et l'École du Louvre, gratuits et ouverts à tous ceux qui se présentent, seront donnés sur le Paris du cinquième au huitième siècle par Philippe Velay, conservateur du parrimoine de la Ville de Paris, chargé des collections archéologiques du Musée Carnavalet. Les cours ont lieu, à l'Ecole du Louvre, salte de Flore, 4, quai des Thileries, Paris-le. Tél.: [1] 40-20-56-14, [1] 40-20-56-15; Minitel: 3615, code

21 h 30 ven., sam.; Luiz Antonio, Fheranda: 21 h 30 lun., mar. OLYMPIA (47-42-25-49). Angélique

OLYMPIA (47-42-26-49). Angelique (6djo: 21 h sam. PAS9AGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Lonely Beers: 22 h mer.; Mce Tucker: 22 h jeu.; Deborah Seffer: 22 h ven., sam.; Lyle Mays: 22 h km.; Kevin Coyne: 19 h km.; Joen Beez: 22 h mer.; Rory McLeod: 19 h jeu. PETIT. JOURNAL MONTPARNASSE (42-21-65-70). (43-21-56-70). Arturo Sandovel : 21 ! mer. : Chance Orchestra : 21 h jeu. Jean-Louis Bompoint: 21 h sam.; Cachma Band: 21 h km.; Michel Leeb & Gérard Bandini Big Band: 21 h mar.; Liberard Brothers: 21 h ven.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-28-28-59). Paris Wheeboard: 21 h mar.; Gabrielle Schneider et les Coco-notes: 21 h jeu.; High Society Juzz Band: 21 h ven.; Jacques Doudelle: 21 h sem.; Marcel Zaoini et son orches-tre: 21 h mar.

PETIT OPPORTUN 142-36-01-36). James Loup Longnon, Tdo Galas : 23 h mer. Trompetta : Barney Wilen, Alain Jean-Merior properta ; samey when, Asan Jearne-rie : 23 h jeu., ven., sam. Saxophone, plano ; 45 : 22 h 45 mar. Sylvain Sour-daix (saxophone), Emmanuel Sourdeix (piano), Jacky Samson (contrabasse), Cherles Saudrais (betterle).

PIGALL'S. Cartel del Bario : 20 h ven. REX CLUS (45-08-93-89). Black Maria 23 h 30 mer. Soirée Metallic Jungle Weke-up : jusqu'eu 29 octobre, 23 h jeu, ; David Johns Locker : 23 h ven. Soinie Planète rock ; Nuits exotiques : jusqu'au 31 octobre. 23 h sam. ; Formidable : jusqu'au 2 novembre. 23 h

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Michel et Tony Petrucciani : 20 h 30 mer, Piano,

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Barking Dogs: 22 h 30 mer., jau., ven., sam.; Ken Allen: jusqu'au 21 novembre. SLOW CLUB(42-33-84-30), Tony Mar-

low Blue Five : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Fierre Bertrand Orchestra : SUNSET (40-26-48-60). Francis Lockwood : 22 h 30 km.; Staf Gould

Trio: 22 h 30 mer. TEXAS SLUES (42-08-60-20), Apple Pie : jusqu'au 30 octobre. 21 h jeu., van. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Big Band Lirnière, Hermeto Pascoel e Grupo : 20 h 30 mer. Dens le cadre du Festival de jazz de Paris ; Jace Bunnett Ouintet, Jean-Michel Pilc Sig Band ; 20 h 30 ieu. Dans la cadre du Festival de jezz de Paris ; Churlie Haden, Riccardo Del Fre : 20 h 30 ven. Dans le cadre du Festival de jazz de Peris. TROTTOIRS OF BUENOS AIRES

6 décembre. 22 h 30 mer., jeu., ven. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). 400 Ducks: 22 h mer.; Vincent Abel : 22 h jeu.; The Grand Blues Band : 22 h

ven. ; DM : 22 h-saro. ; Luc Bertin : 1 LA VILLA (43-28-60-00). Harold Land,

Laurent De Wilde, Hubert Dupont : 22 h 30 mer., jeu., ven., sem., km., mer. Saxophone, piano, basse, Benjamin Hencoq (betteris). ZENITH (42-08-80-00). Chris De Burgh : 20 h 30 km.

Périphérie

CRÉTEIL 186- AVENUE (48-99-75-40). Jeen-Michel Pic & l'Autre Trio : 21 h ven. MONTREUR, INSTANTS CHAVIRÉS (42-87-25-91). Impossible Trio : 21 h

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Cat et les Softuires : 16 h 30 dim. ; Caroline Chive : 20 h 30 dim. ; Christine Rosmini : 20 h 30 km. BATACLAN (47-00-30-12). Denny Brillent: 20 h 30 mar.

BOBINO (43-27-24-24). Clovie : jusqu'au 25 novembre. 16 h mer. Les Enfants d'abord. CAFÉ BALTARD(42-33-74-03). Cyril Capelle: 23 h sam. (42-30-16-18). Ghulaim Mustopha: CASIND DE PARIS (49-85-99-99). Jac-20 h 30 jeu. Chant hindoustani.

RIS-ORANGIS. LE PLAN-(89-43-03-03). Bel Cimto : 20 h 30 van.

BATEAU-THEATRE (40-51-84-53). Lacouroura : 20 h 30 lún.

ques Dutronc : jusqu'au 28 novembre. 20 h 30 mar. CAVEAU OES OUSLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE CHATELET. THEATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Sand et les romantiques : jusqu'su 8 novembre. 20 h 30 dim., tun., mar. De Catherine Lara. Avec Catherine Lara. Jonicos Jamison, Geneviève Paris, Deniel Lévi, Klaus Biasquiz, Marilu Marini, Marie-Laure Dougnec, Jen Santy, Sava Lolov, Bernard Bollet, Alfredo Arles (mise en schne).

HOPITAL EPHÉMÈRE (46-27-82-82). Noir Paris : jusqu'au 31 octobre. 20 h mer., jeu., ven., sam., lun., mer. OLYMPIA (47-42-25-49). Jean René

14 h 30 mer. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Trio à Lapointe ; jusqu'au 30 novembre. 22 h 30 mar.

- 1 4 M

W . * 7-

28. 1 7. 2

THE P. P. LEW.

THE PARTY OF THE PARTY OF

12 Car. 1

12 A29 2 - W

TRUE WEST

TOTAL LAST !

CTV & CHANGE & A.

THE WHITE THE M

THE R MEN W.

23 2 TO WALL

gignists me :

THE SECTION ASSESSMENT

COLOR PROPERTY TO

Terral (State of the

TOP I THE RESERVE

PART BOOK TO BE

10000000 75 · R = 34

TEMPERATURE IN M.

Military Latinates

AT 3B '2536 ! '4 '5

V Som winder . .

SE HONORA

DESCRIPTION IN THE LAW.

BIRTON . B SATE .

THE THE LAND ...

BEDTOES I W ROOM

250M IN LOW ...

STEEL WARE & - THE

BE STEW IS I'M E TER E BEET B

गणका मा केरोला । अ

COLUMN SERVICE

THE METERS

TO THE PERSON AS IN LAND MAN W. W. S. S. S. P. יים בים ל צובה

CAD IN MANY

PACTOR IN THE PARTY OF

PRODUCT BENEFIT &

PER WEST

GENERAL .

TE PER 27 8 W/S 61

Aleren a ...

BUTTER TO A STATE OF is the case has some

Spine H. Low

SOLA BE ME SE AL SE

STATE OF THE PERSON Section 18

MEND & BALLS

TOWN I MAN

Side - St Street in w

Base of the Party of the Party

Service of the last of the las Date Barre

STON STORMEN

STATE OF STATE OF

S. St. W.

78C 28 C 84:

Section.

2 3E2 3E9/31 1 1

COME ! Bradunger . H. . A.

THE PARTY IN

G. S. Server Mount

E Park State Little of STATE OF THE

THEFT

3*** 1 ' ·

THEATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Les gros qui tachent : jusqu'au 2 novembre. 20 fi 30 jeu., ven., sam., km. ; 18 h 30 dim. ; Luki Borgia : 19 h jeu., van., sam. ; 16 h dim. THÊATRE DE LA RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Java des mémoires : 21 h mer., jeu., ven., mar. ; 18 h 21 h 30 sam. De Roger Louret.

THEATRE DES CINQ-DIAMANTS (45-80-51-31). Olga Forest : jusqu'au 29 novembre. 22 h mer., jeu., ven., sam. ; 15 h dirn. TOURTOUR (48-87-82-48). Tour deux

chants : 22 h 15 mer., jeu., ven., sem. ; Douce France : jusqu'eu 31 octobre. 19 h mer., mer., jeu., ven., sam.

Périphérie

LA COURNEUVE CENTRE JEAN-HOU-DREMONT (49-92-61-51), Danièle Houmont: 21 h ven.

RALLETS

CHATELET, THÉATRE MUSICAL OF PARTS (40-28-28-40). Ballet Frankfurt: jusqu'au 28 octobre. 20 h 30 mer. New Sleep, Hermen Schmannan, As a Garden in this Setting, William Forsythe (choré-

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Compagne Hervé-GI: 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; 17 h dim. You must have been a beautiful beby, Myrlam Hervé-GI (chor.).

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), Denseuses de l'Andhra Pradesh : 20 h 30 mer., jeu., ven., sem. OPERA-COMIQUE. SALLE FAVART 20 h mer., jeu., von. Ballet de Roland Port. Bellet national de Marseille, Eissabeth Terabust, Luigi Borino, Juan-Charles Ver-chera, Laurant Delibert, Thiarry Hautswald,

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). La Bayadère : 19 h 30 mar., ven., sam. Bailet de Petipa. Avec Isabelle Guérin, Moniques Loudières, Cloude Vayer, Elsabeth Maurin, Elisabeth Platei, Laurent Hilaire, Charles Jude, Menuel Legris, Kader Belarbi, Nicoles Le Riche, Wilfried Romoli, Orchestre national Hiche, Wilfried Romoli, Orchestre netional de l'Opéra de Paris, Vello Palni (direction), Rudolf Noursev (chorégraphia) Alvia Alley American Danos Theater: 19 h 30 mar. District Storyville, Donald MicKayle (chor.); Treading, Eliss Monte (chor.); Danes et the Gym, Donald Byrd (chor.); Bevelstions, Alvin Alley (chor.). THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77).

Karine Seporta: 20 h 30 mar. Le Rêve d'Esther, Karine Saporta (chor.).

Périphérie

COLOMBES. MJC THEATRE (47-82-42-70). Compagnie Jean-François Duroure: 21 h jou. Le Langaga des cisseux, Jean-François Duroura (chor.).

MUSIQUES DU MONDE

CENTRE MANDAPA (45-89-01-80). Barun Kumer Pal, Egmont Grisoni : 20 h 30 jeu. Guitare, tabla. Musique de l'Inde du Nord, Ensemble Yaki Kandru : 20 h 30 mer. MAISON DE RADIO-FRANCE

LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique ct de tentatives pour enrayer leur déclin économique, les États-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Etre la seule superpuissance? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la prassion de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts laternationaux? Quels sont ses handlicaps structurels? Où en est le rayonnement de sa culture?





EUROPE : LA RÉSISTANCE DES NATIONS

DES NATIONS
Après Montricht, le difficile apprenlissage du pariotisme européen : un
entretien avec Julia Kristeva, porchaalyste et écrivair. Une analyse de
Dominique Wolton, chercheur au
CNRS. Un faceà-face eurre Faul Ibibaud et Jean-Marc Fern, philosophes.
Le point de vue de Jack Hayward,
sociologue britannque, et de Gabrid
Liceanu, philosophe roumain.

EMPLOI: PEUT-ON PARTAGER LE TRAVAIL ? Les réponses contrastées de Marc llondel, secrétaire général de F.U., can Kaspar, secrétaire général de la J.F.D.T., Margaret Marcani, sociolo-ue, Gérard Mordillet, romancier et

MARCHÉ DE L'ART : QUI FIXE LE PRIX DES PEINTRES ? Une remontre animée par Philippe Dages, avec Raymonde Moulin, direc-trice du Centre de sociologie des arts à l'EHESS, Alfred Pacquement, directeur

NUMÉRO D'OCTOBRE 1992 / 30 F

LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT : 1 AN (11 NUMÉROS) : 216 F AU LIEU DE 330 F

Bon à renvoyer impérativement ayant le 31 décembre 1992 à :

幺

Alén, 44852 har-ser-Seine Codes / SUR MENITEL 1615. LENGNIDE code 480

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain hôte de la Maison Blanche. **ETATS-UNIS, FIN DE SIECLE**



ECONOMIE

BILLET

M. Kohl et la hausse des impôts

man in the state of the state o

Continue of the Continue of th

-

TAMES AND STATE OF THE PARTY OF

Saint Cartable Hamiltonia Pro-rie

Park of part the Parks - Army Connection of the Connection of the

26' 3. 30 per There is -tell the Keep

THE RESERVE AND THE PROPERTY OF THE PARTY OF

BOOK MARY TRUNK WE STANKE.

Company of the Compan

ANGELES SERVICES MANUAL CANA

rain, the Billion Philosoph Comment Public office, and there work But, when completion that is related the operation

Manual Control of Sun in Spring

LE MONIF

Pengham

BALLETS

tells, to a

Person

111 654,

M. Helmut Kohl a déclenché une tempête au sein de la coalition au pouvoir en Allemagne en déclarant dans une interview au journal Bild am Sonntag que ses concitovens devaient se préparer à « des temps ngoureux ». Le chanceller a annoncé que la réunification nécessiteralt de nouvelles hausses d'impôts à partir de 1995, ajoutant qu'il faudrait aussi allonger la durée du travail. Ces secrifices demandés longtemps à l'avance ont ébranlé la coalition au pouvoir. M. Theo Waigel, ministre des finances et leader de la CSU, branche bavaroise conservatrice de la démocratie-chrétienne, a immédiatement réplique que l'économie allemande était en fort ralentissement et que l'annonce d'impôts nouveaux risquait de casser la reprise. Si M. Waigel rappelle souvent que le rééquilibrage das comptes publics aliemands est aussi indispensable que difficile, ses propositions portent sur des économies budgétaires et non sur des hausses d'impôts. M. Jürgen Möllemenn, ministre de l'économia et l'une des têtes pensantes du petit Parti Ebéral qui participe à la coalition au pouvoir, préfère lui aussi réduire les subventions et les dépenses publiques, « les augmentations d'impôts ne devant être utilisées qu'en dernier recours ». Voilà donc M, Kohl un peu plus en difficulté. Les grands de ce mande ont décidément blen du mal à gouverner. Aux Etats-Unis, M. Bush risque de

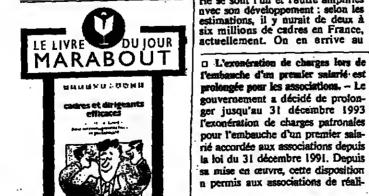
chuter sur des problèmes éconemiques. En Grande-Bretagne, c'est M. Major qui doit quasiment changer de politique pour se maintenir au pouvoir. En France, si la situation n'est pas aussi grave, le débat budgétaire et las réactions au sein même du Parti

Bérégovoy. Le tort de M. Kohl aura été de ne pas dire la vérité aux Allemands de l'Ouest lors de l'effondrement du mur de Berlin. Le chanceller avait assuré à l'époque que la réunification pourrait se faire sans douleurs, c'est-à-dire sans impôts. Les Allemands ont découvert depuis l'erreur ou le mensonge. Les augmentations de salaires - trop élevées - demandées par les salariés allemands a expliquent en partie par la volonté de contrer la volte-face de M. Kohl: les impôts supplémentaires seront effacés par des hausses

plus MM. Mitterrand et

Resta que l'Allemagne commence à abaisser ses taux d'intérêt at que ce mouvement peut assez rapidement s'amplifier. La politique budgétaire prend ainsi la relais d'une politique monétaire qui s jusqu'ici assumé l'essentiel de la rigueur. Tournant important puisque M. Major peut annoncer une nouvelle détente du loyer de l'argent et qu'en France il se

ALAIN VERNHOLES



La guerre commerciale transatlantique sur les oléagineux et les céréales

Les Douze tentent de trouver une position commune sur le volet agricole de la négociation du GATT

Les ministres de l'agriculture de la CEE, réunis luodi 26 et mardi 27 octobre à Luxembourg, devaient tenter de tronver une position commune à propos de leurs échanges agricoles avec les Etats-Unis. Alors que l'administration unis. Alors que l'auministration américaine a menacé, il y a quelques jours, d'imposer des sanctions commerciales à l'encontre des produits européens si la CEE n'acceptants de l'encontre des produits européens si la CEE n'acceptants de l'encontre des produits européens si la CEE n'acceptants de l'encontre de duits européens si sa CEE n'accep-tait pas la signature d'un accord, les responsables français oot une nouvelle fois rappelé leur opposi-tion à la signature d'un tel teste, dans l'état accuel des négociations.

Dimanche 25 octobre au soir, le ministre français de l'agriculture, M. Jean-Pierre Soisson, racevait

dans un diner « informel » ses homologues anginis, danois, alle-mand, italien, espagnol et irlandais.

Recentrage sur l'assurance

Le danois Baltica tente de réduire sa dette

Le premier groupe d'assurances danois Baltica, en proie à d'impor-tantes difficultés financières, a annoncé vendredí 23 octobre une série de mesures destinées à réduire soo endettement, estimé à 14 milliards de couronnes (12 milliards de francs) et à recentrer le groupe sur son métier principal qu'est l'assu-Ainsi, Den Danske Bank, le pre-

mier institut financier du Dane-mark, va entrer dans le capital de Baltica Forsikring en acquérant 32,46 % des actions de cette filiale d'assurances pour 2,5 milliards de couronnes (2,1 milliards de francs). Parallèlement à cette ouverture, l'assureur danois vient de se désengager de son concurrent suédois Skandia dont il possédait 4,9 % du capital, il vient également de céder une partie des 2,89 % qu'il détenait dans le groupe Suez où il était entré à la suite d'échange de participa-tions en 1989. Baltica Holdings e perdu au premier semestre près de 850 millions de francs en raison d'importantes moins-values sur les portesevilles immobiliers et boursiers (le Monde du 3 septembre).

son a déclaré : «La présence de mes homologues européens montre noire volonté d'arriver à des positions communes sur le GATT». Interrogé au «Grand Jury RTL-le Monde», le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a rappelé qu'e on ne négocie pas sous la menace de rétorsions ». Aliant

dans le même sens, l'ancien minis-tre de l'économie, M. Edouard Ral-ladur, n estimé à « L'heure de vérité», sur France 2, que l'inter-ruption des négociations jusqu'à l'élection présidentielle américaine da 3 novembre était « acquise ». Il a souhaité que «les Européens fas-sent preuve de solidorité». La veilla, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait affirmé

qu'aucun necord ne pourrait être signé avant le 3 novembre.

Plusieurs Etats sont malgré tout favorables à la conclusion rapide d'un accord portant notamment sur les exportations de céréales et la production d'oléagineux. Vendredi 23 octobre, le premier ministre britannique, M. John Major, avait souhaité la reprise rapide des négociations evec les Etats-Unis, tandis que le secrétaire d'Etat néerlandais chargé do commerce extérieur, M= Yvonne Van Rooy, soulignait samedi dans une interview accordée an quotidien néerlandais NRC Hondelsblad que la France e navigue actuellement dans des eaux difficiles du point de vue politique v. - (AFP, Reuter.)

Un numéro spécial d'« Économie et statistique »

La mutation de l'agriculture

Economia at atatistique, la revue mansualle de l'INSEE, vient de publier un numéro apécial consacré aux problèmea agricoles intitulé: «La mutation de l'agriculture » (1). On y relève notamment une étude sur las performances de l'egriculture eméricaine et la conclusion qu'en tirent les experts ; un net avantage des Etets-Unin sur l'agriculture suropéanne, entre 1973 et 1989, d'environ 30 % en termes de productivité.

Un autre prticia examine les perspectives pour l'agriculture française, à l'horizon 1997. après la réforme de la politique agricole communa (PAC) du printemps 1992. L'offre tendra à se repprocher de la demande, La eroissance da la production ve se relentir, notemment pour la visada, les céréstes et les oléagineux. En revanche, pour la porc et les volaites, le production augmentere du fait de

ments. Grace aux aiden importantes distribuées pour compenser in bnissa des prix, note l'INSEE, le revenu brut moyen par exploitation devrait non seulament ne pan diminuar maia progresser de 7 % an termes réels sur cinq ans, soit un peu plus qu'en l'absence de réforme de la PAC. Enfin, una étude sur le démo-

graphie insiste sur la diminution de la population active egricole. Si len tendances ectualles se prolongent, il ne restera plus que 700 000 axploitants an 1998, alors que le recensement de 1990 a dénombré 1 264 000 agriculteurs représentant 5 % de la population ective (20 % en 1962).

(1) Economie et statistique, numero de mai-juin 1992. Adresse postole : 75582 Paris Cedex 12.

Une nouvelle rencontre Etats-Unis - CEE pourrait avoir lieu à New-York

Le secrétaire américain à 'agriculture, M. Edward Madigan, et le commissaire européen pour l'agriculture, M. Ray Mac Sharry, pourraient se retrouver mercredi 28 octobre à New-York pour tenter de sortir de l'impasse les négociations sur le volet agricole de l'Uruguay Round qui sont bloquées depuis l'échec, le 21 octobre, d'une réunion de Bruxelles.

NEW-YORK de notre correspondant

En annoncant cette reneontre

Madigan-Mae Sharry, un baut fonctionnaire du département américain de l'agriculture, qui a tenu à garder l'anonymat, a précisé que celte réunion n'aurait lieu qu'à condition one les discussions visent à faire avancer le dossier et non pas à revenir sur des points déjà acquis. De même source, on indi-que que les deux négociateurs se sont entretenus de cette possibilité de rencontre per téléphone au cours du week-end. M. Madigan attend la réponse de la CEE aux

Après la rupture des précédents pourpariers de Bruxelles, une réu-oion s'était tenue le 22 octobre dans la soirée à la Maison Blanche en présence de M. Madigan, du secrétaire d'Etet, M. Lawrence Eagleburger, et de Mª Carla Hills, la représentante spéciale pour les relations internationales, A l'issue

de cette longue réuaion, M= Hills s'était adressée à la presse en attri-buant la responsabilité de la rupture des négociations à la CEE, accusée de ne pas avoir été capable de développer une position com-mune sur les deux principaux sujets concernés, les esportations de céréales et la production d'oléagineux, « Nous en sommes arrivés là parce qu'ils n'ont pas adopté de position commune. Nous ne pouvons pos négocier avec un fantôme», a-t-elle indiqué, ajoutant qu'elle « tentait fermement » d'obteoir un accord qui permettrait de compenser e les souffrances que subit notre industrie des oléagineux ».

En rejetant le responsabilité de l'échec des négociations sur les Européens, Ma Hills prend en compte les intérêts des fermiers américains, dont le revenu aura diminué de 18 % cette année par rapport au montaot record de 62 milliards de dollers pour l'ensemble de la profession, annoncé par le département de l'agriculture pour 1990, Mais M= Hills, placée elle aussi au cœur de la campagne électorale, entend défendre tout particuliérement le sort des 400 000 producteurs d'oléagineux qui sont installés, pour la plupart, dans le Missouri et l'Ohio, deux Etats généralement acquis au Parti républicain et qui, à fiuit jours de l'élection présidentielle, ne doivent pas basculer dans le camp démocrate. Mª Hills s'y emploie.

SERGE MARTI

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

D Conjoncture : forte progression des commandes industrielles. - Les commandes de biens d'équipements et d'outillage à l'industrie eméricaine ont progressé de 77,1 % en septembre par rapport à soût. Cette progression - qui n'est pas corrigée des veriationa selnonnièren - est le plus forte jamais anregistrée depuis vingt ens (l'augmentation evait été da 79 % entre novembre et décembre 1970). Par rapport à septembre 1991, la progression des commandes est de 6,1 % .

Afin de tenir compte des réalités sociologiques

Entreprise et progrès préconise l'abolition de la frontière entre les cadres et les non-cadres

Dans un document rendo public le 20 octobre, l'association Entreprise et progrès, qui réunit de nom-breuses entreprises françaises, pré-conise l'abolition de la frontière entre les cadres et les non-cadres telle qu'elle a été officialisée par les arrêtés Parodi-Croizat de 1945-1946.

Alors que d'autres s'interrogent sur la distinction opérée dans les cooventions collectives entre les cadres et les non-cadres ou que M= Martine Aubry souhaite que l'on examine un rapprochement l'on examine un rapprochement éventuel des statuts sociaux (« le Monde Initiatives» du 21 octobre), cette nouvelle mise en cause est pins fondamentale. Elle porte en effet sur l'ensemble des spécificités d'un groupe social qui n'a pas d'équivalent aussi large dans les autres pays occidentaux.

Pour Entreprise et progrès, « il est importont et urgent de reconnoître que la distinction (...) n'a plus de sens et constitue un obstacle ou progrès économique et social des entreprises ». Avec le temps, l'bétérogéoéité et le a malaise » identitaire de la catégorie se sont l'un et l'eutre amplifiés puver son développement : selon les nvec son développement : selon les estimations, il y nurait de deux à six millions de cadres en France, actuellement. On en errive au

□ L'exonération de charges lors de l'embauche d'un premier saiarié est prolongée pour les associations. - Le gouvernement a décidé de protonl'exonération de charges patronales pour l'embauche d'un premier salarié accordée aux associations depuis la loi du 31 décembre 1991. Depuis sa mise en œuvre, cette disposition

point où, selon Entreprise et pro-grès, il ne sera bientôt plus possible de définir les cadres « autrement que par leur adhésion à un même régime de retraile».

En conséquence, la frootière an est plus représentative des réalités sociologiques et culturelles » et ne correspond plus nu découpage des métiers entre ceux de concep-tion et d'organisation, d'une part, et ceux dits d'éxécution, d'nutre part. Les positions biérarchiques deviennent « ortificielles » et ces distinctions entretiennent « une vision périmée des structures d'en-treprise, fondée sur des principes de centralisation ». Surtout, le statut est en passe « de derenir une clause d'exclusion » pour nn nombre croissant de salariés et finit par constituer aun mur infronchissa-

Selon Entreprise et progrès, l'abolition passe par des discus-sions au sein des entreprises, par une revision des conventions et accords et par un assouplissement des règles de représentation, telles qu'elles figurent dans le code du travail. Financièrement, cela pourrait ne pas être plus conteux et un rapprochement des régimes de retraite « pourrait être opportun ».

ser 5 % du total des embauche avec exonération. Depuis 1989, l'exonération a permis aux travailleurs indépendants et aux gérants ger jusqu'au 31 décembre 1993 de SARL d'embaucher 260 000 premiers salariés, sur des cootrats à durée déterminée, précise le ministere du travail dans uo communiqué. Depuis le début de l'année, on en n enregistré 58 000, soit 16 % de plus qu'en 1991.

Le Monde **PUBLICITÉ FINANCIÈRE** Renseignements: 46-62-72-67

A M É R I Q U E D U

Il y a des Marchés qui Méritent le Déplacement

ARGENTINE, CHILI, VENEZUELA, PARA-GUAY, URUGUAY, BRÉSIL, COLOMBIE. ÉQUATEUR... Autant de pays, autant de marchés a developper ou à conquerir, à l'exemple des grands groupes internationaux français dans des domaines aussi variés que l'automobile, les communications, l'énergie, l'agro-alimentaire, etc...

AEROLINEAS ARGENTINAS vous ouvre les portes de l'Amérique du Sud et plus particulièrement celles de Argentine, offrant aux hommes d'affaires, aux industriels, des marchès à forts potentiels.

Tout est pret maintenant pour vous accueillir.

AEROLINEAS ARGENTINAS, 8 vols par semaine depuis l'Europe vers l'Amerique du Sud et plus de 50 vols inter-americains depuis Buenos Aires vers les grands centres de chaque pays.

Une flotte moderne, un accueil et un service à bord parfaits pour savourer immédialement l'hospitalité légendaire de l'Argentine. L'Amerique du Sud des Affaires par AEROLI-NEAS ARCENTINAS, un monde à conquerir.

Pour en savoir plus, appelez votre Agence de Voyages ou AEROLINEAS ARGENTINAS.

AEROLINEAS ARGENTINAS Le meilleur et davantage

77, Champs-Elysées - 75008 PARIS Tel.: (1) 43.59.02.96 - Fax: (1) 45.63.77.43

ETATS-UNIS, FIN DE SIECL

EST-CE LAFA

DU RÊVE AMERICAN

Mosques.

ECONOMIE

Les difficultés sociales en Grande-Bretagne

L'espoir s'éteint au fond de la mine

Suite de la première page

Devant la cage de l'ascenseur, les mineurs plaisantent encore, en forçant la note, pour conjurer ce mauvais sort qui s'acherne sur les « gueules noires», sur cet avenir qui ressemble à une galerie désaffectée. On parle de ce «pactole» redouté des indemnités de licenciement qui eccompagnera la fermeture prochaine de la mine, de l'attitude des syndicats, de mortgage (hypothèque) et de job-centre (agence pour l'emploi). Peter Higgs, trentecinq ans, dix-sept ans de mine, deux enfants, quelques mots hachés : « Je suis formé pour le travail de la mine, je ne sais rien faire d'autre. S'ils fer-ment, je suis fini. Je ne peux expliquer avec des mots ce que je ressens.»

Puis le silence s'installe. L'ascenseur est là, et les équipes se croisent : visages noirs de ceux qui mantent, visages blancs, presque hagards, de ceux qui descendent. Ces derniers «pointent» en donnant une pièce de métal au surveillant en faction : on saura ainsi oombien d'hommes travaillent au fond. La grille claque, Commence alors le voyage « au centre de la terre», 850 mètres plus bas, sept

noires» se sont précipitées dans la salle des lampes, presque en se bous-culant vers la sortie, la douche, le car, les petites maisons toutes pareilles de Grimethorpe ou Cudworth, le repos Ce n'est pas le temps des confidences: de toute façon, que dire de la fatalité du chômage?

« Du sang, de la sueur, des larmes»

L'un d'eux s'attarde pourtant, submergé de fatigue et d'émotion ; «A la fin de la grève de 1985, ma femme et moi avions décidé de ne pas nvoir d'enfants, parce que nous pensions qu'ils n'auraient pas d'avenir dans ce pays, » Dix-huit ans de mine, trentequatre ans, des indemnités de licen-ciement qui approcheront les 22 000 livres sterling (1), l'heure du bilan, paraphrasant Churchill : « Du sang, de la sueur et des larmes, c'est ce que nous arons retiré de la mine. » Un autre encore : « Avec mes indem-nités, nous ferons quelques achats pour nues, nous jerons queques achias pour la maison, je placerai I 000 livres en banque pour chacun des quaire enfants et nous nous offrirons des vacances, Après? Je ne sais pas, Je toucherai heures et quinze minutes de labeur et de chaleur infernale, l'une des trois shifts de la journée. Les «queules vendredi 30 octobre, les 848 employés

Plus de 100 000 manifestants dans les rues de Londres

De cent mille à cent cinquante premier ministre!» Le chef du ille personoes, selon la police, Parti libéral-démocrate, M. Pady mille personoes, selon la police, auraient manifesté dimanche 25 octobre à Londres, pour prolester, avec les mineurs britanniques. contre la politique économique du gouvernement de M. John Major. Parti des bords de la Tamise sous le cortege s'est rendu à Hyde Park pour y entendre les discours des dirigeants syndicaux et de l'opposition politi-que. Le leader travailliste, M. John Smith, s'en est pris à M. Major en lançant : « Protègez les intérêts nationaux et commencez à agir en

REPRODUCTION INTERDITE

RUE LIÉGE

Ashdown, a accusé le gouverne-ment d'être « d'une indifférence

Sur les pancartes, les slogaos allaicol de « Virez Mojor, pas les mineurs!» à « Aujourd'hul les mineurs, demain tous les outres!" Celle manifestation aura élé un succès pour le TUC (Trade Union dépassé celle de 1990 contre la poll tax et renouait avec celles cootre la guerre du Vietnam, il y a plus de

dant 787 mineurs - de Grimcthorpe auront perdu tout espoir avec la fermeture définitive du puits. Gri-methorpe est sur la liste des dix mines qui, qualifiées de « non rentables» par le gouvernement et par Bri-tish Coal, ne peuvent bénéficier du moratoire qui s'applique à 21 autres mines (le Monde du 20 au 23 octo-bre), dont le maintien en activité dépendra des résultats de l'enquête de viabilité. Un «sursis d'exécution» statutaire de quatre-vingt-dix jours a bien été accordé pour Grimethorpe, mais chacun sait que l'échéance est inéluctable. Pendant cette période, des équipes de maintenance surveilleront les installations essentielles, afin d'évi ter les inondations des galeries et la propagation des gaz, pour le cas - improbable - où la production

Tel est déjà le cas de la mine de Silverhill, dans le Nottinghamshire. Le site est silencieux et presque désert. Sur les superstructures du puits de la mine, un drapeau britannique flotte au vent, en berne, pour soutigner l'acte de décès du charbon. Le paysage est immobile, vallonné de collines de minerai noir, les tapis roulants suspendus qui relient de nigraterantes ouvest et enfangaires. gigantesques euves et entinnnirs s'étant figés au milieu de leur course. Un stock de 160 000 tonnes, représentant une valeur de 6,5 millions de livres, n'a pas trouvé preneur, à l'image de ces 25 millions de lonnes de charbon britannique qui, dès l'an-née prochaine, constitueront le surplus de la production nationale. Les mines ont beau evoir accru leur productivité de quelque 120 % depuis dix ans, le charbon reste trop cher, non concurrentiel, victime surtout d'une politique ce privatisation de l'électricité et du « dash for gas », cette ruée vers le gaz.

En l'an 2000, estiment les spéciaistes, la Grande-Bretagne n'aura pro-bablement pas besoin de plus de 25 millions de tonnes de charbon, le 25 minions de tonnes de charoon, le relais ayant élé pris par d'autres sources d'énergie. À Sheffield, le professeur Philip Wright, expert en questions énergétiques, ne doute pas un seul instant que la volonté du gouvernement est de signer un quasi arrêt de mott de la production charbon nière. S'il reconnaît un «gaspillage de capacité technique» dans les centrales au charbon, il souligne que nombre d'entre elles ont encore près de vingt années d'existence, et il dénonce des «choix oberrants» qui n'ont tenu aucun compte de la situation écono-

non meublées

offres

Paris

mique. A Sheffield, par exemple, où le chômage atteint 15 % de la popula-tion active, la fermeture des mines risque de multiplier par deux ce pour-

Ce jeudi 22 octobre pourtant, Silverhill a connu une brusque effervesvernus a connu une orusque efferves-cence evec la «sortie» de Roy Link, le président de l'Union démocratique des mineurs (UDM), installé depuis six jours au fond de la mine dans un «sitting» de protestation depuis l'an-nonce des 30 000 liconciernents. Mais la fête érait tricte posté en descriptions la fête érait triste: porté en triomphe par une centaine de mineurs, Roy Link s'est félicité du «sucrès» de son initiative, mais il est clair qu'il n'y croyait déjà plus : «Tout le monde a été floué par les conservateurs, pas seu-lement nous.»

En 1984, l'UDM a refusé de faire grève, provoquant une scission su sein de la puissante Union nationale des mineurs (NUM), présidée par M. Arthur Scargill. Cette brèche dans le front syndical s permis, l'intransigeance de Mar Thatcher aidant, de mettre fin au plus long conflit du travail de l'histoire des relations sociales britanniques. sociales britanniques. «A l'époque, se défend Roy Link, nous ne nous sommes pas battus pour le gouverne-ment, mais pour qu'une procédure de vote démocratique ait lieu parmi les

Aujourd'hui, les mineurs du Not-tinghamshire, comté qui représente le bastion de l'UDM, estiment avoir été trahis par le gouvernement. À Silver-hill comme à Grimethorpe, la colère le dispute à l'uncédulité et à l'anxiété, Ian Clayton, le directeur de Silverhill, sait que, «comme tout le monde», il va perdre son travail. Il reconnait que le charbon est, en Grande-Bretagne, une industrie «mourante», mais il ne trouve aucune justification au procédé de ces licenciements «sees», presque sans préavis, sans humanité. Il s'insuré aussi contre les chiffres avancés surge aussi contre les chiffres evancés par le gouvernement : seuls 5 % des mineurs, indique-t-il, peuvent espérer toucher le maximum du montant des indemnités de licenciement, soit

37 000 livres sterling, la moyenne se situant entre 15 000 et 18 000 livres.

Ce soir-là, à Mansfield, su cours d'une réunion organisée par Randy Florence, le président de l'union locale du Parti conservateur, c'est aussi le sentiment de la trahison qui dominait. Dix notables s'étaient rassemblés dans une salle municipale pour discuter de la situation créée par les licenciements. Avant qu'un vote à main levée des participants ne des pouvoirs publics de fermer 31 mines sur les 50 encore en acti-vité, le «président» n'avait pas caché son ressentiment: « Nous ne pouvons plus avoir confiance dans ce gouverne ment. Ce sont des brutes! Avant, lorsqu'un puits fermait, British Coal s'arrangeait pour reclasser les mineurs.»

Le reclassement, aujourd'bui, apparaît comme de la poudre aux yeux à beaucoup, Sieve Curry, mineur à Grimethorpe, est allé au job centre de Barnsley il y a deux jours. Sur les six offres d'emploi qui étaient proposées, une seule, compte tenu de sa formation, a retenu son attention : une place de veilleur de nuit, à 90 livres par semaine. Dans sa petite maison de Longwood, avec sa femme Ann, qui ne peut cacher son émotion, il détaille les projets communs aux-quels il leur faudra, des vendredi, renoncer, « Je voudrais donner mes indemnités de licenciement à ceux qui ont pris cette décision et leur demander de vivre avec cet argent, s'ils le peuvent, avec leurs enfants l'» Pour Steve, l'espoir est resté au fond de la mine de Grimethorpe, mais il est quand même allé à Londres participer à la manifestation dimanche 25 octobre: «Mo mine ne peut être sauvée,

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 F.

Un rapport officiel envisage la fermeture de plusieurs hôpitaux londoniens

M∞ Virginia Bottomley, ministre britannique de la santé, qui faisait référence à un rapport officiel rédigé par Sir Bernard Tomlinson, a indiqué devant la Chambre des communes, vendredi 23 octobre, que le gouvernement « accepte l'opinion largement partagée selon laquelle Londres compte un trop grand nombre d'hôpitaux et de

Le rapport Tomlinson préconise la disparition de plusieurs hôpitaux londoniens, doot celui Charing Cross, et la fusion de certains autres. Au total, une dizaine d'établissements sont concernés. Néammoins, M= Bottomley a souligné qu'il s'agit d'un conseil donné au gouvernement et non de la politi-que de ce dernier,

Suppression de vingt mille emplois

Elle a précisé qu'aucune décision mportante ne serait prise sans consultation des différentes parties concernées. Des propositions détaillées seront annoncées au début de l'sonée quand cette période de consultations démar-

Les syndicats jugent que la mise en application des recommandations du rapport, qui aboutirait à la fermeture de plusieurs milliers de lits, entraînerait la suppression de vingt mille emplois.

L'actionnaire roi

En quelques semaines, plusieurs PDG du secteur privé ont été remerciés. La crise rappelle que dans le capitalisme, le pouvoir est au capital.

La valse des PDG du secteur privé s'emballe. M. Pierre Conso, président des Ciments français : « démissionné ». M. Michel Bon, "démissionné". M. Michel Bon, PDG des magasins Carrefour : "viré". M. Jean Arvis, patron du groupe d'assurances Victoire: "rem-placé". M. Willy Stricker, président de l'Express: "alibéré de ses fonc-tions"... L'accélération des plans de licenciement dans les entreprises privées ne concerne pas que les « petits » salariés. En quelques semaines, plusieurs « poids lourds » de l'establishment parisien ont été remerciés et sont venus renforcer le marché, désormais bien encombré, des PDG chômeurs.

Différents les uns des autres, ces multiples départs rappellent à ceux qui auraient tendance à l'oublier une réalité simple du capitalisme : dans l'entreprise, le vrai patron, c'est l'actionnaire. Et lorsque les 1emps deviennent plus difficiles, celui-ci devient plus exigeant... ou plus fan-tasque parfois. Mais comme le dit l'un des «virés» récents, avec quelque réalisme : « De toute façon, l'ac-tionnaire a toujours raison. »

Avec le manque de capital, l'ab-sence de mécanisme de sanction à l'égard des dirigeants d'entreprise avait souvent été considérée comme l'un des handicaps de l'économie française. Si l'insuffisance de fonds propres reste une faiblesse, les PDG ne semblent plus désormais protégés ni par leurs titres, ni par leurs amitiés, ni par leur degré d'insertion dans le microcosme, ni même par leurs performances financières.

Certes, à l'agence pour l'emploi des ex-PDG, de nombreux inscrits ont en fait été écartés de leur poste précédent pour simple raison écono-mique. En clair, ils n'ont pas rempli les missions dont ils avaient été chargés par leurs actionnaires, familiaux ou institutionnels. Cela est particulièrement vrai aujourd'hui dans l'immobilier, nù de nombreux responsables paient de n'avoir pas anticipé le retressement de marché 1 ponsanies paient de n'avoir pas anti-cipé le retournement du marché. La banque Worms (du groupe UAP) a ainsi remercié M. Didier Renaudin, qui a dù abandonner son poste de PDG d'Acmer. La banque indosuez a «licencié» M= Geneviève Gomez, responsable notamment de la «sinte-tre ponsable notamment de la «sintere» opération sur l'immeuble des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). Elle vient de quitter ses fonctions de PDG de l'Immobilière Satis et de la Foncière des Champs-Elysées (le Monde du 14 octobre).

Autre victime récente de la crise des bureaux parisiens, M. Bertrand Balaresque, patron du Groupement foncier français, chassé au début du mois par les actionnaires - les assureurs de la place - catastrophés par l'état financier du groupemeot.

M. Antoine Dupont-Fauville abandonne la présidence de NSM (Neu-flize-Schlumberger-Mallet) : « départ à lo retraite», indique officiellement la banque. Quelques cadavres dans l'immobilier, soupçonnent certains

> Boucs *émissaires*

Ces licenciements dans l'immobi lier relèvent de pratiques déjà aneiennes dans le capitalisme fran-çais. Les patrons responsables de lourdes pertes ont toujours fini par être sanctionnés. Ils servent bien souvent de boucs émissaires. Ima-ginet-on qu'ils ont engagé les opé-rations désastreuses à l'origine de leur déchéance sans en avoir informé leur conseil d'administration, voire sans son accord plus ou moins explicite?

Aujourd'hui, le phénomène nou-veau est ailleurs : les actionnaires rappellent à leurs mandataires qu'ils rappellent à leurs mandataires qu'ils n'attendent pas seulement des dividendes. Ils sont aussi les véritables maîtres dans la définition de la stratégie des entreprises dont ils sont les propriétaires. Qu'un brillant inspecteur des finances, M. Bon, soit remercié brutalement par ses actionnaires familiaux, qu'un ancien élève d'HEC, éminent professeur de finances, M. Conso, le soit par une grande banque de la place, qu'un centralien infinent, M. Stricker, le soit par sa maison mère: tout cèla a soit par sa maison mère : tout cela a surpris le landerneau parisien. Ces dirigeants n'avaient pas démérité. Ils sont tombés sur des désaccords dans la politique à mener pour l'entre-

Actinnaire majoritaire de le société d'assurances Victoire, Suez n'avait aucun reproche à faire sur la gestion de M. Jean Arvis, l'homme qui a construit le groupe et en a fait l'un des plus rentables de la profession. Mais la compegnie financière, sensible à l'intérêt de l'un de ses propres actionnaires - en l'occursensible à l'interet de l'un de ses propres actionnaires – en l'occur-rence l'UAP, – souhaitait favoriser un rapprochement entre les deux assureurs. M. Arvis s'opposait à un tei projet. Entre le manager et le propriétaire, c'est ce dernier qui l'a emporté.

Même scénario dans le cas de M. Michel Bon: PDG des magasins Carrefour depuis deux ans (il était depuis huit ans dans la maison), il a mené, en parfait accord avec ses actionnaires, une stratégie gagnante de développement, avec l'acquisition, notamment, de Montlaur et d'Euromarché. Même si le fond du désaccord est encore peu clair, il a été remercié par les familles propriétaires du jour au lendemain. Encore mai élucidée, la démission forcée de M. Conso de la présidence des Ciments français est révélatrice elle aussi. Il semble que, o'ayant pas obtenu le soutien financier explicite de son ancien actionnaire majoritaire - Paribas - pour sa politique de développement, le patron des Ciments français a cherché à l'extéricur et sans en informer son conseil d'administration les moyens de financement dont il avait besoin. S'il est aujourd'hui condamné à démissionner, ce n'est pas seulement parce qu'il aurait caché certaines opérations à son propriétaire, C'est sur-tout parce qu'il s voulu mener une stratégie malgré son actionnaire.

Sur des sièges éjectables

Les patrons sont donc, eux aussi, sur des sièges éjectables. Ils ne peuvent trouver leur autonomie qu'en devenant eux-mêmes leurs propres actionnaires. C'est ce qu'ont parfaitement compris les «nouveaux condottieres» que sont les Vincent Bolloré, François Pinault, Bernard Arnault et autres Alain Mallart (Novalliance). Comme le raconte M= Christine Kerdellant (1), ceux-là ont su profiter des «années Mitter-rand» - avec les soutiens de l'Etat pour certains et l'euphorie financière pour tous - pour se constituer un capital et devenir les véritables maîtres de leurs empires.

Aujourd'hui, la crise ne permet sans doute plus la création de tels groupes. Les managers salariés peu-vent, certes, tenter de «gérer» leurs actionnaires - en les associant à leurs opérations, en leur assurant de confortables dividendes... ou en limitant leurs droits de vote. C'est ce que font encore avec succès des personnalités comme MM. Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Pierre Suard (Alcatel-Alsthom) ou Guy Dejouany (Générale des eaux)... Mais cela devient de plus en plus difficile. Avec la crise, les managers savent qu'ils sont à la merci de leurs saveni qu'ils sont à la mercr de leurs actionnaires. MM. Jacques Calvet (Peugeot SA), Gérard Worms (Suez), André Levy-Lang (Paribas) ou Pierre Dauzier (Havas), notamment, sont avertis. Dans le capitalisme, le pouvoir est au capital!

ERIK IZRAELEWICZ

(1) Les Nouveaux Condonières, Dix capitalistes des années Mitterand. Chris-tine Kerdellant, Calmann Lévy, 333 pages, 120 francs.

Le Monde

SÉLECTION **IMMOBILIÈRE** appartements ventes

91 - Essonne

VERRIÈRES-LE-2UISSON (S1) TRÈS URGT. Vd de parc boisé, 4 PÈCES, 76 m², 3- ét. se asc...

16. arrdt

AUTEUIL MAISON

serv., com cuis., 8- s/rue. 160 000 F, 44-72-86-81	habitebles à rénover + sous- sol aménagashle. 48-04-94-24 de 9 h à 19 h.	appartements	16 VHUGO Belles Feufles Gd standing, dble liv. + chore. 70 m² s/ jardin. Poes. park. 9 500 F + ch. 47-04-77-89
11- arrdt RÉPUBLIQUE Pres M- 2 P., cuss. TT CONFORT 3- ét Clair. Digloods.	PROCHE TROCADÉRO Superbe inam. p. de t. 1900 27fl. m², triple réception, e. à manger, 5 chb., service. 48-04-94-24 de 9 h à 19 h.	Rech. URGENT 100 & 120 m ² Paris. Práfero 5-, 8-, 7-, 14-, 15-, 16-, 4-, 9-, Paie compt.	AUTEUIL SUPERBE 2/3 P. 95 m² 9 365 F. chg. comp. 40-34-73-68
PRIX 412 000 F CREDIT. 43-70-04-84	20° arrdt PLACE EDITH-PLAF Ball immauble: 2 P., cuis	Chez notsire. 48-73-48-07 VOUS VENDEZ OU LOUEZ UN APPARTEMENT. Adressez-	BD RASPAIL 6- esc. Studio. 2 P. Vue, Charme, Refait nf. - 5 200 F. 45-08-65-17
14- arrdt 14- EXCEPTIONNEL. GD 2 P. Ti cit, dits exposition, très clair. Celme dans bis imm.	e. de bne. wc. Aso. SELLE VUE DÉGAGÉE. Tapes escal. 540 000 F. 44-78-86-81	vous à UN PROFESSIONNEL 40 ans d'expérience. SIFECO. 44-78-86-21	NOGENT-SUR-MARINE (94) Proche RER et BALTARO Pavill. sur 3 nivesus. 4 P., cuis
A VOIR	Seine-et-Mame MARNE-LA-VALLÉE NOISIEL Part. vend 3 piècas, 23 m². 100 m ligna RER, 30' Opera.	non meublées demandes	e. de 5., wc. Ajelier. Jerd. 1 250 000 F. 44-78-88-81 A VENDRE A MORSANG/ORGE (Essonne, berlieue sud,
DENFERT MARRE. Belle surface à réaménager eu 2 esc. dens Imm. enclen evec batcon. POSSIBLE PROF. LIBÉR. 43-35-52-82	Séjour 25 m², soi plancher, gaze murale, cusone équipée en chêne, 2 chembres, salle de baine 6 m², petit bureau, porte bindée, box en s/soi.	EMBASSY SERVICE	à 20 min. de Perisi PAVELON: 3 chbres, plus cuis. équipée, esjour double, selle de bris, wc, buanderle 'intujin' Alarme. Chauff, scollation upo
M- BENFERT-ROCHEREAU STUDIO av. s de b. Cairne et agréable dans superbe imm. pierre de t. Standing. 350 000 F. 43-35-49-79	Proximité tous commerces at écoles. PROX: 830 000 F Tél.: 34-92-07-00. Rép. Agence s'abstanir.	DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLES GESTION POSSIBLE (1) 45-62-30-00	PRE: Cire comm., continue. vois, poie, crêche. A 10 mn de la gare. PRIX 1 000 000 F. TEL 60-16-30-02

IMMOBILIER **D'ENTREPRISE**

bureaux

bureaux

bureaux

Locations

MULTIBURO TEL 48-40-37-03

Recherche 600 m² de LOCAUX PROFESSIONNELS

dans is 8-, 16- ou 17- arrondts 20 bureaux minimum Ecrire au journal se réf. 5002 La Monde Publiché 15-17, rue du Col.-P.-Avie 75902 Pars Cedax 15 VOTRE SIÉGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

A 5 minutes de ROISSY-CHARLES-DE-GAULLE GONESSE (95)



et protégée par alarme - dont 2 pièces blindées -900 F H.T. le m2 charges comprises

GIP - (1) 42 25 21 21

The second second in the

THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND

1000

ECONOMIE

ÉTRANGER

Un rapport officiel

envisage

la fermeture de plusieurs hopitan

londoniens

W- Very nee Bostomics, make

tellener in in Bernar Tonling

Pringiston Consulty Cramping omnitunes, rendredi 23 octobr dat, it Kannisteneri verebe data it Kannisteneri verebe

la disparation in politicas hopes

suited to the contract of the blusements sent concernit New

there we will be the state of t

Me. 15 4. Abril 17 - 192221 golde at

moderate and of the de la post

Suppression

de vingt mile cooks

fille a province du cuerte décisa

mportante to teral pos ses Company of the Commission of

Confession Ber biebering

PERMITTED TO SECURE TO SEC

debut de entite qued me

Let it martite regent que a cite per appearant of the comments tuben ibr in ber in bertrett la teret et er er pleteren milien de bie er fin berne in bemeine

ur prive unt eté szerék

Parities . That a potent

the theory of he was in print to

Committe frangen a derte a

twee or sale or signed some

Cadmin total in in men 3

Reservation of a state of St.

we were the first of the state of the state

of Marian . Tree Land Tale Jack laction a new two ordinary of the

house that I want to the Total Total

street thought are attended

Sur des siers

electrica.

THE REPORT OF THE PARTY OF

Better Traffic Arque 1 Little Lat Le rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement

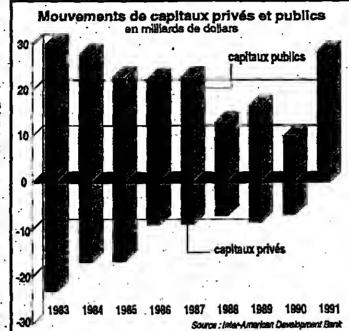
L'Amérique latine attire de plus en plus de capitaux

Les réformes engagées dans les pays d'Amérique laime ont favorisé, en 1991, une nette reprise de la croissance dans la région et une forte augmentation des flux nets de capitaix, note la Banque interaméricaine de développement (BIAD) dans son rapport annuel rendu public lundi 26 octobre. Après une décennie de quasi-stagnation, la production globale y a augmenté de 3,2 %. Certame pays ont enregistré l'an dernier de fortes progressions de leur activité: Panama (+ 9,3 %), le Venexuela (+ 9,2 %), l'Argentine et le Chili (+ 6 %) notamment.

rants, qui révèlent, selon le rapport, une entrée nette de capitaux de 36 milliards de dollars, soit une progression de plus de 100 % par rapport à 1990.» La BIAD note à cet égard plusieurs évolutions positives: le retour de capitaux nationsux qui avaient fui la région dans les années 80, l'orientation des flux financiers vers l'investissement productif (11 milliards de dollars d'investissements directs étrangers) et vers les placements financiers (10 milliards de dollars) dans le privé plutôt que dans le secteur public.

Les pays qui profitent le plus de cet afflux de capitaux sont ceux dont les économies apparaissent le plus engagées dans les processus de réforme structurelle: Pargentine, le Chili, la Colombie, le Meuque et le Venezuela, Les programmes de privatisation auraient attiré au total, en 1991, 3,5 milliards de dollars. Autre signe de la confiance retrouvée: a Pour la première fois depuis le début de la crise de la dette en 1982, des entreprises du secteur privé [de la région] ont pu avoir accès au marché

Pour l'avenir, les experts de la BIAD sont optimistes. Maigré la pénurie d'épargne au niveau mondial, les capitaux devraient continuer à affuer. Ils retiennent cependant certaines conditions. An niveau interna-



suite des « processus d'intégration régionale » et l'aboutissement des selon eux, que les pays poursuivent leurs réformes économiques et financières et améliorent la formation de leur main-d'œuvre. Mais surtout, les

région pourrait réellement bloquer la reprise en provoquant des réactions politiques et sociales négatives, en rédulsant les flux d'épargne privés et en relancant la fulte des capitaix»,

En vue de-créer une future zone de libre-échange en Asie du Sud-Est

Les six Etats membres de l'ASEAN discutent d'une baisse de leurs tarifs douaniers

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Réunis à Manille les jeudi 22 et vendredi 23 ectobre, les ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Association des nations de l'Asie da Sud-Est (ASEAN) ont confirmé que les premières mesures en vue de la création d'une zone de libre-échange seront appliquées à compter du le janvier 1993. A cette date, les six Etats de l'Association (Brunel, Indonésie, Malaiste, Philippines, Singapour et Thallande) procéderont à une réduction partielle de leurs tarifs douaniers mise an point, les 11 et 12 décembre, lors d'une réunion du conseil de l'AFTA, acronyme anglophone pour Asean Free Trade Ares.

Les débuts seront modestes. Le

Les débuts seront modestes. Le premier objectif est de réduire à 20 %, dans un délai de sept à dix ans, les taxes sur quinze catégories de produits qui représentent plus de

pays de l'ASEAN. Mais le classe ment et l'identification de ces produits ne sont pas encore terminés. En outre, des dérogations dans le temps et des exemptions sont prévues. En revanche, un consensus semble s'être dégagé à Manille sur la qualification des produits made in ASEAN: 40 % de leur contrau doit être produit dans l'un (ou plusieurs) des Etats de l'Association.

A terme, dans son ambition de créer un marché régional intégré, l'ASEAN entend ramener toute bartière douanière entre ses Etats membres à 5 % en l'au 2008, soit dans un délai de quinze ans, confurmé-ment à une décision prise lors du dernier sommet de l'Association, en janvier à Singapour. Les Etats de l'ASEAN – créée en 1967, – en pleine guerre du Vietnam – regroupent 330 millions d'habitants, et leur taux annuel moyen de croissance économique à été de 8 ces describées annuel Lucarià irise dette

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

née de coordonner tie des gouvernements qui la compo-sent. L'idée de créer une zone de libre-échange est encouragée par la croissance de pays dont certains sont déjà des «tigres» (Singapour) ou des «bébés-tigres» (Malaisie et Thailande) assatiques. C'est également une réponse à la création de la NAFTA (zone de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) et au marché unique européen.

Mais les négociations promettent d'être serrées entre des pays dont la croissance est drainée par les exportations. Le commerce inter-ASEAN ne représente que 20 % du commerce des Étais membres de l'Association. Les Theradeix à l'original ciation. Les Thailandais, à l'origine de la création de l'AFTA, unt davantage trainé les pieds ces derniers mois. Ce sont eux qui ont demandé le report à décembre du conseil de l'AFTA, qui devait se réu-nir cette semaine à Manille.

JEAN-CLAUDE POMONTS

dernières années. Jusqu'à une date

BNP INTERCONTINENTALE

RESULTATS DU 1º SEMESTRE 1992.

Lors de sa séance du 6 octobre 1992, sous la présidence de M. René THOMAS, le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE a arrêté les comptes du premier semestre de l'exercice en cours.

Le produit net bancaire du groupe s'élave à 542,9 millions de trancs et progresse de 7,5 %. La maison-mère - dont le produit net bancaire s'élève à 287 millions de francs - et les filiales, contribuent à cette progression à

Le résultat brut d'exploitation du groupe, en hausse de 6,1 %, s'établit à 273 millians de francs. En revanche, la diminution des résultate des sociétés mises en équivalence d'une part, la hausse des provisions d'autre part, entraînent une baisse de 22 % du résultat net, part du groupe, qui s'établit dans ces conditions à 130,8 millions de francs, au lieu de 167,6 au premier semestre 1991.

L'évolution du second semestre ne laisse pas prévoir d'amélioration de la conjoncture générale ni des conditions de l'exploitation bancaire;

Au cours de la même séance, M. Vincent de ROUX a été nommé Directeur Général de la BNP INTERCONTINENTALE, en remplacement de M. Jean-Claude CLARAC appelé à d'autres fonctions.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

GROUPE

Le Conseil d'Administration de la Société MMB, réuni le 22 octobre 1992 sous la Présidence de Monsieur Philippe CAMUS, a examiné les comptes du premier semestre de l'exercice 1992.

Les résultats sont les suivants :

DONNÉES SOCIÉTÉ MÈRE En millions de francs	1" semestre 1991	1º semestre 1992	
Résultat d'exploitation	(5,9)	(6,2)	
Résultat courant	(8)	(13,1)	
Résultat net	(8)	(13,1)	
DONNÉES CONSOLIDÉES En millions de francs	t#semestre 1991	1° semestre 1992	
Résultat d'exploitation	(7,5)	(14,2)	

Résultat courant (12,7)Résultat exceptionnel Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence 35,5 Autres éléments (13,1)(21)Résultat net consolidé part du Groupe (23,7)

La part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, essentiellement les Groupes MATRA et HACHETTE, qui constituent les éléments majeurs de la consolidation, augmente en raison de la hausse du résultat semestriel du Groupe MATRA annoncée par ailleurs.

Pour l'exercice en cours, le résultat net consolidé part du Groupe sera, conformément à l'évolution constatée sur ses principales filiales, en amélioration sensible par rapport à celui de 1991.

> FINANCEMENTS DE L'ACQUISITION EN LBO DE L'ACTIVITÉ LITERIE DU GROUPE PIRELLI

FINANCIÈRE SAPSA

FRF 175.000.000

BANQUE INDOSUEZ

Agent

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CRÉDIT LYONNAIS

CRÉDIT NATIONAL

CRÉDIT SUISSE (France)

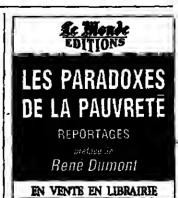
UNION EUROPÉENNE DE CIC

Suez Finance Conseil (Paris), Suez & Associati SpA (Milan) et Overseas Partners (Milan) ont conseillé les investisseurs pour cette transaction

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

141 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE Le Monde est leur premier titre d'information. (IPSOS 92)



The state of the s

limitan' be'

TREPRISES

Un investissement de plus de 1 milliard de francs

Monsanto se diversifie dans la pharmacie et l'agroalimentaire

Douziéme groupe chimique mondial, l'américain Monsanto nura investi en quatre ans en France plus de l'milliard de francs pour développer son acti-vité agroalimentaire et pharmaceutique en Europe au travers de ses filiales Searle et NutraSweet. Repris par Monsanto en 1985, Searle, seizième laboratoire pharmaceutique américain, a inventé la pilule contraceptive et découvert l'aspartame au milieu des années 60. NutraSweet, de son zôté, a été créé en 1985 pour se spécialiser dans les produits alinentaires diététiques.

Premier projet, estimé à 250 millions de francs, la modernisation d'une usine pharmaceutique implantée à Evreux (Eure) et qui apparienait à la Sanofi jus-qu'en 1988 sera acbevé début 1993. Sur ce site, Searle produit

non seulement des produits éthiques en cardiologic, gastro-entéro-logic et gynécologie, mais aussi des produits grand public comme l'édulcorant Canderel, fait à partir d'aspartame. Présent en pharmacie comme dans la grande distribution, Searle envisage de se renforcer sur ce deuxième secteur en lançant dès l'année prochaine un chocolat allégé Can'Kao, fabriqué par les Chocolats Barry.

Au même moment, à Gravelines, dans le Nord, près de Dunkerque, NutraSweet construit une unité de production d'aspartame qui devrait démarrer au début de l'année prochaine, L'investissement de 850 millions de francs est réalisé avec le japonais Ajjinomoto, qui a mis au point le pro-cessus de fabrication industrielle. La fabrication est commune dans le monde entier, mais la distribution est répartie selon les zones géographiques.

Le brevet couvrant l'aspartame, une molécule issue de deux acides aminés, n'est valable qu'aux Etats-Unis, à la suite d'une erreur des juristes du groupe. Dans ce pays, il deviendra caduc dès la fin de l'année, ce qui devrait entraîner une chute des revenus en raison d'une inévitable concurrence. Les chercheurs du groupe tentent en conséquence d'améliorer la formule pour déposer de nouveaux brevets. Un laboratoire lyonnais de l'université Claude-Bernard travaillant pour Nutra-Sweet vient de mettre au point une molécule édulcorante, dont le pouvoir atteint deux cent mille fois celui du sucre, soit mille fols plus que celui de l'édulcorant

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRÉATION

U Volkswagen lancera sa petite Chico en 1995, - La nouvelle petite Volkswagen, la Chico, sera lancée sur le marché en 1995, a annoncé, vendredi 23 octobre, un porte-parole du constructeur automobile allemand. Ce modèle, une deux-portes avec hayon de 3,40 mètres de long, doit offrir deux places à l'avant pour adultes et deux places à l'arrière pour enfants. Elle aura une version essence et une version diesel. Son prix devrait tourner autour de 18 000 deustchemarks (60 000 francs environ). Volkswagen s'attaque ainsi au segment des petites urbaines que redécouvrent les constructeurs eurod'ailleurs, comme une concurrente directe de la Twingo de Renault. Ce lancement apparaît tardif. Jusqu'en 1995, la Polo va rester le modéle d'entrée de gamme de Volkswagen. A moins qu'entre-temps, le fameux véhi-cule Swatch prenne le relais...

COOPÉRATION

□ Financière carton papier (FCP) et Enropa Carton venleat fusionner leurs activités « boites pliantes ». - La Financière carton papier (FCP) et la société allemande Europa Carton, filiale du groupe américain Stone Container Corp., ont signé une lettre d'intention pour la fusion de leurs activités « boites pliantes ». Cette «joint-venture », à 50-50, devrait se concrétiser en décembre pour donner naissance à l'un des plus grands groupes européens dans la boîte pliante avec des unités de production en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. Installée en Alsace, FCP est une société anonyme non cotée contrôlant notamment les cartonnages de France, les cartonneries de Saint-Germain, Cajofe industries et ICP logistique. Avec le rachat du canadien Consolidated Bathurst en 1989, Stone Container est le dixième papetier mondial. Son chiffre d'affaires s'est élevé l'an dernier à 5,4 milliards de dollars (27 milliards de francs).

CAPITAL

DMC (textile) : les AGF réorganisent leur participation an

en milliers de (FF)

Chiffres d'affaires.

Bénéfice consolidé

de Caterpillar au Maroc.

capital. - La société centrale des Assurances générales de France a franchi, à la hausse, le scuil de 10 % des droits de vote de la société textile Dollfus-Mieg et Cie (DMC) le 18 septembre, a Indiqué, vendredi 23 octobre, la Société des Bourses françaises. Scion le communiqué, les AGF détiennent désormais 10,38 % des droits de vote répartis entre AGF Vic (9,66 %) et la société la Métropole (0,72 %). Le même jour, la société AGF 5000, elle aussi contrôlée par la société cen-trale des AGF, a franchi, en baisse, le seuil des 5 % de droit de vote et ne détient plus aucua droit de vote de cette société.

D Rhone-Ponlene : M. Jean-Marc Bruel vice-président, -M. Jean-Mare Bruel, actuel directeur général de Rhône-Poulenc, a été nommé vice-président du groupe, un poste qui vient d'être créé, a indiqué vendredi 23 octobre un communiqué de Rhône-Poulenc. M. Bruel (cinquante-six ans), entré chez Rhône-Poulenc 2n 1963, prendra son nouveau poste à compter du la novembre. il sera chargé d'assister le président du groupe, M. Jean-René Fourtou, dans ses missions internes et externes et le remplacera en cas d'absence.

 AMS Packaging: M. Panl Holderith président da consell d'administration. – AMS Packaging, la filiale du groupe franco-britannique CarnaudMetalbox spécialisée dans les emballages pour les cosmétiques et les médi-caments, a nommé M. Paul Holderith à la tête de son conseil d'administration. M. Holderith, quarante-six ans, remplace à ce poste M. Arnaud Fayet, désormais membre du directoire de la maison mère. M. Holderith était depuis un an directeur général d'AMS (1 milliard de francs de chiffre d'affaires).

RACHAT

COMPAGNIE OPTORG

I≝ semestre 92

811 448

2 769

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Résultats du premier semestre 1992 Les comptes consolidés examinés par le Conseil du 22 octobre 1992 font apparaître les chiffres ci-après :

Cette évolution défavorable a pour origine us environnement médiocre tant en France qu'en Afrique où se sont en outre développées des difficultés ponctuelles concernant plus particulièrement Peyrissac-Sénégai, le Burkina, le Niger et le Congo.

Avec les réserves d'usage on peut envisager, pour le deuxième semestre, un résultat global sensiblement meilleur que celui réalisé au premier semestre.

Les prochains exercices devraient quant à eux enregistrer les effets bénéfiques des actions correctrices mises en opplication et de la montée en régime particulièrement satisfaisante de la nouvelle filiale assurant la représentation

□ Pepsi Cola va racheter denx entreprises en Espagne. La filiale espagnole de la multinationale américaine Pepsi Cola va acquérir les entreprises espagnotes Kas et Knorr Elorsa (Kesa), au terme d'un accord de principe conclu entre Pepsi Cola

I≝ semestre 91

16 271

Espana, la banque espagnole Bil-bao Vizcaya (BBV) et la famille Knorr, La BBV et la famille Knorr vendront 70 % du capital de Kesa, neuvième entreprise du secteur alimentaire espagnol, et la totalité de celui de Kas à Pepsi Cola Espana, qui détenait déjà 30 % des titres de Kesa, a précisé un communiqué publié !e

22 octobre.

☐ General Dynamics : 1680 snppressions d'emplois. - Le constructeur aéronautique américain General Dynamics va licencier, dans les cinq prochains mois, 1 680 employés de son usine d'assemblage d'avions com-merciaux de San-Diego (Californie). Ces suppressions d'emplois représentent 40 % des effectifs de cette unité baptisée Convair, qui fabrique en sous-traitance le fuselage du MD-II, le triréacteur long-courrier de McDonnell Douglas. Elles interviennent après la décision du constructeur aéronautique de réviser en baisse son rythme de production de ces avions en raison du net essousflement de la demande mondiale.

INAUGURATION

D Salut-Gobain onvre nac usine spécialisée dans les « cristaux et détecteurs » en Seine-et-Marne. -La branche céramiques industrielles de Saint-Gobain, la société Quartz et Silice. a inauguré récemment une nouvelle usine spécialisée dans la production de « cristaux et détecteurs » Saint-Pierre-lés-Nemours (Seine-et-Marne). Premier producteur mondial de détecteurs de rayonnements nucléaires, la branche céramiques industrielles de Saint-Gobain a acquis, en 1990, deux sociétès américaines spécialisées dans les « cristaux et détecteurs ». La nonvelle usine de Saint-Pierre-lès-Nemours constituera une basc européenne ponr ces produits et utilisera certaines des technologies américaines, Elle emploie 65 personnes et devrait accueillir 120 personnes d'ici trois ans.

Le Monde

Edné par la SARL *Le Monde* Comité de direction : acques Lesourme, gérant trecteur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guili dirocteur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Daniel Vernet

Anciens directeurs : ubert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET BIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
TM . 11 40-51-25-25
Télecopieur: 40-65-25-99
ADMINISTRA TION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRV-SUR-BEINE CEDEX
TM . 171 40-55-25-25
Tokcopieur: 48-80-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

G.F.F. (group fon.l.). ..

PARIS, 26 octobre

La Bourse de Paris était plutôt ben orlentée lund: 26 octobre pour la première séance du nouveau terme boursier de novembre. En progression de 0,88 % eux début des trensactions, les valeurs Irançaises effichalent une hausse comparable à la mi-journée. Plus tard, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 s'inscrivait en hausse de 0,7 % sur s'inscrivail en hausse de 0,7 % sur son précédent niveau.

Si le nouveau terme boursier e débuté lunci dans de bonnes condi-tions, les opérateurs relevaient toute-fois que le marché ne manifestait pes un optimisme excessif. L'avènement d'un nouveau terme l'avorise tradition-collegnes mais traditionnellement la tendance, mais les achate restaient néanmoins « parcimonieux ».

Le Matif continuait d'être bie Le Matif continuait d'être bien onenté, testant sans succèe le seuil des 111 points. Ce marché espéralt une détente des taux d'Intérêt en France lors de la prise en panelon lundi après des mouvements similaires en Europe cos demiers jours, espoir décu puisque le Banque de France annonçait maintenir ses taux en l'étai à l'issue de son eppel d'offres,

Cela étant, les opéraleurs manife taint une cartaine réserve, car à leurs yeux, même si basse des taux il y evait eu, elle était déjà inscrite dens les couro. Dans cette perspective de diminution des conditions du crédit, le

Parmi les titres en forte hausse on relevait Centrest avec une progression de 19,1 %, Sextant Avionique gagnait pour sa part 12,3 % el Thomson CSF, 5,7 % pour 85 000 titres. A la baisse, on relevalt le Printemps, SCOA et Métrologie International.

LES INDICES HEBDOMADAIRES **DE LA BOURSE DE PARIS**

ENSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

ladices généraux de b 31 décembre 19	asa 190 : 191	
	t6-10-92 2	3-10-92
Valence france, à rev, variable Valence fixtungines Pitroles Extergie Cisiale Pitroles Extergie Cisiale Résidençie, salcunique Electricite, dépetrosique Bittioner et mathifare Pitroles de constop, gost afies. Agrodimentative Distribution Transporte, locales, parvices Assumment Crédit bauque Siscons Jessenballer et francher Inventioner et francher Base 100 : 31 décemt	93,7 98,1 82,1 114,4 90,8 88,5 107,2 99,7 100,5 85,5 86,8 103,9 79	97,3 101,3 104,3 116,4 92,8 104,7 51,7 111,3 104,9 88,4 90,2 109,3 85,2
Valents franc, à revenu fixe	100,2 100 . 100,3	101,6 101,6 101,6

190,6 Sase 100 en 1949 Base 100 en 1972 Base 100 : 31 décembre 1980 fice des val, fr. i rev. fixe etis et essigilés

> COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

	16-10-92	23-10-92
Indice global	445,9 410,2	460,8 424,2
Construction	268.3 218.1	271,3 219,7
Bless de conscer, durables	443,4 758,7	480,9 814,1
Servicas	834.9 434.7	853,1 448,3
Sociétés de la zone franc exploi-	389,2	404,6
tant principalement à l'étranger Valours industriglies	364,2 466,8	367,1 482,2

TOKYO, 26 octobre \$ Repli

La 6ourse de Tokyo a clôturó en aisse kindi 28 octobre dans un marbaisse kindi 28 octobre dans un marché rorno or étrait. Au termo doc transactiono, l'indice Nikkei e perdu 108,32 pointo, soir 0.62 % à 17 011,33 pointe. Les échanges ont porté sur 130 millions d'actions envi-ron contre 220 millions au coure de lo séance prócédente. Los investisseurs cont restés eur la rouche avant la série de résultets de sociétés du socteur tachnologique cetta semaine et la réunion des banquoe contrales japo-naise et ellemande.

O'autro pan, los luttos intectinos au sen du Parti libérol démocrate au pouvoir (assent, maie les opérateurs craignont qu'ollee ne paralysont le gouvernement devant le Parlemont lore de la prochaine session, qui doit netamment aborder le plan de relance deconomique.

VALEURS	Cours du 23 oct.	Cours du 26 oct.
Ajnomoto Bridgestone Caron Frig Benk Honde Motors Masseshita Elecanc	1 270 I 110 I 270 1 800 1 320 I 150	1 250 1 110 1 250 1 780 1 250 1 130

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

46-62-72-67

PARIS

Second marche [sélection]					
VALEURS	Cours prēc.	Demiar cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours
Alcarel Clibies	4285	4385	Immab Hötelière	1000	
BAC	23 70		Interns, Computer	109	
Baue Vernes	670		IP.8 M.,	51 90	l .
Baron Ly)	517	517	Locame	70	
Boissex (Lyon)	236		Matra Comm	295 70	295, 70
CAL-de-Fr. (CCL)	820	B20	Moles	140	
Calberson	209		N.S.C. Schlumberger	765	
Cardi	760	767	Publi Filipacchi	380	385
CEGEP	154		Rhone-Alp Ecu (Ly)	308	
CFP1	259		Select Invest (Ly)	82	
CHIM	994	995	Serioo	152	
Codetour	264 90		Sopra	298	
Conforama	*:::		ΤF1	332	332 10
Creeks	111		Thermador H. (Ly)	320	
Dauphin	170		Uniter	240	
Delmas	990		Viel at Ce	98	
Demacky Worms Co	350	****	Y. St-Laurem Groupe .	570	586
Devantay	925	925	I. SALZURII GUQPE - J	310	304
Deville	99		1		
Delises	114	•••			
Edmons Belfond	200		LA BOURSE	SUR M	INITEL

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 23 octobre 1992

COURS		ÉCHÉ	ANCES	
COOKS	Déc. 92	Mas	rs 93	Juin 93
Dernier	110,74 110,26		1,28 1,74	1t 1,t 0 1 10,90
	Ontions	sur notiona	a.l	
	Spanis	IIODOIME	GI.	
PRIX D'EXFRCICE		D'ACHAT		DE VENTE
PRIX D'EXERCICE				DE VENTE

CAC 40 A TERME

•	•	
Oct. 92	Nov. 92	Dec. 92
1 788 1 743	1 798,50 1 760	t 80t t 775
	1 788	1 788 1 798,50

CHANGES

Dollar: 5,2310 F 1

Le dollar s'est raffermi, lundi, après s'être échangé à la baisse à l'ouverture du marché interbancaire à Paris. En début d'aprés-midl, il côtait 5,2310 francs contre 5,1935 francs à la clôture des

vendredi.					
FRANCFORT	23 oct.	26 oct.			
Dollar (cn OM[TOKYO	£,5310 23 oct.	L5249/50 26 oct.			
Dollar (en yens). t21,20 121,62					

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (26 oct.) 9 15/16-10 1/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-91) 22 oct. 99,10 84,40 [SBF, base 100 : 31-12-81] Indice général CAC 454,94 |SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 t 730,74 t 766,4t

.

NEW-YORK (In	dice Dow .	lonas)
	22 oct.	23 md.
Industriciles	3 200,88	3 207,64
LONDRES (Indice	e Financial	Times of 23 oct.
100 valeur	2 658,10 1 969,80	2 669,76 t 981,70
Mines d'or Fonds d'Etat	74.80 92,87	76,30 93,41
FRAN	CFORT	
	22 oct.	23 oct.
Das	t 5tO.tt	1 526.82

TOKYO

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERM	E TROIS MOIS
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
S E-U Yes [100] Ees Deutschemark Franc winste Lire italieune (1000) Livre sterling Peseta (100]	5,1830 4,2483 6,6500 3,3898 3,7909 3,8750 8,3275 4,7835	5,1860 4,2544 6,6600 3,3903 3,7960 3,8900 8,3375 4,7908	5,2635 4,3123 6,6463 3,1982 3,8237 3,8233 8,3684 4,7310	\$,769\$ 4,3217 6,6628 3,4013 3,8322 3,8517 8,3859 4,7459

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

		SICIN	TROIS	MOIS	SIX	MOIS	•
	Demandé	Officit	Demandé	Offert	Demandé	Offert	_
Ke 1 1007 Con 1007 Co	3 1/8 3 15/16 10 8 11/16 5 15/16 13 3/4 8 3/4 13 1/2 9 3/4	3 1/4 4 1/16 10 1/8 8 7/8 6 1/16 14 3/4 9 7/8	3 7/16 3 5/8 9 7/8 8 9/16 6 13 5/8 7 5/8 13 1/2 9 5/8	3 9/16 3 3/4 10 8 3/4 6 1/8 14 3/8 7 7/8 14 9 3/4	3 L/2 3 5/8 9 3/8 8 1/16 5 7/8 13 L/8 7 13 3/8 9 L/4	3 5/8 3 3/4 9 1/2 8 1/4 6 13 7/8 7 1/4 13 7/8 9 3/8	

Ces cours indicatifs, protiqués sur le morché interbancaire des devises, communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de lo 8NP.

□ Sidérurgie espagnole : Bruxelles appronve aous conditions les aides d'État. – La Commission européenze a npprouvé, mercredi 21 octobre, sous strictes conditions, les aides d'Etat liées au plan de restructuration de la sidérurgie en Espagne. Ce plan, qui concerne surrout les groupes publics Sidenor et CSI (Corporacion Siderurgica Integral) prévoit une réduction de la production annuelle d'acier à 4,5 millions de tonnes. Il préconise aussi 9 800 suppressions d'emplois.

Bruxelles a autorisé une aide de

505 millions d'écus (3,2 milliards de francs) à Sidenor, qui va réduire de 31 % ses capacités de produc-tion et de 39 % ses effectifs. Le gouvernement espagnol souhaitait également verser une nide de 3,98 milliards d'écus (25,8 milliards de francs) à CSI. Celle-ci ne sera acceptée que si des mesures de restructuration plus rigoureuses sont arrêtécs, a indiqué la Commission. Le dossier de la sidérurgie espagnole sera discuté le 24 novembre à Bruxelles par le conseil des ministres de l'industrie. NANCIERS

VALTURG

LA BOURSE SUR MINITEL

FORE IN

BOURSES

Secretary (1987)

Secretary (1987)

Secretary (1988)

Secretary (1

ond marché

PARIS

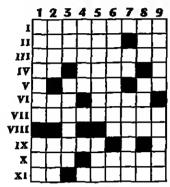
•• Le Monde • Mardi 27 octobre 1992 25

DALLING	FINANCIERS
WARLERS	PHNAMULTAN

BOURSE DU 26	OCTOBRE				Cours relevés à 13 h 30
Couppes VALEURS Coups Premier Densier S coups coups +-		glement mens	uel	Compan- tation VA	ALEURS Cours Pression Deminer % cours +
4890 CJLE 3% 4880 4900 4900 + 0.41 Company 1802 B.M.P. T.P. 900 800 800 H.O. T.P. 1809 809 810 + 0.12 Marione W.	ALEURS Cours Pressier Denier % Compo- nation cours +- nation	VALESIES Cours Proteins Depier cours	% Company VALEURS Cherry priced.	Prestrier Densier N 11 50 Gencor cours cours + 390 Gén. B 166 Gén. M	
1019 Saint Gebein T.P. 1013 15017 1014 (4.0 to] 300 C46	Foncier	Legend (17)	+ 4 39 560 Societa Gené 580 + 2 15 36 Societa Gené 36 10 	70 75 +838 45 Gairme	Aropol 34 35 30 34 40 + 1 18 84 45 75 + 3 68
530 ACCOR	Nat	LV.M.H	- 0 47 930 Sodieba 950 + 1 15 75 Sognedity 76 50 - 480 Sogned 470	950 952 +021 19 Hansot 75 90 77 +0 13 10 Hansot 462 465 40 ~0.98 290 Hanset	ny Gold 9 70 10 55 10 15 + 4 64 12 272 80
240 ALSPL 238 50 248 80 247 + 3 56 157 Debt 410 ASPair Lonnais, 413 50 444 416 + 0 50 1470 Debt 124 ASPair H. Midde, 125 70 122 124 50 - 0 48 52 Debt	72 2942 2942 2930 -109 43 mit Avierton. 342 332 342 265 mit Benty. 158 153 10 155 -150 155 mit benty. 1590 1590 520 21C.U. 80 52 52.90 +5.80 31	Mateleurop	+ 5 28 1070 Son-Alb	1080 1084 + 1.77 30 Hitselfs 256 841 + 2.23 63 House 250 232 - 2.52 85 1.51 222 223 + 2.06 85 1.51 1.54 1.55 1.55 1.55 1.55 1.55 1.5	
147 Ballo 147 146 80 147 275 DM 50 Ball Equipmen 59 50 60 20 54 +0 84 395 Dods	LSad-Ex. 88 50 85 62 -8 77 180 272 50 -0 50 82 82 85 85 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80	Michaela 191 50 195 194 50 MAR 220 83 85 82 50 Mariana 7960 81 20 81 45	+ 1 35 215 Spin-Barignol 218 60 + 0 36 500 Strator Faccos 507	515 520 +2 50 330 LT.T	353 30 356 50 361 60 + 2 43 330 10 336 337 30 + 2 24
630 Bazer HV	798 800 790 -100 215 312 318 -322 +021 73	Nord-Esc. 107 40 108 109 30 Nordon (My) 214 73	+ 1 77 113 Thomson CSF 114 1235 Total 241 80 143 143 143	115.80 220.50 + 5.70 45 Minsion 242.50 243 + 0.50 215 Mc Dor 142.10 145 + 1.40 210 Minsion	Reid's 220 221 50 225 + 2 27 214 218 21T + 1 40
1855 186	petalor 346 349 345 70 - 0.09 990 noligicismoli 115 1135 1121 + 0.54 330 Bir Confil 241 241 10 242 50 + 0.32 130 Bir Begin 343 342 10 344 50 + 0.44 405	Precision FZP			2017 327 331 831 + 122
355 8 M P CD	nuiDP	Penned Ricard	+ 2 48 450 U1C 458 + 1 69 430 U1F 422 + 0 32 700 U1S 739 - 0 13 370 Unibal 363	430 411 -281 3780 Nestid.	
96 97 FORDA 97 80 86 10 87 80 74 Enrice	RSOS 442.50 481 456 +3.05 180 77.55 +1.31 740 81 180 815 - 225 -1.79 780	Point St. Lamb. Fr. 186 170 180	- 3 23 840 Valido	1 117 1 129 1- 1 75 1 205 196Zn 8	Moms
170 Cap Sen.S. 170 166 50 173 40 + 2 00 1458 Evc. 171 Carpuderealbox 175 179 175 50 + 3 29 100 Fluor 175 175 50 + 3 29 100 Fluor 175 1	1450 1450 1450 296	Redoteche	+ 3 62 1230 Zodisc 1219 - 0 87 855 El Gabon 852 + 0 64 83 Argan 85	1225	
150 Custon 152 50 150 50 152 -0.33 3250 From 150	ATT ATT ATT ATT	R. Poutenc CP	+ 2 85 155 Agrer, Barnck	106 28 108 + 1 41 240 Rhone 225 225 + 4 77 430 Royal 1 100 90 102 30 + 1 29 52 0 7 Z	Poul Roter 247 248 30 253 + 2 43 Doub. 434 50 436 20 438 80 + 0 53 52 40 52 70 52 50 + 0 38
32 CCMC 32 36 85 35 35 10 94 1000 1	t See: 1047 1061 1083 +153 152 hysiqua. 555 660 680 +076 2050	Sade 84/	-340 189 Angrid 189 -0 93 179 Basco Sassander 186 +0 14 720 9.A.S.F. 723	195 50 187 30 -0 50 12 50 Sant & 185 180 -3 23 19 50 St Heb 740 745 +3 04 340 Schlar	ena
270 C.E.P. Comm. 284 50 294 70 290 + 1 79 295 STM 77 Comm. T4 50 79 77 + 3 35 1510 Comment. 850 850 855 + 0 69 107 (Sach	me-Ses 1549 1540 1525 ~ 1.55 270	Saint Louis	- 181 42 Stenheim Plc 41 55 25 Bulleluion 26 10 - 0 67 121 Chase Mach 122	42.50 43 + 3.49 1890 Same 26.40 25.50 - 0.77 173 Som- 123.50 123.50 + 1.23 173 Som-	1895 1900 1915 + 1 06 165 170 60 171 60 + 3 94
189 CF ist	418 90 425 426 50 + 101 215 234 240 233 - 043 865 274 275 275 50 + 055 525	Smil Chile 213 50 219 50 217 Sunpines (No.) 880 900 900 Scheicher 632 596 537 SCOA 11 15 10 95 10 50	+ 1 45 1890 Daimler Banz 1890 + 1 12 60 Da Banz 01 + 0 94 2290 Deceyche Bank 2268	1880 1928 + 2 01 138 Samou 60 30 01 139 T.O.K. 2329 2300 + 1 41 44 44 Telefor 1280 1280 + 1 37 23 Toolifo 42 45 41 90 + 2 48 560 Under	136 20 132 60 133 - 2 35 1425 42 60 46 50 + 5 09
1220 Changears S A. 1215 1200 1212 -0.25 88 highs 1200 1212 -0.25 88 7390 1212 -0.25 88 7390 1212 -0.25 88 7390 1212 -0.25 -0.25 1212 -0.25 1212 -0.25 1212 -0.25 1212 -0.25	60	Stor 4.8	+ 9 84 40 Driefontes	244 243 80 + 10 7 230 (Gelt, Te	8 568 575 577 + 1 58 80m 227 233 10 234 50 + 3 30
285 Cammes franc. 301 327 327 484 410 Intert 490 Christa. 494 501 505 2 23 690 1 Liui 360 Clob Macher. 367 380 372 +1 38 450 Macher 570 Coles. 682 684 676 +3 88 010 Labia	schrique	Salestianupa 120 120 123 Santant A 106 114 119 SF 1 M 639 641 641 S.G.E 140 139 50 138 10	+ 2 50 8 50 East Pand 8 30 + 12 2 28 Ecfo Bay 25 15 + 0 31 144 Elettrikis 152 90 - 1 38 101 Ericsson 104	28 90 29 30 + 4 69 210 Volume 150 154 + 0 72 210 Volume 163 106 70 + 1 83 63 West	Deep 66 69 40 66 - 146
194 Cpt Street 198 300 Later 1140 Compt Med 1148 1145 1184 +1 39 315 Leber 194 CPS Paris Réa. 192 198 201 +4 89 3750 Lager	305 308 80 304 50 -0 18 405 320 314 -314 -188 570	Sinco. 409 410 410 St. Resignal. 580 580 571 Sigor. 295 295 20 295	+ 0 24 315 Exxen Corp. 319 - 1 55 198 Ford Moor. 203 20		nuchi 105 10 105 50 106 20 + 1 05
COM	PTANT (selection)		SICAV (se	ilection)	23/10
VALEURS du nom coupon VALEURS préc.	Dennier Cours Cours Durnler préc. Cours	VALEURS Cours Dernier cours	VALEURS Emission Rachet Freis Incl. net	VALEURS Frais incl. nat	VALEURS Frais Incl. net
Obligations Comptos 483		Etrangères	Accision	Fructi-Associations 36 57 36 57 Fructi-Cupi 44 07 43 42 Fructidos 241 19 237 63	Prolicus
10,80% 79394	301 - Roserto 140 10 136 100 136 100 136 100 136 100 136 100 136 100 136 100 137 197	AEG 508 390	Americ 1044 50 1144 50 Americ 1078 65 1047 23	Fractilisates action C	Recursic 183 02 150 81
Emp.Esst 12,2% 84 . 100 12.16 Crádi Gás.Ind 53 10,28% esst 85 106 10 8 40 Cr Universal Clai 380 0AT 10% 572000 110 79 4 19 Outley 850	SACER 425 SAFAA 211 650 SAFICAM 150 145	Alcen Aluminium	Avenir Alices 1703 BO 1670 20 Ava Capital 176 32 171 19 Ava Court Terme 8261 47 8261 47	Gestlint 15413 66 15336 96	Roveme-Verl 1151 56 1123 47
CAT 9,86 1/1996 104 53 7 22 Dido Bonto 550 PTT 11,25 85 107 50 9 25 Eart Batele Victor 2805	1841 Segu	Assupience Mines	Ana Cro.Ex.Dr.leve	### Mondesire	St Honoré Global 223 56 213 42 703 91
CFF 10,25% nov 90 109 20 6 31 Ent Mag. Park 4200 CNA 10 % 1579 100 50 9 14 Entlants Biglain CL 483	280 Sevolatore M	Ciryeler Corp	Ann No. St. St. St. St. St. St. St. St. St. St	Intercept 106766 81 103657 10 14240 92 13961 69 14240 92 13961 69 14240 92 1492 40 1	St Honord PME
CNB Parbas 5000F	298 80 SEC. 531 528 50 90 90	Dow Charains 280 10 292 50 First 14 70 393	Ava.Ob.la.Ex Mu.II.Se 131 42 127 59 Ava Prem.Ex.Agepre 119 65 116 36 Ava Sel.Ex.Dr.Sela 145 12 140 89	Jepecic	Sécuriol: 1807 45 1807 45 1807 45 13059 94
CNT 9 % 66 410 448 Fooglare (Cst. 410 560 560 560 560 560 560 560 560 560 56	425 SMC1 180 527 Sold 480 310 Solto 202 188 40	Gevaert	Aza Valuura PER	Leuni C.T	Scarden 724 19 T13 49 Scar Associations 1913 76 1913 78
CMCA	339 50 Solicat 1015 1010 1280 Solicat lax Securit 55 62	Stace and Co (NFS	Cadeuce 3	Lion Institution 30962 88 30895 67 Lion Tresor 2213 82 2291 50	S.G. Fr. opport, C et 0 1054 86 1034 18
Ly, East or 6.5% 785 Surrout 382 September 240 September 450	380 Souter Aviogins 574 681 272	Konintiflus Patriced. 90 70 Kubota 22 Midland Book 39 32	Complexit: 1374 87 1354 55 Complexit: 1374 58 1341 05 Complexitor 3648 65 3643 19	Lion 20 000 27209 54 27209 54 Uwat Bourse inv 537 10 521 48 Livner Portaleul 577 62 657 88	S.J. Est
GFC 327 Grupps Victors 549 GTJ (Transport 207	320 Talpinger 2070 2080 670 Teaths Angulas 221 206 Tour Eight 208 211	Noranda Mines 78 77 Offeesi pir 575 Piton in 375 379	Conversimento 311 90 311 67 Credinar 420 76 408 50 Credit Magual Capital 1332 64 1306 51	Méditerranée	Sirenate 214 46 210 25 Sirinar 412 39 401 35
Cours Dermier Supermier Su	310 View 1089 1099 567 Vicat 460 460 3890 Visinh 1550 1500	Robert 23 95 Robert 275 70 277 Rodanica NV	Cred.Mat.Ep.Com.T 694-59 694-88 Cred.Mat.Ep.Ludus 81-42 88-97 Cred.Mat.Ep.L 72243-43 72243-43	Mone	Sautoma P = D 1077 22 1051 20
VALEURS préc. cours (seet.Sie (le.) 3060 (lambet frères. 560	940 Ven 120 120 130	Suiper 271 50 273 30 4 40 Surps Group 22 10	Cred.Mrs.Ep.long.Y	Natio Court Terme	Sognar
Actions incommunity 302 10	745 700	SKF Aktishologet	Disco: 1294 67 1253 09	Natio Eperg Trisor	Scheica 2224 74 2219 19 State Street Act. Eur. 841009 8133 42 •
Arthel 395 355 Luch 386 Balle Callowsco 540 600 Machines Bull 22 85 Bullypork Eason 300 Mag Lleiprit 180	23 10	Totaly lad 22 Wines Rangel Chara. 355	Forcis 1062 61 1021 95 Forper 124 92 120 88 Formed Capitalisation 2667 38 2640 97	Natio-Inter1450 50 1412 13 1450	Stage Street Act. Pros. 1974 50 1332 67
B.N.P.	366 48		Ecurual Sécretara	Natio-Parapectives	St.Street OAT Ples
Sheary Chant	PUBLICITÉ PUBLICITÉ	Hors-cote	Ecurusi Monditaira	Netio Scurtol	Technocic 969 69 941 42
Carbona Locraine 306 305 Origan Desarrolles 450	515 FINANCIÈRE	Requestivates Energies 722	Hances 105 50 102 52 6	Nippon-Gan	Trisor Phs. 1347 29 1333 95
CEGF Prigor) 656 Partnance 155	Renseignements :	C6H Copertor 8	Eperchant-Sican	Oblicio-Mondial 2858 27 2618 99 Oblicio-Régions 1050 03 1034 51 Oblicar 2960 98 2889 47	Trisoncic
Champer Ny	46-62-72-67	Dressot Assegances	Epurgue Croissusce	Oblig. time cetal	UAP Actions France 556 70 536 69 UAP Act. Select 584 95 583 82
Marché des Changes	Marché libre de l'or	Enrop Southes Ind	Epurgue Valer	Onestor T147 28 7007 14 Parities Capitalization. 1570 79 1547 58	UAP Alteis 203 60 196 62 UAP Alto Sicary 163 45 157 54
COURS INDICATIFS COURS COURS DES BILLE 26/10 achiet vents	ET DEVISES préc. 28/10	Lectures do Moode	Europ Soldantá 1062 12 1051 50 Europic Landers 963 18 935 144 Europy 1066 60	Parities Patrimoine 555 62 532 97	UAP Mayes Terms
6 659 328 348 Allerague (100 cm) 339 180 328 16 9 16 Sections (100 F) 16 479 16 9 17	9 Or fin (kilo an berre)	Quadrant	Esto Gan	Placement A	Uni-Fonder
Physics (100 ft	² Pièce Fr (10 f)	Schlumberger led 550 560 560 560 560 560 560 560 560 560	France-gen	Pacement Nord	Uniter 244 38 244 38+ Uniter Actions 1173 41 1144 78
Gribos (100 drachmes). 2 617	Souverain	SPR act B	Francis Plante 32 4 80 52 Francis Regions 1086 30 1054 88	Posto Genica 68431 85 68431 85 Premitra Odig 11030 35 11015 33 Prévoy, Seurmai 115 60 114 38	Univers Obligations
### 100 set) 48 209 48 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	Piècs 5 dollars	G : OOLEON C	L	d ; demandé - + : prix précédent - = :	
**************************************	3 [Pikos 10 florins	L			

26 Le Monde • Mardi 27 octobre 1992 •

PROBLÈME Nº 5897



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui soigne lea pieds. - II. Est moins rigoureux que l'air. Conjonction. - III. Qui pourra donc evoir une certaine portée, bien qu'il n'y ait eucun rapport. - IV. Pronom. Est mis pour arrêter. -V. Un pays de cochons. Certains sont longs. - VI. Joli couvert. Civil quand on fait une décleration. -VII. Ecoutées per ceux qui aiment les « chaneons ». - VIII. Ve et vient. - IX. Grande, dans les Pyrénées. - X. Adverbe. Entière. -XI. Participe. Chaudes quand il y e

VERTICALEMENT

1. Quand elles sont basses, peuvent être considérées comme mortes. Un rien vulgaire. 2. Recueille tous les suffrages, Fut envoyée paître. Bouclier. - 3. Evoque un joli teint. Géographe arabe. 4. Est plus chaud qu'une bise. -5. Le démon des plaisirs impurs. Grecque, - 8. Pour la faire, on peut prendre des gants. Eteit souvent sur les dents. - 7. Interjection. Cour de Rome. - 8. On y voit parfois du sang. Se lancer dans les retrenchements. Symbole. -Petites misères, Introduits dans un « carré ».

Solution du problème nº 5896 Horizontalement

I. Reilleuse. Diane. -II. Meitreese. - III. Tepis. Ad. Argine (allusion aux jeux de cartes). 10pin. A V. URSS. Réno. Igues. - Vi. Ras. Cas. Lieux. - VII. Nie. Es. NE. Rein. - IX. Etendre. Fils. - X. Luxurieuse. Ruer. - XI. Eradication. Dru. - XII. Aml. Aléas. - XIII. Anéantir. Bé. - XIV. Pinne. Neturelle. -XV. Te. Teinturaries.

Verticalement

1. Ritournelle. Apt. - 2. Aurait. Uranie. - 3. Impasse. Examen. -4. Laits, Etudiant. - 5. Liee. Céleri. Née. - 6. Et. Res. Nicot. -7. Urates. Edéa. Inn. - 8. Seden. Rut. Rat. - 9. Ee. Polynésie. Tu. -10. Sei. Ide. EO. Mur. - 11. Dernier. Na. Ré. – 12. Guérir, Lier. – 13. Axieux. Elude. Li. - 14. Nie. Misérable. - 15. Emersion. Rusées. **GUY BROUTY**

EN BREF

 Musique et personnes agées.»
 Le Mouvement de la flamboyance, créé à l'initietive des ministères de la culture et de la communication d'une part, du ministère des affeires sociales d'autre part, organise un colloque intitulé « Musique et personnes agées, gammes créatives». Il eura lieu à la Maison de la radio à Paris, les 27 et 28 octobre. Ce colloque doit permettre de faire découvrir les réalisetions et expériences musi-cales dans les institutions qui accueillent les personnes dont la moyenne d'âge dépasse parfois larneuvenne u age depasse partos tar-gement les quetre-vingts ans. Ce colloque souhaite être l'apport des personnes âgées à le Fête de la musique, et fixer leur participation lors de sa prochaîne édition.

➤ Renseignements : Mouvement de la flemhoyence, tél. : 43-37-05-05.

O Vente sex enchères de haute conture en faveur de l'enfance mal-traitée. - Des ectrices et diverses célébrités ont accepté de vendre aux enchères leurs toilettes de heute couture au profit de la Fon-dation pour l'enfence, présidée par M= Anne-Aymone Giscard d'Estaing. Cette vente aux enchères aura lieu jeudi 19 novembre à 20 h 30 eu Musée de la mode et du costume, palais Galliéra, 10, evenue Pierre-le-de-Serbie, 75116 Paris. Les sommes recueillies lors de cette vente serviront à renforcer l'action de la fondetion, dans l'nide aux futures mamans (création d'un numéro azur, d'unités de maternologie, de crèches ou de haltes-garderies mobiles) et dans la prise en charge et l'écoute d'enfants mal-traités.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 46-62-74-43

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u>

ML et M- Jean CAZENEUVE Mt. et M. Fernand GRÉVISSE, ont la joie de faire part de la naissa de leur petit-fils.

Pierre-Marie

le 13 août 1992, chez Jean-François, Christine et Cécile CAZENEUVE

1519, boulevard J.-B.-Abel, 83000 Toulon. 28, rue Desaix, 75015 Paris.

Le comité directeur de l'Association des anciens combattants des ser-vices de renseignement «ex-invisibles» a la douleur de faire part du décès, à l'age de quatre-vingt-treize ans, de son président d'honneur,

Fernand GAUCHARD, officier de la Légion d'honneur croix de guerre 1914-1918, eroix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

de la Reconnaissance française,

survenu à Bric-Comte-Robert, le 24 octobre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 octubre, à 10 h 45, en l'église Saint-Etienne de Brie-Comte-Robert, où l'on se réunira.

L'inhumatiun aura (ieu dans la plus stricte intimité familiale,

Une messe sera dite prochainement en l'église Saint-Louis des Invalides.

Cet avis tient lieu de faire-part,

Priez pour lui.

ANACSR, 83, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

- Eric, Sylvic, Alain Gibert, ont le très grand regret d'anne mort subite de leur père,

Roland GIBERT, chevalier de la Légion d'hor médaille militaire,

survenue le 19 octobre 1992, à Mont

L'inhumation aura lieu dans l'inti-mité familiale, le 27 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-

- On nous prie d'annoncer le décès

Mª Jeanne Sezanne Frédérique KUSEL, dite + Frédérique »,

survenu le 23 octobre 1992 à Moret-sur-Loing (Seine-et-Marne).

De la part de ses amis M. et M- Francis Gutmana.

Ma Simone Vercoutre. L'inhumation, dans la sépulture de sa famille, aura lieu le mardi 27 octo-bre au cimetière de Montmartre, où l'on se réunira à 17 heures.

. et M= Francis Gutmann 58. boulevard d'Inkermann, 92200 Neuilly-sur-Seine. M= Simone Vercoutre. 75, rue Claude-Decaen, 75012 Paris.

- Sa famille.

Jean RÉMY,

survenue le 22 octobre 1992, dans sa

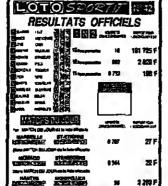
Ils y associent le souvenir de son fils

Jean RÉMY,

mort ou combat, à vingt-cinq ans, le 12 juillet 1957, dans la plaine de Laarba, en Algérie.

« Lindato si, Misignore, per sora nastra matre terra. La quale ne sus-tenta et gorerna. Et produce diversi fructi con coloriti flori et hevia. » Cantica di fratre sol * Laude delle creature », saint François d'Assise. 61110 Le Bourg-Boissy-Maugis.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.



- On nous prie d'annoncer le décès

M= Jean DURAND-SALADIN, noc Marguerite Malot,

survenu à Antibes le 22 octobre 1992.

- Michelle Netter.

ion épouse, Sophie et Olivier Danan, ics enfants, M- Pierre Netter,

sa mère. Danielle Netter. a sœur, M. et M~ Claude Daipres,

on oncie et sa tante. Le comte et la comtesse Le comte et la comtesse Joseph de Menthon, M. et Mar François du Colombier, Mar Madeleine du Columbier, Le professeur et Mar Francis Giraud,

es beaux-frères et belles-sœurs, Toute sa famille. Tous ses amis, Tous ses collaborateurs, ont le très grand chagrin de faire part

Jean-Pierre NETTER,

survenu le vendredi 23 octobre 1992, à Ses obsèques auront lieu le mardi 27 octobre, au cimetière du Montpar-

31, rue de Tournon, 15006 Paris.

Thèses étudients

CARNET DU MONDE 15 : 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T. bonnés et actionnaires .. 85 l

nicat. diverses 100 F

Eliane Brice Parain, née Pérès

Fernand et Josette Cohen, née Párès, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 20 octobre 1992, à l'âge de

Pierre Albert PERES. conseiller à la cour honoraire, ancien cadet de la France bbre

L'incinération a cu lieu à Montpel-lier (Hérault) dans l'intimité familiale.

Rusquerones. 8t490 Saint-Salvy-de-la-Balme 28, rue Vancau, 75007 Paris. 47, rue de Courcelles. 75008 Paris.

Anniversaires

- Le 27 octobre 1987, Marie-Rose MAMELET

nous quittait.

Ses amis se souviennent. Communications diverses

- Mardi 27 octobre 1992, 20 h 30, Centre culturel Vladimir-Medem, 52, rue René-Boulanger, Paris-10. «Où en sont les perspectives de paix israélo-ambes ?», avec A. Rozenkler, S. Haj-

denberg, J. Amiel.

Soutenances de thèses Institut d'étodes politiques de Paris. Jeudi 29 octobre 1992, à 17 heures, salle 104, 56, rue des Saints-Pères, Paris-7. M. Béatrice Baechler-Dedinger : « Le commerce extérieur de l'Allemagne (1871-1939). L'incidence respective des facteurs politiques et économiques ». Doctorat en sciences

COMMUNICATION

Le groupe Hersant rachète «le Journal de l'île de la Réunion»

racheter le Journal de l'île de la Réunion, deuxième quotidien de l'île, indique une annonce légale parue dans cette publication. Les anciens administrateurs représentant l'imprimerie Cazal, qui l'e fondé en 1950, ont quitté le conseil d'administration du titre. Le groupe Hersant détenait déjà 35 % des parts du Journal de l'île de la Réunion depuis décembre 1990. Se présentant comme un « audidien indépendant d'information ». le Journal de l'île de la Réunion a pour rédacteur en chef Jacques Tillier, ancien de Minute et du Journal du dimanche. C'est le deuxième

Le groupe Hersent vient de le Quotidien de la Réunion, environ 35 000 exemplaires), son tirage affiché est de 26 000 exemplaires mais son tirage réel serait plus proche de 20 000.

Un troisième quotidien existe à la Réunion, Témoignages (environ 3 500 exemplaires), organe du Parti communiste réunionnais et un quatrième, le Réunionnais, doit paraître en décembre, à l'initiative de deux hommes d'affaires locaux, et espère un tirage de l'ordre 20 000 à 25 000 exemplaires.

quotidien de la Réunion (derrière 20000000 0000

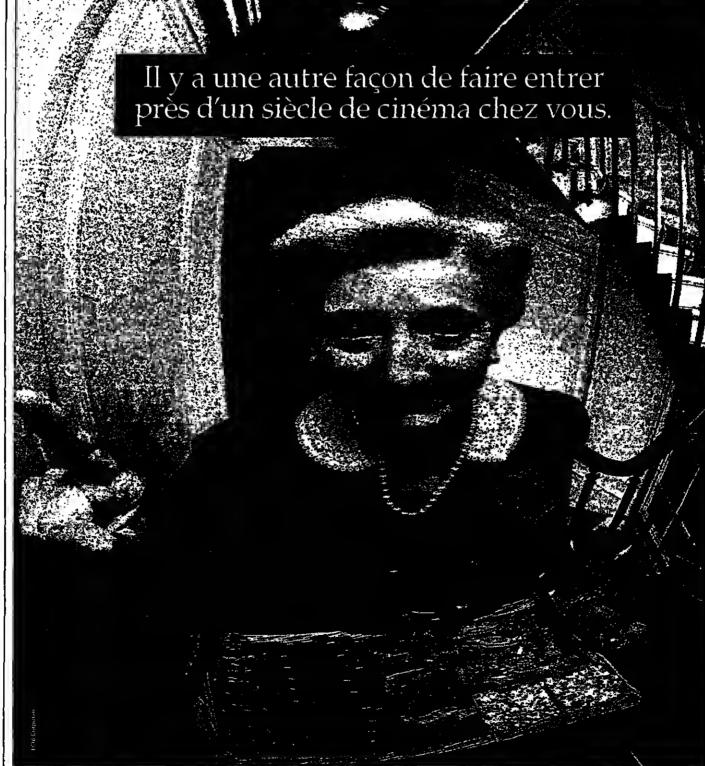
Démission da président d'Hill and Knowhon. - M. Robert Gray, soixente et onze ens, président d'Hill and Knowlton, l'une des plus importantes sociétés mon-diales de reletions publiques, a démissionné vendredi 23 octobre. Les problèmes financiers de la firme (son chiffre d'affaires a chuté de 12 % en 1991), sa perte de elientèle et les révéletions d'un livre récent sur ses clients célèbres pour leurs tracas judiciaires - la banque BCCI, le milliardaire saoudien Adnen Khashoggi ou Robert Maxwell - ont vraisemblablement influencé la décision de M. Gray. Républicain convaincu, ce dernier avait été secrétaire de cabinet du président Eisenhower et directeur de la communication de la campagne Reagan-Bush en 1980. Le nom du successeur de M. Gray n'a pas été révélé.

7

T 127

277

M. ..



Découvrez en exclusivité vidéo, 150 films qui ont marqué le cinéma.



Avec une collection en exclusivité à la Frac: "les films de ma vie", les grands cinéastes vont entrer chez vous pour y rester. De Cassavetes à Truffaut, de Tati à Kurosawa... 150 films qui ont fait l'histoire du cinéma. Pour 149 F la cassette, vous pouvez voir tout ce qu'a vu Madame Odette pen-



dant sa longue carrière. Et quand vous aurez regardé nos 6850 autres cassettes vidéo (sans parler de tous les films également disponibles en laserdisc), vous aurez certainement une indigestion d'esquimaux.

AGITATEUR DEPUIS 1954.

Fnac, le plus grand choix en vidéo.

Hassner

To the same of the

A Chartes

15%

a familiar

10 March 1997

plea and

A STORY

27.51

10 m 162 mm

* Mens

建物料的类型

COMPENSA

2.724 24

1.41.4

and the same

1 1 14 TV a

and the second s

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 OCTOBRE A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE 1992

TEMPS PREVUILE: MARCH 27 OCTOBRE 1992 VERS MICH

PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC

Q

Mardi : couvert et doux, avec des

glules plus importantes au sud. - Sur

une grande pertie nord-ouest du peys, du nord de l'Aquitaine au Limousin, à

l'Ile-de-France, jusqu'à la Haute-Nor-

mandie, 9 y aura quelques échircles en matinée. Puis, à l'approche de la pertur-

betion, le ciel se couvre peu à peu per la Bretagne. Il y pleuvra fablement des la mi-journée. Ces pluies gegnent vara l'Est at s'étendent aux régions du Cen-tre, Picardie et Champgne-Ardennes,

A l'est, des régions Lonaine, Alsace,

France-Comté, Bourgogne, jusqu'à

Midi-Pyrénéas, en pessant par Auvergne et Rhône-Alpes, le temps

nord de la Bourgogne, plus importentes au sud. Il neigere à haute altitude dans

les Pyréndes, vers 2 500 mètres. Dans

les Alpea, on verra les premiers flocons plus bes, vers 1 400 mètres. Quelques

couvert et pluvieux taute la jour-

dans l'après-midi.

!!!!!!

LEGENDE

D SHOTETZ

THE NINGE

A COMES

OU COLVER

IIIII OU BRUNE

A APRES

éclaircies se développeront progressi-

vernant par l'ouest en fin d'après-midi

sur ces régions, sans atteindre toute-fois l'extrême Sud-Est.

Le Languedoc-Roussillon, la Pro-

vence-Côte-d'Azur et la Corsa seront

épargnés par ce mauvais temps le

math, et conserverent un temps nua-geux, avec des éclaides, mais sec. Par

contre, les pluies errivent à la mi-jour-

Le vent faiblit un peu par rapport à

ces demiers jours. Toutsfois, on note encore du vent d'ouest à 80 km/h en rafales en Manche et dans le golfe de Gascogne. En Méditerranée, il soutille

evec des pointes atteignent 60 km/h.

sont douces. Entre 8 et 10 degrés au nord, 12 à 14 degrés au sud. Dens l'eprès-midi, elles monteront jusqu'é

14 degrés au nord, 18 à 19 degrés au

.

CONCES

`~? 29

992 33

siècle, à uo

e trouvait

jue, le plus

d'exprimer

ard de leur

en prendre

jes grandes

; que l'in-

coupables

ition subjes

: 1919. Elle

que le Parti

car la voix

a cynique-

oùr v en res-

sise contre

L les annipassé sino-

: prétexte à

estation se

ique, mais

: le Japon.

n place. Le

é un soulè-

1986 coûta

;énéral du

. le défunt

s l'avouer,

ippones en

ir le moin-

: tourner è

ndrait à ce

ans la pro-

la volonté

n bride le

ne, les diri-

nt à équili-

économie

oréens du

une autre

e techoo-

s Deron

pe Pons

i environ

environ

Brigitte Bardot, Staline des ortolans La suite fut à l'avenent, balan-

N e'imagine parfois ne plus pouvoir être surpris par la télé. On e tort. Avec Brigitte Serdot, une nouveauté inattendue a fait son apparition sur les écrans d'un pays démocratique : le plan flou. Tout au long de ce procès de la chasse, on ne vit l'accusatrice BB que de loin, et floue. Intentionnellement? Il fallut bian l'admettre. Les autres participants étent, eux, perfeitement nets, le matériel de France 3 n'était pas en causa. En 1992, I est donc possible, sur una chaîna française, de se faire retoucher l'image, comme Staline ou Ceausescu. On hésitait entre la pitié pour une naufragéa des ans et la stupeur d'être présumé aussi avaugle.

TF 1

est une ordure. WE Film français de Jean-Marie Poiré (1982).

22.25 Magazine : Santé à la Une. Présenté par Robert Namias et Anna Barrère, Las guériaseurs : faut-8 croire en leurs pouvoirs?

0.15 Megazine: Minuit sport.
Boxe: portrait de Franck Nicotra; Moto:
Corsica 1000; VTT; Roch d'Azur.

20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé per Patrice Latent et Valérie Pascal.

toire de l'environnement.

23.50 Megazine : Le Cercle de minuit. Présenté per Michel Field. Spéciel mode.

20.45 Cinéma : Cléopâtre. # Film américain de Joseph L. Mankiewicz

Savoir ptus.
Magazina Seuve qui veut. Présenté par François de Closets.
Sites conteminés: la bombe à retardement; L'esu: trop ou pes assez; Touche pas à mon paysaga!; Vidéo flop; les téléspectateurs témoignant; La héros de l'environnement; Richard Coleman; L'observatios de l'environnement.

23.40 F1 Magazina. Grand Prix de formule 1 du Japon.

FRANCE 2

22.10 Visages d'Europe.

23.30 Journal et Météo.

FRANCE 3

22.15 Savoir plus.

cant entre le procès de Moscou et le eketch des Inconnus. Au box des accusés, un matheureux présidant d'une fédération da chasseurs. Epaulée par un ameneur de jeun qui avait du apprendre le journafisme dans les salles de garde à vue, BB s'employa avec succès à ampêcher l'eccusé de terminer plus de deux phrases de suite : eEt vous, M. Daillant, vous aimeriez finir noyé dans l'armagnac?», ou bien : «Etes-vous un être humain, M. Daillant?». Et d'asséner sa définition de l'être humain, trouvée dans le Larousse.

Arriva Ségolène Royal, qui na semblait se douter de rien, l'innocente I S'evouant touchée cen tant

que temme a par la souffrance des ortolans, le ministre eut le toupet d'ajouter que la chasse n'éteit pas sa priorité. Malheureuse l « Je vous demande personnellement de rester pour voir le reportage sur la chasse à courre », ordonna Bardot, impérieuse. Ségolène bafouille. Elle n'evait que deux minutes, elle n'evait rien préparé. Mais c'était un ordre. « Sauf si vous avez un rendez-yous au ministère, un dimenche soir...», consentit le présentateur, humain. Elle resta.

Ce fut encore insuffisant. BB vouleit « du concret ». Peut-être que Ségolàne et la chasseur, à genoux, implorassent le pardon des passereaux? On la sentait prête à prendra le plateau en

Elle préféra finalement sombrer dans un mutisme boudeur. On respirait. Mais elle se réveilla au génériqua. « Seuls les imbéciles ne changeant pas d'evis, j'espère que voue m'appellerez eprès l'émission », siffia-t-elle au chasseur. «Nous terminerons sur cette note d'espoir», conclut le présentateur.

Pour retrouver la paix intérieure, il ne restait au malheureux téléspecteteur qu'à se souvenir de Georges Charpek, Prix Nobel, à #7 sur 7». Avec lui, on avait rencontré, sans qu'il fût besoin de confirmetion du Larousee, un êtra humain.

Las programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles
> signalé dans « la Monde radio-télévision » ;

| Film à éviter ;
| On peut voir ;
| Ne pas manquer ;
| mem Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 26 octobre

0.25 Soir 3 et Météo. 0.55 Continentales. L'Eurojournal; l'info en 20.45 Cinéme : Le père Noël 1.40 > Musiqua : Portée de nuit.

Dichterfebe (les Amours du poète) op. 48 nº 8 à 13, de Schumann, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Hartmat Höll, piano.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma :
Deux drôles d'oiseaux.
Film américain de Michael Apted (1981).
22.10 Flash d'informations.

22.20 Le Journal du cinéma.

22.25 Cinéma ; Cherokee. * Film français de Pascal Ortaga (1990).

23.50 Cînéma : Acte d'amour. II Film italien de Pasquale Squitieri (1990). Avec Claudia Cardinale, Karl Zinny, Bruno Cremer IV.D.J.

1.35 Cinéma: L'Ila de l'épouvante. Il Film italien de Mario Bava (1971).

ARTE

20.40 Cinéma Dorson Ouzala, see Film soviéto-japonais d'Akira Kurosawa (1975) (v.o.).

Court métrage : L'Aile maltraitée.

De Benno Traumann. Telefilm: Pour toujours 23.05

et à tout jamais. De Samir, avec Oliver Broumis, Nicole Aneari.

M 6

20.45 Cinéma : Looker. Film américain de Michael Crichton (1981). 22.25 Téléfilm : La Doubla Vie

0.10 Magazine : Culture rock.

Le Grand Débat. A qui profite l'action humanitaira? Avec Michel Jobert, Bony Brauman, Alain Finkielkreut, Mario Bettati, Michel Bonnot.

21.30 Avignor 92.
De l'orthographe et autres oiseaux rares, d'eprès Alexandre Vielatte.

22.40 La Radio dans les yeux, Rencontre evec Yves Bonnefoy (rediff.).

Musique: Coda. John De Lancle, heutbotste (jusqu'au 30 octobre).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 mars à Munich) :
Symphonie m 2 en ut majeur op. 81, de
Schumenn; Métemorphoses pour vingttrois instruments solos, de R. Strauss; La
Mer, de Debussy; La Valse, de Revel;
Farandola, extraite de l'Arlésianne, de Bizet,
per l'Orchestre symphonique de la Radio
bavaroise, dir. Lorin Maazel.

Les Ondes sur les vagues, radio rock

Mardi 27 octobre

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'État. 16.10 Club Dorothée.

17.25 Jeu: Une famille en or. 17.55 Séria : Premiers baisers. 18.25 Feuilleton : Santa Barbara. 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne.

20.00 Journal, le sourire du jour, Tiercé et Météo. 20.45 Cinéma : A la poursuite

du diement vert. # # Film américain de Robert Zemeckis (1984). 22.40 Les Films dans les salles. 22,50 Téléfilm : Manhattan connection. De Pater Levin.

0.30 Magazine : Le Club de l'enjeu. Invité : André Benard, président d'Eurotun

FRANCE 2

15.20 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée per Pascel Sevran. La télé qui chante.

16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. 16.30 Feuilleton : Beaumanoir.

17.00 ➤ Magazine : Giga.

17.00 Magazine: Giga.

18.30 Le Jeu!
Animé por William Leymergie.

19.20 Jeu: Que le meilleur gagne plus.
Animé par Negui.

20.00 Journal, Météo et Journal des

20.50 Cinéma : Papillon. a Film américain de Franklin J. Schaffner (1973).

23.20 Magazine : Bas les masques. Présenté par Miraille Dumas. Je sors de pri-La difficile réinsertion des détenus.

0.25 Journal et Météo.
0.40 Magazins : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

15.35 Série : La croisière s'amuse. 18.20 Magazine : Zapper n'est pes jouer. Inytés : Marie Ange Nardi, Phil Barney. Il y a vingt ans : Jecques Dutronc. 17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Jeu : Hugodélère.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Série:
Les Aventures de Tintin,
21.40 Magazine: Faut pas rêver,
100 émission.
22.35 Soir 3 et Méto.

23.00 Magazine : Pégase. Lec de Côme : l'hydraviation. 23.55 Continentales. L'Eurojournal : l'inlo en

CANAL PLUS

15,55 Megazine : Dis Jérôme?

16.00 Cinéma : Delta Forca 2. D Film américain d'Aaron Nomis (1990). 18.00 Canaille peluche. Beetle Juice

– En clair jusqu'à 20.35 –

18.30 Ca cartoon. Présenté par Velérie Payet. 18.50 Le Top.

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine d

Caunes. 19.25 Flash d'informations.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma: Les Maîtres de l'ombre.
Film américain da Roland Joffé (1989).

22.35 Flash d'informations.

22.40 Cinéma : L'Autre. II
Film franco-hallen de Bernerd Giraudea
(1990).

0.10 Cinéma : Souhaitez

ne jamais être Invité. D Film canadien de Jack Lee Thompson (1981).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00 -

17.00 Magazina : Macadam. Mister Swing (rediff.). 18.10 Cinéma d'enimation : Le Mot d'ordre. De Gozim Cendro (rediff.).

18.20 Cinéma d'animation : Le Rêve invulnérable. De Robert Ostzazi (rediff.)

19.00 Documentaire : L'Orient, mirage de l'Occident.
De Pierre Zucca. 3. Le miroir brisé.
19.55 Série : Monty Python's

Flying Circua.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soiréa thématique :

Redio Day.
Sorée proposée par Claus Josten et pré-sentée par Claude Villers, Geneviève Ladouès et Jorgen Keimer, 20.45 Théâtre : Trop Jeune

pour mourir. Pièce de Gusztev Hamos, avec Till von Hei seler, Iris Drisse.

de Mi. le juge. De Louis Rudolph

FRANCE-CULTURE

Du jour au lendemain. Avec Dominique Allain-Michaud (Gaston Chaissec, puzzle pour un homme seul.

23.09 Ainsi la nuit. Par Maguy Lovano

0.33 L'Heure bleue.

21.20 Court métraga : Back up the Mike.

n'roll. De Théo Roos. 22.10 Documentaire : Le Pouvoir

sans visage. De Balint Horvath et Mari Cantu.

Documentaire :

Histoires de la radio.
De Klaus Kreimeier et Birgit Questenberg.
23.40 Documentaire:

Le Tailleur de sons. De Thierry Compain.

M 6

14.50 Magazine : Destination musique. 17.15 Jeu : Zygopolis.

17.35 Série : Campus Show.

18.05 Série : Equalizer. 19.00 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations,

20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Le Mardi c'est permis.

20.45 Téléfilm : Papa épouse maman. De Ronald F. Maxwell. 22.20 Téléfilm : L'Or des Viets.

De Romano Scavolini 0.00 Magazine : Culture pub. Spécial Etets-Unis.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine.
Matemités différentes : naissances à domicile, allanement. 21.30 Grand engla. Le fichier juif. 1. Les voix d'en bas (rediff.).

22.40 Les Nuits magnétiques. Visage, visages 1. Un pent opéra à la

0.05 Du jour au lendemain. Avec Frence Huser (la Colline rouge). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la SACEM) ; Cloches d'adieu et un sourire en hommage à Olivier Messizen, de Murail, par Dorrinique My, pieno ; Pièce pour piano, violon, violoncelle et clarinatta, de Singier, par l'Ensemble Fa ; Quatuor à cordes n° 2, de Hersant, per le Quatuor Resamende ; Involutive pour clarinette, de Mefano, et Orion pour clarinette seule, de Fenelon, per Alain Damiens, clarinatte ; Swen Song pour treize voix, de Ohens, par l'Ensemble Musicetreize, dir. Rolend Hayrabedian.

22.00 Les Voix de la nuit.

FRANCE 3

18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour.
Noorongoro, paradis africain, de Reinhard
Künkel.

20.40 INC.

LUXEMBOURG. 12 MADEID 20 MARRAKECH 25 MEXICO 22 BIARRITZ...... BORDZAUX..... ÉTRANGER ALGER 25 10 0 AMSTERDAM 11 4 D ATTEMES 22 15 N BANGKOK 32 28 N BABCELONE 19 20 0 MONTREAL 6 MONTREAL 6 I N MOSCOU -3 -6 C NATROBI ___ 26 14 N NEW-YORK __ 10 6 D CHERBOURG_ RELGRADE___ 15 OSLO. PALAL DE HAL 22 PEKIN 16 MO DE JANGEO -LE CAIRE LYDYL BOME __ SEVILLE 25 11 D SINGAPOUR 31 24 C NR RI NANCY_ NANTES_ STOCKHOLM PARIS MONTS.... SLENEY TIPES... VARSOVIE ___ 0 P Control B

TEMPÉRATURES maxima - minime et temps observé

Valeurs extrêmes relavées entre le 25-10-1992 à 18 heures TUC et le 26-10-1992 à 6 heures TUC

-1 C T plais

Le Monde

Après avoir réclamé des assurances sur sa sécurité

Le docteur Garretta pourrait rentrer à Paris en milieu de semaine

condamné vendredi 23 octobre par la 16 chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris à quatre ans d'emprisonnement, devrait rentrer en France dans le milieu de la semaine. Selon son evo-cat, Me Xavier Charvet, qui l'a rejoint samedi 24 octobre dans la meison occupée par son client à Brookline, dans la bantieue de Boston, le docteur Garretta pourrait arriver à Paris mercredi 28 octobre. Joint par téléphone, Me Charvet nous e déclaré que son client était « décidé à rentrer le plus vite possible, des que seraient réglés les problèmes de sécurités.

M. Charvet mus e précisé qu'il avait pris contact avec le cabinet du garde des sceaux, M. Michel Veu-zelle, afin d'obtenir un certain nombre d'assurances concernant les mesures de protection dont pourrait mesures de protectant dont pourrait bénéficier le docteur Garretta, tant lnrs de son arrivée à Paris, qu'à le prison où il sera incarcéré. Par ail-leurs, Me Charvet nous a indiqué

De Menace de pollution en mer du Nord. – Un cargo norvégien, le Nordfrakt, chargé de 2 350 tonnes Nordjraki, chargé de 2 350 tonnes de minerai de plomb concentré, e coulé, dimanche 25 octobre, eu lerge des Pays-Bas, à la hauteur d'Egmond-aan-Zee. Les six membres de l'équipage ont été secourus par bélicoptère et transportés sur un autre navire, le Sevilla, faisant route vers Hambourg.

Il Mort d'un alpiniste français au Chili. – L'alpiniste français Jean-Claude Vincent est mort, vendredi 24 octobre, lors de l'escalade du volcan chilien Ojos del Salado (6 893 mètres). L'eccident s'est produit alors que Jean-Claude Vincent de l'approprie de l'approp cent, cinquante ans, traversait une zone glacce à 5 000 mètres d'alti-tude. L'alpiniste a été victime d'un traumatisme crânien, a indiqué par radio l'alpiniste chilien Ivan reaux, qui participait à l'escalade

A nos lecteurs

Exceptionnellement cle Monde Sciences-Médecine » paraître mercredi, dans nne éditions du jeudi 29 octobre.

l'instant, été prise concernant un éventuel appel du jugement. Au cabinet du garde des sceanx, on précise que tout contact avec les evocats de M. Garretta est exclu : « Il est hors de question de négocier les conditions de transferrement et de détention de M. Garretta. Celui-ci est un justicia-ble comme un autre, qui sera conduit comme un autre devant le procureur

Pour sa part, le professeur JeanPierre Allain, condamné à quatre ans d'emprisonnement dont deux evec sursis, a démissionné de son poste de directeur du centre de transfusion de l'East-Anglia, à Cambridge. «J'ai décidé de renoncer à mes responsabilités chiniques en attendant qu'un comité d'appel composé de professionnels impartiaux et qualifiés (…) donne un avis indépendant au service régional de santé», écrit le professeur Allain dans un message au centre de transfusion. «Je suis sûr, ajoute-t-il, que ce processus permettra de restaurer mon intégrité professionnelle et

mon honneur personnel.» De son côté, l'université de Cambridge e indiqué, par la voix de son vice-président, Sir David Williams, que le professeur Allain conserverait la chaire de médecine transfusionnelle, extinuer qu'il ant aux mainersitales estimant qu'il est « un universitaire distingué tenu en haute estime par ses pairs dans ce pays et à l'étranger».

Le chef du département du professeur Allain, le professeur Robin Carrell, s'est dit choqué par le jugement, ajoutant que le professeur Allain avait servi dans cette affaire de « bouc émissaire ». Autre conséquence de cette affaire, le professeur Jean-Pierre Soulier, qui avait été directeur général du CNTS de 1954 à 1984, a démissinnné de son poste de président d'honneur de l'Association française des hémophiles (AFH).

L'AFH, qui avait réclamé cette démission, explique que le professeur Soulier e « maintenu sa critique sur les actions menées par l'AFH, notamment à l'encontre de trois anciens médecins du CNTS».

Au cours de sa huitième université à Strasbourg

Le Club de l'Horloge veut « renforcer le capitalisme » dans les médias

STRASBOURG

de notre correspondant

La huitième université du Club de Ha hutteme université du Club de l'Horloge, qui avait lieu à Strasbourg du 23 au 25 octobre, evait pour thème: «Les médias sont-ils un danger pour la démocratie?» « Nous avons peur de la captation du pouvoir politique par le groupe médiatique», a déclaré son président, M. Henry de Lesquen. Les orateurs ont dénoncé « une classe médiatique » qui « lait « une classe médiatique » qui « fait écun aux gens ordinaires et lèse les réels intérêts commerciaux des entre-prises de presse ». M. Michel Leroy, secrétaire général du Club, e décrit la laçon dont, selon lui, « le pouvoir médiatique se nourrit de la déliques-cence des autres pouvoirs ». Intellectuels, magistrats, hommes politiques seraient mis an pas par une classe médiatique « à la mentalité homo-

gène» (Henry de Lesquen) qui filtre-rait l'information selon une idéologie éloignée de l'opinion populaire. A titre d'exemple, le président du Club de l'Horloge a dénoncé « le consensus médiaique» sur le dossier de l'instrimentation.

En clôture de ces trois jours de travaux, M. Gérard Bramoullé, pro-fesseur d'économie à l'université d'Aix-zz-Provence, a décrit «un pay-sage médiatique français rempli de féodalités et de forces corporaistes», en dénonçant le poids du syndicat du Livre CGT, la distribution de la presse écrite par les seules Nouvelles Messageries de la presse parisieme (NMPP), a l'attribution totalement administrative des fréquences de radio», le monopole de diffusion de TDF et ele verrouillage de la profes-sion de journaliste par la puissance radiole de genérales. syndicale de gauche ».

M. de Lesquen e proposé en conclusion « le renforcement du capi-talisme dans les médias, qui redon-nera la souveraineté aux consommanera la souveraineté aux consomma-leurs», en supptiment, par exemple, les barrières qui empêchent la forma-tion de grands groupes français mul-timédias et en demandant seulement à l'Etat de protéger les libertés indivi-duelles et de «restauer les frontières du territoire culturel par un protec-tionnisme modèré, par exemple en favorisant fiscalement les productions audiovisuelles nationales ».

JACQUES FORTIER

Pour 655 millions de francs

Le suédois Ikea rachète Habitat-Europe

LONDRES

Le groupe britannique de distribu-tion Storehouse a annoncé; lundi 26 octobre, la vente de la chaîne d'ameublement Habitat au géant sué-dois Ikea pour la somme de 78 mil-lions de livres (environ 655 millions de francs). Cette transaction com-prenant la filiale française) d'Habitat, créée dans les années 60 par eir Terence Conran.

Terence Conran.

L'achat d'Habitat-Europe devrait permettre à Ikca de s'implanter dans l'amenblement haut de gamme, en particulier en France où la chaîne Habitat (trente-six magasins) est particulièrement bénéficiaire. En Grande-Bretagne, en revanche, touchée par la récession, Habitat est en perte de vitesse. Storehouse cherche toujours un acquéreur pour la chaîne américaime d'Habitat, fortement déficitaire. Avant de se tourner vers Ikca, le Storehouse Group, désireux de vendre la filiale française evec les autres, evait refusé les evances du Printemps et d'un groupe privé malaisien.

Cette vente ainsi que la cession de

Cette vente ainsi que la cession de la chaîne de mode féminine Richards au groupe britannique Sers devraient permettre à Storehouse de recentrer ses activités sur la grande distribu-tion générale (Mothercare, PHS).

MARC ROCHE

M- Lienemann reproche à la direction du PS de s'être «faite à l'idée d'une défaite»

Invitée dimanche 25 octobre du Forum RMC-l'Express, Mª Marie-Noëlle Lieuemann, ministre délé-gué au logement, a renouvelé ses critiques à l'égard du PS en reprochant à sa direction une attitude « suicidaire ». M. Lienemann, qui s'était attiré les foudres de son parti en déclarant la semaine des nière que le PS avait « fait soit nière que le PS avait « fait soft lemps» (le Monde du 22 octobre), e justifié ses propos en précisant : « Je n'al pas dit que le PS était mort. J'ai dit qu'il avait fait son temps, c'est-à-dire qu'une page d'histoire est tournée et (...) qu'il faut ouvrir la prochaîne.»

Le ministre du logement a déclaré avoir en « quelques contacts téléphoniques » avec le premier ministre, M. Pierre Bérégnvoy, sprès ses déclarations. «Il m'a dit ce qu'il pensait souhaitable sur l'avenir de la politique du gouverne-ment et de la gauche et il m'a laissé la liberté et e'est hormal, a indique M= Lieacmann. D'ailleurs, il sait parfaitement que le ne suis pas un petit soldat avec le dalgi sur la couture du pantalon.»

Après Epinal

Strasbourg attend une dérogation pour traiter des déchets allemands

Les autorités de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS) attendent avec impatience l'autorisation du ministère de l'environnement qui permattra la reprise des importations de déchets ménagers en provenance d'Allemagne. Les responsables strasbourgeois sont d'autant plus fébriles qu'Epinal a déjà obtenu la dérogation souhaitée.

STRASBOURG

de notre correspondant

L'usine d'incinération de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS), d'une espacité de 300 000 tunnes, traitait, depuis 1974, les ordures ménagères et les «déchets industriels banals» produits dens un rayon d'une vingtaine de kilomètres entont de la canitale alecciones. Invent einsi capitale alsacienne. Juuant einsi
« la fonction de pôle urbain au service de son environnement»,
comme le font valoir les autorités
alsaciennes, toujours soucieuses de
privilégier la coopération transfrontalière, Strasbourg absorbait
ennuellement 50 000 tonnes
venent de pelites communes venent de pelites communes situées de l'autre côté du Rhin.

L'interdiction d'importer des déchets, décidée après la découverte, durant l'été, de trafics illicites, faisait perdre à la CUS cette clientèle. Mª Ségolène Royal, ministre de l'environnement, et M. Klaus Töpfer, son bomologue allemand, ayant mis en place un comité mixte chargé d'accorder éventuellement des dérogations, la direction de l'usine espérait retrouver rapidement ses anciens clients. L'interdiction d'importer des

A ce jour, Strasbourg attend tou-jours. En revanche, Epinal et une vingtaine de communes avoisivingtanie de communes avoisi-nantes ont déjà obtenu l'autorisa-tion de traiter dans l'unité d'inci-nération des Vosges 7 500 tonnes d'ordurés d'attitude d'Esslingen (près de Stuttgart) d'ici à la fin de l'année. Les responsables de la CUS reconnaissent que le brûlage

RESISTANCE ET MEMOIRE

est dans Passages ce mois-ci.

INCC : RAYMOND ALBRAG . HAM BARLLY, HENRI BLEAWKO, TO DEES

CHARAN DELMAS, ROLAND DESIAN, VISCENTE ENGLE, GENERALDE GALLEL, BRONES, AS GEREMEK, LEO HAMON, PERCAPOLA HOLLYGA

FAYON HESSENI, ARAN JAKEROWECZ, JEAN-MARGEL JERNALAY, JEAN-PHERRI LANY, MICHIEL LOUIS LIVY, FANG LIZHE, YOCHANAN MANGR

MICHARI MARRIS, EMILI MALLI, CHARLES MELMAN,

vente en kiosque 30 F

MICHIE NOBE, M.-C. VARIANT-COUR FIER, ABMANDO VALLADARIS

Le colloque

de ces ordures est indispensable au fonctionnement de l'usine de pâte à papier de Rambervillers.

Mais ils s'étonnent que les communes françaises et allemandes éloignées de la frontière aient vu leur dossier traité en priorité. Etonnement accru par le fait que le ministère de l'environnemen sur le point d'accorder une dérogation à une usine en construction à

Cette affaire remet en cause la stratégie développée par la CUS pour empêcher la construction d'nne usine de traitement de déchets toxiques à Kehl (Bade-Wurtemberg), distante de 3,5 kilo-mètres de la cathédrale de Strasbnurg. La municipalité, conduite par M™ Catherine Trautmann (PS), a tonjours fait valoir eux eutorités régionales allemandes que la CUS ne e'occuperait plus des nrdures ménagères des communes de cette zone si Stuttgart réalisait son projet.

Un des éléments de l'accord entre les deux rives du Rhin - qui, jusqu'ici, e bien fonctionné, puisque le projet des autorités régio-nales allemandes est gelé pour l'instant – disparaîtrait, dans l'hypothèse où Paris ne donnerait pas on occord à une reprise des importations.

MARCEL SCOTTO

<u>LT.</u> . .

100

工艺工

1.03

IX THE COLUMN .

5 Ze. . . .

T: 4. 4

Z: 1 ...

2 34

- Ar

FL L.

R ...

Der .

2517

E. P (W2") Was

7

Title

177

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE **AU PLUS BEAU VETEMENT** avec la garantie d'un grand maître tailleur

A qualité égale, sont prix sont les plus cas. **LEGRAND Tailleur**

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opés Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

PASSAGES

SOMMAIRE

DÉBATS Un entretien avec Pierre Hassner 2 ÉTRANGER

Tadjikistan : échec du coup d'Etat des néo-communistes . Le situation dans l'ex-Yougoslavie. 4 Israel : l'assassinat de six militaires

Le Centrafrique en mal d'hommes Chine : la visite de l'empereur du gion : une vague de fondamenta-

ESPACE EUROPÉEN

● En attendant Bill Clinton ● Le décennie Felipe Gonzalez e L'ave-nir d'une Communauté différenciée Tribune : «Le spectre de Masstricht », par Maxime Tardu • La résurrection des « sassi ».... 8 à 10

Le débat de censure à l'Assemblée nationele : l'opposition veut pren-dre date pour le lendemain de l'al-En désignant de nouveaux prési-dents de fédération, le PR et le RPR charchent à prendre position à Dans le Nord-Pee-de-Calaie, la droite tente de redéfinir sa stratégie après l'accord entre le PS et les Verts 12

SOCIÉTÉ

En cours d'axamen au Cnnseil d'Etat, un nouveau décret réforme las étudas d'impact... Les policiers dissidents de la FASP ont créé un nouveau syndicat... 13

La victoire de l'équipe de France de rugby sur l'Afrique du Sud; Pete

Sampras remporte le Grand Prix de tennis de Lyon; La situation des

Cinéma : réalitée Italiennee eux Rencontres d'Annecy...... Architecture : les projets du minis-Louie Carré: Merinnettes en

ÉCONOMIE

Une nouvelle rencontre Etats-Unis-CEE pourrait avoir lieu..... Las difficultés sociales en Grande

L'ÉCONOMIE

 L'impiosion du CEA e Le grand axe Tokyo-Pékin e Le défi indien de l'Equateur e Dossier : le marché unique européen e Le chroni-que de Paul Fabra : « Déflation monneie et taux > 29 à 40

Services

Annonces classés Loto, Loto sportif Marchás fin Météorologie. Radio-tálávis La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM Ce numéro comporte un cehier

folioté 29 à 40 Le numéro du « Monde » daté 25-26 octobre 1992 a été tiré à 514 259 exe

Demain dans « le Monde » « Initiatives » : L'administration en chantier Depuis dix ans, les gouvernements assalent de moderniser la service public. Une révolution en douceur qui se heurte à des

CASSER LA CR

EN CACHEMIRE ET LAINE, MANTEAUX

Pur cachemire, vestes ou survestes, valeur 7.000 F Costume SUPER 100'S

50 % au RAYON FEMME au rez-de-chaussée de l'hôtel pardculier

David Shiff

INSEE La référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANCAISE 1992-1993 dans les demaines aconomiques et socialix.

Le droit change et tout est transformé

NOUVELLE ÉDITION ENTIÈREMENT ACTUALISÉE



DALLOZ CODE COMMERCE

DALLOZ 1992-93

PERSPECTIVES

DOSSIER

Après Epinal

bourg attend une dérogation traiter des déchets allemands

pour empecher la construcie

d'une usine de traitement d'une usine de traitement déchets toxiques à Kehl (Bak Wurtemberg), distante de 3,5 kl mêtres de la cathédrale de Sinbourg. La municipalité, cordin par Mes Catherine Trautma (PS) a toniques fait valoir se

(PS), a toujuurs fait valoir a autorités régionales allemandes a la CUS ne s'occuperait plus &

ordures ménagères des commu

de cette zone si Stuttgart réalise

entre les deux rives du Rhin - qui jusqu'ici, a bien fonctionné, pe

que le projet des autorités régi-nales allemandes est gelé por l'instant – disparaîtrait, dans l'in-

pothèse où Paris ne donnerail p

son accord à une reprise de

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÉTEMENT

A let which it willte willen.

A granite égait, so per sust es pars sia

LEGRAND Tailleu

27. sue du 4-Septembre, Paris - Opén

Teliphone: 47-42-78-61. Du fundi au samedi de 10 h à 18 h

MARCEL SCOTT

Un des eléments de l'accor

son projet.

Berger of a section of the section o

sités de la commude ces ordures est indispensable ping de Stresbourg functionnement de l'usine de pa à papier de Ramberviller. sheed sees impa-Abraelion du minis-Mais ils s'étonnens que les con Mais in s'etomem que la con munes françaises et allemand éloignées de la frontière aient a leur dossier traité en priorité bla nent qui perraprise des na du déchete ménanement accru par le fait que provenence d'Alleministere de l'environnement ser 4 responsables strassur le point d'accorder une déten sent d'autent plus tion à une usine en construction Emaria dità otrenu Cette affaire remet en causei stratégie développée par la Qi

TRASSOURCE PE JOYTESpondant

i minimatam de la comwith at the Strasbourg of and Capacite de serves, traited, depuis maintageres et les mains pro-Am strie ginuc singtiermies aurger de la Ber de te. Gratet Binge the later of their size sereter transferten. The Takes of automies vegiour resolutaises de a course i con transfron-Apre . 4 47sorbatt :manes town site in Whin

force despurier des de des spres la découor person a sa CES cette W" Seguiene Ruyal, : the mannement, ct Precion and bomologue maner with the State will sente charge d'accorder Mans des dérigations la de Cuesta confrant constitu NOT RECEIVE A ARCTER

WE ALSO IN THE militar Educati I SHOP BY SHOP AND THE Many Printed J. Co.

PASSAGES My WHRE Passages ce mois-ci,

Bantia, Hiari Bitanko, Juqus For Low Lizer, Young Manuel For Low Lizer, Tourner Manner, For Low Lizer, Young Manuel MARY CHARLES MEINAN.

Le droit change et tout est ransformé



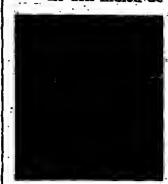




CODE

Le Monde

Le défi indien de l'Equateur



L'Equateur e décidé de quitter l'OPEP pour mieux gérer ees ressources pétrolières. Dans ce petit pays andin, les indiens sont en révolte ouverte. 'armée tient l'industrie, et la dette et l'infletion pasent lourd.

page 35

Déflation, monnaie et taux



La soif de liquiditée et la hauase des taux qui l'accompagne sont typiques des débute de défletion, où le roi du merché est celui qui paie cash, écrit Paul Fabre, Mais la le contraire de l'in-

page 38

Vers un reflux des thèses libérales?



libérales des ennées 80 ont euivi de dix ens l'adoption de ces théoriee per les économistee. Aujourd'hui, on revient vers plus d'interventionnisme, constatent P.-A. Chiappori et G. Saint-Paul.

page 39

MODE D'EMPLOI Le casse-tête des frais de chauffage. Humeur, par Josée Doyère : Le pire n'est pas toujours sûr. Le cote det el décrete ACTUALITÉ

34 à 36

Le Marché unique européer OPINIONS 38 at 39 Livres : L'économie n'est pes la guerre. Notes de lecture. A signale CONJONCTURE Les prix : Equilibre précaire. L'Afrique subsaherienne : La voie de l'ajustement, Ghana : L'économis devant les umes. Le cycle :

Fleurs à manger

Du fond de son Léon, François Le Lagadec vend aux fins palais. du monde entier des plantes inouïes. Et ca marche l'

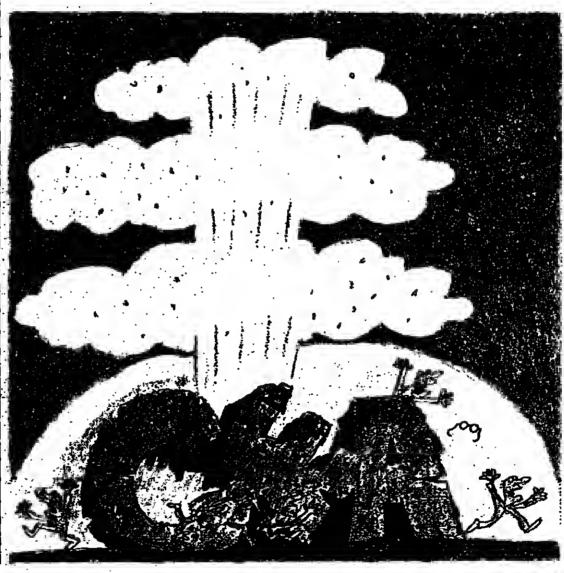
> . TAULÉ (Finistère) de notre envoyée spéciale

PMEZ-VOUS la capucine? En boupétales pour l'admirer, en salade pour la manger. Et la mos trémière? Ses pétales préparés en beignets sont étonnament raffinés. Savez-vous que le souci remplacé admirablement le safran pour parfumer le riz? Que le bleuet a une saveur fruitée, le bégonia qui gout actudé? La fleur de montagles Sur le steak, évidemment. Quant à la paguerette, la campanule ou la persée.

Mais comment peut-on manger une pensée? su question fait source François Le Lagadec. « Mais parce que c'est mervelles dit-il doucement en manipulant des pétales et le fleurs ent depuis des temps immenditairs servi à la préparation des mets. Elles appulent beauté, parfum, seveur. Elles illuminent une assiette et comblent les cartistes qui élaborent les plats. Les cartistes en élaborent les plats. Les cartistes en élaborent les grands chefs - le savent depuis longtemps qui, de Paris, Londres, Los Angeles, Singapous ou Tokyo, passent commande au jeune homme avisé, institute de la chemina de la jeune homme avisé, institute de la chemina de la jeune homme avisé, institute de la chemina de la jeune homme avisé, institute de la chemina de la jeune homme avisé, institute de la chemina de la jeune homme avisé institute de la chemina de la jeune homme avisé institute de la jeune de la jeune homme avisé institute de la jeune de la jeune homme avisé institute de la jeune de tallé près de Modaix, qui expédie chaque année plus de cinq cent mille banquettes de fleurs coupées. La reine, à Buckingham, ne mange que des fleurs jaunes, la compagnie Disney n'en achète que des bleues.

> Annick Cojean Lire la suite page 36

L'implosion du CEA



Le Commissariat à l'énergie atomique (plus connu sous son sigle de CEA) est aujourd'hui prié de se recentrer sur le nucléaire militaire et civil et de restreindre ses ambitions. Une fin? En tout cas un repli. Créé après la dernière guerre, cet organisme exceptionnel, dont l'activité s'étend à l'électronique, à l'astrophysique et à la biologie, a été longtemps choyé par les gouvernements. Mais, depuis plusieurs années, il voit ses dotations budgétaires se restreindre, ses effectifs diminuer. A l'origine de la force de frappe et des centrales nucléaires françaises, il n'a pas retrouvé de nouvel objectif à sa mesure. Il a échappé de peu au démantèlement. Ses collaborateurs vieillissent, certains s'en vont. L'avenir paraît sombre...

Lire page 32 les articles de Jean-Pierre Tuquoi

Le grand axe Tokyo-Pékin

La visite en Chine de l'empereur du Japon scelle la normalisation des relations entre les deux pays. Sans s'illusionner sur le marché chinois, les Japonais s'y installent et importent de plus en plus, malgré les différences culturelles et le poids du passé

> · PÉKIN-TOKYO l'Extrême-Orient, Les Japonais, cependant, s'y de nos correspondents

A visite de l'empereur Akihito en Chine du samedi 24 au mercredi 28 octobre anniversaire de la normalisation des relations entre les deux pays : deux décennies au cours desquelles, en dépit de crispations politiques, la Chine et le Japon sont devenus des partenaires économiques de première importance. Une expansion qui n'est rien, affirme Yoshiu Suzuki, conseiller de l'institut de recherches Nomura, en regard de la coopération future : en 2025, la Chine pourrait être le premier partenaire commercial du Japon.

L'ambitieux programme de développement économique annoucé au cours du quatorzième congrès du Parti communiste, qui vient de se tenir à Pélin, dont l'objectif est de quadrupler le PNB d'ici au milieu du siècle prochain, semble étayer de tels pronostics.

La complémentarité des deux économies,

capitanx et technologie d'un côté, main-d'œu-vre abondante et marché en expansion de l'autre, et sur le plan politique la nécessaire entente entre Pékin et Tokyo, condition sine qua non pour la stabilité régionale, incitent à ser que la coopération nippo-chinoise sera l'un des grands axes du développement de

engagent doucement. Ils ont connu leur «fièvre chinoise » dans les années 70, et certains industriels s'en sont mordu les doigts (le projet de l'acièrie de Baoshan à Shanghaï illustre-cette déconvenue). Aussi, sujourd'hui, ue révent-ils pas trop sur les potentialités du fameux marché d'eun milliard cent millions » de supposés futurs consommateurs. La pauvreté des infrastructures empêche aussi d'accroître de façon importante la présence de l'industrie nippone en Chine.

D'autre part, tout en accueillant favorament ce qu'ils estiment être une victoire de la ligne pragmatique au sein de l'équipe diri-geante chinoise, les observateurs japonais restent réservés, ainon sceptiques, sur les chances de la Chine de réaliser son programme écono-

MARCHÉ SOCIALISTE e Les embiguités, voire les contradictions, de la notion nouvelle d'e économie de marché socialiste » génent habileté à tordre le sens des mots pour donner à des notions familières en Occident des contenus différents, que les difficultés objectives auxquelles est confrontée la Chine. « En dépit du qualificatif socialiste et mai-gré la dictature du Parti communiste qui sub-

moins les Japonais, qui ont démoutre leur

siste, l'économie chinoise s'est engagée sur la voie d'un rapprochement du capitalisme », écrit le Yomiuri Shimbun, premier quotidien japo-nais. « Mais il est trop tôt pour savoir si elle est entrée dans une phase de développement stable et durable », poursuit-il.

La « hate excessive » des Chinois risque, souligne l'aotre grand quotidien nippon, l'Asahi Shimbun, de provoquer une inflatioo galopante ainsi qu'une aggravation des dispa-rités de développement entre les zones côtières et l'intérieur du pays. Les incertitudes politi-ques qui planent sur la succession de Deng Xiaoping, en dépit du rajeunissement de l'équipe au pouvoir, sont un autre sujet de pré-

Les Japonais joueut néanmoins la carte chinoise. Pas senlement par iotérêt économique. La cirate du communisme en Europe les a davantage convaincus de la nécessité d'aider la Chine. Ils ont deux soucis. D'une part éviter une remise en cause du système qui pourrait entraîner un éclatement de la Chine, facteur de déstabilisation régionale, et, neut-être, un afflux de réfugiés sur l'archipel nippon.

> Francis Deron et Philippe Pons

Lire la suite page 33

Aujourd'hui, l'essentiel de l'économie c'est Capital.



15° SEULEMENT. EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

LOGEMENT

Le casse-tête des frais de chauffage

Comment répartir équitablement les dépenses de chauffage collectif dans les immeubles? Une loi de 1977 a prévu l'installation de systèmes de mesure. Malgré un report d'application et de nombreuses dérogations, le problème demeure

ANS les immeubles collectifs, la répartition des frais de ebauffage est uo des nombreux sujets de friction entre celui qui aime se promener en petite tenue dans son eppartement alors qu'il fait - 15 degrés dehors et son voisin qui vit radiateurs fermés, fenêtres ouvertes et se plaint lorsqu'il reçoit la «doulou-

Pour inciter eux écocomies d'énergie, en 1977, eo pleio eboe pétrolier, une loi imposa l'installation de répartiteurs indivi-

duels dans les immenbles en cas de ebauffage collectif. Cette mesure devait eotrer eo application des 1981 pour les immeubles oeufs et au 31 décembre 1985 pour les eutres. Meis en 1985, les pouvoirs publics reportèrent ao 31 décembre 1990 la date d'entrée eo vigueur pour les immenbles anciens,

En effet, plusieurs obstaeles avoieot empêcbé l'application de le mesure dans les délais prévus. D'abord, eo 1985, huit ans après le vote de la loi et six ans après la publication des décrets d'application, aueun appareil de mesure n'était

encore homologué.

Ensuite, le loi avait été jugée injuste par certains, bien que partant d'une bonne idée : aiosi, elle pénalisait les occupants de logements mel exposés ou situés près de locaux non chauffés (caves, terrasses, appartements vides...). Ce que l'Association des responsables de copropriété

(ARC) qualifie de « vol de calories ». Enfin, les frais de comptage étaient tellement élevés (jusqu'à 700 francs par an, selon l'ARC) que le surcout dépassait l'allègement escompté - alors qu'on aotorisait une dérogation à la loi si l'investissement dépassait 10 % du coût annuel du combustible.

CONTROVERSES . Devant les controverses engeodrées par le texte, les pouvoirs publics ont introduit toute uoe série de précisions, mais aussi d'autres dérogations à l'obligation de comptage par un décret publié eu Journal officiel du 30 septembre 1991.

D'abord ce texte dispensait un grand nombre d'immenbles de la répartition individuelle des frais de chauffage : hôtels, foyers, locaux agricoles ou installations sportives, meis aussi des immeubles satisfaisant oux cormes de labels

énergétique, Qualitel, etc.), ainsi que ceux utilisant des systèmes de chauffage mixtes.

D'eutre part, le décret instituait un plan-cher de dépenses (40 francs, toutes taxes comprises, par mètre carré et par an) ou-dessous duquel l'obligation de répartir les charges oe s'epplique pas : ce montant ne concerne que les dépenses de combustible, sans les frais d'exploitation et d'entretien de la chaufferie. Si la sur-

... ECONOME OU

PARTISAN DE LA

LE FROID?

CONSERVATION PAR

face chauffée o'est pas connue, elle peut être

fixée forfaitairement à 85 % de la surface « hors

œuvre nette» (c'est-à-dire sans les murs) de

Ce ratio valait pour la saison de cheuffe

88-1989 (du 1 septembre 1988 au 31 soût

1989) et à coodition que l'immeuble ait été

occcupé cormalement. Pour les années sui-

vantes, on applique des coefficients de correc-

tioo tenant compte du climat et du prix des

combustibles, qu'on peut obtenir de l'Agence de

l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

ex-Agence française pour la maîtrise de l'énergie

(AFME), per correpondance (27, rue Louis-Vi-

cat, 75015 Paris) ou par Mioitel (3615 code

tage s'evère nécessaire, l'assemblée générale des copropriétaires en prend acte et doit se pronon-

Lorsque l'installation d'appareils de comp-

AFME).

de qualité énergétique (Haute performance cer sur le chnix des appareils et les modalités d'utilisation. Il existe, en effet, plusieurs réchni-ques : éveporateurs, complage éléctronique ou compteur d'énergie thermique. Ces appareils, qui daivent être agréés, peuvent être loués ou

Dans les immeubles dant les permis de constuire ont été demandés après le 31 décembre 1988, les appareils de mesure dnivent être installés de façoo à permettre des relevés sans

pénétrer dans les locaux privatifs. Les appareils une fois installés, l'assem-blée générale des copropriétaires devra alors déterminer la part des charges de combustible qui fera l'objet d'une répartition individualisée. Le minimum, appliqué outomatiquement en l'absence d'une décision de l'assemblée, est de 50 %, mais les copropriétaires peuvent aller jusqu'à 75 % pour les immeubles construits evant le 31 décembre 1988, et même jusqu'à 100 % pour ceux qui sont pos-

GESTION e D'autre part, des aménagements sont prévus pour les locaux qui ont une situation thermione défavorable. Mais cette opération relève do prestataire de service qui est chargé de la gestion des compteurs.

Pour les autres frais de chauffage (cooduite et entretien de l'installation), la répartition est plus simple : elle est fondée sur celle prévue pour les charges dans les règlements de copropriété (millièmes).

Ces nombreuses précisions, dérogations, etc., n'ont apparemment pas résolu tous les pro-bièmes posés. Ainsi, l'ARC, qui vient de publier un guide sur les charges (1), déplore ootamment que la nouvelle réglementation - qui n'a pas prévu de sanctions lorsqu'elle n'est pas observée - oe permette pas d'échapper à l'obligation de comptage en engageant dans l'immeuble des travaux permettant d'économiser l'énergie. Néanmoins, cette possibilité existe et peut s'avérer aussi intéressante que la pose de répar-

Françoise Vayase

(1) Faites baisser vos charges!, édité par l'ARC (60 francs) et disponible au 27, rue Joseph-Python,

HUMEUR e par Josée Doyère

Le pire n'est pas toujours sûr

VEC la SNCF, tout est pos-A sible. Même le pire. Parfois le meilleur... Celui qui ne s'est jameis retrouvé coincé dene une gare, aux petites heures de la nuit, ne connaît pas son bonheur... Un de nos lecteurs nous a transmis la befouille circonstanciée qu'il e adressée à le direction de la compagnie, après une folle nuit : le povre avait prétendu eller de Strasbourg à Dax; deux heures de bettament entre le gere de l'Est et la gare d'Austerlitz, ca pereissait ralsonnable, même pour e avaler un en cas, avant le train de muit. Las l Le « dur » elsacien evelt une heure et demie de retard, et le train pour inen n'avait pas attendu, è Austerlitz, malgré un repide transfert en taxi.

ils étaient trais-à evoir loupé le train d'Irun. Tout ce que le cresponsable » (qui avait couru fermer esa » gere : plus question d'en sortir pour chercher un hôtel) e trouvé à offrir à ces trois peumés, après bousculade par des vigiles et meneces par des egents, c'est... quelques couvertures pour passer la nuit sur les sièges «anti-clochards» de la salle d'attente (par définition fabriqués pour qu'on ne puisse pas s'y allonger), rien à se mettre eous la dant et... (par pure humanité I) le pipl-room sans éclairage d'un train stationné à environ 150 mètres ». Ahl i oublisis, nos voyageurs exaspérés ont pu porter leurs remarques sur le Registre des Réclamations I

Notre lecteur, lui, e écrit au directeur commercial et au président, Jacques Fournier. Et ca, il peralit que c'est efficace : « On répond à toutes les lettres », dit-on fièrement à la SNGF, C'est bien le moins.

Renseignements pris, quend le retard d'un train est do à la SNCF, elle rembourse la chette; et on propose au drolement crédible.

client, si nécessaire, une chambre «dans un hôtel du groupe SNCF ». S'll n'y a pas d'hôtel de ce type à proximité, le client paiera sa chambre at, avec un peu de chance, on le remboursera... ou on lui don-nera un crédit de kilomètres sur le réseau ferroviaire. En revanche, quand le retard est dû eà des conditions extérieures » (comme intempéries, manif sur la voia de quidems en rogne contre tout ou n'importe quoi) ... rien, niente, nib de nib. Voyageurs, faut choisir vos retards l

Quant à l'aventure de notre lecteur, on m'e dit (tou-jours è la CeNeCeFe) qu'il affait recevoir un « evoir » pour 400 francs de voyage sur le réseau. Oui. Bon. Ca coûte moins cher qu'un chèque, même si ce n'est pas très élégant. Et on sait que la SNCF tient è cominuer à équilibrer ses comptes. Feut pas dépenser à tort et à travers. A sa plece, la pro-chaine fois que le folle idée me prendrait d'aller de Strasbourg à Dax, je chercherais è voir s'il n'y e pas un avion...

Tout ca n'est pas dramatique. Et il paraît que trois sur quatre des voyageurs transportés (800 000 chaque jour sur les longs parcours) sont satisfaits. Ca fait quand même 200 000 mécontents... C'est

Il faut le dire. Nos geres françaises sont peu eccueillantes. Arriver è l'eube dans une grande gara française et ne pas evoir la possibilité de prendre une douche, de se changer, de se refaire une beauté ou de se raser... soit parce que rien n'est prévu pour, soit parce que ce lieu de rêve n'ouvre qu'à 7 heures, c'est Indigne de le SNCF. Il paraît qu'ile font des efforts pour eméliorer tout ca. Ca urge -Et pour l'image de la réservation, le taxi, la cou- ... SNCF, ca rendrait la pub

LA COTE DES MOTS Newsletter

On peut se demander pour quelles rai-sons certains s'obstinent à utiliser l'anglicisme newsletter pour désigner un bulletin d'information(s) interne à une entreprise, ou destiné à un lectorat plus étendu.

En effet, les équivalents français sont nombreux et riches en nuances : en sus de bulletin d'information(s), oo e le choix entre circulaire, lettre [d'information(s)] – la traduction littérale «lettre de nouvelles» n'est pas à retenir, car insolite, - infobulletin, infolettre, lettre confidentielle...

De le politique à le publicité, du domaine médical à l'informatique, des sports aux affaires; on a vu fleurir ces publications à la pagination plutôt réduite et au format modeste, par lesquelles sont transmises des informations de dernière heure (1), ou bien des dossiers relatifs à un domaine spécialisé, voire des renseigne-ments censés être «confidentiels» (alors que bien souvent ces informations sont un secret de Polichinelle...) et destinés aux membres d'un parti politique, d'uoe association militant pour telle ou telle

La lettre d'informatinn(s) sera fréquemment d'allure simple, mais parfois reflètera, par son lourd papier couché, un

certain luxe.

Les newsletters sonl sonvent éditées aussi, par des... news, ou newsmagazines. Ce dernier terme, qui en général s'applique à tous les magazines d'information, s'est vigoureusement implanté - surtout sous sa forme abrégée news - dans le milieu des médias, de la publicité et des affaires, comme dans les cercles «branchés». Peu à ramenée à « hebdomadaire (en couleurs) consacré à l'actualité sous tous ses aspects : culture, politique, société, économie...» Mais on pourrait sans regret faire l'écono-mie de ces deux mots anglais!

Jean-Pierre Colignon

(I) Ainsi, pour transmettre aux lecteurs notamment aux professionnels - des informatimes toutes fraiches toucbant à tous les domaines de l'enseignement, la rédaction du Monde de l'éducation fait paraître depuis quel-Ques mois une lettre d'informatinn hebdamadaire : la Lettre du « Monde de l'éducation ».

BLOC-NOTES

D'une semaine...

SOMMET EUROPEEN. Les dirigeants des Douze, à l'issue d'un Conseil européeo extraordinaire, ont adopté, le 16 octobre, la déclaration de Birmingham, qui réaffirme l'attachement au traité de Maastricht et se prononce pour une Communauté plus transparente et plus proche des eitoyens. A propos de la subsidiarité, le communique précise qu' e il appartient à chaque État membre de décider comment ses pouvoirs doivent être exercès chez lui. La Communauté ne peut agir que lorsque les Etats membres lui en ont donné le pouvoir dans les traités » (le Monde daté 18-19 octobre). LOI ANTI-CORRUPTION. L'Assemblée natio-

nale a adopté par 272 voix contre 256, le 17 octobre, le projet de loi sur la préventioo de la corruption et la transparence de la vie écocomique. Il autorise les dons des entreprises aux partis politiques à conditioo qu'ils soient reodus publics et piafonnés. Les contributions des entreprises ne peuvent excéder 25 % du budget des partis (le Monde daté

18-19 octobre). CRISE A LA CFDT. Jean Kaspar, secrétaire général du syndicat, depuis 1988, a démissionné le 20 octobre. Soo autorité et sa stratégie étaient contestées. Nicole Notat, secrétaire générale adjointe, a été élue par le burean national pour lui suc-céder (le Monde des 21, 22, 23 octobre).

DETENTE SUR LES MARCHES BOURSIERS. Après la décision de la Bundesbank, le 20 octobre, de revenir à des taux variables pour les prises en pension, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche, pays de la zone mark, ont réduit leur taux d'escompte d'un quart de point (le Monde du 22, 23 octobre).

CROISSANCE FRANÇAISE MOROSE EN 1993. L'institut Rexecode prévoit, dans une étude publiée le 21 octobre, une croissance économique de 1,7 % en 1993 (le Monde du 23 octobre). ÉCHEC AU GATT. les discussions entre les

agricoles, le 21 octobre, à Bruxelles n'ont pas abouti (le Monde du 23 octobre). EXCEDENT COMMERCIAL. Les échanges extérieurs de la France se sont soldés en septembre par un excédent de 3,7 milliards de francs, soit 23,1 milliards en cumulé depuis le début de l'année (le Monde du 24 octobre).

Etats-Unis et la CEE sur les échanges

MARDI 27 OCTOBRI. Europe. Greve curo-

pérnne des cheminots pour protester contre les menaces pessait sur les sociétés publiques de chemins de l'er en Europe (de 11 heures à 12 heures). Europe (ne 11 neures 2 12 heures). Brexelles. Visite du président finlandais, M. Mauno Koivisto (jusqu'au 29). Paris. Dernières auditions de la Commission d'enquête sur la situation et les perspectives des médias à l'Assemblée nationale : Emile Zuccarelli, ministro des postes et télécommunications, Jean-Noël Jeanneney, secretaire d'Etat à la communication.

Salon européen de la communication sur le lieu de vente (Porte de Versailles, jusqu'an 30 octobre). Salon ioternational du génie industriel, alimentaire et biologique (Porte de Versailles) (jusqu'au 30 octobre). Salon international de l'alimentation (Parc des Expositions de Villepinte, jus-

ga'au 29 octobre). MERCREDI 28 OCTOBRE. Afghanistas. Le président afghan, Burhanuddin Rabbani, quitte ses fonctions. Losdres. Rencontre des chefs de gouver-nement du Triangle de Visegrad (Pologne, Hangrie, Tchécoslovaquie),

pour décider de leur association à l'Europe des Douze. JEUDI 29 OCTOBRE, Franciert, Réunion du conseil de la Bundesbank. Manille (Philippines). Réuninn ministé-rielle de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) (jusqu'au

30 octobre).

Takyo. Conférence internationale sur l'aide aux pays issus de l'ex-Uninn Soviétique (jusqu'an 30 octobre). Paris. Journée de grève avec manifesta-tion des salariés des caisses de mutualité agricole, à l'appel de la CGC-CFE, FGA-CFOT, CGT, FGSOA et FO. SAMEDI 31 OCTOBRE. Togo. Elections légis-

latives (et 14 novembre).

DIMANCHE 1- NOVEMBRE. Allemagne. Expulsion des réfugiés roumains vivant en situation illégale vers leur pays d'uri-

LUNDI 2 NOVEMBRE. Dubal (Emirats arabes

anis). Foire commerciale française pour développer les exportations vers le Golfe (jusqu'au 7 novembre).

MARDI 3 NOVEMBRE. Etats-Unis. Election présidentielle.

LOIS ET DÉCRETS

minimum des entreprises de travail premier décret précise les conditions temporaire à 474 678 francs pour d'executé et les opérations que peu-l'ainnée 1992. Cette garantie a pour vent accomplir les dockers. Les bur d'assurer le paiement des dockers out le monopole de toutes salaires et des charges sociales du les opérations effectuées dans les personnel en cas de défaillance de

Catreprise d'intéran. 19éeret nº 92-1093 du 2 combre 1992, Journal officiel du 8 octobre

Code APE

L'harmonisation européenne amène la Commission nationale des aomenciatures d'activités et de produits à changer le code APE (activité principale exercée) des entre-prises françaises. Chique entreprise se voit attribuer ce code lors de son immatriculation at répettoire Sirène, à l'INSEE Les administrations, les artisans, les commercants. les associations et les professions libérales sont aussi dotés d'un code. A compter du début de l'année prochaine, l'ancien code APE com-

posé de quatre chiffres sera remplace par un nouveau code composé de trois chiffres et d'une lettre. L'IN-SEE est chargé de tenir à jour les nomenciatures et de les rendre facilement accessibles sur support informatique ou télématique. Les entreprises n'autout aucune formalité à accomplir, elles pourront obtenir feur nouveau code APE sur Minitel 3617 Sirène, des le mois de janvier

Décret nº 92-1129 du 2 octobre 1992, Journal officiel du 11 octobre 1992, pp. 14191 et 14192.

Dockers

Le régime du travail des dockers régi depuis près d'un demi-siècle par la loi du 6 septembre 1947, a été modifié par une loi du 9 juin 1992. Cette réforme favorise la mensuali-sation des dockers, prévoit l'applica-tion du droit commun du travail et modifie la contribution des employents à l'indemnisation du chômage, (lire les articles de François Grastichard dans le Monde du

Travail temporaire 16 avril et daté 19-20 juillet 1992). Travally LEMPOTATIC Deux nouveaux décrets et un Un décret luc le cautionnement arrêté complètent tette réforme. Le licux à usage public, à condition que celles-ci portent sur des marchandises en provenance ou à destina-tion de la mer. Ce texte prévoit 1992, p. 13977. aussi les conditions de licenciement des dockers mensualisés, l'organita-tion du bureau central de la maind'œuvre (BCMO), chargé de l'embauche des dockers intermittents et les modalités des élections profes-

Le second décret précise les taux maxima des effectifs des dockers intermittents et les taux maxima d'inemploi (vacations chômées) des ports maritimes, en fonction de l'importance de ces derniers. Si ces taux ne sont pes respectés, il sera procède à des radiations pour assurer le respect de ces limites. Par ailleurs, un arrêté fixe la liste des ports de commerce comportant la présence d'une main-d'œuvre d'nuvriers dockers professionnels. Décrets nº 92-130 et 92-131 dn

12 octobre 1992 et arrêté du 25 septembre 1992, Journal officiel du 13 octobre 1992; pp. 14255 à



Parce que

TEL. (41 22) 731 96'31



Outsont nos ac

HAMELIE e par Josée Doyère Le pire n'est pas toujours sûr

VEC is SMCF, tout set pos-sible. Milimo le pire. Perios Lake the the sign ndia retracté coincé dans of met. on course per son tin de nos lecteurs HE I MERINAL IS DESCUES OFmercie qu'il a adressée à direction de la compagnie, plus une folle nust : le poure set présende aller de Stras-lery à Des ; dans heures de antre la gare de m et is gare d'Austeritz, ca missait resconable, même W-s evelor up en cas. Event Mer of next Last La cours teches avent une house et the de reserd, at le train ar from n' aveit pes attendu, à Markita, melgrá un rapide

makers are than he ecount trois & avoir and to travel d'trun Tout ce s to westponusbie o four avent sure bermer it was a gare . plus ster der nortir pour cherat an indext a ground & offer mis want parmés, sprès te zelgw zeb 'en ebelun mes per des agents. CONVESTURES E. SPECON IN PLUT SUI les e met-clochards e de la le d'amme (par définition tige book on ou us briege the y enormore) then & se time seus le dent et . (par Manager !) le pipi-room with attender of un train sta-

ting & answers 150 matres a. AF Foreigns, nos voyageurs any retained the twenty marques our to Registre des THE PERSON NAMED IN Notice bectung, has a decre ma minimum consumeration of an indet Jakonson Fourmer Et

à paraît que c'est efficace le répend à zoure les les les disses faccement à la les Constitues le moris Serten gereinenten pris. the SMOT with numberuran la Minimistra, 18 fact, let COU! ATTE. 41- 04 proposa su - drôlement crédible. Il

chent, 5: nécessaire e chambre r dans un hous groupe S::CF3. S'il n'yar d'havai de ce type à monthe d introl de ce type à prosti le cherit paiera sa chambre EVEC UD DEU de Chance, or remboursera ou on la de ners un crécit da kilone Aur la réseau ferrovière revenche, quand le relaid à du e à ces conditions en rieures » (comme intempér manuf sur la voie de quide eu todue course tont on up porte quo:) ... rien, niente, ; de rub. Voyageurs, faut de

Quan: à l'aventure s notre lecteur, on m'a dit les pours à la CelveCeFe) qu'il Lecenori nu canou pont francs de voyage sur le rése Oui. Bon. Ca coûte moins de qu'un chèque, même si s n'est pas très élégant Et san que la SNCF tient à conuer à équilibrer ses compa Faut pas dépenser à ton qu travers A sa piace, la pr chaine fois que la fole idéa prendrait d'aller de Streston A Dax, je chercherais à vor i n'y a pas un avio-

VOE relards

Tout can est pas draws que. Et il paratt que trois si quatre des vayagers par portés (800 000 chaque p.: sur les longs parcours) en satisfacts C3 fait quanti min 200 000 meconiesis... Ce

li faut le cire. Nos gae? françaises son: per econe. lantes. Arriver à l'aube des une grande gare franzaise ne pas avoir la cosso he d prandre une douche, di si changer, de se refere uns beauté ou de se ese.. son parce que rien n'est pién pour, soit parce que sa leu de reve n'ouvre qu'à ? mos, c'est indigne de la SUE. Il parait qu'is fort ces cons pour améliorer tout a. C urge Et pour l'imate de k SNCF, ca rengran a på

Que sont nos accords devenus?

Les accords sociaux les plus novateurs comme ceux signés chez Axa ou Pechiney ne sont rien tant qu'ils restent au niveau national. Il faut, pour les faire vivre, impliquer une kyrielle d'acteurs dans chaque filiale, à chaque échelon. Des années de travail et de pédagogie...

RÉDIT iyonnais, Axa assurances, Usinor-Sacilor, Pechiney, Credit mutnel... Dans ces grandes entreprises, ces cinq dernières années, ont été signés des accords sociaux novateurs. Rendus nécessaires par la situation économique, ils portaient sur des sujets sensibles : aménage ment du temps de travail, droit syndical, gestion prévisionnelle des compétences, changement d'orga-

nisation du travail... Ils avaient nécessité de lonques discussions entre direction et délégués syndicaux centraux et ont enné beaucoup d'observateurs, admiratifs, mais dubitatifs, tant leur mise en œuvre supposait de changements de mentalité chez les signataires (direction et syndi-calistes) et chez les salariés. Mais l'eupliorie de la signature passée, qu'est-il advenn dans les usines ou les établissements?

D'abord, comme an lendemain d'un mariage trop arrosé, les signataires se sont bien souvent réveillés avec une belle guenle de bois. Saisis de vertige, même, en se retrouvant face à des milliers de salariés encore imperméables aux attraits d'une démarche aussi novatrice, et tributaires d'intermédiaires peu convaincus - un encadrement déstabilisé par tant d'audace et une base militante inquiète de la compromission éventuelle de ses délégues.

TRAUMATISME o Au Crédit lyonnais, le rêve a même tourné court. L'accord sur «l'aménagement du temps de travail et l'ouverture des guichets » de février 1987 devait permettre d'ouvrir les agences six jours par semaine, au lieu de cinq, moyennant une réduction du temps de travail des "entario ements parah on its foot des et a

salariés. La fédération CFDT des banques, soutenue par les militants cédétistes du groupe nationalisé, obliges le délégué central d'entreprize à dénoncer sa signature. Le SNB-CGC attacma anssi le protocole devant les tribunaux, en mettant en doute l'habilitation de son délégué, second signataire, à ratifier un tel accord sans son avai: Les militants aunt réagi à une décision extérieure qu'ils craignaient de la même façon que s'il s'agissait d'une décision étatique imposée par la loi », tentait d'ans-lyser Edmond Maire, alors secrétaire général de la CFDT qui luimême se félicitait du contenu de cet accord. Pour lui, ce « problème de méthode fait lui aussi partie des réactions sociales de notre temps et ne peut être sous-estime...»

Cinq ans plus tard, le traumatisme n'est pas gnéri. La direction du Crédit lyonnais se refuse «à signer tout accord avec des syndi-

> Les militants ont réagi de la même façon qu'à une décision imposée par la loi. ??

cats qui ne sont pas suffisamment forts pour les faire appliquer». Les syndicats sont «revenus à une politique de très petits pas», reconnaît Jean-Louis Monnac, adjoint du délégué syndical national (CFDT) de la banque. En ce qui concerne, par exemple, la mobilité du personnel, dernier thème, abordé, les discussions entre direction et syndicats n'ont rien donné, chacun

gardant sa liberté tant pour déci-

der que pour critiquer... En fait, la pérennité de ces accords sociaux inédits dépend non seulement des solutions apportées au « problème de méthode » décelé par Edmond Maire mais anssi de leur adaptation aux réalités quotidiennes des établissements et de la maîtrise de la durée dans laquelle ils s'inscrivent «Si la rupture est trop brutale, hiérarchies et syndicats opposent alors des freins culturels tels que ces accords ne sont plus que des simulacres», soulignait Henri Vacquin, consultant en entreprise. lors d'une rencontre urganisée nment par l'association Réalités du dialogue social (1).

C'est pourquoi, sur des sujets aussi neufs, «il convient absolument, poursuivait-il, de commencer par sensibiliser tous les responsables concernés sur le terrain patronaux et syndicaux». Dans ce but, le groupe Pechiney a lancé cette année un programme quinquennal de e formation managériale» pour les quelque 2 300 cadres dirigeants français concernés, on susceptibles de l'être, par la mise en œuvre de Paccord signé en novembre 1991 sur la transformation de l'organisa tion du travail - celle-ci devant rompre définitivement avec le taylorisme et la déqualification

Mais « les effets de cette formation ne devraient commencer à se faire sentir que d'ici un à deux ans lorsque les jeunes seront à leur tour devenus des chefs de service expérimentés » », reconnaît Jean-Marc Devaud, directeur de la formation chez Pechiney. Ce pari sur la relève illustre l'ampleur des resistances. « Quand la formation

des salariés est encore percue comme un coût qui augmente la masse salariale, comment voulezvous que les cadres réagissent positivement in s'exclame Jean Marc Devand, en faisant observer que « tous les outils de gestion traditionnels se révèlent inadaptés pour apprécier les changements qualitatifs induits dans cet accord.»

EXPÉRIMENTATION e Les syndicats ne sont pas en reste. Chez Usinor-Sacilor, la signature de plusieurs accords dans un court délai sur la prévoyance (destinés à harmoniser les avantages à l'intérieur du groupe) et surtout sur la gestion prévisionnelle des emplois (décembre 1990), a ainsi conduit la CFDT à « spécialiser » ses équipes.

En accord avec la direction d'Usinor, le syndicat a choisi une filiale du groupe, Unimétal, pour expérimenter l'accord sur la gestion prévisionnelle, qui vise à lier l'emploi aux compétences et non au poste occupé. Les salariés se voient parantir un parcours de carrière dès lors qu'il unt fait les efforts de formation. a Nous ne pouvions pas tout faire en même temps partout, souligne Michel Marti, secrétaire national de la fédération CFDT de la métallurgie. Notre message passe beaucoup mieux s'il s'appuie sur ce qui se passe concrètement dans un établisnent s

Les syndicalistes se sont mis anssi à utiliser la formation. Chez Pechiney comme chez Usinor-Sacilor, les organisations signataires des accords expérimentent plusieurs formules pour sensibiliser leurs troupes : « De la tournée des popotes traditionnelle à la constitution d'un réseau de formateurs qua-siment à temps plein ». En dix-huit mois, la fédération CFDT de la métallurgie a déjà réuni une cinquantaine de responsables syndicaux intermédiaires en stage et constitué un réseau d'une trentaine de formateurs.

De nouvelles initiatives sont parfois nécessaires pour mettre en œuvre les accords. N'arrivant pas à conclure des accords locaux sur l'organisation du travail, la direction d'Axa a cherché à redonner une place, un statut, aux militants syndicaux. Puur cela, il a fallu signer un autre accord chez Axa assurances, sur l'exercice du droit

 $^{"}$ Dix-sept ans après, tout de monde n'a pas encore compris les subtilités de la grille de classifications. 33

syndical, cette fois, en juillet 1990, contraignant les partenaires à aboutir dans les négociations. En échange, la direction d'Axa a mis à la disposition des salariés un bon de financement, en leur laissant la liberté de le remettre aux organisations syndicales de lenr choix.

Depuis, on n'a coneln que deux accords régionaux d'organisation du travail, mais « l'état d'esprit des relations patronat-syndicats commence maleré tout à changer», se félicite Henri Grégoire, directeur des ressources humaines. L'obligation d'aboutir contraint aussi à abandonner la langue de bois. « La campagne pour la collecte du chèque syndical a, de son côté, obligé les organisations syndiconstate aussi Danièle Berbérian, déléguée CFE-CGC d'Axa, qui vient de lancer « une vaste opération de marketing syndical ».

« AJUSTER » • Des problèmes imprévus sont apparus aussi en cours de route. La direction d'Usinor-Sacilor comme celle de Pechiney se préoccupent aujourd'hui des movens d'impliquer les agents de maîtrise. Il faut parfois « ajuster les principes initiques, selon la formule de Michel Mayer, directeur des ressources humaines du Crédit mutuel. Dans cette entreprise, les signataires de l'accord de 1988 sur la gestion prévisiunnelle des emplois ont ainsi été amenés à poser officiellement qu'il fallait clairement distinguer cette «gestion prévisionnelle» d'éventuels plans sociaux. Et pour mieux «ajuster» le tir, des groupes de réflexion paritaires ont été formés pour examiner les premières applications régionales des accords-cadres. Ainsi peut-on préparer les négociations nationales à venir

Mais pour faire bouger les choses, la clé du succès paraît être avant tout... le temps : « Au bout de dix-sept ans, tout le monde n'a pas encore compris les subtilités de la grille de classifications que nous avons negocièe en 1975.... murmure Michel Marti, le syndicaliste CFDT. Alors ne nous demandez pas de changer de mentalité en deux ans! »

Valérie Devitlechabrolle

(1) Créée en 1991, l'association Réalités du dialogue social (1 bis, rue Martin; 92140 Clamart; tél. : 46-38-11-18) rassemble des responsables des ressources humaines, des milicales à se rapprocher des salariés», tants syndicaux et des chercheurs.

LOIS ET DÉCRETS

avail temporaire 474678 france pour Come garantie & pope he parement dos charges secucios da el en cos de défosiblece de

Code APE

Sumpoportation Caroperane more materials des manners d'activités et de proa change it code APE (actime courced des entre-Principales Chaque entreprine e stimburg or code fore de son structures au répertoire into influence, fee com les some auser donés d'un code. compact du début de l'année me. Tweeten and APE cont-He course challes seen reco-THE THE SECRETARIES LIGHT COURSEONS an charles at d'une lettre. L'INou marge de tenir à jour les ten et dit les rendre faci-mittes sur suppost inforun tetrenaturale. Les entre-turque succese formation à mer elles pourront oblenie renne tode APE our Ministi invent des le auras de provies

and ar will 1224 du 2 exclobre 1419] et 14192.

Dockers

ne de travail des dockers le piès d'un derni-sècle par le representer 1947, a été id gar war ka du 9 pain 1992. rang devertes in mensuelides declare, privat l'applicanger du travail et contribution des i. l'indemanation du e les arraies de Fran rd dans in Monde di

Dous nouscour descess ! arrêté complètent cette reford presenter doctet prease its contr d'america et les opérations qu'il vent accomplir les dockers. dockers out le menopole de se les opérations effectuées des hour & usage public a cordinal ochies-ca portent sur des mant dises en provenance ou a des tion de la mer. Ce teute per les conditions de licences des dockers mensualises fores tion du bureau central de la # d'auvre (BCMO), charge de le bauche des dockers intermités ies modalites des elections pa

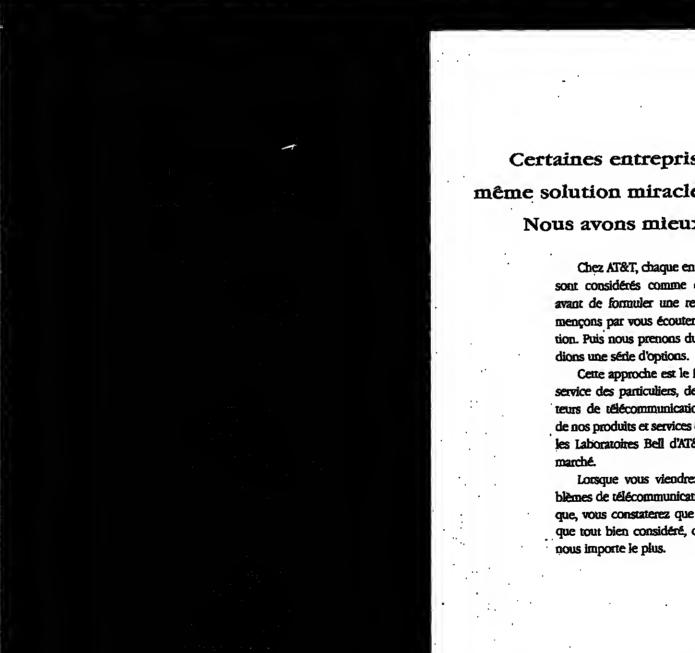
Le second decret procise is axima des effectifs des dos decenitionis et les com com d'inemples (vacations chomes dochers intermittents cans the ports marnines, en foncial l'importance de ces derniers S: tour me sout pes respectes is procede à des radiations post s ror le respect de ces ismales. Par leurs, un arrête fine la use daß de commerce comportant la f sence d'une main-l'œuvre di visors doctors professioness

Décrets nº 92-150 et 02-151 12 octobre 1992 et arrivé de 1992 tembre 1992, Journal officiel 13 octobre 1992, pp. 1428

HOTEL DL RHON

Parce que I'on me reconnal

> TCL (81 CC) 731 28 3 FAX 4: 22' 730 45 55



Certaines entreprises ont une seule et même solution miracle à tous vos problèmes. Nous avons mieux à vous proposer.

> Chez AT&T, chaque entreprise et chaque problème sont considérés comme des cas particuliers. Aussi, avant de formuler une recommandation, nous commencons par vous écouter. Avec la plus grande attention. Puis nous prenons du recul, réfléchissons et étu-

Cette approche est le fruit de notre expérience au service des particuliers, des entreprises et des opérateurs de télécommunications. Elle couvre l'ensemble de nos produits et services depuis leur conception dans les Laboratoires Bell d'AT&T jusqu'à leur mise sur le

Lorsque vous viendrez nous parler de vos problèmes de télécommunications ou de réseau informatique, vous constaterez que nous vous écoutons. Parce que tout bien considéré, c'est votre point de vue qui





l'ombre de la tour Eissel,

l'immeuble occupe ...
prestigieux. Derrière sa

façade couleur lie-de-vin fanée par

le temps, douze étages de bureaux abritent la «dernière vache sacrée de la République», le Commissa-

riat à l'énergie atomique (CEA).

Plus pour loogtemps. Dans douze

mois, dix-huit au maximum, le

CEA devrait déménager. Direction

Fontenay-aux-Roses ou Saclay,

pour la plupart des mille salariés,

deux cents personoes environ, Derrière ce transfert voulu par les

pouvoirs publics, comment ne pas voir un symbole? Celui du déclio

d'un organisme de recherche scien-

tifique et technique sans équiva-

lent dans le monde, mi-civil, mi-

militaire, architecte de la force de

frappe et du programme électroou-

eléaire, jadis intouchable, aujour-

Les indices de la perte d'in-fluence de ce CEA quasi quinqua-

d'hui critiqué de toutes parts.

Ne resteroot dans la capitale que

L'implosion du CEA

Longtemps choyé, cet organisme de recherche exceptionnel à l'origine de la force de frappe et des centrales nucléaires françaises n'échappe aujourd'hui au démantèlement que pour être condamné au repli

budget frisera 7 %, selon les syndi-

«Je suis inquiet pour l'avenir du CEA. Depuis cinq ou six ans, on dérape», lâche Bernard Tinturier, directeur de la planification et vingt-cinq ans de maisoo. «Le CEA va mourir par engourdissement, sans s'en apercevoir, comme un organisme progressivement prive d'azote ou d'oxygène», prooostique, de son eôté, un industriel. «Il est déjà mort », tranche un ancien cadre dirigeant.

Le CEA a toujours vécu avec le sentiment · d'avoir raison envers et contre tous. Héritage de l'histoire ? Sans doute.

géoaire et touche à tout, présent dans la biologie et l'électronique, le oucléaire et l'astrophysique, ne manquent pas. Le plus éclatant est Signer le certificat de décès du d'ordre finaocier. Quoique encore CEA est prématuré. Mais impossicopieuses (16 milliards de francs ble de nier le malaise au sein par an environ), les dotations budd'une maisoo qui a consommé gétaires baissent régulièrement trois « ouméro un» depuis 1983. Il depuis 1985 pour les activités est diffus mais patent. Témoin les civiles, depuis 1988 pour le miliremous suscités au sein de la laire. Les effectifs sont sur la direction des applications milimême pente. Entamés en 1984, les taires (DAM) par l'annooce sur-« dégraissages » se poursuivent à prise, au priotemps dernier, d'un grands coups de plans sociaux tan-dis que - plus inquiétaot pour moratoire sur les essais nucléaires. « Certains de mes ingénieurs. l'avenir - quaotité d'investisseparmi les plus doués, ont alors ments sont gelés dans l'attente de choisi de quitter la maison, note Roger Baleras, le patron de la iours meilleurs. DAM. Un second moratoire serait 1993 sera du même tonneau

que les années antérieures. Certes, catastrophique.» les pouvoirs publics ont choisi de En juin detnier, le veto mis se montrer moins chiches à l'égard par Metignon au redemarrage du du CEA, qui bénéficiera, pour ses surgénérateur Soperphénix a laissé activités eiviles, d'une rallonge de des traces, lui sussi. « Nous étions 2,7 % (dépenses ordinaires et créconvaincus d'avoir raison technidits de paiement) par rapport à quement et stratégiquement », l'année précédente. explique le directeur de la division « réacteurs nuclésires », Jacques

DÉCEPTIONS . Mals que vaut Le CEA a toujours vécu evec l'engagement du ministère de l'économie de fournir,740 millions le sentiment d'avoir raison envers gagés sans le dire sur des privatisaet contre tous. Héritage de l'Histions à venir? S'il s'agissait d'un toire? Sans doute. Créé au lendechèque en bois ? « Ce qui m'intémaio de la seconde guerre monresse, ce sont les recettes réelles, diale par la volooté du général de Gaulle pour favoriser « l'utilisation pas les recettes éventuelles », s'inde l'energie atomique dans les divers domaines de la science, de surge l'administrateur général du CEA, Philippe Rouvillois. Les craîotes du numéro un du Coml'industrie et de la défense nationale», le Commissariat a longmissariat sont d'autant plus justitemps bénéficé d'une totale liberté fiées que, côté militaire, la météo et d'une abondance de moyens exceptionnelle. De 1960 à 1987, budgétaire s'annonce peu engageante. L'an prochain, la baisse du

pour l'ensemble de ses activités, il a reçu de l'Etat l'équivalent de 258 milliards de francs 1989. C'est

« Nous étions intouchables. Les ministres s'inclinaient devant l'administrateur général», se souvient Bertrand Goldschmidt, l'un des pères fondateurs du CEA. Epoque bénie pour l'organisme de recherche et ses troupes financièrement choyées (la mutuelle maison gratuite et les copieuses primes en cas de mariage ou de naissance en soot les vestiges). En retour, le CEA s rempli soo contrat. La France dispose d'une force de frappe crédible. Son parc de centrales nucléaires - une cinquantaine de tranches en service qui fournissent plus des trois quarts de l'électricité coosommée dans l'Hexagone - donne satisfaction, tout comme l'usine de retraitement des déchets irradiés de La

Les lendemains qui déchantent étaient inscrits dans cette réussite. A partir du milieu des années 80, mission accomplie, le CEA aurait dû se fixer une autre ambition, s'assigner des objectifs nouveaux. Des tentatives ont bien eu lieu mais sans résultat probant.

TROP PRUDENT . Celle de Gérard Renoo, admioistrateur général du commissariat de 1983 à 1986 après avoir été le « Monsieur Energie» de l'Elysée, était cohérente. Son projet : transformer le CEA en un groupe industriel puissant, une sorte de mini-CGE, articulé autour de trois firmes : la Cogema, en charge, depuis 1976, du cycle du combustible – de la production de l'uranium au retraitement des matières irradices ; la Cisi, héritière en 1972 du département informatique du CEA; enfin, Framatome, le constructeur de chaudières nucléaires, un temps entièrement sous contrôle de l'or-

ganisme de recherche. Trop prudent, trop inexpérimenté aussi, en froid avec nombre de «barons» du CEA, en délicatesse avec le ministre de l'industrie d'alors, Edith Cresson, fragilisé par la perspective d'un changement de majorité politique, Gérard Renon

n'e pu mener à bien son projet. Son successeur à compter de 1986. Jean-Pierre Capron, n'a pas fait mieux. Le CEA attendait un ehef d'entreprise. Il hérite d'un contrôleur de gestion lucide et désintéressé mais manquant de diplometie (sa manie de diffuser en comité de direction, annotées par

ses soins, les notes de ses proches collaborateurs lui vaudra de se brouiller avec nombre d'entre eux). « Son départ a été vécu comme une libération », raconte un

témoin des «années Capron». En 1989, arrive Philippe Rouvillois. Décoré à vingt ans de la Légion d'honneur et de la croix de la valeur militaire, sorti major de l'ENA, il débarque au CEA précédé d'une réputation exceptionnelle, celle d'un « moioe soldat » injustement brimé par le Prince (il avait été évincé de la présidence de la SNCF à la suite d'une catastrophe ferroviaire). Les limites de sa culture scientifique, le peu de goût qu'il manifeste pour les affaires militaires, ses réserves à l'égart du oucléaire (« Je ne suis pas un nucléocrate», edmet-il) apparaissent, sur le coup, secon-

Trois ans plus tard, Philippe Rouvillois e été reconduit pour un second mandat alors que les pronostics le donogient partsot. Doit-il son maintien à une docilité appréciée de l'actnel premier ministre? Ou les remous suscités par le chamboulement à la tête d'Electricité de Freoce (EDF) interdisaient-ils de changer le patron du CEA? La question se courrit de soc bilac mitigé: appelé au chevet du Commissariat pour le redynamiser, il a lancé des idées, exploré quelques pistes, mais sans véritablement s'engager à food, «Le CEA, c'est l'Empire ottoman finissant. Il suffirait de souffler dessus pour qu'il s'effondre. Il lui manque un Ataturk», lance un cadre d'EDF.

DÉSÉQUILIBRÉE . L'image est cruelle mais en partie exacte. Pyra-mide des ages deséquilibres, turn over insignifiant (moins de 1 % par an) : le CEA souffre d'« une absence d'irrigation vers l'exté-rieur», dit Alain Vidart, l'ancien patron de sa branche militaire. Revenu quelque temps au CEA sprès quinze ans d'éloignement, il-a, dit-il. « retrouvé les mêmes personnes aux mêmes postes ». Autre. handicap : une organisation aussi lourde que coûteuse. Philippe Rouvillois s'est attaqué au pro-hlème. Mais ses résultats en demiteinte ont incité les pouvoirs publics à lui demander de « réduire significativement [les] coûts et notamment [les] charges de structure » de l'établissement.

La tâche n'est pas eisée. Exception faite de la direction des epplications militaires - un Etat dans l'Etat, ~ les laboratoires des grandes branches du CEA sont en effet éparpillés entre des centres multidisciplinaires. A Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, 5000 chercheurs travaillent sur les réacteurs nucléaires de la prochaine génération, la conservation des aliments, l'informatique, le solaire... Idem à Saclay, près de Paris, ou à

Grenoble. Résultat : des conflits d'autorité inévitables entre les directeurs de centre et des patroos de

> "C'est l'Empire ottoman finissant. Il suffirait de souffler dessus pour qu'il s'effondre. Il lui manque un Atatürk. 33

branche tout-puissants qui, de loio, couvent leurs équipes. «Il serait bon que les directeurs de centre deviennent une autorité hiérarchique pleine et entière», convicnt le secrétaire géoéral du CEA, Emmanuel Doret. En attendant. chacun défend soo pré carré et a la collaboration entre laboratoires laisse à déstrer », déplore le . numero un du CEA. « La maison est encore beaucoup trop cloisonnée... Il faut à tous les niveaux un vouloir-vivre ensemble qui se traduise dans les actes concrets », a lancé récemment l'administrateur général à ses cadres supérieurs réuois à Fontenay-aux-Roses, le site ou commença l'aventure nucleaire

civile et militaire française. Existe t-il encore, ce « voulouvivre ensemble »? L'histoire du CEA peut aussi se lire comme celle d'un démantèlement insidieux. Depuis le début des années 70, tour à tour, l'informatique du groupe (via la CISI) puis l'industrie du cycle du combustible (avec la Cogema) se sont progressi-vement émancipées. Fin 1991, ce fut le tour de l'ANDRA, l'agence chargée de la gestion des déches radioactifs, transformée en établissement public industriel et commercial. L'Institut de protection et de sûreté nucléaires (IPSN) suit la même voie : pour la première fois, il s'est vu accorder une ligne budgétaire distincte dans la loi de finances 1993. Demain, d'est possible que le LETI, laboratoire d'électronique de Grenoble, avec ses quatre cents ingénieurs de haute volée, rejoigne SGS-Thomson, le fabricants de composants, au secours duquel le CEA a été prié de voler par le gouvernement (le Monde du 11 septembre).

3 S-1

. .

cr: : :: :

4 T T....

五四;≃:

- ---

227

21 5 723

22.

EZZ .- .

TELES ! --

1177

Title.

7: 17 ·

ALC: UNI

2500 2 1 g 1 h .

in inches

ET: 5. . .

2212

2011 (2011)

the later of the second

DÉSHABILLAGE . Autre hypothèse : que l'Etat détache du CEA ses participations industrielles (Cogema, Frametome), déteoucs par CEA-Industrie, le holding du CEA. Pourquoi ne pas pousser la logique du déshabillage plus avant? La tentation existe depuis longtemps. Régulièrement, un projet refait surface. Ses lignes directrices : détacher les activités militaires, rattacher au CNRS le hranche des sciences du vivant, et à le Cogema les activités liées au cycle du combustible. Ce qui subsisterait du CEA deviendrait un laboratoire de recherche à la disposition d'EDF aussi bien que des

Pour l'heure, le menece du démaotèlement est écartée. Concocté l'été dernier par les pouvoirs publics, un timide projet de réforme e été abandonsé devant la levée de boucliers qu'il avait suscitée, « Le dossier était sur le bureau des ministres, constate un haut fonctionnaire, il a été rangé sur une étagère, la plus haute. » A sa place, Philippe Rouvillois a reçu, fin septembre, de ses trois ministres de tutelle (défense, industrie. recherche) une lettre de missioo. Elle recommande à l'administrateur général de recentrer le CEA sur le nucléaire militaire (avec moins d'essais grandeur nature, davantage de simulations) et civil (des centrales plus économes, moins proliférantes; un avai micux maîtrisé). En dehors de ces deux missions « essentielles ». le CEA est en liberté surveillée. Ses équipes sont priées de oc pas s'écarter a dex domaines connexes à ceux des missions essentielles», et d'a intensisier les coopérations avec les établissements publics de

recherche ».

Le programme paraîtra terne, médiocre, dépourve d'ambition. « Il faut apprendre à vivre différemment », retorque l'administrateur dn CEA. Le constat justifie la phrase terrible attribuée à Pierre Guillaumat, qui fut délégué dn gouvernement près le CEA : « Il n'y a jamais eu de commissariat à la machine à vapeur.

Jean-Pierre Tuquoi

La Cogema fille émancipée

La Cogerna « se comporte fille très émancipée », constatait déjà il y e trois ans Philippe Rouvillois dans un rapport qu'il cosignait eur «Le secteur nucléeire civil en Frence ». Depuis cette date, on est passé ds l'émancipetion à la révolte ouverte.

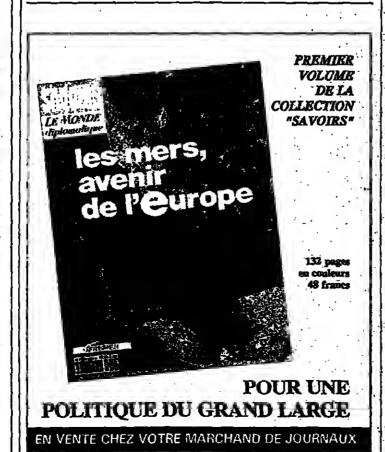
Au cœur de la brouille entre la Cogema (21,4 miliards de francs de chiffre d'affaires : 16 800 salariés), contrôlée en droit ainon en feit – è 100 % par le CEA, via un holding (CEA Industrie), une question de gros sous. La Cogema, dirigée par Jeen Syrote, un homme de convictions, rsfuae de signer un chèque en blanc à sa maison mère, qui se trouva être également aon organisme de recherche obligé. Le litigs porte sur des cantaines de millions de francs par an.

La Cogeme verse cheque ennée 700 millions de francs environ à sa maiaon mère. dont l'essential au titra de redevances pour des procédés mis au point dane lea leboratoires du CEA. Un nouveau syetème est en négociation depuis la fin de 1989, mieux adapté è le période da vaches maigres que traverse le CEA. Finies les redévances payées a

lee autrea clients de le recherche du CEA, financera une partie des recherches da

COMPROMIS . Encore faut-il être d'eccord sur les thèmes des travaux à mener. Et sur le coût de la facture. Or, sur ces deux pointa, la Cogeme s'estime floués. « Nous voulons que l'argent donné au CEA serve à financer des recherches qui nous intéressent, et qu'il n'aille paa se perdre dans dea frais de structures inutiles », dit un de ses dirigeants.

Las pouvoirs publies asparant qu'un compromie interviendra avant la fin de l'ennée. Les Intéressés n'y croient guare. D'eutant que, entre la CEA et la Cogema, « les rap-ports sont freudiens », comme l'edmet Philippe Rouvillois. Sur une photo publiée en début d'année par la revue du CEA à l'occasion d'un accord de partenariat entre le CEA, EDF at le groupa Framatoma. I'un des quatre signataires de l'accord a Jean Syrota dont on ne distingue qua le bras gauche...



Douze centres de recherche

A sa création, le 18 octobre 1945, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) s'est vu confier une mission hybride, à la fois civile et militaire, qui se reflète dans son organisation. «Etablissement de caractère scientifique, technique et industriel», le CEA est en effet dirigé et géré par un adminis-trateur général, nommé en conseil des ministres pour troie ennées. Mais, parelièlement, existe un « haut commissaire» - depuie 1975 le titulaire du poste est Jean Teillac qui sert, en quelque sorte, de caution scientifique au CEA auprès du gouvernement. Par ailleurs, si le Commis-

sariat est doté du traditionnel conseil d'edministration, il possède sussi un comité de énergia atomique : sa composition est prestigieuse (il est en principe présidé par la premier minietre), meis son rôle est insignifiant en pratique.

RÉORGANISATION . Fin 1992, selon les prévisions officiellee, l'effectif du CEA devrait atteindre 19 290 salaniéa (- 3,16 % par rapport à 1991), dont 37 % de cadres et d'ingénieurs, Sur ce total, la Direction des applications mili-telres (DAM) emploie

6 120 personnes. Avant embauche, les candidats font l'objat d'une enquête de six mois. La moyenne d'âge des salariés de la DAM est élevée; les femmes y sont rares. Les effectifs civils (en baissa de 2 % en 1992) se répartissent entre les cinq directions opérationnelles (cycle du combustible, réacteurs nucléaires, sciences de la matière, sciences du vivent, technologies avancées), l'Institut de protection et de sûreté nucléeire (IPSN), l'Institut national des sciences at techniques nucléaires (INSTN) et les directions fonctionnelles.

Géogrephiquement, le CEA dispose de douze centres d'études, quatre militairea et hult civils. À l'image du centre de Saciay, le plus lourd avec 8 500 salariés, ils ont souvent une vocation multidisciplinaire. Dans le cadre de sa réorganisation, la CEA compte ramener les grands centres civils à trois d'ici à la fin de la décen-

Parallèlement, il e prévu la fermeture de deux des centres de le DAM : Limeil, dans le

Le grand axe Tokyo-Pékin

D'autre part, concourir à la stabilité en favorisant le développe-ment de la Chine sans en faire un concurrent ou se lier les mains.

The Third County of the Conference of the Confer

The transfer of the control of the c

See control of control on control of the control of

Same artists of the contract o

And the second of the second o

magnetic for the property of the second seco

BESHABILLAGE . SAIN NO.

Access to a respective and agree of the strain of the stra

con pair as de profitable and contagn

Characteristics of the state of

Adam Pour contract Parkets

argue La La La La Constant des des

harptonia Robertstratt mit

The second reserve as a second reserve and the

111, 10 - distriction of white the Re-

tane million of CNS

Transfer des sentents de Marie

Charles community and street from

Could be son hardway to gue

with that the fit V alorginates a

aber time ge tierer to been

produce did by a consense as a

from the to a merce to

of the option to the state of the

of the defeation are read in the action

1986 A may form to the de-

PMERING

Amount of the Consiste Literam of Frield.

Control of the Contro

form the conservation of the arms articles of the con-

green and appropriate to be easily and the property from the property of the property of

processing the authorities of the control of the fact of the

A contract of the contract of

Process of the part of the part Photograph Read Continue

The second of th

en alte die German in gerann der der grieben gerandlich betreit.

residents are produced throughouse in the pre-

The second of th

Supplied the Control of Man to the control organic man process of the the Bernath Charles and Sant Charles and America and the Sant Charles Department of Hitter ages in contain the first contain

do as gap an lan disports, smooth salidated as in all their De numerica use on matters of dis ESA for contribution of the grander to the transfer of the control of the party territories and the control of the The warm of the properties on the distribution of the first of the contract of the cont and the property of the same than a property many many in the

Douze centres

de recherche

na characa a 19 mars - 2 120 priseri di

The state of the state of

Associated the Control of the Con-

The provided management with

measure, deposit a compa-

 $(T_{ij})_{i \in I} (a_{ij}^{im})_{i \in I} (a_$

the state of the s

mmbaumm (4.4 dum), 1215 (27)

Calger 3 200 (55-20) 55-51

micro la mayor de alla 188 samme de la Dall an ec. et

ies fummes . West this of

Dans le sacre de sa se se

SHOT IN CERTIFICATION

ther los grands comes : 13

Jean-Pierre Tuque

Talking in the acting that

. New York of the Manager

property of a late of the Paul State.

er was the property and the street.

Company of the all programmes.

A CONTRACT FOR LIGHT OF

an artist of Wilder Contraction

gen the property for lessen-

and the translation of the proof of the

and introduce of \$5 (9.69)

1914 a Commission of A

the election of the second

there is no the second expension. Park in the case of the contraction of the

green than the INGARIAN

Mindre Area Constitution

... Mari Empre

SPUTTER GESSUS

Qui - 3 affondre

4.35

-417

1 2 5

Aussi apportent-ils un soutien aux autorités chinoises, afin d'éviter leur isolement international, et pour-suivent-ils une expaosion des échanges, mais un développement plus circonspect des implantations. Le premier souci explique l'attitude nippone après les évécements de 1989. Le Japon fut le premier pays à rétablir son aide à la Chine en 1990. Or il est aussi son principal bailleur de fonds : l'aide nippone représente la moitié du total de l'assistance reçue par la Chine en 1991.

Le Japon a consenti au total I 600 milliards de yens (1) de prêts gouvernementaux à la Chine, en trois tranches (330 milliards en 1979, 470 en 1984 et 810 en 1988). auxquels il faut ajouter 1 700 milliards de yens de crédits accordés (en trois tranches aussi) par l'Eximbank pour la mise en valeur des ressources naturelies.

Une quatrième tranche de prêts est à l'étude. Inquiets du développement du potentiel militaire chinois (figurant parmi les dix grands objectifs du programme annoncé au Congrès), les Japonais souhaitent que ces prêts soient affectés non aux traditionnels projets d'infrastructure mais à la protection de l'environne-

ÉCHANGES • En matière d'échanges, le développement est substantiel : alors qu'ils n'attei-gnaient que 1,1 milliard de dollars (2) en 1972, ils dépasseront cette année 25 miliards. Si les veotes nippones ont cooou des périodes de stagnation (en 1986, en raison de la surchauffe de l'économie chinoise; puis en 1990, à la suite de la répression des manifesta-

Suite de la page 29 Japon enresistre un déficit (5,3 milliards de dollars en 1991). Ces importations japonaises en provenance de Chine se sont modifiées : aux matières premières s'ajoutent désormais les produits alimentaires et manufacturés (textiles, machines et même kimonos), qui représentent

plus de 50 % des achais. La Chine est devenue le troisième fournisseur du Japon en produits agroalimentaires, après les Etats-Unis et l'Australie, Certaines grandes entreprises importatrices envisagent de faire de la Chine une source d'approvisionnement en légumes frais (ce qui suppose des progrès eo termes de prodoctivité agricole et de distribution). Bien que la part du commerce avec la Chine augmente, il ne représente que 4 %

La Chine est devenue le troisième fournisseur du Japon en denrées agroalimentaires.

du total des échanges japonais, moins que celui avec Taïwan. Relativement prudents dans leurs implantations en Chine au

cours de la seconde moitie des années 1980, les Japonais ont repris dernièrement leurs investissements à un rythme soutenu dans le domaine du textile, de l'électroménager et des composants électroniques : en 1991 599 contrats d'implantation ont été signés pour une valeur de 810 millions de dollars, soit une augmentation de 75,7 % par rapport à l'année

En 1992, les investissements directs japonais doubleraient encore. Six maisons de commerce viennent tions sur la place Tien-anmen), les achats à la Chine n'ont cessé d'augmenter. Si bien que depuis 1983 le en Chine : un complexe pétrochimi-



Les zones d'implantations japonaises sont indiquées en noir.

que d'un coût de 4 milliards de dollars, dans la province du Liaoning, au Nord-Est. Il traitera 1,7 million de tonnes de pétrole brut, et devrait entrer en service en l'an 2000. Pour la première fois, les Japonais, conduits par Mitsubishi Corp. et

capital (51%). Ao total, 700 entreprises japonaises se sont installées en Chine, dans les régions bénéficiaires des financements gouvernementaux japonais au Nord-Est surtout (woir la de dollars en mars 1992) ne représente que 1,6 % du total des inves-

Itoshu, détiendraient la majorité du

investissements étrangers en Chine, loin derrière Hongkong et Taïwan, et même derrière les Etats-Unis. Mais ce sont des investissements de long terme, dont la moitié dans le secteur industriel. Jusqu'à présent, il s'agit essentiellement d'usines de fabrication - d'assemblage - de pro-duits destinés au marché intérieur chinois.

Les Japonais concentrent leurs efforts sur les consommateurs des villes: le grand magasin Seibu s'est installé dans la zone spéciale de carte ci-dessus). Mais le montant de Shenzheo et la chaîne de grandes leurs investissements (3,4 milliards surfaces Yachan envisage d'ouvrir un millier de magasins en Chine d'ici à l'an 2010. Pour son présitissements japonais à l'étranger, De dent, Kazuo Wada, la Chine est le même, les Japonais ne viennent-ils marché dont le potentiel de croisencore qu'au quatrième rang des sance est le plus élevé dans les vingt

japonaise s'ajoute, paradoxalement, celle des Chioois. S'il est un domaioe où le poids du passe ne s'efface pas aussi facilement que les deux gouvernements le voudraient, c'est precisement celui où ils sont le plus d'accord pour coopérer : le développement industriel.

TECHNOLOGIE • La Chine soupconne d'abord le Japon, non sans raisoo semble-t-il, de n'accepter de transférer ses technologies que lorsqu'elles sont largement dépassées. Ainsi dans l'automobile, contrairement aux constructeurs occidentaux (Peugeol, Volkswagen, American Motors et, plus récemment, Citroën), seul Daihatsu a installé des chaînes de montage en Chine, pour des modèles de bas de gamme, adaptés au marché chinois naissant mais inexportables et n'aidant guère l'industrie chinoise à accèder à un stade moderne. Les autres transferts de technologies provenant du Japon portent aussi, pour l'essentiel, sur des produits de piètre qualité, trop chers à sabriquer ailleurs en Asie (petit appareillage électronique menager par exemple). Les Chinois, sortant de l'ère

communiste, oot ensuite beaucoup de mal à s'adapter aux réalités parfois douloureuses de l'enrichissement capitaliste. Les cadences de travail et la discipline du mode de production nippon se marient mal avec l'anarchie nonchalante qu'avait permise le communisme. Une certaine propension des «managers» japonais des entreprises à capital mixte à se montrer condescendants (à leur manière courtoise mais persifleuse) envers les employés chinois n'arrange pas les choses.

INSATISFACTIONS . Le problème est évidemment culturel, mais il a aussi une dimension politique, et les hommes d'affaires japonais vivant en Chine le savent, même s'ils le reconnaissent avec réticence. Depuis l'ascension du Japon sur la scène 5,1 francs.

prochaines années. A la prudence régionale au début du siècle, à un moment où la Chine se trouvait dans le marasme politique, le plus sûr moyen des Chinois d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de leur gouvernement était de s'en prendre au Japon, la plus proche des grandes puissances impenalistes que l'inconscient collectif rendait coupables des bumiliations à répétition subies par la Chine.

La règle vaut depuis 1919. Elle a d'autant moins changé que le Parti communiste lui-même, par la voix de ses chefs historiques, a cyniquement remercié le Japon de l'avoir « aidé à conquerir le pouvoir » en ressoudant la nation chinoise contre

son invasion.

A plusieurs reprises, les anniversaires du douloureux passé sinojaponais ont ainsi servi de prétexte à des mouvements de protestation se parant de l'habit patriotique, mais en fait dirigés, à travers le Japon, contre le souvernement en place. Le cas le plus important a été un soulevement étudiant qui en 1986 coûta sa place au secrétaire général du Parti communiste d'alors, le défunt Hu Yaobang. Aussi, sans l'avouer, les patrons d'entreprises nippones en Chine craignent-ils de voir le moindre dérapage économique tourner à une agitation qui s'en prendrait à ce voisin dont la présence dans la production industrielle est toujours plus

évidente. Conscients, enfin, de la volonté des Japonais de tenir en bride le développement de la Chine, les dirigeants de Pékin cherchent à équilibrer leur poids dans l'économie nationale par celui des Coréens du Sud, afin de s'assurer une autre source de capitaux et de techno-

> Francis Deron et Philippe Pons

(1) Cent yens valent environ (2) Un dollar vaut environ

Minitel 36290059 INPI BILANS. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...



MINITEL 36290059 INPI BILANS. L'ACCES DIRECT A L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

L'INPI vous donne accès à la totalité des 2500,000 comptes et bilans des SA et SARL publiés les cinq dernières années. Pour constituer le registre national du commerce, l'INPI collecte et regroupe tous les bilans de tous les greffes de France. Avec 36290059 INPI BILANS, vous accèdez instantanement aux bilans, comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.





offentials of a community of a transcription of the substant 2 9 en 1981 en terminati grown topics materialist at states for our spectal telescope. mar in Campus and other temperate valuation in the state of கர் நக்கி ஜன் மர் சுரோர்கள் The state of the s SCHOOLS OF S ant have membered good. Not enuns du sinam gus marten. American States Spinish States THE THE LET & PARCE CONTRACTOR protector of a - Corpus 1975 in teagergeiten auf Lager Tendett. national des limited in techniques fue to a la second the or the the come. et ios diseiters to the est THE WAR MEN SE CEA the D. Grade Commentingent Géograph to my " CFA dupose or Time The Think of the Committee. Criecus Seales and seales the second section of the second section of the second section of the second section s had dwife A 1 model to de Sacias in tief 8 500 valence une vocation in the service

नक्षा १७५५ क्षेत्र स्टब्स्ट १७**०० वर्ष** part agent up compa de THE STATE OF THE SHEET PO g ow markingouse it est en THE CHARGE THE PROCESSES. green they a grant fully been 1 30 7 P. 1 30 7 P.

POANISATION . Fin I needed have great treating office. at Therete 12790 sala in in the contraction of El grant I . The Sty Confern erystement Jon on 1918. A the are little and மூத்தி) ஒருநிற்க

tions n ici a a 1 - 0. 2 2017 Parable ment and in the formation of the parable of de la DAN Valido Marrie dans #4 Tyre ***

F

J. P. T.

CONCURRENCE

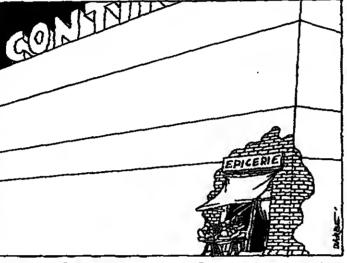
Continents contre Continent

La chaîne d'hypermarchés Continent est en train d'effacer son nom de certains de ses produits maison. Parce qu'une petite épicerie de la rue de la Roquette à Paris, « Aux cing continents », a plaidé la contrefaçon... et gagné

EST David cantre Goliath »: Jeeques Abramoff sime se référer à la Bible. Il y puise son inspiration et les préceptes qui guident sa vie. Même sur uoc question aussi terre à terre que le conflit qui l'oppose, lui un petit épicier de la rue de la Roquette dans le oozième arrondissement de Paris, à la chaîne d'hypermarchés Continent. Une guerre qui dure depuis quatorze ans et n'est pas finie: soo adversaire a déposé un référé afin d'obtenir un délai de trois mois pour appliquer l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 9 juillet lui donnant rai-

L'affaire peot sembler banale: une simple accusation de contrefaçon sur l'utilisation de la marque «Contioent». Ce qui l'est moins, c'est la disparité entre la taille des adversaires ... et le fait que e'est le plus petit des deux qui eit gagné : le justice e ordonné à la chaîoe d'hypermarchés de radier immédiatement la denomination «Cootinent» apposée sur toute une série de produits (alimentaires, de lavage et nettoyage, liquides). La chaîne est coodamnée à uoe astreinte de

1 000 francs par infraction.
«Si c'est bon, si c'est rare, si ça pousse, nous l'avons »: poussez la porte de l'épicerie «Aux cinq continents» de Jacques Abramoff et toutes les senteurs de l'Orient vous eoveloppent. Ici, les dattes, les olives vertes ou noires. Les thés côtoient la vanille et la cannelle, le jauoe du safran et l'orange du paprika claquent... sur le mur, de pierres, les photos sépia des parents. Dans le maga-



sin, les deux fils de Jacques Abramost, leur kippa sur la tête, s'activent, Jacques Abramoff marchait à peine lorsqu'il est arrivé eo France, en 1929. Sa mère venait de Samerkand et son père de Boukhara, membres fortunés de la communauté juive dans un Ouzbékisteo majoritairement musulman. «Ils vivaient de façon très simple mais cultivaient le plaisir de la table, la convivialité», grâce à des mets inspirés des cuisioes chinoise, indienne et persane. Uo art de vivre que les parents, même en exil, ont cherché à transmettre à leurs enfants : «Lorsque nous recevions nos ciens rois du coton devenus marchands de pommes de terre à Paris, on nous faisait venir, pour

écouter ce qu'ils disaient. Car bien

que pauvres, ils étaient restés des

Ses pareots ouvrent dooe boutique rue de la Roquette. La confrontation avec le moode occidental e été quelquefois rude : «La première année, ils ont perdu de l'argent. Ils ne comprenaient pas pourquoi. Un jour, on leur a conseille de vérifier le poids des livraisons. Ils ont été stupéfaits », raconte Jacques Abramoff.

ALÉAS o «J'étais le plus jeune de la famille et le plus intégré. Je voulais avoir un peu d'argent de poche pour aller au cinéma. Un camelot vendait du cirage sur la place. Je le lui ai acheté et il m'a appris le mêtler. J'al commence à cirer et à récolter un centime par-ci. deux centimes par-là. Des années plus tard, cela m'a servi. » Un parent anglais portait en effet des chaussures reluisantes : all m'a -envoyé trois boites de Tuxan, un

cirage rénovant vendu en Grande-Bretagne. J'ai commence à le distribuer, avec mon approche marke-ting a molèculaire»: il ne suffit pas de mettre un bon produit entre les mains des gens, il faut leur appren-dre à l'apprécier. » D'emblée, îl adopte une politique commerciale sélective, chez les petits cordonniers, avec le soutien du président du Syndicat des cordonniers de France: « J'ai démarré grâce à la bonté et à la gentillesse des autres. Ce genre de réussite n'existe plus aujourd'hul. » L'affaire marche si bien qu'un an et demi plus tard, il augmente... son prix d'achat. En 1951, en raison, affirme-t-il, de restrictioos aux importatioos, il ouvre une fabrique à Monaco, qui a employé jusqu'à vingt personnes. Tuxan a été vendu il y a dix ans à

L'affaire qui oppose Jacques Abramoff à Continent dure depuis 1978. Dix ans plus tôt, un problème analogue s'était soldé avec un autre groupe par un accord à l'amiable. Il connaissait donc bien ce type de question, mais pas les procédures : ell a fallu étudier, ramasser les archives, apprendre le droit procédural. Maintenant, je m'aperçois qu'il faut apprendre le droit de l'application de la victoire » Treize avocats se sont succédé pendant les quatorze ans qu'a duré la procédure, suspendue par les aléas de la vie comme une opération, la maladie d'un petit-enfant (« Les enfants, c'est le capital essentiel des parents. Les petits-enfants, c'est l'intérêt du capital»). Aujourd'hui, même si les

choses oe vont pas aussi vite que le souhaite Jacques Abramoff.

Continent raye sa marque des pro duits iocriminės, magasin par magasin, entrepôt par entrepôt. Le préjudice, très dispersé, est difficile à évaluer d'antant qu'il s'agit souvent d'heures de manutention passées à rayer la mention en questioo ou à la reconvrir d'une étiquette. Reste l'enseigne ; chez Continent, on affirme que le jugement ne la concerne pas. Ce que conteste Jacques Abramoff se référant à l'appel selon lequel « la société Continent hypermarchés, en adoptant à titre d'enseigne la dénomination Continent et C Continent, en faisant usage de cette dénomination pour désigner des produits (...), a commis des actes de contrefacon de la marque Aux cinq

Françoise Vaysse

ы.

المتناوس

æ. *.r. · ·

22 P 47 V

ままかま こ

. : --'

actor of the

100 T

12 2.1 1

PRINTER .

1000

-

Z "M.T.

COMMENT OF

THE LOUIS

FIFTH IS

- 2.

327

± 22%

Soldes: loi contre tradition

Que faire lorsque vous êtes l'une des plus prestigieuses maisons françaises, porte-dra-peau du tuxe tricolore à l'étranger, et que l'une de vos traditions commerciales vient contradire un texte de loi récent? Tel est le dilemme qui a valu à Hermès de se retrouver, le 13 octobre, devant le tribunal de commerce de Paris.

L'objet du litige : la dete du Faubourg-Seint-Honoré pour ses soldes, qui lul e ettiré les foudres de la Fédération nationale de l'habillement, nouveauté et accessoires. Depuis 1933,

Hermès fait ses soldes deux fois l'en en mars et en octobre. Or la loi du 25 juin 1991, précisée par un décret du 16 octobre, enca-dre très précisément les dates des rabeis, même si la profession des couturiers et créateurs de mode, regroupant sur une liste nominative cinquante-deux maisons (dont Hermès), a obtenu une dérogation préfectorale l'eutorisant à solder avec deux dates suivantes : du 15 décembre au 15 février et du

7 juin au 7 août. Lorsque Hermès annonca ses soldes du 12 au 16 octobre,

la Fédération introduisit donc un référé auprès du tribunal de commerce. Le 13 octobre, celul-ci rendit un jugement constatant que « la SA Hermès réalise une vente de soldes entre le 12 et le 16 octobre 1992, illicitement >. Considérant qu'« il n'y a pas lieu de l'arrêter», les juges n'en décident pas moins que « cette tolérance ne saurait être renouvelée textes l'autorisant » et condamnent la maison à payer aux plaignants 5 000 francs.

Toutes les sociétés françaises cotées en bourse ont un point commun ' DAFSA est actionnaire de toutes les so répertoriées ci-dessus et fournit analyses et donne sur plus de 2000 sociétés trançaises et étraing Le spécialiste de l'Information économique et financière



En matière d'achat d'espace Q'. publicitaire, rien n'est plus difficile que de se faire mindre.

Le meilleur prix dans l'absolu est une condition nécessaire mais loin d'être suffisante : au mieux il vous permet de chuchoter ou de bégayer vos manys. L'obsession du taux de négociation a fait oublier à la plupart d'entre nous que les médias ** + sont des produits vivants qui ont leur caractère et leur humeur. Si les principaux of opérateurs du marché obtiennent aujourd'hui des conditions quantitatives sensiblement équivalentes, certaines centrales ignorent la latique et l'afracile du Média-Planning en proposant aux annonceurs des campagnes médias toutes identiques. Tempo est une squet le Constil et de Service Média qui pense que seule la mise en œuvre d'une tactique média gérée dans le court terme est aujourd'hui primale pour l'efficacité 64. des campagnes de Publicité. Tempo c'est une équipe de publicitairs experts en média totalement aguerrie à l'utilisation des outils de Média-Planning les plus performants du marché, et soutenue par un with ristav ur meth. Si vous TEMPO

A, désirez vous faire entendre, contactez-nous.

TEMPO 147/149. QUAI DE STALINGRAD - 92150 ISST LES MOULINEAUX - TEL. : 40 95 08 09 - FAZ : 40 95 08 12

AMÉRIQUE LATINE

Le défi indien de l'Equateur

Malgré ses nouvelles ressources, le pétrole, la pêche, les industries naissantes et le tourisme prometteur, le pays, « Petit Poucet » des Andes, est secoué par la dette, l'inflation et surtout la révolte de la paysannerie indienne de la sierra

CAYAMBE (Equateur)

de notre envoyé spécial IEDS nus gonflés, noirs du boue, le poncho bleu déchiré, elle porte en trottinant la gamelle de soupe à son homme qui travaille à l'hacienda, dont on distingue les murs blancs au pied des contreforts verdoyants dn Cayambe. La cime glacée du volcan, à 5 840 mètres d'altitude, disparaît dans les nuées. Paysanne sans age, elle esquisse un mouvement de fuite : « Le président, ditelle dans un espagnoi écorché, est là-haut à la coopérative » ... Le « présideot » a le même visage fermé et l'œil méfiant, mais il est jeune, mince et solide. Il consent sans chaleur à faire le récit de l'occupation sauvage de l'hacienda

par les peones et leurs familles. L'affaire a d'abord traîné, explique-t-il. Le patron a tenté de soudoyer un des employés pour organiser une vente fictive, mais il a du s'incliner. Maintenant, les terres sont à enx et devraient faire vivre les quatre-vingts familles de l'ancienne exploitation confisquée. Plus de patron, donc, mais une coopérative. Ils ont obtenu un prêt par l'intermédiaire d'une organisation catholique, mais leurs locaux, une ancienne bergerie ouverte à tout vent, à 3 600 mètres d'altitude, ont piètre allure. Alberto, le président, admet sans peine qu'ils en'y arrivent pass: crédits insuffisants, manque de moyens mécaniques. « Nous sommes hors d'état, précise t-il, de rembourser le prêt. »

MILICES ARMEES . L'avenir reste sombre pour les paysans indiens révoltés de la sierra. La __situation_n'est_guère_différente dans les autres propriétés occupées du côté du Chimborazo et du Cotopaxi, au sud de Quito. L'armée est sur place. Pour aider, dit-on en haut lieu, mais aussi en fait pour surveiller. Les propriédes milices armées; des incidents graves ont éclaté; la tension reste vive dans toute la sinra équatorienne où quelque chose a basculé depuis 1990.

Certes, l'Equateur bucolique et paternaliste des années 50 n'est plus tout à fait le même. Le pétrole a supplanté les prodnits tropicaux. Il représente en 1992 près dn 40 % de la valeur des exportations (1) et 60 % des ressources dn budget national. Les effets catastrophiques du tremblement de terre de 1987, qui avait détruit l'oléoduc entre Lago-Agrio en Amazonin et le port d'Esmeral-das, ont été surmontés. Mais les experts estiment que l'avenir pétrolier du pays est limité. Les réserves étant estimées à 1 800 millions de barils, on ne peut envisager la poursuite de l'exploitation que pendant quinze à

vingt ans, au maximum. Comme an Brésil, l'Equateur a connu une succession de cycles en économie : cacao, café, canne à sucre, bananes. Des booms qui se sont souvent terminés par des désastres. Celui de l'or noir est déjà menacé. Pragmatique, le gou-vernement de centre-droit de Sixto Duran, an pouvoir depuis août 1992, a décidé de quitter l'OPEP, qui apparaît plus comme une contrainte que comme une aide : l'Equateur dispose d'un quota de 270 000 barils/jour; il en produit 320 000, dout 40 % ponr la consommation interne. Et l'on envisage de privatiser une partie des activités de Petroecuador, la société nationale créée en 1989.

CONCENTRATION . Les réformes agraires, en particulier celle dn 1972, ont, d'autre part, modifié les rapports de forces à la campagne. Dans les années 50, la concentration et les haciendas géantes étaient la règie. 2 % seulement des exploitations agricoles, dépassant 100 hectares chacune, occupaient 65 % de la surface cultivée, les petites propriétés de moins de 5 hectares 7 % seulement (2). Le système féodal du huasipongo, c'est-à-dire les paysans sans salaire attachés à la propriété, était encore courant. Aujourd'hui, la concentration

naire, un policier.

a été sensiblement réduite, bien que de très grandes propriétés se soient développées en Amazonie (sur 4 millions d'hectares), en particulier pour la culture de la palme africaine et du soja. Les exploitations de moins de 20 hectares occupent maintenant 36 % de la surface cultivée. En revanche. pour la masse des paysans sans terre, la misère est toujours là. Une situation en partie tempérée par l'exode vers le littoral du Pacifigne : en 1992, pour la première fois, la côte, avec la moitié environ des quelque 12 millions d'Equatoriens, est plus penplée que la sierra et, bien sûr, que l'Amazonie (malgré l'essor de l'industrie petrolière).

La pêche, soumise aux aléas climatiques mais en expansion (les crevettes représentent aujourd'hui 18 % de la valeur des exportations), le dynamisme des grandes entreprises du littoral, l'essor de l'industrin à Guayaquil (chimie, bois, agroalimentaire) et à Quito (textile, métallurgie, automobile), contribuent à bouleverser un tableau traditionnel. Originalité: depuis 1972, la direction des industries de l'armée (DINE) contrôle plusieurs entreprises dans les mines, le tourisme, l'agriculture, l'acier, la fonderie et l'assemblage d'automobiles. Elle emploie 15 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 166 millions de dollars en 1991.

«L'Equateur est sans doute le seul pays, reconnaît le colonel Mino, directeur de cet organisme, dont la constitution permet aux forces armées d'intervenir dans le développement national. » Au grand dam des industriels, qui dénoncent_cotte_« concurrence. déloyale ... « Trois de nos entreprises: assemblage de camions, acièrie et fonderie sont les plus performantes du pays. Nous continue-rons nos activités jusqu'à ce que le pays ait atteint un équilibre éconoque le colonel. L'Equateur reste un pays largement agraire (3).

Tous les Indiens ne sont pas paysans et tous les paysans ne sont pas indiens, mais la moitié environ de la population est indienne. Le pays n'est pas encore remis du séisme que fut le soulèvement national indien de juin 1990 : cinq siècles après la conquête espagnole et cent soixante-deux ans après la proclamation de son indépendance, l'Equateur n'a pas réussi à intégrer la masse indienne dans la nation. Routes coupées, marchés désertés, économie de la sierra paralysée, paysans armés occupant les haciendas: le soulèvement organisé par la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (CONAIE), dont le leader est Luis Macas, a stupéfié et inquiété. Le dialogue engagé depuis 1991 entre le gouveroement et la CONAIE a tourné conrt. « Nous avons fait la preuve de notre détermination et de notre force, dit Luis Macas, maintenant, il faudra compter avec nous. »

AUSTÉRITÉ . Un défi de plus pour le nouveau gouvernement, qui doit renégocier la dettn (13 milliards de dollars), équivalant à 99,5 % du PIB; maîtriser l'inflation (50 % en 1991), reconstituer les réserves monétaires, qui ont ebuté de 200 millions de dollars en 1992 en raison dn boom des importations, en particulier d'automobiles. Pourtant, la croissance a été sontenue en 1991 (+ 2,9 %) grace au pétrole.

Le gouvernement a annonce en septembre, son plan d'austérité: dévaluation de fait de 30 % (le dollar est passé de 1 500 à 2 000 sucres), hausse du prix de l'essence, blocage des salaires, privatisations. Les autorités redoutent une explosion sociale : le taux de chômage officiel (16 %) reflète mal la gravité de la situation. Le sous-emploi est généralisé et des dizaines de milliers de marchands «informels» envahissent le centre de Quito. Les salaires sont parmi les plus bas d'Amérique latine : salaire minimum de 40 dollars par mois, ce que gagne un fonction-

On ne peut done s'étonner



que le trafic de drogue ait singulièrement progressé. L'Equateur passait encore récemment pour un simple pays de transit : ce n'est plus vrai. L'arrestation, en juin «narcos» locaux. La fortune des

la famille Reyes, de la petite ville de Loja dans le sud du pays, a révélé l'ampleur des activités des

Reyes est évaluée à 1 milliard de dollars. Des militaires et des policiers de haut rang sont compromis: un magistrat a été assassiné. Bref, un scénario «colombien».

BLANCHIMENT . Comme au Pérou et pour les mêmes raisons, l'Equateur se lance aussi dans la production de cocaïne; dans l'importation des «précurseurs» (produits chimiques nécessaires à la fabrication), dans l'exportation, par les ports de Guayaquil et d'Es-meraldas. « L'industrie du blanchiment est florissante », dit un expert. En 1991, 700 millions de dollars auraient été recyclés : presqnn l'équivalent de 60 % du budget de l'Etat (1 200 millions du dollars). On estime officiellement que vingt-neuf banques et une trentaine de maisons de change participent à ce trafie. « On peut comprendre, ajoute l'expert, que les enquêtes du Congrès n'aboutissent jamais.»
L'Equateur a cependant des

atouts : un secteur privé dynami-

que el la formation, en conséquence, de classes moyennes; une insécurité encore limitée : enfin. un tourisme en piein essor, favorisé par la chute brutain de cette activité en Colombie et surtout au Pérou. Il est vrai que le « Petit Poucet » de l'Amérique latine a beauconp à offrir aux visiteurs : les petits trains de l'« avenue des Volcans», les Galapagos, nn artisanat original, des plages sur le Pacifique, l'Amazonie et une capitale qui est un joyau colonial, inscrite au patrimoine de l'humanité depuis 1987.

> Marcel Niedergang (1) 582 millions de dollars sur un

Intal de 1473 millinns au premier (2) Cité par Christian Rudel dans son excellent ouvrage l'Equateur, éd.

Karthala, 1992. (3) Bien que la population ait triplé en quarante ans, on compte encore 40 % de ruraux : l'agriculture représente 15 % dn PNB.

The state of the s



a chapter quarter dag tal & went d'houre, de manufertion pe sees & rayer to mention et de tion ou a la recourrir de Anquette. Reste l'enseigne de Continent, im affirme que le pe ment no la concerne par Ce de conteste January Arramoli & 2 real & l'appel selon leque : morrete Continent appending ndeplant a tire dersegre has minalion (Calitani et C Con ment. en fattant mage de co dudie d'un just enlan. Le c'ast de captel even-une Las poster-enfants. denomination pour designe à ic s'ant de con penduit: (...) 2 ci mines des ares contrejações de la marque Ana

Roquette à Paris,

Continent raje a marque de pe

duits incrimines, magain & magazin. Cuirepet per entrol le

préjudice, tres d'apersé, es dels

Françoise Veya

edides aupres cu maint a

constatant que e a SA Herre

resta une vente se som

entre le 12 et le 16 person

1992, the tements Consegue

00 4 U 7 4 2 235 4 25

I arrater a, les juges p'en de-

derit pas moms que compe

PROCE OF SELECT ETTE PERCENT

pour les périoces à recess

MATER I MATERIATIA EL COCEN

nem la maison à pave aux-

, v

grants 5 000 francs

COMMENTAL > out pur ones vite que Accepts Abramoff.

contre tradition ie Fédération introdust doze

at an accubre. Or la commerce Le 3 comme m 1001. préciate mu pelure: tens: -n -serse

s die 12 mc 16 wotch

En matière d'achai d'espace 'Q'. publicitaire, nen ass plus difficile que de se

faire aliabr.

in l'absolu est une condition recesse or se seizus à vous permet de Laboration du taux de nes entre t d'entre nous que les médius "+ + us qui cal leur caractère et le ... permitte du marché obtiennen:

wes assublement équivalentes te Preside du Média-Plantina + was compagnes média: we Count of the Service Prise mar vacique media person

that shed pour letters of S MIND CON UN CHUIT Amente à l'unisat.

du materia

fi.

PERSPECTIVES

Fleurs à manger

Suite de la page 29

La discrétion est de rigueur sur les caprices de l'Elysée, mais Fauchon, dans sa vitrine, jouc de toutes les couleurs. « On foit du sur-mesure, explique François Le Lagadec, attentifs aux besoins, o l'offut des désirs, respectueux de la moindre demande. Une règle élementoire sur un micro-morche, " C'est là tout le secret de cette société bretonne - la Meingwen Armor Scrvices (MAS) - qui, pour se tailler une place et un aveoir sur le marché encombre des légumes, a joué des son arrivée dans ce secteur, en 1983. l'originalité et la diversité, le marketing et le micro-marché. Au point de devenir le leader mondial en gammes de produits proposés.

EXOTIQUES . Cent soixante! Pas moins. Des plus classiques comme la pomme de terre et la tomate, aux plus fous comme l'oxalis ou le spoutnic. Des plus bretons comme l'artichaut et le chou-fleur aux plus exotiques comme le shiitaké ou le pépino. Des plus lègers comme la capucine, aux plus volumineux comme la citrouille géante. Car tout semble pousser sur la terre du Léon. Question de climat - particulièrement doux, grace à la proximité de la mer - question de volonté et de patience surtout.

Et la centaine d'agriculteurs qui, regroupés au sein de la coopérative. L'Armorique maraichère, ont rompu avec l'agriculture intensive pour adhérer au projet du jeune directeur de la MAS, ne le regrettent pas. Les voict désormais « maraichers », producteurs de légumes rares et pourvoyeurs de marchés très circooscrits, haut de gamme et sophistiqués. Une révolution dans le fameux Léon. Et un défi permanent pour François Le Lagadec, trente-deux ans,



qui fut il y a déjà dix ans, à son retour au pays après des études de marketing à Paris, l'initiateur du

changement de cap,

« Le drome de l'agriculture,
dit-il, c'est le fassé d'incompréhension qui sépore le producteur du
consommoteur, le rural du citadin,
il faut recréer des ponts, remettre
en adéquotion production et
consommation; cesser de produire
en aveugles et stimuler la demande
por unc offre constamment olléchante. » Bref, il faut innover;
repérer des cibles et en faire des
marchés, détecter des désirs et en
faire des créoeaux, devancer la
mode, quitte à la créer.

François Le Lagadec ne prétend pas bouleverser l'agriculture bretonne. Ce qui l'intéresse, dit-il modestement, c'est d'assurer travail et débouchés aux agriculteurs audacieux qui ont ainsi rompu avec la tradition locale. Ce qui le passionne, c'est d'étendre toujours davantage la gamme des produits à mettre sur la table. Sans tabou ni limite.

En prospectant dans trois directions. D'abord la géographie. Rieo de tel que les voyages pour élargir les borizons et qu'un périple dans les campagnes étrangères pour découvrir des cultures des plus extraordioaires, L'oxalis a été repéré au Pérou, les tomatillos au Mexique; le pépino, un fruit blanc en forme de cœur avec un léger goût de melon, et le babaco, une sorte de papaye de forme pyramidale au gout meringue, viennent tous deux d'Asie, tandis que le spoutnic, ainsi baptisé à cause de sa forme d'engin spatial, aurait été découvert en Indonésie (la coopérative l'a d'abord vendu comme légume, avec une couleur verte, avant de constater qu'en augmentant le temps de maturation, il ferait un fruit rouge très sucré). Le Lagadec adore explorer ainsi le

Une concertation avec ses partenaires agriculteurs pour étudier les conditions d'adaptation de ces cultures au sol breton, la et de guerre?

patrimoine légumier des conti-

consultation de quelques professionucls du goût pour imaginer vite le parti à tirer de ces nouvelles formes et saveurs, uoc étude marketing pour définir le marché. et voilà amorcé le lancement d'uo nouveau produit. « Le marché souvent restera minuscule et élitiste, explique son promoteur; parfois il décollera et s'inscrira durablement dans les habitudes de la consommation occidentale. » Il y cut le brocoli, d'introduction récente. Il y aura peut-être demain le shiitaké, cc champignon japonais dont l'espèce est la deuxième consommée dans le monde.

ESTHÉTIQUE · Parallèlement à l'exploration d'autres continents, l'entreprise souille aussi les mémoires et le passé de la région. a Que mongeaient donc nos oncetres, qui, peu à peu, est resourné à l'état sauvoge? Quels sont les produits « naturellement » bretons? Pour cette chasse peutétre plus difficile que l'autre, François Le Lagadec interroge les « collectionneurs de légumes », ces fous du potager, jardiniers amateurs, qui échangent des graines, tentent des greffes, sauvegardent le patrimoine; il consulte les ouvrages d'arborieulture, certains livres d'histoire de la région et, bien-sur, les vieux livres de recettes. Cela donne la corne-decerf, la tétragone comue, ou la fascinante sicoide glaciale, cette salade foncée, enrobée de perles de rosée, qui fond dans la bouche avec un goût poivré.

Mais une étude du passé pourrait aussi aboutir à remettre au goût du jour des légumes délaissés ou affublés d'une connotation oégative dont il est grand temps de les débarrasser. A quand le grand retour en force du potiron ou du rutabaga, injustement associés aux images de privation

Enfin, la recherche se veut également esthétique. Et le travail conjoint de la MAS et de L'Armorique maraichère sur la forme et la couleur des légumes lui a déjà valu son succès le plus spectaculaire. C'est le triompbe de la technique bonsaī: mini-tomates, mini-navets, mioi-artichauts, mini-choux, mini-fenonil, mini-carottes, aubergines de la taille d'un cornichon, citrouilles en forme d'oranges, betteraves comme des balles de ping-pong... Depuis cinq

A quand
le retour en force
du potiron
ou du rutabaga,
injustement
associés
aux images
de privation
et de guerre?

ans, la gamme des mini-légumes n'a cessé de s'étendre, donnant au grand hangar où sont emballés les précieux produits des allures de potager pour les sept nains.

Pas de tour de passe-passe, pas de manipulation génétique, assure pourtant l'apprenti sorcier. Simplement une sélection atteotive des graines et variétés selon de nouveaux critères. Et puis, l'adaptation progressive des techniques de culture (saison, arrosage, etc.), car un mini-légume est un produit à part entière avec ses propres exigences. La mise au point du mini-céleri n'a-t-elle pas

De «micro», le marché cette fois pourrait devenir «maxi». Mais François Le Lagadec n'y tient pas. Son originalité lui vaut des commandes de toute l'Europe (28 % de la production est exportée), la rareté de ses produits commercialisés sous la marque Hotgame lui permet des prix flamboyants, ct L'Armorique maraîchère aime à jouer les compléments et continuer à surprendre avec ses tomates-cerises. tomates-olives, tomates-peches, tomates-groseilles et tomatespoires jauoes. « Et quond tout le monde ouro fini par adopter les tomotes de serre, sans gout mois identiquement calibrées, c'est che: nous que l'on trouvera toujours les vraies tomates de plein champ. »

Aucun légume ne joue le role de produit vedette, mêmc si la laitue iceberg dont raffolent les Britanniques tient le haut du pavé (1,2 millions de têtes ont été vendues l'ao dernier), devancant les mini-carottes (plus de sept cent mille bottes!), les choux verts et les échalotes. Mais les produits les plus « extraordinaires », ceux qui font écarquiller les yeux, nc sont pas qu'anecdote et ne cessent de gagner du terrain. Ils représentent aujourd'hui plus de 30 % du chif-fre d'affaires de la MAS, occupent une trentaine d'agriculteurs hardis et stupéfient les sceptiques de la première heure.

Chambres d'agriculture, conservatoires et agronomes considérent l'expérience avec unc attention croissante. La Commission de Bruxelles ouvre de grands yeux, elle dont les règlements ne sont guère adaptés à cette agriculture dynamique. Les Japonais aussi, totalement fascinés. L'espionnage n'est pas loin, mais François Le Lagadee est prudent pas une caméra de télévision ne franchira la porte du hangar fabuleux de Taulé. C'est déjà une chance qu'il y tolère les stylos.

Annick Cojean

Deux jours pour décider de votre avenir professionnel



Le Monde organise les 4^{es} Journées Prospectives les 27 et 28 octobre 1992

UNESCO - 125, avenue de Suffren,75007 Paris mêtro : Ségur

mêtro : Ségur Renseignements : (1) 48-06-51-91 du lundi au vendredi de 9 heures à 13 heures

Mercredi 28 octobre entrée libre et gratuite

Les tribunes des entreprises

BOSSARD CONSULTANTS

« Bossard et les nouveaux territoires du conseil .

Salle I de 16 h 30 à 18 h 30

BULL

« Passeport pour l'avenir ou comment faire évoluer la réalité sociale en fonction d'une ambition technologique novatrice ». Salle II de 9 h à 11 h

CRÉDIT MUTUEL

Salle I de 9 h à 11 h

« Gestion des ressources humaines : un second souffle ».

FT.F

« La gestion des bommes par famille professionnelle. Deux exemples : la famille des explorateurs et celle des juristes ».

Salle II de 14 h à 16 h

FRANCE TÉLÉCOM

« Le défi du changement ». Salle II de 16 h 30 à 18 h 30

LA POSTE

« La force de La Poste : les hommes » Salle I de 14 h à 16 h

PRICE WATERHOUSE

« Auditeur et consultant : recrutement, carrières et débouchés en 1993 ». Salle I de 11 h 30 à 13 h 30

SNCF

« La SNCF : décentraliser et anticiper ». Salle II de 11 h 30 à 13 h 30

Les rendez-vous des metiers

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS: "Les travaux publics: quels métiers? quelles ambitions?" Salle IX de 9 h 30 à 11 h 30

FÉDÉRATION NATIONALE DU BÂTIMENT :

« Profession : bâtiment ». Salle IX de 14 h 30 à 16 h 30

TEMPS DENSE et le CIGREF « Profession : informatique ».

« Profession: informatique ». Salle IX de 17 h å 19 h

Le débat

"Vendeurs et commerciaux : comment combler le déficit ? Les enjeux de la formation des vendeurs de demain ». Salle I de 19 h à 21 h

Le Marché unique européen

Quelles libertés de circulation?

■ Le passage d'un espace fnrmé de douze marchés oationaux cloisoonés à oo marché eoropéen était déjà, en théorie, la finalité du traité de Rome. Mais il a fallu démaoteler les cotraves de droit nu de fait à la liberté de circulatioo cotre Etats de la Communauté pour que le Marché commuo devienoc le Marché onique. Dès l'ao prochaio,

quatre libertés seront garanties.

- La libre circolatinn des marchandises. Elle se traduit par deux nnuveautés majeures : premièrement la suppression des postes frontières à par-tir du le janvier. La priocipale justifi-catino des arrêts aux frootières, depuis 1969, étant la perception de la TVA sur les ventes iotracommunautaires, la suppression des cnotrôles dnuaoiers entrasoc l'applicatino d'un oouveau régime de TVA (voir ci-dessous). Les coûts directs des formalités aux frontières sont chiffrés à enviroo 1,8 % des transactions intracommunautaires, soit presque 10 milliards d'écus que l'no pourra économiser. Deuxièmement, la reconnaissance mutuelle des nnrmes et règles techniques : aucuoe onrme ou règle tecboique natinnale ne pourra être nppnsée à l'entrée daos uo Etat membre d'un produit ou d'une prestatino d'un autre Etat membre.

- La libre circulatino des personnes. L'article 7 du traité de Rnmc interdisait déjà tnute discrimination foodée sur la natinoalité cotre les travailleurs des Etats membres, et uoc continuité entre les protections sociales nationales s'est instaurée progressivemeot. La nnuvcauté est de permettre aux professinnnels d'exercer dans le pays de leur choix grâce à la libre prestation des services, la reconnaissance des diplômes et le droit d'établisse-

- La libre circulation des capitaux. Depuis le le juillet 1990 (à partir du 1e janvier 1993 pour l'Espagne et l'Irlande), une directive a sopprimé toule restriction aux mouvements de -capitaux entre-Etats membres; loutefois, pour la Grèce et le Portugal, des restrictions subsisteroot jusqu'à fin 1995, en vertu d'un régime transitoire.

 La libre circulation des services. Elle concerne tnus les services, finaneiers ou aulres, et en particulier les transports mutiers, aérieos et mariqu'un transporteur espagnnl, par exemple, pourra prendre du fret colre la France et les Pays-Bas et faire du cabotage (transporter des marchaodises entre deux villes de France). Le secteur des assurances est lui aussi décinisonné: les assureurs pourront désormais nffrir leurs services dans les autres Etats membres sans pour autant y être établis, une entreprise employant plus de 250 salariés ponvant s'assurer auprès d'une enmpagnie de o'importe quel autre Etat membre.



Dessin paru le 14 mars 1990. Quelles innovations pour les entreprises?

■ Un certaio oombre de nouvelles règles du jeu et de nouveaux instruments vont changer la vie des entreprises, qui sont les premières concernées par le marché uni-

- Les normes ne pourront plus servir à protéger les producteurs natinnaux. Une norme est une description technique qui permet de s'entendre sur les caractéristiques d'un produit ; performances, sécurité, ou encore compatibilité avec les produits com-

> "Beaucoup d'entreprises ont une perception trop administrative de l'Europe et pas assez économique. 57 Un chef d'entreprise

La multiplication des normes nationales (privées ou publiques) a eu pour effet, après la disparition des barrières douanières entre les Etats membres (1968), de recloisonner les marchés natinnaux au moyen de barrières techniques.

La «nouvelle approche» communau-taire en matière de normes peut se résumer ainsi: si un produit est bon pour un Etat membre, il l'est aussi pour tous les autres. Certains produits pour lesquels se posent de réclles questions de sécurité ou de compatibilité font l'objet de directives spécifiques et peuvent nbteoir la marque CE (jnuets, machines, matériels électriques, etc.).

Pour l'ensemble des autres produits, la reconnaissance mutuelle des normes nationales par les autres pays permet la circula-

Comment accéder aux marchés publics?

■ Les Etats et autres collectivités publiques sont de gros acheteurs, qui absorbent 15 % de la production des pays de la CEE. Or seulement 1 % à 4 % des marchés publics sont attribués à des fournisseurs étrangers. Pour combattre ce type particulier de cloi-sonnement des marches nationaux, plusieurs directives ont été adoptées par les ministres européens. Elles organisent les modes de passation des marchés publics (fournitures aussi bien que travaux publics), la règle étant celle de l'appel d'offres. Les appels d'nifres devront être publiés et leurs résultats divulgues pour que les entreprises puissent connaître à l'avance les marches prévus et disposer de recours en cas de discrimination ou de fraude. Ce dispositif concerne aussi la prestation de services.

Plusieurs secteurs essentiels, au départ exclus de ces directives - énergie, transport, eau - ont aujourd'hui leur propre directive d'ouverture des marchés publics. Les télécommunications, aussi mises à part, font encore l'objet de négociations. »

Quels nouveaux financements?

■ Le Marché unique de 1993 n'est pas seulement un vaste programme de libéralisation. La CEE a aussi mis en place des politiques volnutaristes pnur favoriser la compétitivité des entreprises et pour développer les régions en retard. Les entreprises françaises peuvent bénéfi-cier de plusieurs fonds, à certaines conditinns; géoéralemeot, l'aide ne dépassera pas 50 % du montant réel du prajet. Enfin, l'aide est accurdée en réponse à des appels d'offres publiés par la Communauté et auxquels l'entreprise doit

Vnici deux types d'aides mises en

place par la Communauté:

- Les aides à la recherche. Le troisième programme-cadre (1990-1994), d'un mantant lotal de 8,8 milliards d'écus porte sur les technologies de l'ioformation et des télécommunications, de 'énergie, de l'environnement, etc.; parallélement, il existe le programme SPRINT pour promouvoir l'innovation entre les pme ainsi qu'Eurëka, qui ne concerne pas seulement les pays de la CEE (10 milliards d'écus pour 521 projets labellisés).

- Les aides aux régions. Ce sont les

aides les plus importantes (plus de 14 milliards d'écus par an) et dont le budget pourrait croître encore ces prochaines années. La politique réginnale de la CEE poursuit six objectifs : développement des régions en retard, reconversinn des régions industrielles en déclin, lutte contre le châmage de langue durée, inser-tion professionoelle des jeunes, adaptating des structures dans l'agriculture et la sylviculture, développement des zones rurales. Parmi les régions françaises, seuls les DOM et la Corse sont concernés par le premier abjectif, qui est le plus important par son budget.

essionnel

it Monde organise mées Prospectives t 28 octobre 1992

The was the distribute of the des sammande de toute l'hutope the A. It is production to expen-Proceeds of the decision products region

mers a times were in margare Hotel grant to principle the principle to the principle to the principle of the

otalianther is a me a power will com-

personal at a solubult a surpress.

The Book of Churchister Californ

Printates absent females peches,

are not grandles at tomates.

parameters of the strained forthe

monge aura in für adireter fe-

consider an over same your mus-

Actions entries, c'est cher

es as des Pois de avera Louisses le

mum nombranes to place charge a

at product sociality, mente us la lay-

the makers thank talkident les Bro-

their ques tiret in hout du pave

and medicing do toler unt été ven-

Gieb l'as derniert devangent lei.

ment Tetter's, les chous verts et

has durable for Many les produits les

(fint worftpordination), consequi-

to the language to law years, no sont

The 28 stopping of the contest is.

sample of the formal the representant

our war they tries do not be an object

are wallactes de la MAN, el cupent.

and mantaine d'agriquiteurs tinian

and that can be supplied to be

as discontinued all appropriates.

whereig the committee and upo-

sources interested La Common-

in a de description de la consecu-

other in a fetti fes registrents ne-

como eserte adaptes a cette egripui-

нали для жинцан і ў та даропана

to many to a complete hand from "Light-

purchase early pay been, thus

Latin de Lamera de television pe-

The way of the state of the second state of the second sec

graphed and the state of the st

south in lagacies and province

in the condition of greater that the finite gain tables.

Annick Cojean

31:25:5-

* ***

然 第84.5

Sec. 1777

A hamoret . Alagoretiture.

Assess regione ne tone le tôle

enue de Suffren,75007 Paris métro : Ségur as vendredi de 9 heures à 13 heures

ERATION NATIONALE BATIMENT : Armente : fullimmeret ...

EN de 14 h 30 à 16 h 30

HS DENSE a le CIGREF

francis : enformatique o. : Die 17 h à 19 h

de hat

minutes of commerciality; sent rombler le déficit ? enpers de la formation des vendeurs CHEST . a i de 19 h à 21 h

Martine Frager-Berlet Schrameck

marché.

LEXIQUE

DIRECTIVE : acte en muoautaire publié an Journal officiel de la Communauté européenne, arrêté par le conseil des ministres sur propositino de la Commissioo. La directive lie tout Etat membre quant aux résultats à atteindre, mais laisse aux iostances oatiooales la compétence quant aux moyens et à la forme de la transposition dans le droit oational. Si cette transpositinn o'iotervient pas avant la date fixée, celle-ci eotre directement dans le droit natinoal dnot elle prime les autres dispositions.
CONSEIL DES MINISTRES DE LA

COMMUNAUTÉ : nn parle «du» conseil des ministres de la Communauté europécone, mais sa compositinn chaoge selno la question abnrdée. Ce soot les mioistres des fioances des douze Etats membres quand il s'agit de

BIBLIOGRAPHIE

Réussir en Europe, Hélène de Largeotaye-Schrameck et Martine Frager-Berlet, Nathan, 1992, 96 pages, 69 F.

Pranquer l'Europe, Brunn Vever, Eyrolles, 1992, 528 pages, 245 F. Et pour davantage d'informatinos : Pnint Europe-CCIP, tél. : (1)

Minitel: 3616 EUROGUIDE (ministère des affaires curopéeooes) -3617 POINTEUR (chambres de cnmmerce el d'industrie d'Île-de-France Posez vos questions sur l'Europe, réponse dans les quarante-buit beures).

fiscalité, les ministres de l'agriculture pour parler de gontas laitiers ou encore ceux de l'industrie, de l'intérieur, etc. Le cooseil des mioistres arrête, sur propositino de la Commission, les décisions essectielles de la Communauté, dnot il constitue le véritable organe législatif. Il se réunit presque chaque semaine dans les différents dumaines de l'activité. Ses décisions sont prises à l'unanimité nu, dans certains cas, à la majorité qualifiée, trnis nu quatre pays pouvaot alnrs constituer uoe « minnrité de blocage». Le Parlemeot europeen peut amender les textes adoptés par le conseil, celui-ci ayant le dernier mot. Le traité de Maastricht prévnit dans certaios domaines le recours à une instaoce d'arbitrage eo cas de dés-accord eotre le Parlement et le canseil (procédure de codéci-

sioo).

RECONNAISSANCE MUTUELLE : c'est l'un des principes de fonctionoement du grand marché. En vue d'assurer la liberté de circulatino, d'établissement ou de prestation de services, tout pays de la Commuoauté recoonaît comme équivalents à cenx de ses ressortissants les droits, autorisatinns, normes nu standards, diplômes, agréments ou licences obtenus par les persnnnes ou les entreprises des autres pays. Exemples : reconnaissance mutuelle des normes nationales, reconnaissance des diplâmes, agrément unique pour la circulation des médicaments, etc.

L'IMBROGLIO DE LA TVA

La fiscalité indirecte est l'une des difficultés les plus ardues que les arcbitectes du grand marché aient eues à résoodre. Paur éviter une distarsian de prix trop impartante eotre les pays membres, il fallait harmnoiser les taux de TVA (taxe à la valeur ajnutée), mais sans trop bouleverser la structure fiscale de pays comme la France, nù la TVA représente uoe grasse part des recettes de l'Etat (45 %).

tion des produits dans leur fabrication d'ori-

ges au niveau communautaire. En déposant

un brevet à l'Office des brevets européens à Munich (par l'intermédiaire de l'INPI), l'en-

treprise acquiert directement et à maindres

frais la protection de son invention dans tous

les pays de la CE nu dans autant de pays qu'elle le souhaite. De même, l'Office euro-

péen des marques, dont le siège n'est pas

encore choisi, permettra le dépôt de marques

européennes protégées dans tous les pays de

sonnes physiques de différents pays de la

Communauté pourront créer un groupement européen d'intérêt économique (GEIE), une

nouvelle firme de personne morale, pour

développer ensemble un projet muluelle-

ment bénéfique : par exemple, un laboratoire

d'essais commun, un système de reservation

informatique, etc. Le GEIE est immatriculé

dans le pays de son siège, et soumis au même

statut juridique et fiscal dans tous les Etats

- La Société aconyme européenne (SAE), prévue dans une directive non encore

adoptée, permettra la création de sociétés

des États membres, les sociétés anonymes

traditionnelles restant par ailleurs en appli-

prises est appelée à se développer. Il est d'nres et déjà possible de signer un contrat

rédigé en écus, d'ouvrir un compte bancaire

en ècus, de facturer en écus. Compte tenu de sa stabilité, cette devise permet de réduire les

risques de change lars de la négociation des

cootrats, ainsi que les frais de conversino.

L'écu vaut actuellement 6,60 francs

- L'utilisatinn de l'écu par les entre-

membres.

- Des sociétés, associations ou per-

la CE sur la base d'un droit harmonisé.

- Les marques et brevets seront proté-

C'est parce que lea chefs d'entreprise ont appuyé notre analyse et nos propositions que les hommes politiques ont fini par prendre intéret à ce projet de 1992. 33

Jacques Delors, président de la Commission européenne

Le dossier TVA a été défioitivement bouclé par les ministres des figances des Dauze, réunis eg conseil le 19 octobre à Luxembourg. La palette des taux sera très réduite : les taux majnrés qui subsistent encnre disparaîtront dès le le janvier, les taux mionrés ou ouls pourront subsister jusqu'en 1997. Paur l'essentiel, les Etats devront chnisir entre un taux normal (qui ne peut être inférieur à 15 %) et un taux réduit d'au moins 5 % sur une liste limitative de praduits ou services à caractère social nu culturel. En France, les taux sont actuellement de 22 % (majnré), 18,6 % (nnrmal) et 5.5 % (minnré), avec un taux « superminnré» à 2,1 %.

Pour les droits d'accise, une autre farme d'impôt indirect portant sur le tabac, les carburants ou les alcools, les Douze not fixé des limites minimales.

La vie des entreprises qui achèteot ou vendent dans les pays membres va beaucoup chaoger. Prennns l'exemple d'un fournisseur français exportant en Italie. Aujnurd'hui, il veod son produit hors taxes, et c'est son clieot qui paye la TVA italienne à la frontière avant de l'imputer au consommateur final. Au le janvier 1993, il n'y aura plus de postes-frontières : le client italieo achètera tnujours le prinduit français hors taxes mais acquittera la TVA italienne par déclaration mensuelle (il fera donc moins d'avances de trésorerie). Au premier jaovier 1997, nouvelle étape : le produit fraoçais sera vendu TTC, danc taxé au taux du pays de depart, mais l'entreprise cliente imputera tnuiours au consommateur final le taux italien. La perception indue de la taxe en France (la TVA étant un impôt sur le consommateur) fera l'abjet d'une compensatinn de l'Etat français à l'Etat ita-lien.

Les fiscs nationaux s'inquiètent évidemment des risques de retard de paiemeot, de fraude, vnire de simple désorganisation. Quant aux entreprises, elles rednutent que le fait de vendre TTC or desavantage leurs produits si les taux français restent supérieurs aux taux des autres pays. Tnut cela devrait pousser à un alignement rapide des taux de TVA et à l'élaboration d'un système informatique commun aux dif-

« non négociable » de le fin de 1992, était l'edoption en cinq ans de

La ratification du traité de

croire que la construction

communautaire piétine. Les

remous monétaires de ces

demières semaines, joints à

vicissitudes, mais il serait faux de

l'incertitude institutionnelle, ont pu

faire oublier une échéance bien

réelle pour l'Europe des Douze :

grand marché sans frontières

evec un produit intérieur brut

(29 700 milliards de francs).

C'est l'eboutissement d'un

processus entamé en 1957

Rome entre les six pays

économique européenne,

sorte reçu ses décrets

d'application evec l'Acte

evec la signature du traité de

fondateurs de la Communauté

devenus douze en 1986. Ce

texte fondateur e en quelque

unique, paraphé en 1985 et

essentielle a elors été franchie,

puisque les peys membres, au

lieu de statuer le plus souvent à

ratifié en 1987. Une étape

intérieures, véritable colosse de

quelque 340 millions d'habitants,

cumulé de 4 500 milliards d'écus

l'avenement le 1e janvier 1993 du

Maastricht connaît des

l'unanimité, ont pu commencer à prendre des décisions importantes à le mejorité : il n'en a pas fallu devantage pour débloquer la construction européenne. La tâche fixée, avec l'objectif supprimer les frontières evant considérable. Elle supposait 282 mesures communes qui changeaient en profondeur la règle du jeu économique et juridique dans chacun des pays membres. A deux mois de l'échéance fatidique, 235 de ces diractives ont été adoptées et 47 sont en négociation. Les questions traitées vont de la durée

minimum du congé de matemité à la reconnaissance mutuelle des diplômes, en passant par la normalisation des jouets et la déréglementation des trensports. Cet énorme effort d'harmonisation et de libéralisation qui s'achève est une véritable prouesse edministrative, soutenue par une volonté politique plus ferme qu'on ne l'e dit. Chacun a fait des concessions de poids : l'Angleterre en renonçant au taux zéro de TVA sur les produits de première nécessité, le France en ralachant son contrôle sur le fiscalité des revenus finenciers, l'Allemagne en desserrant l'étau de la normalisation. Résultat : la vie des citoyens, et plus encore celle des entreprises, ne sera bientôt plus tout à fait le même.

Dossier établi par et Hélène de Largentaye-

Davantage de libertés mais

moins de chasses gardées

la nouvelle Europe du grand

pour chacun, telle sera demain

CHRONIQUE e par Paul Fabra

Déflation, monnaie et taux

'I m'apperaraît, écrit un de nos lecteurs, que, loin de sortir d'une crise, nous nous y enfoncone. Bien des questions se posent », auxquelles notre correspondent me demande eimablement de répondre.

– Première question : « Peut-on à la longue espérer maintenir une baisse des taux d'intérêt, alors que la demande, le besoin urgent de liquidités, se fait sentir de toutes parts?

Ce besoin «urgent» de liquidités est typique du début d'une période de déflation. Sans cner gera, lee merchés se sont bloqués, ou bien ont perdu l'équilibre. De quelque côté qu'on se retourne, c'est l'ergent qui paraît difficile à obtenir. Le temps des grandes braderies e commencé. Naguère, c'étaient ceux qui possédaient les biens universellement recherchés, par exemple, un eppertement à Paris, qui tenaient, c'est le cas de le dire, le haut du pavé. Pour les ecquérir, beaucoup de gens étaient prêts à s'endetter dans une demi-insouciance : dans le pire des cas, croyaient-ils, ils revendreient pour rembourser, evec, à la clef, une plus-value. Les orgenismes prêteurs se pressaient à leur porte. Les rois du marché, eujourd'hui, sont caux qui sont capeblee de payer comptant.

Parmi les actifs qui se dévalorisent, il n'est pas que l'immobilier. Une autre catégorie de biens, par nature touchés de plein fouet par le crise, ne s'échangent pas sur la place publique, ce qui explique pourquoi on ne parle pas directement de leur décote. Il s'agit des innombrables créences qui constituent la metière pre-

mière du monde finencier. Quend un benquier refuse de renouveler un crédit à un client, il exprime, dens toute sa rigueur, le préférence qu'i exprime pour le «liquidites. Plutôt que d'introduire dans l'actif de son bilan un nouveau prêt à l'entreprise X ou au particulier Y. il juge plus expédient. en ne reportant pes l'échéence du remboursement, de réduire-ses-engagements.

Le banquier peut manifester d'une autre meniàre qu'il n'est plus, ou qu'il est moins demandeur de ·créences. Il eccepte bien d'echetar celles que leur présentent ses clients (prêter de l'argent, c'est acquérir une créence sur l'emprunteur), mais à un

moindre prix. C'est ca qu'on eppelle communément la hausse du taux de l'intérêt. Le taux est une résultante : sur un marché, les cotations ne portent jemais que sur des cours (prix). Mais ce qui intéresse les usagers, c'est l'effet et non pas la cause. Voilà pourquoi il est rare, dens le langage courant, qu'on fasse ellusion à la dévelonsation des créences. L'attention se concentre, presque exclusivement, sur l'élévation des taux.

Si déprimé que eoit le marché immobilier, on n'imagine pas que le prix des biens qui s'y achètent et qui s'y vendent tombe à pratiquement rien. Il n'en est évidemment pas de même pour les créances. Leur valeur peut, objectivement, tomber à zéro. C'est le cas lorsqu'elles deviennent irrecouvrables. Sur les marchés correspondents - merché dit monétaira quend il s'agit de créances en monnaie nationale, marché des changes quand il s'agit de créances en monnaies étrangaree, - les fluctuations peu-

vent être énormes, sur des rumeurs. L'exemple-type est une crise de change. Il errive des circonstances où plue pereonne n'est disposé à prendre du « papier » (raconneissance de dette) libellé en telle ou telle device. La déveluation, si elle est finalement décidée, consecre à due concurrence le décote de toutes les créances en cette devise, y compris des billets (lesquele sont des créances à vue sur la banque centrale qui les e émises). On e vu, récemment à Stockholm, le taux pour les transactions interbancaires (achat par le banque A d'une créance à un ou plueieurs joure d'échéence aur la banque B) monter juequ'à

30 % par mois - équivalent à 500 % l'an. Cependent, dee excèe da ce genre ne ee produisent jamais pour des raisons purement «psychologiques», ce qui veut dire sans raison. En l'occurrence, la crise couvait depuis plus d'une ennée. Depuis le demier trimestre de l'en demier, banques et compagnies d'assurances effichaient des pertes coneidérables. Sans le soutien des pouvoirs publics et de l'Institut d'émission, la plupart d'entre elles auraient dû déposer leur bilan. Si la Banque de Suède n'était pas intervenue en leur faveur, en rachetant, d'une façon ou d'une autre, le papier offert par ces établissements, les taux suédois se seraient hissée, dès novembre ou décembre 1991, à un niveau très élevé.

La logique finencière d'une telle eituation, c'est en effet la faillite, eutrement dit la réduction (dévaluation) de la valeur du passif eccumulé à celle de l'actif estimé à sa valeur de merché. Une fois cette opération faite, on repart sur un eutre pied. Les débiteurs insolva-bles ont été éliminés, les créanciers ont perdu des plumes. Liquidés à perte, les actifs ont été remis en circulation. Le merché e été brutalement assaini. Les taux peuvent enfin être remenés à un niveau beaucoup plus bas qu'on eurait cru possible.

Tout l'art d'une benque centrele consciente de ses responsabilités est d'accompagner ce mouvement, en le contrariant parfois, mais jameis très longtemps. Le but de la manœuvre est d'atténuer la brutalité du mécanisme, tout en le laissant jouer le temps qu'il faudra. Si on le neutrelise durablement, on crée une situation très malsaine : inflation prolongée dans le marasme économique. On eppelait cela stagflation à la fin des années 70 et au début

Une des pires difficultés est la choix de la date. Ceux qui s'en prennent à la Bundesbank l'accusent de se tromper d'ennemi en combattant l'inflation, elors que c'est le défletion qui menece. Leurs critiques sont probablement injustifiées. Ils feignent d'ignorer qu'eu premier stade de la déflation, un marché réagit naturellement par une hausse des taux, le plus souvent terrifiente. A vouloir y substituer une baisse, on crée les conditions d'une crise plus grave à terme. L'atténuer est le meilleur parti à

prendre : c'est ce que font en réelité les eutorités de Francfort (et de Peris).

EST reisonner de manière dia-/ lectique, c'està-dire fausse, que de voir dens la déflation le « contraire » de l'infletion. Cele ne veut rien dire. Ces mots désignent des pheses succeseives d'un māme processus analysable_logiquement. .'hypeanflation se traduit eussi per un besoin insatieble de liquidités, et donc par una pénurie. Dens les pires moments, on a vu l'Etat argentin manquer d'argent pour les salaires de ses fonctionnaires. Il leur distribueit à le plece des bons du Trésor. Les entreprises qui demen-

dent des déleie de peiement n'egissent pes eutrement : elles offrent une créance, à défaut de pouvoir payer rubis sur l'ongle.

- Deuxiàme question : « La monnaie at-elle une valeur en elle-même ou sa valeur estelle fonction de la prospérité de l'industrie et du commerce du ou des pays où elle est utilisée, prospérité qui, elle, amène la confiance qui valorise la monnaie?

Que de questions en une seule l La «confiance» est une notion embivalente, dans les affaires monétaires du moins. La monnaie la plus utilisée du monde est, plus que jamais, le dollar. Elle ne cesee de se dévaloriser. Le rayonnement d'un pays et celui de sa devise ne dépendent pas toujours de sa rigueur. D'autres considérations, dont toutes ne sont pas économiques et monétaires, jouent. Cela dit, la monnaie e bel et bien une valeur, dite « intrinsèque » per ceux qui y croient. Cette valeur se détermine toujours per un pouvoir d'echat. Du tamps de l'étalon-or, c'était le pouvoir d'ecquérir à tout moment un poids, fixé une fois pour toutes, d'or. La valeur relative de l'or par rapport à toutes les eutres marchandises veriant peu (ou varient lentement), cele garantissait indirectement une certaine stabilité de la valeur de la monnaie.

Avec l'ebandon d'une référence à un étalon unique, les choses se sont compliquées. Ni la monnaie, ni le problàme de sa valeur n'ont changé pour autant de nature. Auparavant, son pouvoir d'achat ee mesurait par rapport à un seul article du marché (l'or choisi pour étalon); eujourd'hui, il se mesure par rapport à sa capacité d'acheter une quantité plus ou moins grande des biens et services compris dans le panier de la ménagère servant à calculer l'indice des prix. C'est ca panier composite qui est

devenu l'étalon de référence. La conservation de la valeur de le monnaie était, avec l'encien système, garantie par la stabilité du prix de l'or. On considère, avec le système actuel, cette valeur préservée si l'indice ne bouge pas, ou bouge très peu. La question de savoir ei le système actuel est « meilleur » que l'encien reste ouverte. Son degré plue élevé d'e ebstraction » tient seulement au fait que le panier de la ménagère est une construc-

(A suivre.)

L'économie n'est pas la guerre

Et si la « guerre économique » n'était qu'un leurre, comme en envoient les missiles de croisière? Deux ouvrages nous aident à réfléchir sur l'économie comme stratégie, et aussi comme façon de dissiper la violence

STRATAGÈMES. Trois millénaires de reses pour vivre et survivre de Harro von Senger. InterEditions. 296 pages, 195 F.

DE LA STRATÉGIE MILITAIRE A LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE du général Gil Fiévet. Inter Editions, 272 pages, 195 F.

ES rapports de l'économie et de la guerre sont trop évi-deots pour o'être pas suspects. Au dix-septième siècle, où le commerce évoque l'amour, on ne séduit pas, on « ettaque » ou on «assiège». Aujourd'hui, on dit « guerre économique », « recooquête du marché », « forteresse Europe », « ligne Maginot des salaires » et « Waterloo du GATT ». Des mots? Oui, rien que des mots, mais deux étapes pour l'admettre.

Première étape : le livre érudit de Harro voo Senger. Il pré-sente dix-huit des trente-six stratagèmes qui fondeot la peosée chiooise, si peu compréhensible pour un Occidental. Il a collecté les travaux récepts en chinois. coréen et japonais sur ces stratagèmes, qui peuvent être appliqués à toutes les circonstances de la vie. Evidemment, le «gestimmaire»

doit les connaître. Qu'il sache néanmoins qu'il ne s'agit pas de simples recettes. Les stratagemes sont poétiques, d'on temps où l'ection des hommes méritait des aèdes et où ta ruse conférait la noblesse (le «rusé» Sunzi ou le «rusé» Ulysse); très vite, hélas, la tradition philosophique occidentale a la guerres, conte occulté la ruse. Exemples : «Le stratagème des portes ouvertes de la Cité», «tuer avec un couteau emprunté», « le prunier se dessèche à la place du pêcher »... Tous devraient être cités.

Chaque stratagème est intempord. Prenons a tuer avec un couteau empruntés. Oo le retrouve dans la Bible, dit von Senger.

TESTEZ VOS COMPÉTENCES

Top Editions, 272 pages, 178 F.

Bill Reddin, diplômé de la Harvard Busioess School, brosse

dans ce livre le portrait du mana-

ger-type, du manager de rêve; à

travers des tests, des conseils, des

remarques, il essaye de réveiller le meneur d'hommes qui sommeille

en chacun de ses lecteurs. Ainsi

définit-il plusieurs espèces de

managers (le diplomate, le bureau-

crate, l'eotocrate...) dont l'amal-

game doit aboutir au dirigeant par-

recommandations telles que :

«Analysez vos décisions passées»

ou «Écrivez-vous une lettre sur les

décisions à prendre »; cette perpé-

tuelle remise en questioo est cen-

sée faire de chacun un homme aux

qualités indéniables, un battant,

un Tapie et un Trump à la fois,

bref. un manager.

EN TRANSITION

et d'informations

2. trimestre 1992.

138 pages, 78 F

LA CHINE ET L'INDE

« Economie prospective

internationale», revue

du Centre d'études prospectives

internationales (CEPII), r. 50,

La Chine et l'Inde, deux

modèles de développement pour les pays du tiers-monde. Au lende-

main de l'effondrement de l'Union

soviétique, au moment où les com-munistes chinois relancent leur

politique de réformes économiques

et où New-Delhi secoue les

dogmes de l'étatisme, il était

opportun de tracer, comme le fait

entre les deux «grands» de l'Asie.

confrontés à des problèmes simi-

CEPII, un nonveau parallèle

Documentation française

Suit alors une longue série de

DE MANAGER

de Bill Reddin.

David, qui convoite Bethsabée, épouse d'Urie le Hittite, envoie celui-ci se faire tuer par les guerriers de Joab, en ordonnant uoe folle sortie de Jérusalem. Hitler, Staline et leurs services secrets s'utilisent mutnellement comme couteau d'emprunt pour éliminer le maréchal Toukhatchevski, Le cooteau emprunté, c'est encore la légende du «hardi petit tailleur» des frères Grimm. Autant de réminiscences qui font de ce livre un coffret à bijoux. Bravo à l'orfèvre voo Senger, et quel plaisir initiati-que et malia à le lire !

Le stratège Sunzi proposa une hiérarchie des victoires, l'idéal étant de vaincre sans combattre, grace à la ruse. Ensuite, mieux vaut vaincre par la diplomatie. Enfio, en dernier rang, le moins ooble – pour oe pas dire ignoble – vient la victoire après la bataille.

Or la « guerre économique », si nous acceptons l'image, relève à l'évidence des deux premiers types de victoire, évidemment supérieurs aux passages de la soldatesque, Claosewitz vit d'abord la guerre comme aboutissement logi-que de l'« ascension aux extrêmes», mais reconout plus tard qu'un bon général gagne sans combattre. Funtency est un som-met d'intelligence, Verduo de

SURPLUS . Et nous voità à la seconde étape, avec le général Gil Fiévet. Le général est un hussard, donc un homme cultivé. Son livre, tres tactie a lire, est une sorte de dictionnaire des citations, avec des encadrés, des tableaux et des exergues, comme: « la notion d'ofsensive et de désensive vus par Clausewitz», «évolution de la pensée de Clausewitz sur la nature de treement commodes pour qui désire se passer du plaisir de lire cet anteur.

Le général est aussi professeur à l'ESSEC. La multitude d'informations historiques et militaires (les deux tiers du livre) sur les batailles de Cannes, d'Austerlitz, de Midway ou la guerre du Golfe plaira dans les sémiosires pour cadres n'eyant jamais entendu siffier une balle. Tont ca au cordeau, avec un petit côté fiches-cuisines, me foi pas désagréable. Il y a même une interprétation astucieuse de la bataille de Midway comme application du principe de subsidiarité. Qu'on se le dise dans

les popotes à Bruxelles. Le titre de l'ouvrage n'est repris et justifié que dans le dernier tiers. On découvre alors que la vie de l'entreprise n'est que harcèlement, déroute, résistance, attaque en force, diversioo, poursuite, contre-attaque, action retardée ou guerre subversive. D'intéressantes applications sont proposées : par exemple la guerre Pepsi cootre Coca. Oui, nous sommes convain-cus: «L'art de la guerre emprunte à celui du commerce», Clausewitz encore. C'est l'alliance nouvelle du sabre et de la calculette.

TEMPS . En vérité, oous sommes convaincus du contraire, Ou plutôt oous redécouvrons que le discours de la guerre, tout simplement, est universel. Ce que dit en fait le général Fiévet, entre deux citations, c'est que la guerre, celle du Golfe incluse, est formellement ldeotique mais essentiellemeot contraire au commerce. Car elle partage, au prix du sang, le présent (la richesse et l'espace), taudis que le commerce partage, su prix de la conciliation (le contrat), le futur et le surplus, toujours renouvelés et agrandis : l'argent et le capital. autres noms de crédit, outres noms du temps.

Revenons an livre de von Sen ger : « La ruse chinoise implique une notion dynamique du temps et de l'espace. » Comme cette phrase sonne doux aux oreilles de l'économiste, qui sait eussi, depuis Adam Smith, que le commerce

c'est l'oubli de la violence dans la fuite du temps : la dilapidation de l'argent, cet infini invenie par les hommes. Nous lirons ces deux livres pour être ruses. Car aun cœur hostile aux autres est inexcu-sable, mais un cœur méficur indispensable » (Hong Zicheng).

Bernard Maris

NOTES DE LECTURE

laires: populatioo, agricultore, industrialisation, ouverture ou moode extérieur. Les solutions sont différentes, les résultats

Mais, si le nouveau modèle chioois dû à Deng Xizoping epparaît plus crédible à long terme que le mirage maoïste, on ne saurait négliger les résultats obtenus par l'inde, dont le brutal changement de politique depuis l'arrivée au pouvoir de Narasimhe Rao semble indiquer qu'elle est, enfin, déterminée à brûler les étapes.

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES A L'EST de 1950 aux ansées 1990 de Bernard Chavance. Nathan, CIRCA « Economie et sciences sociales », 208 pages, 59 F.

Dans ce livre de référence, dont les pages paires reproduisent systématiquement des documents

(textes, tableaux graphiques ou photographies), Bernard Chavance rappelle les étapes des réformes économiques en Europe de l'Est. C'était l'époque où l'espoir d'amé-liorer le système n'avait pas encore

De nombreux économistes ont essayé de se démarquer de la pensée orthodoxe, notamment Oskar Lange en Pologne, Ota Sik en Tchecoslovaquie, Janos Kornai en Hongrie. De nombreuses expériences ont cherché à améliorer l'efficacité du système, sans en contester les fondements.

La plupart des lecteurs ne se at pas convaincre par Beroard Chavance quand il affirme dans sa conclusion que e les systèmes socialistes ont montré histo-riquement leur viabilité, et même, dans une certaine mesure, leur réformabilité ». Mais ils apprécieront ce penorama brillant, présenté de façon très claire, qui restitue la mémoire d'une période achevée.

J.-M. Ch.

A SIGNALER

CRITIQUE DE LA DÉCISION le Lucien Sfez. Quatrième édition entièrement refondue. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 572 pages, 80 F.

VISION 2020 La réussite de votre entreprise se prépare aujourd'hui de Stan Denis et Bill Davidson Editions Dunod 248 pages, 142 F.

INTRODUCTION A LA MICROÉCONOMIE

de Gilles Rotilloi Collection « Repères », La Découverte, 28 pages, 45 F.

CHERS CONSULTANTS Enjoux et règles des relations entreprises-consultants d'Ahmed Bounfour. Editions Dunod 230 pages, 188 F.

LE GUIDE DE L'EMPLOI A L'ETRANGER d'Yves Rivoal Editions Dunce 308 pages. 168 F.



Disparités de développement

Du point de vue empirique, une constatation

sentielle vient remettre en cause les préceptes de

l'école néolibérele : il s'egit de l'immense disparité

sance entre les pays. Ainsi, le World Development

Report de 1989 indique qu'en 1987 le PNB per

hebitant du paye le plus pauvre de le plenète

(l'Ethiopie) était de 130 dollars (600 francs) par an,

contre 21 000 pour le pays la plus riche (la Suisse).

Soit un ratio de 1 à 70 l La théorie néoclassique

n'admet que des disparités mineures. De plus,

celles-ci devraient se résorber du fait des flux de

capitaux et de technologies vers les pays peuvres;

de niveaux de développement et de taux de crois

L'application dans les années 80 de politiques économiques d'inspiration libérale reflétait l'hégémonie de ces idées dans les milieux scientifiques dix ans auparavant. Aujourd'hui, de nouvelles théories, plus favorables à l'intervention de l'Etat, apparaissent.

per PIERRE-ANDRÉ CHIAPPORI et GILLES SAINT-PAUL (*)

ANS l'histoire des doctrines de politique économique, les années 80 resteront marquées par un recit des idées keynésiennes et par un retour à un recit des idées keynésiennes et par un retour à un recit pas fortuite. La mise en place, dans les pays industrialisés, de politiques d'inspiretion libérale n'e fait que refléter, avec un décalage de dix ans, l'hégémons que ces idées avalent acquise dans le communique de sentifique à partir des ennées 70

commissione acientifique à partir des ennées 70.

Certa constatation suggère eussi qu'un nouveau moiviernent de fond est à ettendre. En effet, les thèses néolibérales semblent maintenant céder le pas à me ensemble de théories qui, sans constituer une écôle à proprement parler, ont en commun une approprie plus interventionniste. Et il est probable que ces nouvelles idées trouveront tôt ou tard leur traduction dans le politique économique des grandes nations industrielles. Le montée en puissance des thèses libérales avait pour origine un faisance des thèses libérales avait pour origine un faisance des thèses libérales avait pour origine un faisance des constatations empiriques qui réfutaient les bases mêmes du credo keymésien. Au cours des années 60 le volomé d'exploiter une lisison inverse entre chômage et inflation – la fameuse courbe de Philips – à des fins de stabilisation n'e conduit qu'è la dérive inflationaiste. Par alleurs, le ralentissement de la croissance readait plus douloureux lee effets pervere et les inefficacités de l'Etat providence et de la fiscalité lourde qu'il implique,

Cet environnement e favonsé le succès des théoriciens néolibéraux de l'école de Chicago, Leur doctrine se résume en quelques points : — croyance en l'efficacité du marché en tant que

mécanisme d'allocation des ressources;
— limitation du rôle de l'Etat au meintien de la concurrence sur ces marchés; en particulier, rejet des politiques sectorielles ou de la planification «à la française»;

 ebandon des politiques de relance, celles-ci ne pouvant avoir d'effets systématiques sur l'activité, et maintien du taux de croissance de la masse monétaire à un niveau faible et constant;
 en matière de commerce international, libre-

9.1

échange et fixation du taux de change par le marché;
— abandon des taux d'imposition excessifs, facteura de distorsions, élergissement de la base fiscale.

Certains de cas thèmes peuvent probablement
âtre considérés comme des ecquis de la théorie

économique. C'est le cas, par exemple, de la reconnaissance du danger inflationniste. D'eutres, cependant, sont ectuellement bettus en brache per de nouveaux éléments.

C'est cette constatation qui a conduit les chercheurs à se pencher à nouveau sur les théories de la croissance et du développement et à remettre en question la théorie libérale sur deux points :

d'une part, en soulignant que le taux de croissance de l'économie est affecté par la politique économique – alors que la théorie libérale postulait que ce taux était déterminé par un progrès technique de nature exogène;
 d'eutre part, en insistant sur le rôle des exter-

naîntés dans le processus de croissance. Une externalité est une interaction entre deux agants qui ne pesse pas par le marché (le pollution en est un exemple traditionnel). Le processus de croissance s'accompagne d'externelités dans tous ses aspects: diffusion de l'innovation d'un secteur à un autre, transmission du savoir, etc.

Cette vision conduit à modifier radicalement les prescriptions de politique économique. En effet, le

marché est inapte à gérer correctement les externalités et celles-ci appellent une intervention publique. Par ailleurs, si la politique économique augmente le taux de croissance d'un pays, elle permettra à celui-ci d'accroître Indéfiniment son evence. Les enjeux de le politique économique s'en trouvent donc accrus.

Une concurrence imparfaite

Ces développements ne sont pes isolés. La microéconomie de l'information a montré que les marchés deviennent inefficaces lorsque certains participents sont mieux informés que d'eutres. La théone de l'organisation industrielle e souligné les conséquences des imperfections de la concurrence, qui sont règle commune. En économie internationale, les idées de concurrence imparfaite et de différencietion des produits ont relativisé la portée des préceptes libre-échangistee. Enfin, les modèles à anticipations rationnelles ont mis en évidence les difficultés liéee à la coordination des anticipations, et, partant, l'instabilhé potentielle de certains marchés – financiers notamment.

Si le remise en cause du credo néolibérel s'étend, les tenents des nouvelles epproches ne sont malheureusement pas encore d'accord sur la nature des politiques à mettre en œuvre. Par exemple, la nouvelle théorie de la croissance prédit qu'il faut promouvoir les secteurs susceptibles d'avoir des retombées technologiques eur l'ensemble de l'économia; mels comment les identifier? Ou encore, faut-il favoriser la concurrence – propra à accroître le volume des échanges et la division du travail – ou leisser en place les monopoles – qui aureient, dans le tradition schumpeterienne, une propension plus grende à l'innovation?

Il n'en reste pas moins que le nouvelle génération d'économistes sere probablement plue interventionniste que l'actuelle. Sans que ces évolutions merquent un retour aux doctrines strictement keynésiennes d'entan, elles révèlent cependant un nouvel état d'espnit, qui pourrait bien se refléter dans la politique économique qu'adopteront demain les travaillistes engleis ou les démocrates eméricains (1).

 Paul Krugman, professeur au MIT et l'un des principenx ibéoriciens de la nouvelle ligne, est d'ailleurs conseiller du candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, Bill Clinton.

(*) DELTA, Ecole normale supérieure.

as la guerre

PART .

+ 100

4.14

: **1990**

44.1

and Co.

dent à réfléchir sur l'économie de dissiper la violence

fier une balle. Tout ca au cordeau, avec un petit côté fiches-cuisines, mo for pas désagréable. Il y a même une interprétation assucionese de la bataille de Midway comme application du principe de médidarité. Qu'on se le dise dans les popules à Bruxelles.

Le titre de l'ouvrage n'est

/ a par long in de lo

ne, r

choe

in the

UT 406

ésea is de

U SI

2 2il

e jo

李 \$

es de

res,

tons 1. Çi de li

ts c

Separate Britan Britan

1

ŊŇĚ

sapers et jautité que dans le dernare tiers. On découvre alors que la vie de l'entieprise n'est que harvéisment, déroute, rénistance, attaque en force, diversion, poursuite, matre attaque, action retardée ou guerre subversive. D'intéressantes applications sons proposées : par exemple la guerre Pepsi contre Cava Ciur, nous sommes convaincies « L'art de la guerre emprunie d'evia du commerce », Clausewitz treure. C'est l'alhance nouvelle du sièce et de la calculette.

TRACES e En vérité, nous sommen compaineus du contraire. Ou piutot nous redécouvrons que le descouer de la guerre, tout simplement, est universel. Ce que dit en ted ic general Fieves, entre deux assaums c'est que la guerre, celle to Colle incluse, est formellement Acotique mais essentiellement source as commerce. Car elle pertage, au pers du sang, le présent its rechance of l'espace), tandis que ic nominience partage, au prix de la reseasement the contract, le futur et 's reipios. Usukiurs renouveles el igrandia : l'argent et le capital autica mores du crédit, autica etimes in sense

Mayenous au tière de son Sengee « La ruse chimina emplique une notion denamique du temps et de l'espace » Contine cette phrase authet dous aux sirelles de l'éconquisier que suit aussi, depais habit briefs de la sielence dans la numbre de mange de desputation de l'argunt, cet infini inventé par les nomines. Mone litures ces deux favreu pour être ruses. Car sem capir heritte aux auters est inerconière mais un caux métiant indivgenmelles (Hong Zecheng)

Sernard Maris

ARE

regates, tableaux graphiques ou photographient, Hernard Chavance rappetic les étapes des réformes économiques en Europe de l'Est. s'était l'épaque ou l'espoir d'ame-

incer le système n'avant pas encore despura. De nombreux économistes ont ensiste de nombreux économistes ont ensiste de le démarquire de la pension de l'ange en Pologne, Das Six en l'anger en Pologne, Danos Kornas en l'angere De nombreuses expériement out cherché à améliorer l'efficacité du système, sans en contenter les fondements

l'a plupart des locteurs ne se insueront pas convainere par Berrard Chavance quand il affirmo dans sa conclusion que a les sussimes inculiates uns montré historiquement leur nabilité, et même, dans une certaine mesure, leur répornabilité a Mais ils apprécierems ce panorama brilant, présente de taçon très claire, qui restrue la mêmoire d'une période achevée.

J.·M. Ch.

a signaler

de Gilles Rotillier Collection » Repères ». La Découverte. 16 pages, 45 l·

COMME CONSULTANTS
Referen et ringins des
relations
motropoleme-commitmets
d'Almed Baunfour.
Editions Duned.
110 pages, 153 F.

LE GIRDE DE L'EMPLOI A L'ÉTRANSER J'Yver Rivoul Faitime Dunod, 103 pages, 168 F

VENEZ VOIR POUR LE CROIRE.

Séries Spéciales Mondial

Fiesta Mondial 1100

49 900 F_ω

Fiesta Mondial Diesel
59 900 F₂₀

Escort Mondial Diesel

79 900 F₅





Toutes les Fiesta Mondial ont de série: • Boite 5 vitesses • Vitres tennées • Essuie glace arrière • Pueus larges taille basse • Banquette arrière rabattable • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Montre digitale • Enjoliveurs de roues • Baguettes de protection latérale • 2 miroirs de courtoisie • 5 viales places avec celhitaite arrière centrale. L'Escort Mondial Diesel: • Moteur 1800 Diesel dépolité • 60 ch DIN • 4,4 | à 90 km/h; 6,0 | à 120 km/h; 6,5 | en ville • 5 CV fiscaux • Boîte 5 vitesses • Intérieur velours • Vitres teintées électriques à l'avant • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Barres de protection dans les portières • Volant à absorption d'énergie.

Fired

LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHEZ

ai .

AUT-IL se réjouir ou au contraire se préoccuper de la modération de la hausse des prix à la consommation que l'on observe un peu partout ces derniers mois? Sauf les dirigeants économiques, qui ne peuvent que se féliciter de la réussite de leur politique en la matière, les spécialistes sont dans l'expectative. Un diagnostic fait en effet l'unanimité : les ingrédients déflationnistes sont réunis et il faudrait peu de chose pour que la « déprime » actuelle vire à la déflation, en Europe

Les informations récoltées à partir des seuls indices de prix à la consommation n'ont dès lors plus beaucoup de signification : tout juste ceux-ci permettent-ils d'appréhender le degré de pression qu'exerce la

FRANCE ALLEMAGNE 1,6 en % 1,5

Sur 12 mois: 2.6% Sur 12 mois : 3,6% Evolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remooursements hypothécaires exclus). Données nationales non corrigées des variations saisonnières, sauf États-Unis.

INDICATEUR . Les prix Equilibre précaire

situation actuelle sur les différents secteurs de la production et de la distribution. C'est dans l'évolution du cours des actifs que les signes annoociateurs de dépression, et donc de déflation, sont le plus perceptibles : les prix de l'immobilier s'écroulent et les valeurs boursières s'effritent. Sans une éclaircie rapide des perspectives conjoncturelles, suscepti-

GRANDE-BRETAGNE -04 92 avril mai juin jul, eoch SEPT. 92 avril mei juin jul aoot SEPT. Sur 12 mois: 3,9% Sur 12 mois: 5,5%

les risques que s'enclenche un processus cumulatif s'accroissent. En pre-mier lieu parce que les faillites en cascade rendant indispensables des fonds supplémentaires, les ventes d'actifs ne vont pas s'interrompre rapidement. En second lieu parce que les niveaux particuliérement attrayants des taux d'intérêt pourraient provoquer d'importants déplacements d'épargne vers les marebés monétaires et obligataires, à même d'amplifier les chutes des Bourses et de l'immobilier. L'équilibre est donc précaire et le risque d'un effondrement boursier considérable. Se concrétisera-t-il ou non? Le risque d'une déflation éventuelle en dépend. **JAPON ETATS-UNIS**

ble de rassurer les propriétaires de ces biens sur leurs rendements futurs,

92 avril mai juin jul aoû SEPT Sur 12 mois : 3.1%

RÉGION • L'Afrique subsaharienne

La voie de l'ajustement

'AFRIQUE est un continent e en transition », titrait la Banque mondiale dans son dernier rapport annuel. Certes, la transition est tout à fait sensible du point de vue politique, que ce soit en Afrique du Sud ou dans les nombreux pays qui, de l'Angola au Ghana, ahordent la démocratisation de leur vie politique.

92 avril mai juin jui, acut SEPT.

Mais, sur le plan économique, on ne voit malheureusement guère de signe de transition vers un avetraction de la guerre civile en Sonjalie, de la sécheresse dont souffre l'Afrique australe, force est de constater qu'en 1992 l'Afrique subsaharienne ne parviendra pas encore à enregistrer une croissance suffisante pour compenser son accroissement démographique. En 1991, le PIB de la zone avait augmenté de 2.4 % (contre 1.3 % en 1990), ce qui s'était traduit par une chute de 0,6 % du revenu par habi-

Pour 1992, on ne peut guère espérer de chiffres plus élevés : ainsi le FMI table sur une diminution du PIB par tête de 1.1 % qui se poursuivrait encore en 1993 (- I %). Certes, le panorama est contrasté entre quelques pays qui enregistrent des niveaux de croissance supérieurs à 3 %, atteignant 8,7 % au Botswana, 5 % à Maurice et au Ghana, et nombre de régions qui s'enfoncent dans le chaos économique comme la Zambie, le Libéria, le Soudan ou le Mozambi-

La Banque mondiale fait remarquer que les pays qui ont adopté un plan d'ajustement structurel ont enregistre en 1991 une croissance supérieure de près de point à la moyenne de la zone. Mais on connaît aussi les coûts sociaux et politiques de telles

Or, de manière globale, que constate-t-on? La plupart des économies africaines sont caractérisées par des marchés intérieurs peu dynamiques, souvent fort étroits, unc grande partie des populations rurales vivant encore en semiautarcie. Dans les villes, la proportion d'habitants se situant au-dessous des seuils de pauvreté ne cesse d'augmenter. On est encore bien loin d'une consommation de masse dont la demande alimenterait les secteurs agricole et industriel.

C'est ce qui explique la paradoxale extraversion d'économies qui ne trouvent pas en elles-mêmes les ressources du développement. A l'exception de Maurice, qui a su se placer dans la vague de délocalisation des nouveaux pays industriels, l'Afrique n'existe pratiquement pas sur les marchés industriels, et ses recettes en matière de services sont limitées à quelques activités de tourisme et aux transferts en provenance des émigrés. L'Afrique n'est guère exportatrice que de matières premières, dont on connaît le caractère instable.

En 1992, la fermeté du pétrole a favorisé les exportateurs africains du Nigéria à l'Angola : déjà en 1991, ceux-ci avaient connu une croissance moyenne de leur PIB de 4,7 %, entretenue par une hausse

de 8 % de leurs exportations et de 12 % de leurs importations (ce qui est un signe pour le moins ambigu...). Mais pour les autres matières premières, la conjoncture est moins favorable : le café, le cacao, le thé, le sucre, le coton, ont des oiveaux de prix qui, en valeur réelle, sont au plus bas depuis la fin des années 60. Et les perspectives pour 1993 ne sont guère plus favorables. L'espoir d'un nouvel accord international pour le casé a été

92 avril mai juin jui, aoû SEPT.

qu'en 1994. Les prix des produits miniers se tiennent mieux, mais souvent grâce aux problèmes des producteurs africains (Zaire et Zambie pour le cuivre et le cobalt). Quant aux métaux stratégiques d'Afrique australe, ils souffrent du dumping russe sur les marchés.

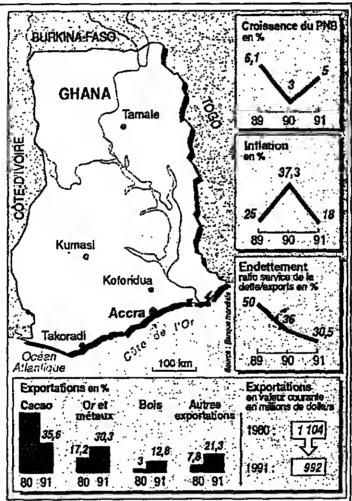
Dans ces domaines, le maintien des capacités existantes devient problématique alors que l'investissement privé étranger est inexistant, Entre 1985 et 1990, le flux d'investissement direct privé vers l'Afrique subsaharienne, tous secteurs confondus, n'a été que de 500 millions de dollars, une goutte

Or l'Afrique se trouve écrasée par la dette extérieure la plus élevée de l'ensemble du tiers-monde, en niveau relatif: en 1992, selon le FMI, elle s'élève en moyenne pour l'Afrique subsaharienne à 75 % du PNB de la zone. Si le ratio du service de la dette sur les exportations (22,7 %) paraît plus supportable, cela est du à la part importante qu'occupent les crédits à long terme consentis par des organismes publics internationaux ou bilatéraux. Ainsi, la part de l'Afrique est de 18 % dans l'ensemble des prêts et crédits distribués en 1992 par les agences de la Banque mondiale. Mais cette aide va en priorité aux pays qui acceptent de se soumettre à la logique des programmes d'ajustement structurel, comme le en 1983. Ghana, la Côte-d'Ivoire, le Kenya,

l'Ouganda...
La rigueur économique semble être effectivement la voie de sortie à long terme pour l'Afrique. Mais elle est difficile à supporter, en particulier pour les masses urbaines touchées par le sous-emploi et la libéralisation des marchés. C'est là que la transition démocratique devient périlleuse et peut ouvrir la voie à n'importe quel populisme

En cet automne 1992, le bilan africain est donc bien peu satisfai-sant. Les guerres civiles, la sécheresse et, paradoxalement, le coût du retour à la démocratie pèsent sur un continent dont les quelques atouts, hormis le pétrole, sont plus dévalués que jamais et qui se retrouve dépendre d'une aide extérieure difficile à accepter sur les plans social et politique. Il reste pourtant quelques situations particulières beaucoup plus favorables, telle celle du Ghana, qui va tenter début novembre le périlleux exercice du retour à la démocratie.

Philippe Chalmin conseiller économique de la SFAC



PAYS • Le Ghana

L'économie devant les urnes

international comme l'un de ses meilleurs élèves en Afrique. Il a pourtant connu à peu près toutes les expériences économiques possibles, depuis le socialisme à la Nkrumah (1962-1966) jusqu'à l'un des premiers programmes d'ajustement mis en place sous la boulette de la Banque mondiale et du FMI Jadis premier producteur mondial de cacao, le Ghana sem-

blait enfermé dans sa monoculture cacaoyère, même après que les cours furent tombés au plus bas, dans les années 70, et qu'il fut luimême relégué au rang de produc-teur mineur, loin derrière son voisin ivoirien bien sûr, mais aussi derrière le Brésil et plus récemment la Malaisie. Le Ghana avait conservé de la période coloniale une solide organisation et, aujourd'hui encore, le cacao ghanéen fait prime sur le marché par la rigueur de ses contrôles de qualité. Mais le Cocoa Marketing Board (CMB) était devenu, au fil des ans, une énorme structure administrative parasitaire employant t05 000 per-sonnes en 1982 et ne laissant au producteur que moins de la moitié

Or, depuis 1983, la croissance économique au Ghana a été en moyenne de 5 % et devrait même être légèrement supérieure en 1992. L'inflation, qui dépassait les 60 % dans les années 70, n'était plus en juin 1992 que de 8 % en base annucile. Cela a été rendu possible par un contrôle budgétaire très strict privilégiant l'investissement

du prix du cacao.

E Ghana est aujourd'hui consi- public (8,2 % du PNB en 1991). Le déré par le Fonds monétaire nombre des fonctionnaires a dimi-nternational comme l'un de ses nué de 15 % et le CMB a réduit son personnel de 22 000 personnes. Le Ghana a poursuivi une politique de dévaluation de sa monnaie en achevant de libéraliser son mar-ché des changes en mars 1992.

Certes, le Ghana a peu diversifié sa base économique : si le cacao est moins important dans ses échanges extérieurs, e'est avant tout parce que son prix international reste bas. Par contre, un vaste programme de privatisations a permis de relancer les productions minières et forestiéres. Mais pour l'instant le développement indus-

triel demeure embryonnaire. Réussite économique donc. grace notamment au soutien des institutions de Wasbington (970 millions de dollars d'engagements de la communauté internationale en 1991), mais dans un contexte général de pauvreté qu'il-lustre un PNB par habitant de 390 dollars.

La moitié de la population ghanéenne se situerait au-dessous de ce qu'on pourrait appeler le niveau de la misère. Pour cette population, le programme économique du gouvernement, axé sur le rétablissement des équilibres macroeconomiques, n'a guére apporté de réconfort. Avec la probable candidature du capitaine Rawlings lors de l'élection présidentielle de novembre, c'est la logique de l'ajustement structurel que les Ghanéens seront appelés à confirmer ou à repousser

SECTEUR . Le cycle

Ascension interrompue fois moins cher que les vélos four-

IN d'une ascension spectacu-laire ou simple accident? Pour la première fois depuis cinq ans, le marché du cycle en France a déraillé au premier semestre 1992, avec 1300000 ventes, contre 1 650 000 sur la même période de l'année précédente (+ 20 %). Au cours des cinq années précédentes, il avait connu une véritable révolu-

La raison de ce bouleversement s'appelle VTT. Inventé, il y a une quinzaise d'années par les ment nommé « vélo tout terrain » par les Français, a fait deouis 1987 une percée spectaculaire dans les pays développés. Il représentait 5 % des ventes en 1987, 14 % en 1989, 24 % en 1990, près de 40 % en 1991 et sans donte la moitié du marché en 1992. Toutes les marques françaises ont suivi cette demande et les VTT représentent aujourd'hui entre 40 % et 50 % de leur production.

Tiré par le phénomène VTT, le marché français a connu une hausse de 71 % en cinq ans, passant de moins de deux millions d'unités vendues en 1987 à plus de 3,2 millions en 1991, la progression annuelle approchant 20 % en 1990. Mais cette progression a essentiellement profité aux importations: tandis que les ventes des construoteurs français n'ont suère dénassé le million d'unités, les importations sont passées de un million en 1987 à près de 2,5 millions en 1991. Profitant de l'absence de quo-

tas et de droits de douane, quatre pays d'Extrême-Orient (Cbine populaire, Thallande, Malaisie et Indonésie) se sont mis à produire des VTT en quantité. Sur des cadres fabriqués à bas prix, ils ont installé des équipements (freins, dérailleurs...) fabriqués par le groupe japonais Shimano. Celui-ci détenant un quasi-monopole de la production d'équipements pour VTT, on a vu des vélos tout-terrain avec la même allure, qu'ils aient été fabriqués en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis. Ces vélos ont été mis en masse sur le marché par les grandes surfaces, qui y ont trouvé un formidable produit d'appel, vendu à prix colltant, deux à trois

nis par le réseau traditionnel. Pour arrêter ce déferlement, les fabricants français ont obtenu du gouvernement, en 1991, l'établissement de quotas pour les importations de cycles en provenance d'Extrême-Orient. Mais ceux-ci ont été contour1.7

0.550 -2

7.0

....

Cr Till

...

(C)

72.1.4

100 to 10

FETCH .

15,- 2

470

100 miles

.....

. . .

2: ; ----

- - ---

2.07 %

Take a

15 27, .

Take to large

State.

S FEET LOW

Care Commercia

5145 · · ·

te state of

15. July 1

Section 2.

I save server

:. c:≥: .

12 De ...

وسيه والمنه

Dogg. V.

4 4

- 1. 1

19400

17.24年月月

nés par des accords avec d'autres pays européens. Ainsi, au lieu des 250 000 unités en provenance de Chine prévues pour le premier semestre 1992, ce sont 350 000 tés... au premier trimestre. Les fabricants européens ont donc déposé devant la Commission de Bruxelles un dossier pour demander l'établissement de droits de douane sur ces importations.

Malgré leurs efforts de restructuration et l'amélioration des rythmes de production pour suivre ou devancer les gonts d'une clientèle deveoue versatile, les fabricants européens ont également dû s'associer. Le regroupement le plus spectaculaire a été en janvier 1992, celui de l'espagnol BH avec les français Peugeot-Cycles et Gitanes, un ensemble de 1800 salariés, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et une production de plus de 1,3 million d'unités en 1991, pour

former le groupe Cycleurope. La baisse de 1992 est évidemment dne à la conjoncture écono-mique défavorable, mais aussi à la saturation, attendue, de l'équipement des ménages en VTT. Les fabricants prévoient aujourd'bui deux actions pour relancer le marché. Us interviennent auprès des collectivités locales pour la construction de pistes aménagées pour les cyclistes. Le marché allemand, deux fois plus important que le français, les fait évidemment rèver. Ils veulent également lancer un nouveau produit susceptible de profiter des avancées technologiques apportées par le VTT. Il s'agit du vélo hybride, qui aura cependant bien besoin d'un autre nom pour faire repartir un marché de la bicyclette dont les fluctuations évoquent une étape pyrénéenne du Tour de France,

Christophe de Chenay

